

**A CASABLANCA**  
**La conférence islamique**  
**paralysée par la querelle**  
**sur la réintégration**  
**de l'Égypte**  
 LIRE PAGE 4  
 L'ARTICLE D'ERIC ROULEAU

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

**Notre supplément**  
**« le Monde des livres »**  
 Pages 13 à 17  
**Les Français**  
**et leurs provinces**

## Les « bons offices » de M. Mauroy au Portugal

Après les Espagnols, les Portugais manifestent de plus en plus d'insistance devant les obstacles opposés à leur entrée dans le Marché commun. Malgré leur sympathie traditionnelle pour la France, les dirigeants de Lisbonne la rendent volontiers responsable, du moins partiellement, d'une attente qui dure depuis maintenant sept ans. Aussi M. Pierre Mauroy, en se rendant ce jeudi 19 janvier pour trois jours au Portugal, se propose-t-il avant tout de manifester la « bonne volonté » de Paris à l'égard de sa candidature.

Parviendra-t-il, pour autant, à dissiper le malaise ? Lors de son séjour sur les bords du Tage, en octobre, M. Chandonnet, à l'époque ministre délégué pour les affaires européennes, avait jeté un froid en déclarant que le Portugal ne pourrait entrer dans le Marché commun tant que celui-ci n'aurait pas réglé ses problèmes internes. Sur le même sujet, M. Mauroy avait eu un dialogue tendu avec son collègue lusitanien, M. Mario Soares, lors du conseil européen d'Athènes, en décembre. On s'attendait qu'il insistât surtout, cette fois, sur les aspects positifs de l'élargissement et sur l'« effort particulier » que compte déployer la France, pendant son semestre de présidence de la CEE, pour que les dossiers portugais et espagnol soient traités séparément « en fonction des problèmes particuliers » qu'ils posent.

La promesse n'est pas nouvelle. Elle avait déjà été faite par M. Mitterrand lors de son voyage à Lisbonne en décembre 1981. Elle est destinée à tranquilliser un pays dont la candidature pose, à coup sûr, moins de problèmes que celle de l'Espagne. Les agricultures française et portugaise ne sont pas, en effet, concurrentielles. Et lorsque Paris annonce, à la veille du voyage de M. Mauroy, que la discussion sur le dossier agricole portugais est « presque terminée », on sait bien à Lisbonne que ce n'est pas une difficulté majeure qui a été ainsi surmontée.

Les exportations de textiles portugais vers l'Europe posent un problème autrement délicat. Elles sont importantes pour un pays qui utilise, grâce à elles, une bonne partie de la main-d'œuvre des provinces surpeuplées du nord. Mais la CEE limite régulièrement ses importations de textiles portugais, et elle entend les contingentier, même quand le Portugal sera devenu l'un de ses membres. En montrant, sur ce sujet, plus de souplesse que ses partenaires, récemment, à Bruxelles, la France a quelque peu atténué l'amertume qu'avaient suscitée ses autres prises de position.

On s'attend aussi à voir M. Mauroy aborder, lors d'un entretien avec le président de la République, le général Eanes, l'un des sujets qui avaient été au cœur de la visite de M. Mitterrand il y a deux ans : la coopération lusitano-française dans l'Afrique anciennement portugaise. Les Français s'étaient engagés à consulter ou à informer Lisbonne avant toute initiative dans cette partie du continent africain. Ils l'ont fait. Mais ils prennent de plus en plus la place de l'ancienne puissance coloniale en Angola. Le gouvernement de Luanda fait payer à celui de Lisbonne l'hospitalité accordée aux représentants de l'UNITA qui le combat les armes à la main. Paris profite de la situation pour accroître son influence en Angola, où les investissements français se sont beaucoup développés. On estime à Lisbonne qu'il y a là matière à explications.

## L'affaire basque menace gravement la démocratie espagnole

nous déclare M. Felipe Gonzalez

Le chef du gouvernement de Madrid relance son projet  
de conférence internationale sur le terrorisme

Madrid. — Au cours d'un entretien au palais de la Moncloa avec André Laurens, André Fontaine, Marcel Niedergang et notre correspondant Thierry Malinik, M. Felipe Gonzalez, chef du gouvernement espagnol, a exposé ses vues sur l'exercice et les risques du pouvoir, sur l'armée et la crise basque, sur le changement et la démocratie dans son pays, et sur les relations avec la France.

A quarante-deux ans, M. Gonzalez est le plus jeune chef de gouvernement en Europe. Il reste très populaire après un peu plus d'un an de pouvoir. Il le doit à ses clartés, à son sérieux et à sa modération.

Dirigeant du premier gouvernement de gauche depuis la guerre civile, il a mieux réussi que ses prédécesseurs, Adolfo Suarez et Leopoldo Calvo Sotelo, avec les militaires, et il exclut tout nouveau risque de putsch. Socialiste, mais ne croyant pas aux nationalisations, il pense que le secteur privé est le vrai moteur de l'économie et que la restructuration industrielle est le seul remède pour créer des emplois. Il considère également que, pour réduire le chômage, il ne sera pas possible en 1984 de maintenir le pouvoir d'achat des salariés, comme cela a été le cas en 1983.

Dans tous les domaines, M. Gonzalez est en accord étroit avec le roi Juan Carlos, symbole d'une politique modérée et raisonnable. Militant clandestin pendant les dernières années du franquisme, il a encore un peu l'air de s'étonner d'être à la Moncloa.

« C'est vrai, dit-il. J'ai encore du mal à m'habituer à l'exercice du pouvoir. D'abord, c'est terriblement absorbant. Il faut s'efforcer de garder une certaine fraîcheur intellectuelle, ne pas perdre le contact avec les réalités. Et notre expérience, à nous socialistes espagnols, est bien particulière. La plupart de ceux qui sont aujourd'hui dans l'appareil d'Etat viennent simplement de la rue. Ils n'ont pas encore perdu, comme nous disons, l'habitude des taxis. Le rodage exige du temps. Nous avons instauré un système de communication directe avec les citoyens. Nous appelons ça la *línea caliente*, « la ligne chaude ».

— Le chef du gouvernement est donc aussi l'ombudsman ?

— En partie, oui. Nous avons reçu plus de cinquante mille appels en un an. Nous allons les traiter par l'informatique, puisqu'elle nous domine tous. Cela va nous donner une idée assez claire des problèmes qui agitent la société. Ensuite, cela nous permet de détecter les faiblesses de l'administration. Par exemple, pour les chômeurs : il y a des régions où les protestations se multiplient. Malgré la correction des erreurs bureaucratiques, il faut admettre

que notre administration est encore en mauvais état.

— L'un de vos objectifs était, précisément, de la moderniser ?

— Sans doute, et nous avons un atout : le processus des autonomies. Nous allons être obligés de réduire l'appareil central de l'Etat et de recycler certains fonctionnaires. Voilà le problème du rapport entre la société et l'appareil bureaucratique, que reste difficile. C'est pour cela que je ne crois pas que les nationalisations puissent marcher.

(Lire la suite page 7.)

## Un nouvel enseignement de l'histoire

M. Savary annoncera une première série de mesures  
le 21 janvier, à la fin du colloque de Montpellier

LIRE PAGE 10 L'ARTICLE DE CHARLES VIAL

## L'ABAISSSEMENT DES PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES

### Effets d'annonce

par PHILIPPE LABARDE

En déclarant avec quelque solennité, lors du conseil des ministres du 18 janvier, que « la priorité politique majeure du gouvernement » pour 1985 devait être l'abaissement des prélèvements obligatoires, le président de la République, au-delà de l'effet d'annonce positif qu'il peut espérer, a voulu d'abord tenir une promesse faite le 15 septembre dernier au cours de l'émission de TF1 « L'enjeu ». « L'année prochaine, il faut que, au moment où nous préparons le budget de 1985, cela [les prélèvements] baisse d'au moins un point », avait-il alors affirmé. L'engagement sera tenu et, pour ce faire, une petite révolution interviendra : le budget ne sera plus établi à partir des dépenses mais des recettes, et l'on sait d'ores et déjà que l'essentiel des économies rendues nécessaires portera sur les

dépenses de fonctionnement de l'Etat.

S'il est difficile d'apprécier ses effets économiques dans la mesure où on ignore encore quelle forme elle prendra, cette décision apparaît politiquement tout à la fois étroite et symbolique. Adroite, parce qu'elle répond à une attente de l'opinion et qu'elle coupe l'herbe sous le pied à une opposition qui, après avoir laissé augmenter les prélèvements obligatoires lorsqu'elle était au pouvoir, a fait de leur diminution un de ses chevaux de bataille. Symbolique, parce qu'elle intervient « à l'heure de choix cruciaux », pour reprendre l'expression de M. Georges Marchais dans le rapport qu'il a présenté le 17 janvier devant le comité central du Parti communiste.

La gauche, aujourd'hui, s'interroge sur sa capacité à mener de pair une politique de retour aux grands équilibres, celle que le congrès M. Delors, et les mutations industrielles qu'elle juge à juste titre indispensables. Au sein du PS, des voix s'élèvent pour réclamer un assouplissement du plan de rigueur, que le PC condamne avec plus de vigueur que jamais.

Dans ces conditions, il n'est sans doute pas totalement indifférent que M. Mitterrand ait annoncé une mesure qui prouve qu'il a fait son choix en faveur de ceux qui veulent « moins d'Etat » contre « ceux qui en veulent plus » et qu'il l'a justifiée en soulignant que « le respect des fruits du travail et de l'épargne, le goût d'entreprendre, sont des atouts qu'une société libre et vivante doit savoir préserver ». Le propos ne fait, certes, que confirmer une évolution vers un réalisme teinté — on ose à peine écrire le mot — d'un certain libéralisme. Ne faut-il pas également voir une réponse implicite aux contestataires de la majorité ?

M. Marchais, en tout cas, avait, le matin même, élevé le ton à propos des mutations industrielles. Le secrétaire général du PC en déclarant : « Nous disons : pas de licenciement, pas un chômage de plus », a placé haut la barre. C'est la règle lorsqu'on entame une difficile négociation, et là encore, l'effet d'annonce auprès des militants peut être favorable. Pour autant, on aurait tort de prendre l'avertissement au sérieux : c'est un véritable débat idéologique qui s'engage.

Cela dit, le PC n'a sans doute pas tort de mettre en garde le pouvoir contre les conséquences que pourraient avoir la fermeture de certains sites industriels particulièrement sensibles, ou des suppressions d'emplois massives et brutales dans des secteurs déjà durement touchés.

## Washington refuse de polémiquer avec Moscou

M. Shultz présente

comme une « bonne discussion »

son entretien, à Stockholm, avec M. Gromyko

De notre envoyé spécial

Stockholm. — A-t-on assisté le mercredi 18 janvier, à Stockholm, à un début de normalisation des relations soviéto-américaines ? Rares sont ceux qui pourraient répondre avec certitude à cette question. Elle ne s'en pose pas moins, tant cette journée a été remplie d'événements contradictoires, au moins en apparence.

Le fait le plus étonnant est sans doute la rencontre Gromyko-Shultz de l'après-midi, intervenant quelques heures seulement après que le ministre soviétique des affaires étrangères ait prononcé à la tribune de la Conférence sur le désarmement en Europe un réquisitoire antiaméricain d'une rare violence.

Tout le monde s'attendait, après cette prestation, que l'entrevue Gromyko-Shultz soit brève et orageuse, comme l'avait été la dernière du genre en septembre dernier à Madrid, au beau milieu de l'affaire du Boeing sud-coréen. Peut-être la

discussion a-t-elle été orageuse à certains moments, mais on sait au moins qu'elle n'a pas été brève, puisqu'elle a duré plus de cinq heures.

C'est beaucoup, même si c'est la longueur des rencontres annuelles qu'avaient suggérées, en marge des Nations unies, les chefs des diplomatie américaine et soviétique. Il est, en tout cas, impossible que tout ce temps ait été consacré à échanger des invectives du genre de celles proférées à l'adresse des Etats-Unis, le matin, par un Gromyko au mieux de sa forme.

On ne le prétend d'ailleurs pas du côté américain. Selon M. Palmes, le premier ministre suédois, qui a vu M. Shultz tard mercredi, le secrétaire d'Etat a estimé avoir eu une « bonne discussion » avec son collègue soviétique.

JACQUES AMALRIC.

(Lire la suite page 3.)

## AU JOUR LE JOUR

### Monacote

M. Mitterrand, oubliant des soucis du moment, s'offre un séjour de quarante-huit heures à Monaco, principal théâtre du bonheur malgré tout.

Les relations de la France avec son puissant voisin suffiraient amplement à justifier ce déplacement du chef de l'Etat. Mais il n'y a pas que cela.

On voit bien tout le bénéfice politique qu'il pourra en tirer. Pensez : qu'il aura, grâce à cette visite, accès largement à la presse des altesses, du cœur, du rêve et des mondanités !

Voilà qui est de nature à redorer son blason et sa cote de popularité dans la tendance « mildinette » de l'électorat de gauche.

BRUNO FRAPPAT.

## UN ENTRETIEN AVEC M. JEAN MAHEU PRÉSIDENT DU CENTRE GEORGES-POMPIDOU

### Perspectives du XXI<sup>e</sup> siècle

M. Jack Lang, ministre de la culture, et M. Jean Maheu, président du Centre Georges-Pompidou, devaient tenir le jeudi 19 janvier une conférence de presse au cours de laquelle ils devaient définir les grandes options du Centre pour les années à venir, annoncer les nouveaux éléments de sa programmation et préciser les engagements physiques dont l'établissement, après sept années d'existence, va maintenant faire l'objet.

« La maison était depuis quelques mois dans une situation difficile, dit M. Jean Maheu. Mon prédécesseur avait perdu une part de son autorité, n'ayant plus tout à fait l'oreille du ministère de la culture. Je tiens tout de suite à préciser que ce n'est pas une critique. Mais les choses vont vite, ici, les départements se sont repliés sur eux-mêmes, et l'établissement a perdu son enthousiasme collectif. »

D'un autre côté, le paysage culturel a beaucoup changé depuis sept ans, depuis l'ouverture du Centre. Beaumont n'est plus le seul temple de la modernité, en France et ailleurs. Il ne s'agit pas pour moi, cependant, de donner au Centre Pompidou un « second souffle », car il n'a pas perdu son souffle, mais de l'aider à en trouver un nouveau. Et je bénéficie pour cela d'une équipe

remarquable : Pierre Boulez (IRCAM), Dominique Bozo (Musée d'art moderne), Paul Blanchard (Centre de création industrielle CCI), et maintenant Michel Melot, qui a pris récemment la tête de la Bibliothèque publique d'information (BPI).

« Pour reprendre une belle expression de Pierre Boulez, précisément, mon travail est de « ré-aligner » l'institution, et dans « ré-aligner », il y a deux mots : simuler et aimer... Car on ne peut pas gérer cette maison si l'on ne l'aime pas, si l'on manque d'enthousiasme pour ce qu'elle est, pour ce qu'elle peut faire, pour ceux qui y travaillent et pour ceux qui y viennent. Cet enthousiasme, cette foi, il faut les faire partager à ceux qui vivent là parfois depuis longtemps, et qui viennent de connaître une certaine phase de dépression. »

« Je vois cette réanimation de deux manières. D'une part, restaurer la fraîcheur de l'inspiration initiale, c'est-à-dire la transversalité, la coexistence féconde d'activités habituellement séparées. La transversalité, n'est-ce pas ce coup de génie qui, avec l'architecture et, bien sûr, quelques personnalités, a fait le succès du Centre ? »

Propos recueillis par

FREDERIC EDELMANN.

(Lire la suite page 18.)



**JULIEN GREEN**

Histoires de vertige

Des écrits de jeunesse  
Des histoires de vertige inédites

**SEUIL**



Le Monde

## idées

## Un nouveau partenaire social : la profession libérale

par ALAIN TINAYRE (\*)

On parlait bien, il y a cinq ans, des professions libérales, mais il s'agissait d'une formule vague, destinée à regrouper tous ceux auxquels on ne trouvait - ou ne voulait trouver - de famille ou de « profil » socio-économique précis. Aujourd'hui, la profession libérale est devenue un groupe socioprofessionnel à part entière. On parle d'elle non plus au pluriel, mais au singulier, comme de l'artisanat, de l'agriculture ou du commerce. Elle est présente partout.

Une délégation interministérielle aux professions libérales vient d'être créée, leur apportant ainsi un interlocuteur politique spécifique en la personne du professeur Luchaire, entouré d'une commission de concertation.

La naissance d'un partenaire social n'est pas une mince affaire. Elle est de nature à influencer sur l'équilibre socio-économique du pays, quand ce n'est que parce que les professions concernées sont de celles qui ont sur l'ensemble de la population l'impact le plus étendu.

Quelle était la situation en 1977, au début de cette évolution ? Elle se caractérisait par une très grande hétérogénéité, tant de statuts que de combats.

Les professions de santé, affrontées les premières au problème difficile - et qui va devenir général - du « tiers payant », qui transforme la relation fondamentale praticien-patient en une relation triangulaire praticien-patient-assureur - rencontraient les difficultés du conventionnement et y résistaient chacune avec une complexité particulière.

Les professions juridiques venaient de connaître une réforme importante qui avait bouleversé et opposé souvent les barreaux, les avoués, les agréés et les conseils juridiques.

Les professions techniques, allant de l'agent général d'assurance à l'ingénieur-conseil, en passant par l'urbaniste et le graphologue, ne se connaissaient pas entre elles et menaient chacune solitairement une lutte pour leur survie.

L'UNAPL (1), fondée au cœur de cette confusion en décembre 1977, devait immédiatement prendre position et revendiquer pour les professions libérales une place au soleil.

Appelé à la tête de cette organisation nouvelle, j'avais d'abord mesuré la gageure que constituait une telle entreprise.

N'était-ce pas un leurre de croire qu'un kinésithérapeute et un expert-comptable parlaient le même langage ? Pouvaient-ils raisonnablement penser que les mots recouvraient une véritable réalité sociologique ? N'allait-on pas découvrir que ces hommes et ces femmes n'avaient rien à se dire, que leurs pensées étaient divergentes, leurs idéaux chaotiques et leurs intérêts contradictoires ?

Il ne fallut pas huit jours pour découvrir que, au-delà de rencontres immédiates sur un certain nombre de débats d'ordre matériel, fiscal, économique ou social, se profilait d'étonnantes convergences : attachement à la profession, plus intime que partout ailleurs, quel que soit le secteur, à la vie même du

professionnel ; sens aigu de ce « service public » qu'on appelle l'intérêt général et qui fait que spontanément l'on travaille sans souci de l'heure, du week-end, et souvent de l'âge.

Mais ces idées souffraient de n'être pas mieux coordonnées ; en bref, il était clair que les professions libérales françaises avaient certes besoin d'une action syndicale, mais davantage encore d'une philosophie.

Le programme de l'UNAPL était dès lors tracé. Il fallait imposer la profession libérale - clairement définie dans son statut et ses objectifs - comme un partenaire social à part entière, faire comprendre que ses membres sont des travailleurs comme les autres et montrer qu'elle a, comme les autres, son mot à dire dans les grandes concertations nationales où elle a des solutions novatrices à proposer.

La réalisation de cet objectif fut l'histoire de ces cinq années au terme desquelles, reçue pour la première fois en tant que telle par Valéry Giscard d'Estaing en juillet 1978, puis par Raymond Barre, l'UNAPL devait, peu à peu, devenir pour le gouvernement un interlocuteur représentatif et s'imposer dans la vie syndicale de notre pays.

A leur tour, François Mitterrand et Pierre Mauroy devaient prendre en compte le phénomène. Le premier en affirmant, lorsqu'il reçut le bureau de l'UNAPL, qu'« une société sans professions libérales deviendrait vite ennuyeuse avant de devenir tyrannique » ; le second, aujourd'hui, en achevant l'évolution et l'avènement de ce partenaire social et en lui donnant son interlocuteur politique.

Pour des raisons qui tiennent à la nature des choses et à la conjoncture de notre temps plus qu'à une orientation politique, l'homme a de moins en moins souvent la possibilité de se

trouver en face d'un de ses semblables. Les visages, les voix, les regards, sont anonymes, abstraits, télévisés, irresponsables. Les écrits sont glacés, administratifs, impersonnels. Les langages, érotiques, hermétiques. L'usage devient un « contribuable », un « justiciable », un « redevable ». Il est retenu à distance par un Hygiaphone et les réponses lui parviennent par ordinateur.

C'est dans cet environnement technocratique, kafkaïen - qui n'est pas plus « de droite » que « de gauche », - que l'on trouve le plus souvent la source des angos de notre temps - et peut-être bien aussi de ces réflexes d'angoisse que sont la violence et les « paradis artificiels ».

## Indépendance et responsabilité

La profession libérale est précisément le contraire - oserait-on dire : le « contrepoint » - de la technocratie. Un médecin, un avocat, un expert-comptable, un kinésithérapeute sont des êtres de chair. Ils ont un visage, une sensibilité, une chaleur qui leur sont propres, et que chacun choisit librement.

Leur fonction est de créer la confiance, le dialogue - d'homme à homme -, ce que les médecins appellent superbement le « colloque singulier », règle d'or qui vaut pour toutes les professions libérales.

Les professionnels libéraux sont des hommes - et non des « services ». Ils offrent à leurs semblables un lieu de confiance, de secret, de relation personnelle, en un mot, d'humanité, indispensable à l'équilibre social.

(\*) Avocat, président d'honneur de l'UNAPL, dont le congrès s'ouvre le vendredi 20 janvier au Palais des congrès à Paris.

Dans un rapport qu'il vient de remettre au premier ministre sur les diverses formes d'intervention des professions libérales, le professeur Luchaire reconnaît que les professionnels libéraux sont quatre cent cinquante mille et que de l'exercice de leur profession dépend la vie quotidienne de deux millions de personnes - considérées comme actives.

Cette population est encore loin de présenter un profil homogène. Une synthèse est pourtant en train de s'opérer grâce au regroupement réalisé par l'UNAPL, et au choc des idées qui en est résulté - amour de ces deux principes simples, « couple » indissociable, - qui résume tout le reste : indépendance et responsabilité.

Ainsi, dans l'unité retrouvée, la profession libérale, à l'instar de ses homologues, agriculteurs, artisans, commerçants, avec lesquels elle forme ce qu'il est convenu d'appeler les « travailleurs indépendants », même désormais, pour préserver son identité, sa spécificité et sa fonction sociale dans notre pays, ne combat homogène, qui est en train de réussir.

La désignation d'un délégué interministériel aux professions libérales montre que les professions libérales ont gagné leurs « galons » de partenaire social et qu'il faudra désormais compter avec elles dans le concert des forces de ce temps. Il dépend désormais d'elles - au moins autant que du pouvoir politique - de leur fermeté, de leur détermination, que soient assurées la sauvegarde et la promotion de ces valeurs profondément modernes qu'elles défendent ; de cette part qu'elles incarnent, sans laquelle une société étouffe et meurt : la part de l'homme.

(1) Union nationale des associations de professions libérales.

## L'avocat de l'avenir

ENTRE Candide et Cassandre. Tel est le sous-titre qu'a voulu Pierre Massé pour le livre où il se met enfin en scène. Qui, enfin, parce que tous ceux qui ont connu l'ancien commissaire général du Plan, et ses successeurs, la rigueur de sa pensée, l'originalité de ses écrits, sa volonté de savoir plus sur l'homme. Leur vœu est exaucé. Le témoignage est là, riche, s'adressant à tous ceux qui cherchent à recueillir les fruits d'une expérience au service de la nation, ou veulent vivre une trêve d'histoire contemporaine. Car à l'électricité de France, au Plan, à la Fondation de France, ses trois grandes postures d'action depuis la deuxième guerre mondiale, Pierre Massé a été évidemment mêlé aux œuvres et aux gens qui comptent.

Ce ne sont pourtant pas les anecdotes ou les portraits qui font le prix de cet ouvrage, mais le fil d'une pensée élaborée, corrigée, affinée grâce à l'expérience et à la réflexion de la décision. Pierre Massé a toujours été en effet l'avocat de l'avenir, qu'il s'occupe de barages hydrauliques ou de programmes quinquennaux.

Les pères ayant servi au début à reconstruire le pays, il fallait pour le IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup>, dont notre auteur fut responsable, une autre dimension. C'est à une éthique du développement que se consacra Pierre Massé, souhaitant mettre la croissance au service d'une idée moins partielle de l'homme, et trouver les voies plus équitables d'un partage des richesses qui s'accroissent d'une économie qui tourne rond. Mais attention à ne pas distribuer ce que Jacques Rueff appelait les « faux droits », des avantages qui ex-

cluent des faveurs surpluses. La redistribution du possible est selon lui la tentation politique permanente, de même que celle de dépasser la limite du croissance opérée par l'état et les collectivités publiques pour leur budget propre et pour le budget social. Sur ces chapitres, le septennat précédent ne fut pas plus rigoureux que celui d'aujourd'hui. M. Massé reproche surtout à M. Mitterrand d'avoir favorisé « les assistés contre les gagnants ».

Inventeurs des « conjonctures » - et qui le savait ? - de la « force tranquille », à propos de Georges Pompidou dans un article publié dans le Monde (1), Pierre Massé nous présente à la fin de son livre une lecture de sagesse qu'il est réconfortant de méditer au milieu du tintamarre actuel. « Les idées et les actes du siècle qu'il traverse », écrit-il, m'ont conduit à retrouver l'idée de progrès qui s'est imposée à l'aube de ma vie comme un Absolu ». Certes, il a foi dans le progrès scientifique, dans un certain progrès social, mais doute du progrès moral et ne croit pas à l'identification du plus et du mieux.

Pas de désenchantement global. On ne peut changer le monde ? Essayons de l'améliorer un peu, « chacun à son croquis ». Pierre Massé chemine les yeux grands ouverts, et entre Candide et Cassandre, ce qu'il est tout de même un libéral plus réconfortant que celui qui se dit Chanyphé à Soyke.

PIERRE DROUIN.  
\* Atlas et progrès. Entre Candide et Cassandre. Editions Economica, 358 pages, 58 F.

(1) Du 20 mai 1969.

## LETTRES AU Monde

## Une lettre d'André Bercoff

« Quand Coton mystifie le Monde », titre le Matin dans son édition du 18 janvier, à propos d'un article d'André Bercoff. « Coton », publié dans notre édition du 17 janvier. Voici la réponse d'André Bercoff.

Une fois de plus, certains journalistes du Matin enfoncent des portes qu'ils seuls croient encore fermées ; je revendique hautement pour le « papier » en question le plagiat de Gianfranco Sanguinetti, alias Censor, membre de l'Internationale situationniste, et j'avais d'ailleurs demandé au Monde de publier en exergue de mon article : « A la manière de Censor », ce qui aurait empêché ces braves plumitifs de commettre, une fois de plus, une de ces bévues dont ils sont, hélas, coutumiers. En effet, l'article le plus risqué paru sur Coton est dû à un certain Jonumi, cosignataire de l'article en question. Celui-ci, rendant compte de De la renaissance dans le Matin, affirmait gravement que l'auteur ne pouvait être qu'un idéologue fascisant !

Si ce personnage avait l'ombre du commencement d'une compétence quelconque, il aurait relu la revue de l'Internationale situationniste, qui dans chaque livraison, affirmait nettement en page de garde : « Tous les textes publiés dans l'Internationale situationniste peuvent être librement reproduits, traduits ou adaptés même sans indication d'origine. » Mais connaître ce qui fut l'une des pensées les plus radicalement neuves de ces vingt-cinq dernières années est sans aucun doute trop demander à un pauvre chroniqueur en mal de copie.

## L'image de la France

Née à Paris en 1924 dans le seizième arrondissement, mariée aux Pays-Bas où j'ai enseigné le français pendant dix-sept ans au lycée international américain de La Haye, je me trouve aujourd'hui au cœur de la France, en Corrèze.

J'ai, durant ma carrière, tenté de donner une belle image de la France par le « langage ». Or les mots et propos tenus par M. Giscard d'Estaing et par le prince Poniatski me choquent profondément. De mes élèves je n'aurais pas toléré de telles expressions, et ici, dans le monde paysan qui m'entoure, je n'ai jamais entendu un tel vocabulaire.

A vous de conclure qui sont les responsables de l'abaissement de l'image de la France à l'étranger et dans le pays même.

J. REYMER-LACARRIÈRE (Beynac).

## Obscurantisme

J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt l'entretien R.T.L.-Le Monde avec Valéry Giscard d'Estaing.

Il me semble que le scandale le plus grave est celui de l'obscurantisme, de l'inculture et de l'ignorance.

V.G.E. compare Galilée et l'inventeur Bonassoli ; V.G.E. parle de particules, sans savoir de quoi il parle, sans comprendre ce qu'il dit, et sans même s'apercevoir qu'il dit n'importe quoi.

Je rappellerai que, dans sa déclaration, M. Guillaumet parle de l'invention, en disant qu'il fallait essayer, comme si la technique se jouait à pile ou face ; j'ajoute que V.G.E. parlait, sans s'en rendre compte, de « découverte » des « inventeurs ».

Le problème n'est pas celui du savoir scientifique, mais une méconnaissance profonde de la nature de ce savoir.

E. SCHATZMAN, médaille d'or de l'N.R.S. 1983. (Nice).

## « Il n'est pas... »

L'heureux retraité que je suis a interrompu sa lecture de Montaigne pour voir et écouter M. Giscard d'Estaing sur T.F.I. Après quoi, il a repris son texte. « Il n'est pas... » qu'il écrivait la sincérité des jugements que la colère.

(Essais, livre II, chap. 31.)

R. CRESSPIN (Aix-en-Provence).

## L'information des chômeurs

Il y a lieu d'être prudent sur la proposition que soutient M. Bockel (Le Monde du 28-12-1983) de créer des « Maisons de l'information sociale et professionnelle ». Nous ne mettons évidemment pas en doute le bien-fondé de ses inquiétudes ni de son impatience de voir s'améliorer les conditions dans lesquelles les personnes sans emploi sont informées. Mais cette proposition constitue-t-elle la solution la mieux adaptée aux besoins ?

Le point le plus inquiétant, c'est, sans nul doute, la prédilection pour une nouvelle fois marquée pour la création d'une institution nouvelle au détriment de l'amélioration de celles qui existent. On sait que fonctionne déjà depuis de nombreuses années le C.I.D.I. (Centre d'information et de documentation jeunesse), organisation régie par la loi de 1901, qui entre directement en compétition avec l'ONISEP (Office national d'information sur les études et les professions) entièrement sous la responsabilité du ministère de l'Éducation nationale.

Plus récemment, dans son souci (ô combien le bienvenu) d'offrir aux jeunes sans qualification une nouvelle chance de formation, le ministère de la formation professionnelle a créé les P.A.I.O. (permanences d'accueil pour l'information et l'orientation). Cette structure, appelée à s'étendre, est venue en parallèle aux services de l'ANPE et des C.I.O., tout en faisant régulièrement appel à eux. Les conseillers d'orientation de l'éducation nationale, d'emblée plus préoccupés de rendre le meilleur service possible à ce public particulièrement désavantagé, ont « joué le jeu » en participant aux actions et stages d'information destinés à ces jeunes. Indépendamment des résultats qui ont pu être obtenus, force a été de constater que la multiplication et la dispersion des organismes n'allaient pas dans le sens de l'efficacité.

DOMINIQUE VIAU, Conseiller d'orientation (Saumur).

## SUR MESURE BIBLIOTHÈQUE à colonne en pin massif

Plusieurs teintes : naturelle, claire, foncée

Assemblage rapide et facile par chevilles en bois

DEMANDEZ VOTRE PRIX

MAF 56 bis, rue du Louvre, 75002 PARIS Tél. 261-65-79 et 261-65-89

ou COMMANDEZ DIRECTEMENT en calculant vous-même votre prix

(prix net T.T.C. port et emballage compris)

en utilisant la formule

40 x H + (300 x L x N x P) + 400

H : hauteur, L : largeur, N : nombre de tablettes, P : profondeur

(Exprimez vos dimensions en mètres)

Hauteur maximale : 2,30 m. Profondeur : 0,25 m, 0,30 m ou 0,35 m

BON DE COMMANDE OU DEMANDE DE TARIF

Nom ..... Prénom .....

Adresse ..... Tél. ....

Je souhaite passer commande / connaître le tarif d'une bibliothèque MAF aux dimensions suivantes :

Hauteur ..... Largeur .....

Nombre de tablettes ..... Profondeur .....

\* Calcul de votre prix ..... F.T.T.C. port compris

et règlement à l'ordre des Meubles MAF. Votre teinte ..... (A)

## Le Monde

4, RUE DES ITALIENS, 75001 PARIS CEDEX 09

C.C.P. 4287-23 PARIS - Tél. MONDIPAR 68672 F

Tél. 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 420 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 F. ; Canada, 1,10 \$ ; Côte d'Ivoire, 340 F. CFA ; Danemark, 6,80 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 55 c. ; S.-A., 55 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 65 p. ; Italie, 1.600 L. ; Liban, 375 F. ; Libye, 0,250 DL ; Luxembourg, 28 F. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 f. ; Portugal, 85 esc. ; Suède, 340 F. CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,80 f. ; Venezuela, 182 mt.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Lacroix, directeur de la publication

Anciens directeurs : Robert Beauvillier (1844-1969) ; Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimé : de l'Imprimerie de l'Union

5, rue de la Harpe - 75001 PARIS

Reproduction interdite de tout article sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications n° 57437

ISSN : 0395-2071

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 341 F 682 F 823 F 1098 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 661 F 1242 F 1503 F 2000 F

(par mandat postal)

1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 362 F 658 F 779 F 1040 F

2 - SUISSE TUNISIE 456 F 830 F 1077 F 1530 F

Par voie aérienne : tarif en double. Les abonnés qui paient par chèque postal (franc suisse) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse : les abonnés doivent nous adresser leurs nouvelles adresses (avec numéro de l'ancien journal) au moins deux semaines avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de signer tous les noms propres au journal.



DIPLOMATIE

LA CONFÉRENCE DE STOCKHOLM

Washington refuse de polémiquer avec Moscou

(Suite de la première page.)

C'est aussi l'avis d'un haut responsable du Département d'Etat qui a voulu garder l'anonymat. Selon lui, la conversation a été « franche, approfondie, et a porté sur un grand nombre de problèmes ; de nombreux désaccords ont été exprimés ». Mais pour cet Américain aussi, il s'agit d'une « bonne discussion », de « vraie diplomatie » et chacun « a fait un effort pour mieux expliquer sa position à l'autre ». Résultat : « Aujourd'hui les deux parties se comprennent mieux ».

Il n'y a pas eu de tête à tête. La rencontre réunissant en effet des représentants américains, outre M. Shultz, MM. Hartman, l'ambassadeur à Moscou, Burt, secrétaire d'Etat adjoint, chargé des affaires européennes, Matlock, expert des affaires soviétiques au Conseil national de sécurité, M. Gromyko était assisté de son directeur des affaires américaines, M. Terasenko, de son adjoint, M. Kornienko, et de son conseiller personnel, M. Makarov.

Parmi les sujets abordés ont figuré les trois négociations actuellement rompues ou suspendues sur la réduction des armements (MBFR, FNI, START) ; les problèmes de sécurité et les relations bilatérales (y compris la possibilité de nouveaux contacts entre Washington et Moscou) ; la question des droits de l'homme ; plusieurs problèmes régionaux comme ceux du Proche-Orient et de l'Amérique centrale, l'affaire du Boeing sud-coréen enllevé.

Sur tous ces sujets, il y a eu explication des positions de chacun, mais il n'y a pas eu négociation, a encore déclaré notre correspondant « haut responsable américain ». Celui-ci a aussi tenu à rendre hommage aux « grandes qualités professionnelles » de M. Gromyko, ce qui montre au moins qu'il n'est pas raciste.

On retrouve ce côté « beau joueur » chez M. Shultz : plutôt que de s'engager contre la doctrine de M. Gromyko, c'est pourtant ce qu'avait fait le secrétaire d'Etat américain à Madrid en septembre dernier, quelques semaines après que son collègue eut exprimé son discours. — Il a gardé le silence après l'intervention du ministre soviétique à la tribune de la CEE. Et celui de son collaborateur qui a été chargé

d'informer la presse a manifestement voulu donner l'impression d'une amélioration des relations avec Moscou, précisant même qu'on s'était davantage souri à la fin des discussions. Le même porte-parole s'est gardé de citer un fait précis pour étayer cette impression, mais il a soigneusement évité de polémiquer avec le Kremlin, de réfuter les accusations de militarisme, de terrorisme et les autres amabilités proférées le matin même par M. Gromyko.

Une tactique adroite

Tout se passe donc comme si les Etats-Unis étaient bien décidés pour l'instant à poursuivre dans la voie définie lundi dernier par M. Reagan : il est temps d'en revenir à un vrai dialogue avec Moscou et de parler sérieusement de réduction des armements, et ce ne sont pas les propos de guerre froide de M. Gromyko qui vont nous en dissuader. Ces propos relèvent d'ailleurs plus du dépôt que d'une conviction profonde.

Cette attitude n'est pas maladroite, loin de là. Elle est destinée en premier lieu à rassurer toute une partie de l'opinion américaine qui craint une dérive dans la confrontation Est-Ouest. Elle vise aussi à convaincre certains Européens — ouest-allemands en particulier — que M. Reagan n'épargnera aucun effort compatible avec la fermeté de rigueur pour rétablir le dialogue avec Moscou.

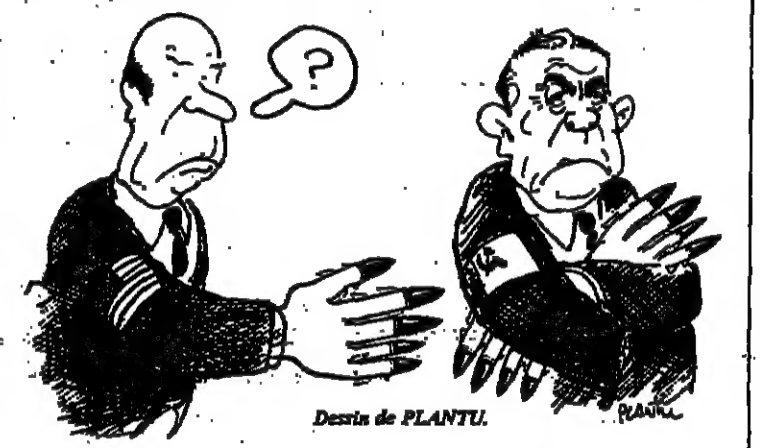
De ce point de vue, M. Gromyko, par ses outrances, a rendu un fier

service à M. Reagan. Tel était, en tout cas, l'avis de bon nombre de participants à la Conférence de Stockholm, après avoir entendu le ministre soviétique. M. Cheysson avait bien laissé entendre, après sa rencontre de lundi avec M. Gromyko, que ce dernier risquait de s'exprimer en termes « un peu vifs ». Personne ne s'attendait toutefois qu'il livre un tel morceau d'anthologie.

Pour adroite qu'elle soit, la tactique suivie par M. Reagan implique à un moment donné, sinon une réponse positive de la part de l'Union soviétique, du moins une mise en sourdine de la polémique. Nous n'en sommes manifestement pas encore là, puisque la presse soviétique multiplie les reportages et les commentaires consacrés à l'installation, en R.D.A. et en Tchécoslovaquie, d'armes nouvelles destinées à faire pièce aux Pershing-2.

Plus curieux encore est l'incident intervenu mercredi après-midi : bien avant que les conversations Shultz-Gromyko ne soient terminées, l'agence Tass diffusait un communiqué sur ces entretiens, affirmant simplement que M. Gromyko avait profité de l'occasion pour répéter à M. Shultz les accusations qu'il avait portées à l'encontre des Etats-Unis le matin même à la tribune de la Conférence. On ne sait pas encore si une telle « gaffe » est due au zèle intempestif d'un fonctionnaire ou à la volonté soviétique de bien montrer qu'aucune discussion sérieuse n'est possible avec un Reagan atteint de « frénésie pathologique ».

JACQUES AMALRIC.



Dessin de PLANTU.

LE DISCOURS DE M. GROMYKO

« La politique agressive des Etats-Unis représente aujourd'hui la principale menace pour la paix »

Intervenant mercredi 18 janvier devant la conférence de Stockholm, M. Gromyko, selon l'agence Tass, a déclaré, notamment à propos des missiles de l'OTAN : « Quelles que soient les déclarations des personnalités occidentales qui fondent leur politique sur la tromperie des peuples, ces missiles torpillent la sécurité. Avec eux, ce sont le militarisme, la haine, la psychotomie militaire, qui sont exportés en Europe occidentale. Ceux qui tentent d'endormir les peuples des pays ouest-européens par des promesses mensongères de paix à l'ombre des missiles américains prennent une lourde responsabilité dans cette danger ».

(...) Nous réaffirmons que si les Etats-Unis et les autres pays de l'OTAN sont prêts à revenir à la situation qui précède le début du déploiement des fusées nucléaires américaines à moyenne portée en Europe, l'Union soviétique serait prête à en faire autant. (...) Washington, en entreprenant le déploiement de ses missiles, a privé les négociations de leur sens. Les déclarations officielles du gouvernement américain sur la volonté de négocier dans le contexte de la poursuite de l'installation des missiles ne sont qu'un camouflage verbal de sa politique ».

Après avoir déclaré que « la machine de guerre américaine sème la mort et la destruction au Liban », M. Gromyko a poursuivi : « Il y a un grand risque de voir la flamme de l'incendie de guerre embraser toute cette région, qui est à portée de main de l'Europe. En vertu de l'acte final d'Helsinki, tous les Etats se sont engagés à contribuer à

la paix et à la réduction des forces armées en Méditerranée, à atténuer la tension dans cette région. Il n'est pas inutile de le rappeler aujourd'hui encore. » Un homme honnête peut-il se montrer indifférent à ce qu'a vécu la Grenade ? L'acte de piraterie et de terrorisme perpétré par le grand pays voisin contre le peuple grenadin est un défi au monde entier. Les Etats-Unis doivent retirer leurs troupes de la Grenade, ils n'ont rien à y faire (...). L'identité de ceux qui lancent des bandes de mercenaires et de terroristes contre le Nicaragua, qui font du Honduras leur base militaire, qui maintiennent au pouvoir le régime antipopulaire des bourreaux du Salvador n'est pas un secret. Il ne manque plus à ce pays que les bâchers de l'Inquisition (...).

« La politique extérieure agressive des Etats-Unis représente aujourd'hui la principale menace pour la paix. La ligne militariste dans les affaires internationales est le produit de la politique des pays, où la course aux armements est l'affaire la plus avantageuse pour les marchands de canons. (...) Dès ses débuts, le gouvernement américain a tout fait pour compromettre la confiance à son égard et y a parfaitement réussi. Peut-on notamment ignorer le fait que Washington a adopté et pratiqué la subversion et le terrorisme à l'encontre des Etats étrangers ?

« L'Union soviétique est prête à examiner dans un esprit constructif une large gamme de mesures, visant à renforcer la confiance et la sécurité. Celles-ci doivent comporter d'importants arrangements politiques, militaires et d'autres pas visant à instaurer la confiance. » Le ministre soviétique a rappelé ses propositions sur la renonciation au premier emploi de l'arme nucléaire et au recours à la force, celles visant à « délimiter l'Europe d'une arme d'extermination massive aussi barbare que l'arme chimique et, avant tout, à ne pas en déployer là où il n'y a pas actuellement », à créer des zones désarmées « dans diverses régions de l'Europe ». « Nous sommes prêts, a-t-il conclu, à élaborer des mesures supplémentaires plus importantes et plus larges pour renforcer la confiance dans le domaine militaire. » Toutes les accusations soviétiques contre Washington sont reprises

dans le communiqué diffusé par l'agence Tass sur la rencontre Shultz-Gromyko. Ce texte indique que le ministre soviétique a « montré, fait connaître à l'appui », que la politique américaine « se caractérise de plus en plus par le militarisme, l'aspiration à des positions dominantes dans le monde, par un mépris déclaré envers les intérêts légitimes, le régime social et le mode de vie des autres peuples. Les actions des Etats-Unis sur l'arène internationale sont contraires aux intérêts de la paix universelle, compliquent la solution des problèmes à résoudre ».

AFRIQUE

Nigéria

Le nouveau gouvernement comprend onze civils et sept militaires

Lagos (AFP, Reuters, UPI). — Le général Mohamed Buhari a annoncé mercredi 18 janvier la composition de son gouvernement, qui compte dix-huit ministres, dont sept militaires. La plupart étaient inconnus du grand public. Le nouveau chef d'Etat du Nigéria, qui a pris le pouvoir le 31 décembre dernier, a expliqué que le retard survenu dans la formation de ce gouvernement était dû au fait qu'il avait fallu procéder à de longues recherches pour trouver des Nigériens « d'une compétence, d'une probité et d'une honnêteté totales ».

Parmi les militaires, il faut noter la nomination du général Domkat Balli, qui était membre du Conseil militaire suprême en 1978, celle du général Mohamed Magoro, ancien ministre de l'Intérieur de 1976 à 1978, qui reprend le même ministère, et celle du général Mamman Vatsa, poète réputé, qui aura en charge le territoire de la capitale fédérale.

Deux universitaires, le professeur Tam David-West, un médecin, et M. Onaolapo Soleye, sont nommés respectivement ministre du pétrole et de l'énergie et ministre des finances. Enfin, le nouveau ministre des affaires étrangères, M. Ibrahim

Gambari, était jusqu'à présent directeur de l'institut des affaires internationales.

Le nouveau gouvernement est composé de la façon suivante : défense : général Domkat Balli ; affaires intérieures : général Mohamed Magoro ; communications : lieutenant-colonel Ahmed Abdullahi ; territoire de la capitale fédérale : général Mamman Vatsa ; emploi, travail, jeunesse, sports et culture : commandant Samson Omeruah ; santé publique : commodore Patrick Keshonji ; éducation, sciences et techniques : Alhaji Ibrahim Yarima Abdullahi ; justice : M. Chike Offodile ; transport et aviation : M. Alhaji Abdullahi Ibrahim ; agriculture et ressources en eau : M. Bukar Shaib ; commerce et industrie : M. Mahmud Takur ; mines, électricité et acier : M. Alhaji Rilwan Lukman ; affaires extérieures : M. Ibrahim Gambari ; finances : M. Onaolapo Soleye ; planification : M. Michael Adigun ; pétrole et énergie : M. Tam David-West ; travaux publics et logement : docteur Emmanuel Nyong Nsaa.

A STRASBOURG

MM. Cheysson et Dumas estiment que la Communauté a deux mois pour sortir de la crise

Strasbourg (Communautés européennes). — Dans un discours inaugurant la présidence française de la CEE, M. Claude Cheysson a fait le point, mercredi 18 janvier, devant l'Assemblée européenne, des différents dossiers communautaires, sans manifester trop d'optimisme sur la capacité des Dix à résoudre leurs différends au cours des prochains mois.

Le ministre des relations extérieures a défini ainsi l'objectif du gouvernement : « Régler les contentieux présents et donner à l'Europe un second souffle doivent aller de pair ». La tâche est d'autant plus difficile que le délai imparti à la France et à ses partenaires pour mener à bien la réforme de la politique agricole commune, l'allègement de la contribution britannique au budget de la Communauté et l'augmentation des ressources financières, apparaît relativement court. Interrogé lors du dîner offert à la presse européenne (voir encadré), M. Dumas, ministre des affaires européennes, a estimé que la France « disposait de deux mois pour débayer le terrain ».

Il a donné cette indication en réponse à une question sur l'intervention de M. Veil, qui, après le discours de M. Cheysson, avait déclaré : « Les initiatives de la présidence ne doivent pas être destinées à l'électorat français pour faire croire qu'elle serait prête à faire beaucoup de choses si elle n'était gênée par des partenaires trop conservateurs pour la suivre ». M. Dumas, reconnu que les élections européennes de juin prochain hypothéquaient sérieusement tout compromis au-delà du mois de mars.

M. Cheysson s'est montré très explicite sur les différends agricoles avec les Etats-Unis. La demande de la CEE de stabiliser ses importations de produits de substitution aux céréales et à l'adhésion (éventuelle) de l'Espagne — importatrice importante de denrées américaines mais qui, avec la préférence communautaire, devrait à terme, se tourner largement vers les pays exportateurs de la CEE — vont nécessiter « une négociation de grande portée et de grandes difficultés avec Washington ». S'agissant de la contribution du Royaume-Uni au budget des Dix, M. Cheysson a fait preuve d'une grande prudence. Evitant soigneusement tout propos polémique, il a indiqué que les Etats membres devaient se montrer solidaires à l'égard de leur partenaire britannique, mais que « la correction du déséquilibre budgétaire ne devait jouer que pour un certain nombre d'années », alors que Londres demande un mécanisme permanent de compensation.

Le ministre des relations extérieures a ensuite évoqué la question de l'élargissement de la CEE à l'Espagne et au Portugal : « La Communauté ne peut pas et ne doit pas les

De nos envoyés spéciaux

laisser plus longtemps dans l'attente et dans l'incertitude (...). Il a été convenu [à Athènes] de leur donner une réponse rapide, c'est-à-dire d'achever au plus tôt les négociations. La présidence est bien décidée à contribuer au progrès immédiat des négociations, ce qui signifie une accélération des travaux ».

M. Cheysson a ajouté que les pays candidats devaient faire un effort « pour comprendre certaines difficultés des membres actuels de la C.E.E. : pêche, mouvements de per-

sonnes, problèmes agricoles et industriels, etc. ». « Les négociations, a conclu le ministre des relations extérieures, ne peuvent réussir qu'à la double condition que les actes d'adhésion soient équilibrés, c'est-à-dire que les justes intérêts des producteurs et des travailleurs soient, de part et d'autre, bien pris en compte, et que la Communauté soit en mesure d'accueillir de nouveaux Etats — et cela signifie qu'elle aura résolu certains problèmes internes délicats. »

BERNARD BRIGOULEIX et MARCEL SCOTTO.

« Cher Claude » et « cher Roland »

De notre envoyé spécial

Strasbourg. — Mercredi soir, à la résidence de France. Des dizaines de journalistes européens ont été conviés à dîner et autorisés à poser des questions à MM. Claude Cheysson et Roland Dumas. S'ils n'attendent pas de révélations particulières, ils sont venus juger le nouveau ministre des affaires européennes, qui ne passe pas pour un spécialiste des dossiers communautaires. Avec, sans doute, l'inévitable espoir de voir le lion dévorer le dromadaire.

A toutes les questions qui appellent une réponse un peu technique, c'est le ministre des relations extérieures qui répond. Quand un journaliste britannique l'interroge en anglais, M. Cheysson se fait un devoir de répondre du tac au tac, et longuement, dans la langue de M. Thatcher. Avec un regard pour son récent collègue des affaires européennes, que l'on interprète sans sous-entendre comme : « En ce qu'il comprend seulement ce dont il est question ? » Surprise : M. Dumas se lève à son tour et, dans un anglais somme toute honorable, ajoute son grain de sel à la réponse de son collègue. Le contenu importe peu, l'effet est

là : ce nouveau ministre des affaires européennes parle, lui aussi, l'anglais. M. Cheysson affiche la physionomie du joueur à qui l'on annonce que le morceau de papier avec lequel il vient d'allumer son cigare était le billet gagnant le gros lot.

La soirée lui réserve pourtant une nouvelle épreuve. Mis en confiance par l'audace de son confrère britannique, un journaliste allemand pose à son tour une question dans sa propre langue. Avant que M. Cheysson ait eu le temps d'accuser réception, M. Dumas se lève et assure, dans un allemand assez sommaire, que son collègue des relations extérieures est « ein sehr guter Spezialist » du problème en question et qu'il va se faire un plaisir de répondre. On ne saurait imaginer « passion de paroles » — sinon de pouvoirs — plus « vachards »... M. Cheysson frise le K.O. technique. La séance est levée précipitamment.

On ne devrait pas s'ennuyer quand les deux ministres français compétents en matière européenne — « cher Claude » et « cher Roland » — travailleront ensemble. Si l'on peut dire. B. B.

JULIEN GREEN



JULIEN GREEN MONT-CINERE

Pour la première fois le texte intégral de Mont-Cinère

SEUIL



## Amman souhaite une « coordination » avec M. Arafat « face aux initiatives qui se présenteront »

**BRUNCHEZ EN MUSIQUE**  
**AVEC ORCHESTRE, DANS UN SALON CLASSÉ, PLACE DE L'OPÉRA**  
 Brunch au Salon Opéra, 180 F, vins, taxes et service compris, dimanche de 12 h 30 à 14 h 30.  
**LE GRAND HÔTEL - 2, rue Scribe - Paris - Tél. : 268.12.13**





## PROCHE-ORIENT

### L'OLP en quête d'une nouvelle stratégie

#### II. — La « locomotive » française

Les dirigeants du Fath sont d'accord avec M. Yasser Arafat sur la nécessité de normaliser les rapports entre la résistance palestinienne et l'Égypte, mais ils lui reprochent d'avoir « brûlé les étapes » en se rendant au Caire le 22 décembre dernier. De crainte qu'il ne prenne d'autres initiatives intempestives, ils ont décidé de définir l'orientation et les limites de la stratégie diplomatique de l'OLP (le Monde du 19 janvier).

Tunis. — « Ce serait tragique si les gauchistes de l'OLP devaient continuer à nous imposer leur loi », murmure M. Khaled El Hassan, membre du comité central du Fath, qui fait fonction de « ministre » de l'Information. Il est l'un de ceux qui souhaitent que la crise provoquée par la rencontre Arafat-Moubarak débouche sur une réforme radicale de l'OLP. Il ne cache pas qu'il serait soulagé par l'éventuelle exclusion des trois organisations d'obédience syrienne, « qui ont fait couler le sang palestinien » à Tripoli. Quant aux autres formations contestataires — en particulier le Front populaire du docteur Georges Habbache et le Front démocratique de M. Nayef Hawatmeb, — il souhaite que l'on mette un terme à la « dictature » qu'elles exercent sur la « centrale » des fedayin. A cet effet, il propose que les décisions des instances dirigeantes soient désormais prises à la majorité des voix et non plus selon la règle du consensus qui donne à la minorité un droit de veto.

#### Une série de résolutions

« Ces organisations prétendent de gauche, poursuit-il, nous paralyser par leur sectarisme et leurs analyses obscurantistes. Elles sont totalement coupées des réalités. Leurs chefs ne savent que discourir sur le passé ou sur le lointain avenir. Nous n'avons pas besoin d'historiens ou de prophètes mais d'hommes politiques pragmatiques capables de résoudre les problèmes immédiats de notre peuple ».

Même quand ils parviennent à des appréciations de M. Khaled El Hassan, la plupart des membres du comité central du Fath sont résolus à empêcher l'éclosion de l'OLP.

### L'ambassadeur d'Israël à Paris réaffirme le refus de tout dialogue avec l'OLP

Israël estime que tout règlement de la question palestinienne doit passer par des négociations avec la Jordanie, mais exclut catégoriquement toute participation de l'OLP à de telles négociations, a réaffirmé, mardi 17 janvier, l'ambassadeur d'Israël en France, M. Ovadia Soffer, devant l'Académie diplomatique internationale. M. Soffer a également exclu que des négociations puissent déboucher sur la création d'un État palestinien indépendant en Cisjordanie : « Sans le consentement d'Israël, aucune solution n'est possible » au Proche-Orient, a-t-il rappelé pour affirmer que « toute formule de paix qui dériverait des accords de Camp-David est vouée à l'échec ».

#### De notre envoyé spécial ÉRIC ROULEAU

tout en la rénovant. Ils sacrifieraient volontiers l'unité du mouvement palestinien le jour où ils auront la certitude qu'un règlement politique est en vue.

« En attendant, déclare Abou Iyad, l'un des « chefs historiques » du Fath, tout devrait être mis en œuvre pour ménager la gauche palestinienne, j'entends la gauche raisonnable. Que cela plaise ou non, le Front populaire, le Front démocratique et le Parti communiste, représentent un secteur appréciable de l'opinion et comptent des sympathisants jusqu'au sein du Fath. Le jour où la communauté internationale nous offrira un État en Cisjordanie et Gaza, nous formerons un gouvernement en exil pour négocier. Ceux qui contesteraient notre décision pourraient alors nous quitter pour constituer un front de l'opposition. Ce serait une démarche tout autant justifiée que démocratique... ».

C'est à l'issue de neuf réunions plénières — plus d'une centaine d'heures de délibérations — organisées depuis la soirée de la Saint-Sylvestre, que le comité central du Fath a pris une série de résolutions — qui n'ont pas été rendues publiques — tenant compte d'un double objectif défini en commun : la préservation de l'unité de l'OLP sur la base d'une stratégie « dynamique » souhaitée par les « réalistes » du Fath mais acceptable à la « gauche raisonnable ». Les décisions — qui seront soumises à l'approbation des dirigeants des diverses composantes de l'OLP à l'exclusion des groupements patronnés par la Syrie et la Libye — pourraient être résumées comme suit :

« La vision de M. Yasser Arafat au Caire constitue une « initiative personnelle » incompatible avec la politique du Fath, de l'OLP et de la Ligue Arabe à l'égard de l'Égypte. Néanmoins, tout devrait être mis en œuvre pour réintégrer celle-ci dans la famille arabe ».

« Le dialogue avec l'Égypte et la Jordanie se poursuivra désormais sous la supervision de deux commissions ad hoc distinctes, qui veilleront à ce que la recherche d'une paix négociée ne dérape pas sur le terrain de Camp-David ou du plan Reagan ».

« Or certains pays du monde libre appellent l'OLP », a ajouté M. Soffer. Ils ont concouru à l'évacuation d'Arafat et de ses hommes de Tripoli, et le soutien politique-militaire. Mais ce sont les dirigeants des Arabes de Judée-Samarie qu'il faut encourager. Certains d'entre eux ont condamné le récent attentat sanglant de Jérusalem, revendiqué par l'OLP. C'est ce réalisme politique que le monde libre doit s'employer à faire déboucher... ».

Selon l'ambassadeur d'Israël, « Arafat, beaucoup plus contesté qu'il y a quatre mois, et qui ne dispose plus de la base territoriale armée qui faisait sa force, est aujourd'hui en moins bonne posture qu'avant son expulsion du Liban, en 1982 et 1983, pour accepter des compromis... ».

« L'ultime objectif de tout échange, négociation ou accord tactique demeure la création d'un État palestinien souverain en Cisjordanie et Gaza, qui serait confédéré — et non fédéré — à la Jordanie. Le moyen de parvenir à un tel dénouement serait le plan de Fés, expression du consensus arabo-palestinien, élaboré en septembre 1982 ».

« Le plan de Fés gagnerait en efficacité s'il était rattaché au projet de règlement esquissé par le projet de résolutions franco-égyptien, soumis au Conseil de sécurité en juillet 1982. Aux yeux des dirigeants du Fath, ce texte déchiffre le langage codé des résolutions de Fés, définit explicitement ce que ces dernières suggèrent implicitement comme base d'un règlement : la mise en œuvre de la résolution 242 du Conseil de sécurité, qui reconnaît le droit de tous les États de la région à l'existence et à la sécurité ; la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien, y compris son droit à l'autodétermination avec tout ce que cela implique ; la reconnaissance mutuelle et simultanée des parties concernées ; et enfin, l'ouverture de négociations auxquelles « serait associée » l'OLP ».

« En d'autres termes, explique Abou Iyad, nous estimons que si le plan de Fés est comparable à un train immobile — parce qu'il est inadéquat par les puissances occidentales, — il devrait être doté d'une locomotive française capable de le faire avancer sur les rails menant à la paix... ».

#### L'horizon 1985

Les dirigeants du Fath ne sous-estiment pas les obstacles qui s'élèvent sur la voie qu'ils se sont tracée. Ils savent qu'ils n'ont rien à attendre des États-Unis — dont l'attitude à l'égard du conflit est déterminante avant l'élection présidentielle de la fin de cette année. Ils se rendent compte aussi qu'une éventuelle démarche française n'aurait de poids que si elle était soutenue par l'ensemble des membres de la Communauté européenne. Leur stratégie, expliquent-ils, est dès lors conçue pour aboutir à des résultats concrets en 1985, voire en 1986. D'ici là, espèrent-ils, les choses évolueront tant en Europe qu'aux États-Unis et en Israël. Ils misent notamment sur l'accession au pouvoir à Jérusalem d'un gouvernement qui, devant la stérilité et les effets néfastes de la politique intransigeante du Likoud, finirait par accepter le compromis que leur propose l'OLP : la coexistence en Palestine de deux États, l'un israélien, l'autre palestinien, celui-ci étant organiquement lié à la Jordanie du roi Hussein.

Ce dernier, soutient M. Hani El Hassan, membre du comité central et représentant du Fath à Amman, est déjà gagné à la « solution française ». Le souverain hachémite, tout autant que le chef de l'État égyptien, sont persuadés, selon lui, que le plan Reagan, malgré ses « aspects positifs », n'est pas praticable. D'autant moins que « l'alliance stratégique » récemment conclue entre Washington et Jérusalem et l'approbation tacite par le gouvernement américain de la colonisation juive des territoires occupés, ont sérieusement compromis la crédibilité du chef de la Maison Blanche. Le roi Hussein et le président Moubarak, conclut-il, sont dès lors tout disposés à coordonner leurs efforts avec le président Mitterrand pour préparer la voie à une solution diplomatique.

Les prochaines étapes du processus sont déjà planifiées : le Fath s'emploiera à convaincre les dirigeants des autres organisations — au cours d'une réunion qui devrait se tenir avant la mi-février — de s'associer à la nouvelle stratégie ; une fois leur accord acquis, le conseil national palestinien (le Parlement de la résistance) serait invité à endosser les termes du projet de règlement franco-égyptien, à supposer, bien entendu, que celui-ci ait été entretemps approuvé, soit par la Communauté européenne soit, mieux encore, par le Conseil de sécurité de l'ONU. La plupart des dirigeants palestiniens entendent, en effet, obtenir le ralliement de l'URSS, indispensable, à leurs yeux, au succès de leur entreprise. Dernier acte du scénario : ils appellent à la coopération sous l'égide de l'ONU, d'une conférence internationale de la paix, à laquelle participeraient Israël, l'OLP, les pays arabes concernés, les deux super-puissances et divers États européens.

Projet trop ambitieux, voire chimérique ? « Peut-être, répondent les dirigeants du Fath, mais quel autre choix avons-nous, sinon de renoncer à notre droit le plus élémentaire de disposer d'une patrie ? ».

FIN

## HENRI AMOUROUX

La grande histoire des Français sous l'occupation.

TOME 6  
L'ANNEE 1943

### L'impitoyable guerre civile

L'ŒUVRE QUI ECLAIRE TOUTE L'OCCUPATION  
PRIX CHATEAUBRIAND 1983

## HENRI AMOUROUX

La grande histoire des Français sous l'occupation.



### L'impitoyable guerre civile

Décembre 1942 - Décembre 1943

Robert Laffont

Le peuple du désastre

quarante millions de pétainistes

les beaux jours des collabos

le peuple réveillé

les passions et les haines

DEJÀ PARUS : 1 : Le peuple du désastre (1939-1940)  
2 : Quarante millions de pétainistes (Juin 1940-Juin 1941)  
3 : Les beaux jours des collabos (Juin 1941-Avril 1942)  
4 : Le peuple réveillé (Juin 1940-Avril 1942)  
5 : Les passions et les haines (Avril-Décembre 1942)

## ROBERT LAFFONT

10<sup>e</sup> numéro

## Revue d'études Palestiniennes

### En marge du transitoire

entretien avec

MAHMOUD DARWICH

« Lorsque le gouverneur militaire me somma de choisir entre la poésie et le gagne-pain de mon père - c'est la question la plus terrible que l'on m'ait jamais posée - la poésie n'était encore pour moi qu'un jeu ; elle devint une chose importante, essentielle ; j'ai choisi douloureusement la poésie et ma vie changea. »

Le n° 43 F - Abonnement : 1 an (quatre numéros) : 140 F

Editions (sur justification) : 110 F

Réglement en num. des Editions de Minuit (CCP Paris 180-43 T)

Revue trimestrielle publiée par l'Institut des Etudes palestiniennes  
Diffusion : les Editions de Minuit - 7, rue Bernard Palissy - 75006 Paris



# PROCHE-ORIENT

## Liban

APRÈS L'ASSASSINAT DU PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ AMÉRICAINE

## Beyrouth enregistre avec satisfaction le « nous ne céderons pas » de M. Reagan

Beyrouth. — Le mouvement du Jihad islamique, regroupant les extrémistes chiites, a revendiqué l'assassinat, mercredi, du président de l'université américaine de Beyrouth (AUB) (nos dernières éditions du 19 janvier) et le rapt, la veille, du consul général d'Arabie Saoudite, confirmant, dans le premier cas, avoir choisi sa cible simplement parce qu'il s'agissait d'un Américain en vue, et annonçant, dans le second cas, que le diplomate allait être « jugé », exécuté, et que son corps serait « jeté à la rue ».

On ne peut avoir la certitude de l'origine de ces revendications ni exclure une provocation. Elles sont néanmoins plausibles. Le Jihad islamique ayant à son actif une longue série d'opérations visant l'Occident (en particulier anti-américaines et anti-françaises) ainsi que les monarchies du Golfe : camion piégé contre l'ambassade américaine à Beyrouth (solitaire-trois morts le 18 avril 1983), camions piégés contre le Q.G. des « marines » (deux cent quarante et un morts le 23 octobre 1983), et un poste de parachutistes français à Beyrouth (cinquante-huit morts, même date), six attentats simultanés au Koweït (cinq morts le 12 décembre 1983), camion piégé contre un poste français à Beyrouth (dix-sept morts, dont un soldat français le 21 décembre 1983), attentats contre le TGV et la gare de Marseille (cinq morts, le 31 décembre 1983), sans compter des attentats

De notre correspondant

moins graves et des opérations moins importantes qui lui sont probablement imputables (attentats contre le chauffeur du consul général de France et l'épouse du conseiller culturel français à Beyrouth).

L'assassinat du président de l'AUB, Malcolm Kerr, tout comme le rapt du diplomate saoudien M. Hussein Farrache, ont suscité une vague de réprobation. Les condamnations les plus importantes sont celles de Cheikh Mohammed Mehdi Chamseddine, vice-président du Conseil supérieur chiite et de M. Nabih Berri, chef du mouvement Amal, dans la mesure où la communauté chiite est mise en cause dans cette vague de terrorisme. Également importante, la prise de position de M. Walid Joumblatt puisqu'il est le fer de lance du camp hostile aux États-Unis. Il a vivement dénoncé le meurtre de Malcolm Kerr et l'enlèvement de M. Farrache, en attribuant toute la responsabilité « aux auteurs du massacre de Sabra et de Chatila, c'est-à-dire aux forces libanaises ».

Dans leurs commentaires, certains hommes politiques et médias libanais soulignent qu'après la présence militaire et économique occidentale, c'est sa présence culturelle qui est visée. Ils estiment qu'à la suite du Liban, et au-delà de ce pays, c'est l'influence occidentale dans le Golfe qui est en jeu.

Aussi, les premières réactions des États-Unis et de l'Arabie Saoudite au défi dont ces deux pays sont l'objet ont-elles été accueillies avec satisfaction.

« Nous ne céderons pas », a dit le président Reagan. « La mort tragique de Malcolm Kerr doit renforcer notre détermination à ne pas céder devant les actes terroristes (...). Nous ne devons pas laisser le terrorisme prendre le contrôle de nos vies, de nos actions, de notre avenir ou de nos amis ».

La réaction saoudienne

Du côté saoudien, l'émir Saoud el Fayez, ministre des affaires étrangères, a déclaré : « L'enlèvement de M. Farrache n'empêchera pas le royaume wahabite de poursuivre ses efforts en vue du règlement de la crise libanaise, bien que cet acte vise à compliquer la situation prévalant au Liban et à faire pression sur l'Arabie Saoudite pour l'amener à suspendre ses efforts en vue de la réalisation de l'entente nationale libanaise ».

On estime à Beyrouth que de telles réactions immédiates étaient inévitables, mais on redoute qu'elles ne demeurent sans grand effet, tant est grande la disproportion entre la détermination meurtrière des mouvements extrémistes et les possibilités de riposte. On évoque ici, toutefois, un « axe antikomuniste » regroupant, autour de l'Occident, ses alliés arabes, qui sont en fait les grands pays musulmans du Proche-Orient gouvernés par des dirigeants sunnites : Arabie Saoudite et pays du Golfe, Égypte, Jordanie, Irak.

Dans sa communication à l'AFP rendant compte des deux opérations des 15 et 16 janvier, le Jihad islamique avait promis qu'il « ne restera aucun Américain ou Français sur cette terre. Nous n'abandonnerons pas ces méthodes et nous poursuivrons sous les agents libanais et arabes, qu'ils soient dirigeants, hommes politiques ou militaires. Nous répétons que nous sommes les plus forts et nous le resterons ». En ce qui concerne Malcolm Kerr, l'organisation extrémiste avait souligné : « Nous avons assassiné M. Kerr qui est la victime de la présence américaine au Liban ».

Selon les médias phalangistes, M. Farrache se trouvait encore dans la banlieue sud, au siège de Jihad islamique, et son transfert dans la Bekaa aurait été rendu impossible par l'entassement des routes en montagne. Selon la même radio, les miliciens d'Amal auraient été empêchés d'approcher du lieu de détention du diplomate saoudien. Elle attribue à des services de renseignements d'un pays arabe la responsabilité de cette vague de terrorisme et affirme que treize hommes, ayant à leur tête un terroriste surnommé « Kissinger », ont été introduits à Beyrouth-Ouest pour l'exécution.

LUCIEN GEORGE.

## Israël

## Qui est responsable de la guerre du Liban ?

Jérusalem (A.F.P.). — L'ancien premier ministre d'Israël, M. Manahem Begin, a rompu, mercredi matin 18 janvier, le silence total qu'il observe depuis sa démission en août 1983 en faisant une brève mise au point à la radio, après les déclarations de l'ancien ministre de la défense, M. Ariel Sharon, tendant à minimiser son propre rôle dans le déclenchement de la guerre du Liban.

« Il est exact que M. Sharon n'était pas en Israël lorsque les forces israéliennes sont entrées au Liban (5 juin 1982), mais mon gouvernement, dont il faisait partie, a été collectivement responsable de toutes les décisions prises », a dit M. Begin.

Tout en admettant sa « responsabilité ministérielle », M. Sharon avait affirmé, mardi, que, « absent du pays, il n'avait pas participé à la prise de certaines décisions concernant la guerre du Liban, telles que la mobilisation des forces israéliennes, leur entrée au Liban et le bombardement de Beyrouth ».

Ces déclarations ont provoqué un tollé, notamment dans les

rangs de la majorité gouvernementale.

Un député, M. Gueoula Cohen (parti Tcheïva, extrême droite), a déclaré, pour sa part, à la radio israélienne qu'elle « ne serait pas surprise si d'ici peu Sharon affirmait qu'il n'a pas pris part à la guerre du Liban et qu'il n'a joué aucun rôle dans la création des implantations ».

Un autre député, M. Yossef Seïd (travailliste), a noté que, « comme toutes les mauvaises entreprises, la guerre du Liban sera bientôt privée de père et de mère, personne ne voudra plus en revendiquer la responsabilité ».

Méavir (gouvernement) a annoncé, par ailleurs, mercredi « que la rupture entre le premier ministre, M. Itzhak Shamir, et M. Ariel Sharon est presque totale et que M. Sharon démissionnera bientôt du cabinet pour protester contre le fait que M. Shamir, tout en le maintenant au gouvernement, ne lui a en fait confié aucune responsabilité ».

M. Shamir n'a pas réagi aux déclarations de M. Ariel Sharon, mais il n'en pense pas moins, écrit le journal, citant des membres du gouvernement.

# A TRAVERS LE MONDE

## Inde

● **AFFRONTEMENTS VIOLENTS À BANGALORE ET À CALCUTTA.** — Deux personnes ont été tuées et dix-neuf autres blessées, au cours d'affrontements entre policiers et manifestants, mercredi 18 janvier, à Bangalore, dans le sud de l'Inde. Une grève et une manifestation avaient été organisées afin de protester contre la décision du gouvernement régional d'autoriser certains groupes linguistiques à apprendre la langue officielle de l'État de Karnataka. Deux cent quinze personnes ont été arrêtées à l'issue des incidents. D'autre part, à Calcutta, capitale de l'État du Bengale-Occidental, la police a procédé à l'arrestation de deux cent quatre-vingt-neuf personnes, mardi 17 janvier, lors d'une manifestation de partisans du Congrès (Indira), qui se livraient à des actes de violence dans les rues. Ils protestaient contre l'interpellation de l'un d'entre eux. Enfin, une grenade a explosé mercredi soir dans un cinéma à Ayrissar, au Pendjab, blessant au moins seize personnes. — (U.P.I. Reuter.)

## Maroc

● **DÉMENTI.** — On dément, de source autorisée, au ministère

marocain de l'intérieur que des manifestations aient eu lieu au début de ce mois à Marrakech, Meknès, Safi et Oujda, comme le rapportait notre envoyé spécial (Le Monde du 17 janvier). On admet cependant, de même source, que le 5 janvier, dix-sept lycéens sur les trente-six que compte le Maroc se sont mis en grève à la suite des rumeurs concernant la hausse des droits d'inscription au baccalauréat. La grève a pris fin le jour même, après que les lycéens eurent appris que ces rumeurs étaient sans fondement, ajoute-t-on au ministère marocain de l'intérieur.

## République Sud-Africaine

● **DIX MILLE OUVRIERS NOIRS EN GRÈVE.** — Plus de 10 000 ouvriers noirs se sont mis en grève, mardi 17 janvier. L'arrêt de travail le plus important affectait la quasi-totalité des quelque 5 000 employés de la poudrerie de Modderfontein, qui demandent une augmentation de 65 rands (450 F.F.) des salaires les plus bas. Ils ont été suivis par 1 800 travailleurs de la société dans une usine de Sasolburg (Transvaal) et 755 autres dans une usine proche du Cap à Somerset West. 2 000 ouvriers de

quatre usines de Coca-Cola de la banlieue de Johannesburg et 1 500 d'un atelier de montage de voitures près de Pretoria ont aussi entamé une grève illimitée. — (A.F.P.)

● **DISCUSSIONS ENTRE L'ANGOLA ET L'AFRIQUE DU SUD.** — Une délégation de l'Angola, composée notamment du numéro deux de la diplomatie de Luanda, M. Venancio de Moura, et de M. Elísio Figueiredo, ambassadeur aux Nations unies, devait rencontrer, ce jeudi 19 janvier à Praia, capitale du Cap-Vert, une délégation sud-africaine, a annoncé à Lisbonne l'agence angolaise Angop. D'autre part, les six formations politiques namibiennes réunies en conférence multipartite afin d'adopter une stratégie commune sur l'indépendance de la Namibie ont repris leurs travaux, mercredi à Windhoek. L'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO) a refusé de participer à la conférence. — (A.F.P.)

## Soudan

● **NOUVEAU AFFLUX DE RÉFUGIÉS ÉTHIOPIENS.** — M. Hugh Hudson, responsable du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), a annoncé, mercredi 18 janvier, à

# AMÉRIQUES

## Uruguay

APRÈS LE SUCCÈS DE LA GRÈVE GÉNÉRALE

## Les autorités ont dissous l'Assemblée intersyndicale des travailleurs

De notre correspondant

Buenos-Aires. — « Plus qu'une grève générale, c'est une véritable journée de protestation contre la dictature » : telle était l'impression unanime, en Uruguay, après quatre heures organisées, le mercredi 18 janvier par l'Assemblée intersyndicale des travailleurs PIT, organisation non reconnue par le gouvernement et qui rassemble plus de cent vingt syndicats.

La grève a été le premier mouvement d'urgence depuis la liquidation du régime démocratique en juin 1973. La réaction des autorités a été la même qu'il y a plus de dix ans, lorsque la convention nationale des travailleurs (CNT) avait organisé une grève générale illimitée pour s'opposer au coup d'État. Le PIT a été dissous. Le président, le général Alvarez, a renforcé la censure sur la presse, qui ne peut publier aucune information sur les conflits sociaux.

L'Uruguay a été pratiquement paralysé durant vingt-quatre heures et seuls les employés de l'État, nomades de licenciements immédiats en cas d'absence, se sont rendus à leur travail. Les pouvoirs publics avaient organisé un système de ramassage pour ceux qui habitaient à plus de 5 kilomètres, les autres devant rejoindre leur bureau par leurs propres moyens. Comme l'avaient recommandé les dirigeants syndicaux, la population s'est abstenue de descendre dans la rue pendant la journée afin d'éviter des heurts avec l'armée et la police qui patrouillaient. Un impressionnant cortège (concert de casse-poteries) a cependant rompu le silence de la capitale, lorsque les Uruguayens ont appris la dissolution du PIT.

## Un « programme d'ajustement »

L'augmentation massive des tarifs publics (près de 30 %) décrétée il y a quelques semaines par le ministre de l'économie, M. Alejandro Vigh Villagras, avait marqué le début d'une agitation sociale qui avait fait rapidement tache

2 500 pesos (environ 60 dollars) et une indexation des salaires sur le coût de la vie.

La grève générale de mercredi avait aussi un objectif politique. Les syndicats ont voulu répondre au ministre de l'intérieur, M. Hugo Larrea Brum, qui a laissé entendre que le gouvernement pourrait modifier le calendrier politique établi il y a plus de deux ans : élections générales le 25 novembre prochain et transmission des pouvoirs aux civils le 15 mars 1985. Ce n'est un secret pour personne que le général Gregorio Alvarez souhaite se maintenir au pouvoir au moins jusqu'à la fin de 1985.

JACQUES DESPÈRES.

## CORRESPONDANCE

## Après le nouvel incident frontalier entre le Pérou et l'Équateur

## Une lettre de l'ambassadeur du Pérou en France

À la suite de la publication, dans le Monde du 18 janvier, d'un article faisant état d'un incident frontalier entre le Pérou et l'Équateur, nous avons reçu de M. Alfonso Arias-Schreiber, ambassadeur de Lima en France, une mise au point dont nous publions ces extraits :

La version selon laquelle le protocole de paix, d'amitié et de délimitation souscrit entre le Pérou et l'Équateur à Rio-de-Janeiro en 1942 a signifié pour ce dernier pays la perte d'une grande partie de son territoire est une mystification démentie par les faits suivants :

1) Les trois provinces disputées par l'Équateur (Tumbes, Jaén et Maynas) ont fait partie de la vice-royauté du Pérou depuis 1542. Bien que celles-ci aient été transférées à la vice-royauté de Santa-Fé ou de Nouvelle-Grenade (1) en 1717, le gouvernement espagnol a révoqué cette décision en 1723 : elles revinrent à la vice-royauté de Nouvelle-Grenade en 1739 et finalement furent réintégrées à la vice-royauté du Pérou en 1784 et 1802, car il était plus facile de les gouverner ainsi ;

2) Lorsque le Pérou proclama son indépendance en 1821, la population de ces trois provinces consacra librement leur adhésion au nouvel État et envoyèrent leurs représentants au Congrès péruvien ;

3) Par contre, lorsque l'Équateur devint indépendant en 1830, se séparant de la Grande-Colombie, il réintégra les provinces qui voulaient adhérer, mais non Tumbes, Jaén et Maynas, car elles faisaient déjà partie de la République du Pérou ;

4) En conséquence, les trois provinces en question ont appartenu au Pérou pendant longtemps, et depuis la fin de l'époque coloniale jusqu'à nos jours, en application des deux principes que les deux États acceptèrent pour définir leurs limites : celui du « uti possidetis » (conservent les territoires selon les titres et les possessions que les colonies avaient au moment de l'émancipation), et celui de la libre détermination de leurs peuples à s'intégrer à la nation

à laquelle ils se sentaient unis par une plus grande affinité et les liens les plus étroits ;

5) S'il est vrai que les controverses entre le Pérou et l'Équateur ont continué pendant le 19<sup>e</sup> siècle — comme d'ailleurs entre les autres Républiques latino-américaines — à propos de contradictions des titres coloniaux, le seul traité ratifié par les deux parties (1832) reconnaît les possessions mentionnées à cette date jusqu'à la conclusion d'un arrangement sur les frontières ; et toutes les autres négociations n'aboutirent qu'à un échec ou n'eurent pas l'approbation des Congrès respectifs ;

6) Le recours d'arbitrage auprès du roi d'Espagne (1904-1910) fut suspendu lorsque l'Équateur sut qu'il serait défavorable ; et la proposition du Pérou de recourir à la Cour internationale de justice fut également repoussée par l'Équateur, dont les gouvernements avaient leur cause défilée ;

7) La tentative de réaliser ses aspirations par la voie d'incidents de frontière conduisit le gouvernement équatorien à provoquer le conflit de 1941 en accusant le Pérou d'être l'agresseur, ce qui était absurde puisque le Pérou n'aurait normalement sa souveraineté sur les trois provinces revendiquées par l'Équateur ;

8) Le protocole de 1942 fut soutenu entre les négociateurs des deux pays dans la capitale d'un État neutre (Rio-de-Janeiro) où se trouvaient alors réunis les chanceliers de toutes les Républiques américaines, lesquelles exprimaient leur satisfaction pour la conclusion de l'accord. Dans les négociations intervinrent des représentants d'États amis (Argentine, Brésil, Chili et États-Unis) tous respectueux du droit et de la justice internationale ; ils assurèrent l'engagement de garantir l'exécution du traité en pleine connaissance du fait qu'il était conforme aux titres et possessions du Pérou et de l'Équateur ;

9) Ce fait fut reconnu par les Congrès des deux pays qui approuvèrent le protocole, et par les gouvernements successifs du Pérou et de l'Équateur qui procédèrent à la délimitation des limites jusqu'en 1951 (sur 1 600 kilomètres de frontière, il ne reste à border que 78 kilomètres).

(1) Avec siège à Bogotá. — NDLR.  
(2) Établissant des liens entre les ministères des affaires étrangères de « l'Union internationale des Républiques américaines » ; ils allaient créer à cette occasion la « Junta interaméricaine de défense », qui existe encore aujourd'hui comme organisme consultatif. — NDLR.

(Publicité)

## escargots pour un dimanche

Votre repas du dimanche aura un air de fête avec nos fameux bourgognes, les meilleurs de France. Cuits aux aromates et remplis de beurre extra-fine d'herbes et d'épices, ils peuvent se garder plusieurs mois au congélateur. Venez au détail le dimanche jusqu'à 15 heures et tous les jours, sauf le lundi.

LA MAISON DE L'ESCAROT, 78, rue Fondray, 90<sup>e</sup> M<sup>e</sup> E. Zola, 80<sup>e</sup> T<sup>e</sup> 57.5.43.99

مقداد من الرمال



# EUROPE

## RFA

### L'AFFAIRE KIESSLING

#### Les explications du ministre de la défense n'ont pas paru parfaitement convaincantes

La commission de la défense du Bundestag devait reprendre, ce jeudi 19 janvier, l'audition de M. Manfred Wörner, ministre de la défense, à propos du limogeage du général KieSSLing, officier le plus gradé de la Bundeswehr et adjoint au commandant en chef des forces de l'OTAN en Europe.

Bien que le gouvernement de Bonn considère que l'affaire est close après les explications « sans failles » de M. Wörner, selon l'expression du porte-parole, M. Boenish, la déposition du ministre de la défense n'a pas apporté les éclaircissements attendus, nous indique notre correspondant en RFA. M. Wörner s'est contenté de répéter que le général KieSSLing avait fréquenté deux bars pour homosexuels de Cologne et que, à ce titre, il « constituait un risque pour la sécurité de la RFA ». Devant la commission, les autorités ont produit quatre résumés, mais leurs déclarations ont manqué de fermeté. « Le rapport du service de renseignements militaires (MAD) ne laisse aucun doute sur l'identification du général KieSSLing

dans ces établissements [pour homosexuels], n'en a pas moins déclaré M. Alfred Biele (chrétien-social), président de la commission.

Ce n'est pas l'avis des commissaires de l'opposition (social-démocrates et Verts), qui attendent toujours les « preuves concrètes » justifiant les soupçons du ministre.

À la suite des interprétations divergentes auxquelles a donné lieu son intervention devant la commission, M. Wörner a décidé d'en rendre public le texte. Il y reconnaît que, à côté des raisons de sécurité, « les relations tendues du général KieSSLing avec son supérieur » (le général américain Rodgers, commandant en chef des forces de l'OTAN en Europe) ont joué un rôle dans sa décision. Une troisième raison a précipité le limogeage du général, selon le ministre de la défense : le général KieSSLing n'a pas tenu la promesse faite en septembre dernier de ne plus participer à des manifestations officielles et de se soumettre à des examens médicaux.

## Tchécoslovaquie

### Les tribulations des Hajek, père et fils

M. Jiri Hajek, ancien ministre des affaires étrangères au moment du printemps de Prague, ancien porte-parole de la Charte 77, relate, dans une lettre adressée à Antoine Spire pour le Comité de défense des libertés présidé par Ardur London (1), ses récentes tribulations et celles de son fils Jan.

Les premières relèvent — note-t-il — d'une contribution au congrès de l'auteur du livre *Solider Sprav*. En le suivant jour et nuit, y compris aux bains, pour l'empêcher de se rendre en Hongrie à une conférence de l'Association internationale pour la recherche de la paix, les fils de socialisme se sont montrés les dignes héritiers de ceux, dont, la stupidité brûlée a été décrite avec tant de talent par Hasek sous l'ancien régime impérial.

Les secondes relèvent de l'univers de Kafka. Tout l'appareil bureaucratique et policier s'est tourné contre un

jeune garçon, dont le seul tort, est d'être le fils de son père. Jan, ayant obtenu un « bachot » excellent, demande, avec la recommandation du lycée, son admission aux études supérieures polytechniques. Les anges gardiens du père manifestent leur mécontentement. Pour éviter le moindre conflit idéologique, Jan a opté pour l'architecture. À l'examen d'admission, il obtient des résultats excellents, sauf au sol-diant « examen de talent » fondé sur l'appréciation subjective de l'examinateur. Les policiers le savaient d'avance.

Jan ne fut donc pas accepté en architecture. Mais la décision négative de la faculté lui ouvrait la possibilité d'être admis en bâtiment. La lettre envoyée au recteur n'ayant pas eu de suite, il s'adresse au ministre, qui donne finalement son accord, orlément et par écrit. Jan s'inscrit aussitôt et commence à travailler. Les policiers continuent à dire à des amis de Jiri Hajek — qu'ils interrogent sur ses activités — qu'ils n'admettront pas que son fils fasse des études supérieures.

## Incident de parcours

Effectivement, quinze jours après, le ministre annule sa décision. Selon les indications officielles données à Jiri Hajek, c'est sa conduite qui est en cause. Les démarches entreprises pour faire annuler ce refus illégal au regard du droit interne, comme des traités internationaux souscrits par la Tchécoslovaquie, n'aboutissent pas plus que la demande d'autorisation à entreprendre ses études à l'étranger, notamment à la faculté de Rennes, qu'il avait acceptée.

Jiri Hajek relève lui-même que les faits relatés ne sont qu'un « très petit incident de parcours » alors qu'en Tchécoslovaquie les emprisonnés pour délit d'opinion sont encore nombreux. Ce n'est pas une raison pour le passer sous silence.

(1) c/o Francis Jacob, 155, rue de la Pompe, 75116 Paris.

**1<sup>er</sup> S**  
**Terminales B, D**  
**Quelques plans disponibles**  
**EFFECTIF RÉDUIT**  
**IESA** enseignement privé  
3, r. Barque 75015  
306.77.09

## Italie

### LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS A LEVÉ L'IMMUNITÉ PARLEMENTAIRE DU DIRIGEANT NÉO-FASCISTE M. GIORGIO ALMIRANTE

(De notre correspondant.)

Rome. — La Chambre des députés, par 310 voix favorables et 145 contre, a voté mercredi 18 janvier la levée de l'immunité parlementaire dont bénéficie M. Almirante, secrétaire général du parti néo-fasciste MSI, accusé d'être l'auteur d'un attentat perpétré en 1972. Elle a, d'autre part, autorisé l'arrestation du député de la même formation, M. Abbatangelo, qui risque deux ans de prison pour avoir attaqué à coups de cocktails Molotov la section du PSI du quartier de Fuorigrotta, à Naples.

Les deux inculpés, conformément à la position de leur parti qui est opposé au principe de l'immunité parlementaire, avaient demandé à la Chambre de donner son autorisation à la magistrature.

M. Almirante est poursuivi pour avoir aidé financièrement un extrémiste de droite, ex-membre du MSI, Carlo Ciccitelli, accusé d'être l'auteur d'un attentat survenu à Peteano, en 1972, dans lequel furent tués trois carabinieri. M. Almirante lui aurait prêté de l'argent pour mener à bien l'opération. Le secrétaire général du MSI a toujours affirmé qu'il était étranger à cette affaire et qu'il s'agissait d'une manœuvre de la loge P 2.

La Chambre doit examiner, d'autre part, la levée de l'immunité parlementaire des députés Casalino (PSI), Pertinini et Pajia (tous deux démocrates-chrétiens) soupçonnés de prévarication. La magistrature a également demandé à la Chambre des députés l'autorisation de poursuivre M. Manfredi (DC), sous-secrétaire au Trésor, compromis dans le scandale du casino de Sanremo.

Enfin, une demande d'autorisation de poursuites a été adressée au Sénat concernant M. Murrara, démocrate-chrétien, accusé d'association criminelle. Selon la justice, il était présent lors d'un sommet de la Mafia à Taormina, en 1977, au cours duquel deux carabinieri furent tués.

PHILIPPE PONS.

## URSS

### UN NOUVEAU CHEF DU GOUVERNEMENT EN ESTONIE

Moscou (A.F.P.). — M. Bruno Saul, cinquante-deux ans, a été nommé président du conseil des ministres d'Estonie, a annoncé l'agence Tass mercredi 18 janvier.

M. Saul succède à M. Walter Klosson, soixante-dix ans, qui occupait ce poste depuis vingt-trois ans et vient d'être libéré de ses fonctions pour faire valoir ses droits à la retraite. Cette décision semble exclure qu'il s'agisse d'un limogeage, d'autant que M. Klosson a été décoré il y a un mois seulement.

L'Estonie est, avec la Lituanie et la Lettonie, l'un des trois pays baltes annexés par l'URSS en 1940. Ces trois républiques se sont signalées ces derniers temps par un regain d'activité dans la dissidence d'inspiration nationaliste.

Ces manifestations sont sévèrement réprimées par les autorités soviétiques. Trois dissidents estoniens ont notamment été condamnés récemment à des peines de prison allant de sept à neuf ans, selon des sources occidentales.

## Espagne

### Un entretien avec M. Felipe Gonzalez

(Suite de la première page.)

« Bon, on peut nationaliser certains secteurs de base, comme les chemins de fer par exemple. Mais, comme système, je ne crois pas aux nationalisations. Je crois que la société est bien plus dynamique si elle est elle-même responsable de la gestion de ses problèmes. Je vais vous donner un exemple : nous venons de créer une commission royale pour l'électronique, sur le modèle britannique. Ses douze membres ont été choisis en raison de leurs compétences. Aucun n'appartient à l'appareil de l'Etat.

— Est-ce que l'armée reste pour vous un souci ?

— Il faut revenir en arrière. Le gouvernement d'Adolfo Suarez a connu des jours difficiles de ce point de vue. Certains secteurs des forces armées ont eu du mal à admettre que Suarez, venant du franquisme, fasse la transition démocratique. Cela a créé des tensions. Rappelez-vous le traumatisme provoqué par la légalisation du parti communiste. Suarez a dû, d'autre part, choisir les chefs de l'armée en fonction de critères subjectifs, en raison de relations de confiance ou de méfiance. Nous, nous avons fait le pari de dire les choses nettement. Nous avons décidé de faire confiance au professionnalisme des militaires et de favoriser les promotions en faveur de la seule compétence. De ne pas introduire de critère d'amitié. Que ceux qui le méritent occupent les postes.

— Vous excluez tout risque de nouveaux putsch ?

— Je dirai qu'en un an les forces armées, comme institution, se sont rendues compte que ce gouvernement socialiste était décidé à prendre des décisions et à assumer ses responsabilités. Qu'il voulait moderniser les forces armées, gouverner le pays et résoudre les problèmes. Cela a créé un climat magnifique... Mais cette réorganisation du commandement provoque justement des remous.

— Pas plus que dans la sidérurgie. Réduire les effectifs de 25 % est un problème sérieux. Donc, il y a des résistances. C'est normal. C'est une réaction corporatiste. Notre plan bloque les perspectives de carrière d'un secteur de l'armée de terre. C'est vrai. C'est donc un parti très difficile. Mais, encore une fois, c'est difficile aussi dans la sidérurgie.

### L'affaire basque menace gravement la démocratie

— Même l'affaire basque ne peut plus, selon vous, faire bouger l'armée ?

— Ça, c'est le seul risque grave. Non seulement pour les forces armées, mais pour toute la société. C'est la démocratie qui est menacée, et gravement. Les militaires ont la force des armes, créant un sentiment de respect et parfois de crainte. Mais le reste de la société perd confiance dans le fonctionnement de la démocratie si le terrorisme grandit. C'est la tragédie classique de la liberté contre la sécurité. C'est vrai pour toutes les démocraties, plus encore pour celles qui sont jeunes.

— Vous pensez que le terrorisme a un caractère international ?

— Sans aucun doute. Les manifestations les plus nationalistes du terrorisme ont des liens internationaux très clairs. Difficile à prouver, mais très clairs.

— C'est-à-dire que toutes les formes de terrorisme sont liées entre elles ?

— A mon avis, il y a un nombre considérable de phénomènes terroristes complètement liés.

— Donc, avec des centres communs ?

— Il est difficile de penser qu'il y a un seul centre qui dirige de manière opérationnelle tout le mouvement terroriste. Mais qu'il y ait une espèce d'influence, plus ou moins directe ou indirecte, cela je le crois. Et il est sûr qu'il y a des centres de pouvoir qui facilitent la création de conditions pour le développement du terrorisme...

— Dans l'affaire basque, vous avez la preuve de l'influence de l'étranger ?

— Bon. Je suis au courant de circuits de voyage de terroristes basques, des voyages répétés, qui ont un sens. Ils ne vont pas en vacances d'été ou d'hiver. Ça veut dire quelque chose.

— Vous pensez à une puissance en particulier ?

— A la place que j'occupe et avec mes responsabilités, je ne veux pas en dire plus que je ne dis.

— Vous avez l'intention de proposer une conférence internationale sur le terrorisme ?

— Il n'y a pas de date, mais il y a effectivement un projet. Je voudrais que 1984 soit une mauvaise année pour le terrorisme international. J'espère qu'il y aura en Europe des convictions assez fortes dans ce sens pour que ce projet devienne réalité. Je crois que cela arrivera tôt ou tard.

### L'autonomie basque est très grande

— La question basque est-elle seulement un problème de terrorisme et de maintien de l'ordre ?

— Il faut rappeler que l'autonomie basque est très grande. C'est à peu près celle d'un canton de la Confédération suisse. Les Basques ont un gouvernement, un parlement qui fait des lois. Le gouvernement autonome basque dispose de pouvoirs et d'une gamme de compétences très large. Parlons aussi de l'amnistie. En 1977, l'amnistie a fait sortir de prison tous les membres de l'ETA qui s'y trouvaient. On a vu ainsi un ancien membre du commando qui avait participé en 1973 à l'attentat contre Carrero Blanco (1) venir nous expliquer son rôle à la télévision espagnole. Mais depuis 1977, cinq cents personnes, dont trois cents membres des forces de l'ordre, ont été tuées par l'ETA.

— Alors, il faut être clair quand on parle de causes politiques. Il y a des causes profondes au problème basque, c'est vrai. Les racines se trouvent dans les guerres carlistes du dix-neuvième siècle. Au Pays basque, il y a un problème d'identité comme peuple, un problème de personnalité, un problème religieux très profond. Il y a aussi un problème d'éducation. Il y a un peu de tout mélangé. C'est-à-dire qu'il y a des causes politiques profondes, mais ce ne sont pas les mesures politiques en relation avec l'autonomie ou avec l'amnistie qui vont résoudre la question du terrorisme. Jusqu'à maintenant, ils ont répondu avec davantage d'attentats chaque fois qu'on a fait un pas vers une plus grande autonomie.

— Quelle est la dimension proprement religieuse du problème basque ?

— Il y a un problème d'intégrisme religieux dans le subconscient du terrorisme de l'ETA. A l'image évangélique d'un Christ d'amour, il préfère celle du Christ de la colère, d'un Christ vengeur et justicier. Certains prêtres basques font allusion à ce Christ de la colère dans leurs homélies pour les terroristes abattus. Ils parlent de héros qui ont lutté pour libérer leur peuple de l'oppression. Mais où est l'oppression ? Au Pays basque, il y a de grandes banques et l'industrie la plus puissante d'Espagne. Il y a peut-être une oppression culturelle sous le franquisme, mais absolument plus depuis l'instauration de la démocratie.

— Ce que la démocratie a fait, c'est d'ouvrir complètement les possibilités de récupération culturelle. Dans le mouvement terroriste basque, le sentiment intégriste religieux s'exprime dans cette façon messianique de parler de libération. Il y a aussi une volonté de retour à une société rurale. Je l'illustrerai par une anecdote. Quelqu'un a demandé aux militants de l'ETA s'ils allaient abandonner les mitraillettes ; ils ont répondu : quand les chèvres reviendront brouter sur l'avenue principale de Saint-Sébastien. Ça veut tout dire...

— Quelle est l'évolution des esprits au Pays basque ?

— Les gens sont fatigués de tant de sang. Ils s'inquiètent de voir les enfants s'habituer à ce climat de violence, aux enlèvements, aux meurtres. Ils ont envie que tout ça se termine. C'est dangereux, car le risque existe que l'opinion finisse par soutenir que cette situation se termine d'une manière ou d'une autre. Les terroristes exploitent ce sentiment en préconisant l'indépendance comme solution. Mais c'est absurde, complètement absurde. Ils créent pourtant une certaine confusion, même dans le reste de l'Espagne.

— Au Pays basque, certains vous accusent de limiter la liberté d'expression...

— Je répondrai qu'ils ont une presse que l'on ne trouve nulle part ailleurs au monde. Je ne connais aucun autre exemple d'une presse où l'on peut dire tout ce qu'ils disent. Ici, en Espagne, nous avons les deux extrêmes. Une presse qui est capable d'appeler au coup d'Etat en première page et une autre qui appuie dans ses grands titres l'action terroriste. Cela ne se voit dans aucun autre système démocratique. Je ne veux pas dire par là que nous sommes plus démocratiques que d'autres. Il est vrai pourtant que la société espagnole est beaucoup plus tolérante qu'on ne l'imagine, et du point de vue de la conscience individuelle, passablement progressiste.

— Un récent sondage portant sur onze mille personnes nous montre que cinq pour cent des citoyens se déclarent de la gauche pure, trente-quatre pour cent environ de la gauche modérée, vingt-trois pour cent du centre, huit pour cent de la droite et un pour cent seulement de l'extrême droite. Voilà pourquoi le parti socialiste gouverne aujourd'hui l'Espagne. La société espagnole est une société ouverte qui a davantage confiance dans la démocratie que les autres nations européennes.

— Comment pouvez-vous résumer la situation économique de l'Espagne ?

— En 1983, nous avons tenu nos objectifs de manière rigoureuse, mais l'ensemble reste fragile. Il suffisait d'une dérive sur un seul point important pour que l'ensemble soit mis à mal.

— Et les relations avec la France ? Comment expliquez-vous les attaques contre elle, ces temps derniers, dans la presse espagnole ?

— C'est un fait que nombre d'Espagnols sont convaincus que la France tient la clé de beaucoup de leurs difficultés, qu'il s'agisse du problème basque ou de l'entrée dans le Marché commun. Ils attendent de Paris un signe, et c'est pourquoi ils ont réagi si positivement aux mesures prises par votre gouvernement à l'égard des terroristes réfugiés chez vous. La radio privée catholique, du coup, a rétabli dans ses programmes les chansons françaises qu'elle avait supprimées.

(1) Vice-président du conseil, et « bras droit » du général Franco. (N.D.L.R.)

(Publicité)

**CELIBATAIRES**  
**VEUFS(ves) DIVORCÉS(ées)**  
de 18 à 75 ans, vous pouvez facilement rencontrer des personnes sérieuses de VOTRE REGION ou de TOUTES REGIONS, et choisir la personne « faite pour vous ».

Envoyez seulement vos nom, âge et adresse au **CENTRE FAMILIAL (NE)** 43, rue Laffitte - 75009 Paris (fondé en 1951). Ce sera le départ vers une vie nouvelle.

Vous recevrez GRATUITEMENT et discrètement une liste-échantillon de candidats(es) de votre âge avec une passionnante brochure illustrée de 66 pages. Ecrivez puis-que cela ne vous engage à rien.

TWA vers et à travers les USA

# Paris-Boston 3.550 F\*

Liaison quotidienne de Paris CDG1 au prix le plus bas.  
Seul TWA dessert Boston sans escale du mercredi au dimanche.

Vous plaire nous plaît

\*Tarif Super Apex de 14 à 60 jours.





Le Monde

# politique

## M. MITTERRAND A MONACO

### « Un allié discret, modeste mais fidèle de la France »

M. François Mitterrand fait, ce jeudi 19 et vendredi 20 janvier, une visite officielle en principauté de Monaco. Le président de la République, qui est accompagné de son épouse, est le septième chef d'Etat français à se rendre en principauté. La précédente visite avait été celle du général de Gaulle, en octobre 1960.

Monaco. — Avec une superficie de 195 hectares — dont plus de 38 % gagnés sur la mer, — la principauté de Monaco, enclavée dans le département des Alpes-Maritimes, est l'un des plus petits Etats du monde. Elle offre aussi la particularité de ne compter que moins de 20 % de « nationaux » sur une population de vingt-sept mille habitants, dont près de treize mille Français et quatre mille cinq cents Italiens. « Certains la jugent anachronique, constatait voici quelques années le prince Rainier. Pourtant, elle existe et, personnellement, je crois beaucoup à la vocation des petits Etats. »

Les relations privilégiées qu'entretenaient depuis plus de trois siècles Monaco et la France sont actuellement régies par le traité fondamental du 17 juillet 1918, approuvé par les puissances signataires du traité de Versailles. La France s'était alors portée garante de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la principauté. En contrepartie, l'Etat princier s'engageait à exercer ses droits conformément aux intérêts français.

Seul accord sérieux dans les rapports entre les deux pays : la crise de 1962 provoquée, à l'origine, par un projet de participation de la principauté au capital d'Europe 1. Le prince Rainier III s'était heurté à un veto du général de Gaulle, et le dif-

De notre correspondant régional

férend avait dégénéré en un conflit fiscal des plus vifs. Le ministre d'Etat de Monaco, un diplomate français (1), avait été expulsé et les frontières fermées.

Après quelques semaines de « guerre », plusieurs conventions bilatérales dénouées par la France avaient été renouées. Les nouveaux accords signés le 11 mai 1963 ont fait perdre notamment leurs privilèges de domicile fiscal aux Français établis en principauté après 1957 (2). Ils ont aussi institué un impôt sur le bénéfice des sociétés ayant plus du quart de leur activité à l'extérieur de Monaco.

Vingt ans ont passé et l'on n'aime guère en principauté revenir sur ces « vieilles histoires ». Il est vrai que les relations franco-monegasques sont, depuis lors, redevenues sereines et fructueuses.

L'arrivée de la gauche au pouvoir en France n'a en rien modifié l'ambiance des réunions, deux fois par an, des commissions mixtes fiscales et de coopération économique. On rappelle volontiers à Monaco que M. François Mitterrand, alors ministre de la justice, fut le représentant officiel du gouvernement français au mariage du prince Rainier avec Grace Kelly, le 18 avril 1956.

La visite du président de la République est considérée par les autorités monegasques non seulement comme un geste de courtoisie, mais aussi comme un hommage à la respectabilité de l'Etat princier et à sa bonne conduite internationale. Monaco se veut, en effet, comme le déclare M. Jean Charles Rey, président du conseil national monegasque (le Parlement de la principauté)

« un allié discret, modeste mais fidèle de la France », et tient surtout à cultiver une image de sérieux.

Les termes de « principauté d'opérette », de « paradis fiscal » ou « d'Etat-casino » sont jugés blessants par nos voisins qui leur opposent les réalités du Monaco moderne : celui des industries de pointe, des laboratoires pharmaceutiques, des bureaux et des grands équipements touristiques. Les législations des deux pays sont très proches en matière d'impôts indirects (les Monegasques ne paient cependant qu'une vignette automobile à tarif réduit et pas de redevance TV) et identiques dans le domaine monétaire et douanier. Quant aux Jeux, leur produit ne représente que moins de 5 % du budget de l'Etat.

La bonne entente franco-monegasque n'exclut pas pourtant quelques difficultés, parmi lesquelles, celle de la complémentarité entre la principauté et les communes limitrophes du département des Alpes-Maritimes, qui forment un ensemble urbain de soixante mille habitants. Les communes françaises ont des besoins en équipements communs avec l'Etat monegasque. Les militants socialistes de la région, notamment, estiment que ces communes devraient donc bénéficier d'un statut particulier les autorisant à engager une collaboration transfrontalière.

GUY PORTE.

## LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

### Craintes et divergences au sein de l'U.D.F.

L'accord de principe donné par les responsables de l'U.D.F. sur une liste unique de l'opposition pour les élections européennes suscite des réactions au sein de ce mouvement.

« Les Jeunes Giscardiens : incompréhensibles. »

« La décision de l'U.D.F. de renoncer à faire sa propre liste aux élections européennes est incompréhensible », affirme le Mouvement des Jeunes Giscardiens dans un communiqué diffusé le 18 janvier.

« L'U.D.F. a-t-elle honte de son passé ? Si elle renonce à se battre pour l'Europe, sur quoi voudrait-elle se battre ? », interrogent les Jeunes Giscardiens, dont le bureau politique, convoqué pour le dimanche 22 janvier, se prononcera sur sa participation à la campagne électro-

rale. « Il y a au moins, pour nous, dans cette triste affaire, écritent les Jeunes Giscardiens, un signe de réconfort : le courage de François Léotard, qui a su être fidèle à ses idées. »

M. Léotard, secrétaire général du P.R., a quitté sa fonction de vice-président de l'U.D.F. pour protester contre le projet de présentation d'une liste unique de l'opposition.

« Le Parti radical valaisien : pas tenable. »

M. André Rossinot, président du Parti radical valaisien (qui est favorable au principe d'une liste unique de l'opposition), la situation de l'U.D.F. « n'est pas tenable ».

Il déplore, dans une déclaration à l'A.F.P., que l'U.D.F. ait « privilégié le rôle des personnalités et le rôle des personnalités par rapport à la confidentialité », ce qui explique ses « attermolements ». « Trop de contacts politiques se situent en dehors des structures officielles, tout en pesant sur la vie statutaire de l'U.D.F. ».

Pour « sauver » l'U.D.F., le président des radicaux valaisiens envisage deux issues : « Soit nous demandons à M. M. Giscard d'Estaing et Barre et à M. Veil de participer régulièrement aux travaux du bureau politique de l'U.D.F. et, à ce moment-là, il y aura encadrement commun et stratégie commune, même si c'est difficile, mais on assumera les responsabilités ensemble. Soit il y aura accumulation de l'affaiblissement de l'U.D.F., accroissement de la personnalisation et un phénomène de substitution de poids politique entre ces personnalités et l'appareil. »

### LE R.P.R. LANCE UNE CAMPAGNE DE « SENSIBILISATION » SUR L'EUROPE

Le groupe des Démocrates européens de progrès de l'Assemblée européenne de Strasbourg et le R.P.R. organisent jusqu'au mois de mai une campagne de « sensibilisation » à l'Europe avant la campagne électorale proprement dite qui précédera le scrutin du 17 juin.

Animée par M. de La Malène, sénateur de Paris et président du groupe DEP à Strasbourg (où sont inscrits les élus R.P.R.), et par M. Pons, secrétaire général du R.P.R., cette campagne comportera six colloques, dont le premier aura lieu à Lyon les 20 et 21 janvier. Tous les élus de l'opposition, quelle que soit leur appartenance, y sont conviés. D'autres colloques auront lieu à Nancy, Angers, Lille, Toulouse et Marseille.

M. de La Malène a estimé : « Il n'y a pas de divergence de doctrine au sein de l'opposition sur les problèmes européens. Les nuances qui peuvent exister portent sur des problèmes de détail. » Il a souhaité que les élus français à Strasbourg coordonnent mieux la défense des intérêts français à l'avenir.

« Les rapatriés du RECOURS demandent l'appui du R.P.R. — Les dirigeants nationaux du RECOURS, MM. Guy Forry, Claude Laquière, Kader Boualem, et leur porte-parole, M. Jacques Roseau, ont été reçus, à leur demande, mercredi 18 janvier, par M. Jacques Chirac. Selon M. Roseau, ils ont demandé « l'appui du R.P.R. au Parlement afin qu'un large consensus soit obtenu en faveur des rapatriés » à propos des problèmes concernant les rapatriés en Corse, l'indemnisation et l'intégration des Français musulmans. M. Chirac a renouvelé les engagements qu'il avait pris pendant la campagne de l'élection présidentielle, ce qui, selon M. Roseau, « lui avait valu la même reconnaissance du RECOURS qu'à M. François Mitterrand et Michel Crépeau ».

## Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 18 janvier, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

### MAÎTRISE DES FINANCES PUBLIQUES ET PRÉPARATION DU BUDGET DE L'ÉTAT POUR 1985

Le premier ministre et le ministre de l'économie, des finances et du budget ont présenté des communications sur la maîtrise des finances publiques et sur la préparation du budget de l'Etat pour 1985.

Le premier ministre a souligné que l'objectif de diminution des prélèvements obligatoires fixé par le président de la République doit orienter l'action de l'ensemble du gouvernement, qui poursuivra, dans le même temps, son effort en faveur de la justice sociale et de la préparation de l'avenir. Chacun des ministres a été invité à engager personnellement des mesures permettant la réalisation de cet objectif.

Le ministre de l'économie, des finances et du budget a exposé les conséquences qu'il convient d'en tirer pour la préparation du budget 1985. En particulier :

— Il a été demandé à chaque membre du gouvernement de proposer des mesures permettant de réduire les dépenses dans son secteur pour contribuer à l'équilibre de la dépense et pour définir un programme d'économies cohérent ;

— Le calendrier habituel de la préparation du budget sera inversé : les plans de dépenses ne seront arrêtés qu'une fois connu le niveau des recettes résultant des hypothèses économiques et des choix opérés pour 1985 en matière fiscale.

### ACTIONS SECTORIELLES DE FORMATION PROFESSIONNELLE

Le ministre de la formation professionnelle a présenté une communication sur les actions sectorielles de formation professionnelle.

La nouvelle orientation donnée depuis 1981 à la politique de la formation professionnelle vise à accroître la qualification des travailleurs, en liaison avec les priorités de la modernisation industrielle.

Les programmes prioritaires d'extension du D.F. Plan ont prévu un effort particulier de formation professionnelle dans quatre secteurs d'activités : la filière électronique (soixante mille personnes à former au cours de la durée du Plan) ; le bâtiment et les travaux publics (quarante-cinq mille personnes) ; l'agro-alimentaire (dix mille personnes) ; et la production (trois cent cinquante mille personnes). Le fonds de la formation professionnelle consacrée, en 1984, 300 millions de francs à ces actions, soit 75 % de ses crédits, contre 180 millions en 1983.

Pour l'avenir, le gouvernement souhaite mieux identifier les besoins en formation professionnelle des différents secteurs industriels ; il organisera à cette fin une concertation avec les partenaires sociaux.

Il veillera, en outre, à la coordination des actions de formation menées par les entreprises, les régions et l'Etat. Les engagements de développement de la formation de loi sur la formation professionnelle, en application du projet de loi sur la formation professionnelle actuellement soumis au Parlement, permettront de parvenir à une utilisation plus efficace des fonds consacrés à la formation.

### QUALITÉ ARCHITECTURALE DES CONSTRUCTIONS PUBLIQUES

Le ministre de l'urbanisme et du logement a présenté une communication sur l'amélioration de la qualité architecturale des constructions publiques.

A la demande du président de la République, le gouvernement a décidé le lancement d'un programme d'opérations exemplaires visant à illustrer l'importance qu'il attache à la création architecturale et à la qualité des constructions publiques.

Ces opérations seront conduites selon les règles suivantes :

— Le programme sera élaboré en apportant un soin particulier à la connaissance et à la satisfaction des besoins des futurs usagers ;

— Le concepteur sera choisi par concours ouvert notamment aux

architectes privés pour les grands projets nationaux et aux architectes locaux ; le jury comprendra, pour moitié au moins, des architectes, afin de prendre pleinement en compte les critères de qualité ; l'exposition publique des projets, la publicité donnée au choix du jury, permettront d'informer les habitants et de les associer à la réalisation de l'opération ;

— Cette procédure sera immédiatement appliquée à une première tranche d'une cinquantaine de projets qui seront choisis d'ici au 1<sup>er</sup> mai 1984 ; dix réalisations projetées par le ministre de l'éducation nationale ont d'ores et déjà été retenues.

Le gouvernement souhaite donner à ces actions un caractère exemplaire, afin qu'elles aient un effet d'entraînement sur les réalisations d'urbanisme des autres collectivités publiques.

## Les déclarations sur le maintien de l'ordre public

### Le préfet de l'Orne est sanctionné

Deux nominations ont été adoptées par le conseil des ministres de mercredi 18 janvier. MM. Pierre Nord, préfet, commissaire de la République de l'Orne, et Christian Pellerin, préfet, représentant du gouvernement à Mayotte, ont été nommés préfets hors cadre.

La première de ces décisions est en fait une sanction. M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement, a fait savoir à M. Nord en déclarant à l'Assemblée du conseil des ministres : « Retenir des citoyens étrangers en violation de l'ordre public. » Il parlait ainsi de l'arrestation, par des agriculteurs de deux chauffeurs de camion britanniques, près d'Alençon, préfecture de l'Orne (Le Monde daté 15-16 janvier).

Cette décision a provoqué une place une vive réaction du Centre des jeunes agriculteurs, nous indique notre correspondant à Alençon. Ce groupement décharge M. Nord de toute responsabilité, révoque les accusations « de premiers d'otages et de séquestrations », et menace : « Si...

dans les semaines à venir, il n'y a pas d'amélioration significative dans le domaine de la viande, nous ne resterons pas sans réagir. »

Plus généralement la portée des propos de M. François Mitterrand, au cours du conseil des ministres. Le président de la République avait déclaré, « avec une certaine solennité », que l'Etat « n'acceptera pas les excès que commettent parfois certaines catégories de citoyens. » « Je n'accepterai pas que cela se passe sans conséquences. Il faut agir quand il y a remise en cause de la loi avec une grande sévérité. L'Etat doit empêcher les excès chaque fois qu'il le peut. Il doit les prévenir, les réprimer. L'Etat prendra ses responsabilités », avait-il dit.

Autant que les événements de l'Orne, ces remarques visaient les récents désordres de Corse. Le porte-parole du gouvernement a fait écho à cette préoccupation en déclarant : « Manifestation avec des armes à feu est aussi une violation de l'ordre public. »

## Nominations militaires

Sur proposition du ministre de la défense, M. Charles Hernu, le conseil des ministres du mercredi 18 janvier a approuvé les promotions et nominations suivantes :

Armement. — Sont promus : ingénieur général de première classe, les ingénieurs généraux de deuxième classe Henri Cazaban, Olivier Lagrand, Gérard Nellen, Gérard Delyon, Félix Gadelle et Maurice Bommer ; ingénieur général de deuxième classe, les ingénieurs en chef Jacques Roger, Didier Blenven, Michel Durand, Pierre Berling, Henry Durand, Antoine Demerliac et Gilles Musnier.

Sont nommés : inspecteur technique de l'armement pour les constructions navales, l'ingénieur général de première classe Michel Wiener ; adjoint au directeur technique des armées navales et chef du service industriel, l'ingénieur général de première classe Pierre Mardon ; inspecteur technique de l'armement terrestre, l'ingénieur général de première classe Pierre Maisonneuve ; adjoint au chef du service technique des constructions et armées navales, l'ingénieur général de première classe Jean-Michel Mitaud ; chargé de mission à la direction technique des engins, l'ingénieur général de deuxième classe Henri Le Cornec.

Sont nommés : directeur de l'établissement des constructions, et, armées navales d'Indret, l'ingénieur général de deuxième classe Bernard Pillon ; chargé de la sous-direction Prospective et études de systèmes au service technique des constructions et armées navales, l'ingénieur général de deuxième classe Robert Roux ; chef du service Mobilité à la direction technique des armements terrestres, l'ingénieur général de deuxième classe André Mechlum ; chargé de la sous-direction Navires au service technique des constructions et armées navales, l'ingénieur général de deuxième classe Joseph Treitout.

Marine. — Est promu contre-amiral, le capitaine de vaisseau Xavier Farand.

Est admis en deuxième section (réserve), sur sa demande et par anticipation, le contre-amiral Jacques Lavot.

Le contre-amiral Jacques Lavot, qui aura cinquante-sept ans en octobre prochain, quittera la marine le 1<sup>er</sup> février, après près de vingt mois d'avance par rapport à la limite d'âge de son grade qui lui permettait de rester jusqu'en octobre 1985. C'est le premier des plus anciens commandants de sous-marins stratégiques à quitter la marine nationale. Des conventions personnelles l'autorisent, en effet, conduites à refuser la

poste de préfet maritime de Cherbourg qui lui était proposé.

Entre 1972 et 1975, Jacques Lavot a commandé le sous-marin nucléaire lance-missiles le Redoutable et, en 1977, le sous-marin lance-missiles le Colbert. Après avoir dirigé l'école d'application du génie maritime à Cherbourg, puis avoir été affecté à l'état-major des sous-marins nucléaires à Houilles (Yvelines), Jacques Lavot dirigeait depuis septembre 1982 le corps supérieur interarmes à l'Etat-major de la défense à Paris.

Alr. — Sont promus : général de division aérienne, le général de brigade aérienne Michel de Touchet ; général de brigade aérienne, le colonel Gérard Bonaguid.

Service de santé. — Sont promus : médecin général inspecteur, le médecin général, médecin chef de service hors classe Jean Fourré ; médecin général, le médecin chef de service de classe normale René Poncey, nommé sous-directeur Personnel à la direction centrale du service de santé.

Sont nommés : sous-directeur Action scientifique et technique à la direction centrale du service de santé, le médecin général, médecin chef de service hors classe François Guilloit ; directeur du service de santé de la 11<sup>e</sup> région maritime, le médecin général, médecin chef de service hors classe Jacques Simon.

Gendarmerie. — Sont promus : général de division, le général de brigade Pierre de Larochelambert ; général de brigade, le colonel Léon Niviet.

PARLEMENT. — Session extraordinaire d'après le 24 janvier. — Le président de la République a choisi la date du 24 janvier pour l'ouverture de la session extraordinaire du Parlement, à laquelle M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement, au terme du conseil des ministres. Selon M. Gallo, le projet d'ordre du jour pourrait être le suivant : à l'Assemblée nationale, première lecture du projet de loi sur la presse, comme prévu ; au Sénat, projet de loi sur la prévention des entreprises de diffamation, la démocratie, la transparence, la formation professionnelle continue.

Au cabinet de M. Aron. Le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et des réformes administratives, M. Alain Perret, chargé de cours à l'université de Paris-VIII, est nommé conseiller technique au remplacement de M. Jean-Claude Gaudin.

TOUTE L'EUROPE CULTURELLE DANS UNE REVUE ARTS / SCIENCES

N° 1/1<sup>er</sup> trim 1984

Fondation Européenne des Sciences, des Arts et de la Culture

19 av. du Président Wilson 75016 PARIS / FRANCE. Tél. 720.57.77

هذه من الامل

SENERDI DATE SAMEDI  
NOUT  
deux supplé  
ont vendus en



**DEMAIN**

# LE MONDE LOISIRS

LE NOUVEAU SUPPLÉMENT ILLUSTRÉ AU MONDE DU VENDREDI DATÉ SAMEDI



## PARIS-DAKAR :

Les dures vérités d'une grande aventure.

## PRAGUE :

Nuits sans visa derrière le rideau de fer.

## GASTRONOMIE :

Que sont devenus les Chefs de province.

## DROUOT :

Les bonnes recettes d'un commissaire-priseur.

## MODE :

Ces faussaires qui piratent la haute couture.

...Et le choix commenté des programmes de la Radio et de la Télévision pour la semaine.

**VENDREDI DATÉ SAMEDI : LE MONDE LOISIRS**      **SAMEDI DATÉ DIMANCHE-LUNDI : LE MONDE AUJOURD'HUI**  
**2 NOUVEAUX TEMPS FORTS POUR LE WEEK-END**

Ces deux suppléments illustrés seront vendus encartés dans les éditions quotidiennes du Monde.

# Le Monde



AU COLLOQUE DE MONTPELLIER

M. Savary va annoncer une série de mesures pour améliorer l'enseignement de l'histoire

« Les carences de l'enseignement de l'histoire » conduisent à la « perte de la mémoire collective des nouvelles générations ». Le cri d'alarme jeté par M. François Mitterrand au cours du conseil des ministres, le 31 août dernier, a eu le mérite d'attirer l'attention. Il prolongeait la proposition n° 91 du candidat Mitterrand, en janvier 1981 : « L'enseignement de l'histoire (et de la philosophie) sera développé ».

Le colloque organisé par le ministère de l'éducation nationale du 18 au 21 janvier à Montpellier devrait permettre de tenir cet engagement. D'autres avant le président de la République s'étaient émus de la dégradation de l'enseignement de l'histoire et de la géographie. Sans entreprendre des fouilles archéologiques, on peut relever que, dans les années soixante, l'association des professeurs d'histoire-géographie avait donné l'alerte. Elle date de cette époque la première déchirure entre l'histoire enseignée et la mémoire collective. C'était le temps de la crise des nationalismes. La décolonisation s'achevait pour notre pays. Et parallèlement, la civilisation technologique faisait donner ses premiers coups de pioche à la civilisation antique.

Les amputations d'horaires ont commencé. Vint ensuite l'introduction des activités d'éveil confiées à des maîtres sans formation. La « nouvelle » histoire entra à l'école, monnayée par des enseignants qui mal gagnés, aggravaient la réforme.

En 1979, les critiques de M. Alain Decaux secouaient l'opinion publique. Beaucoup pensèrent : si cet homme qui fait tant aimer l'histoire le dit, ce doit être vrai.

Mais de solution, point. Aujourd'hui, après le constat établi par la commission Girsault, qu'avait mise en place M. Alain Savary en juillet 1982, le procès est instruit. La cause entendue : l'enseignement de l'histoire est en crise et doit être repensé. Le diagnostic et la prescription ont pris naissance en trop d'endroits. Ils viennent de trop loin pour que l'on s'abandonne encore aux atermoiements.

Le ministre de l'éducation nationale annoncera les premières décisions, samedi 21 janvier, au terme du colloque. Le débat public ne sera pas clos pour autant.

Les premiers efforts s'adresseront à l'école élémentaire, parce qu'elle est la base de l'édifice et parce que les dérapages vers des activités « utiles certes » mais trop éloignées de l'histoire s'y sont répétés. Il n'y aura pas de retour à l'histoire purement « événementielle », que certains ont tenté. Trop d'événements qui n'en étaient pas y trouvaient place. Mais les dates, celles qui ont marqué un changement, le moment d'une évolution, seront à nouveau

enseignées. Encore faut-il que ces repères, jugés indispensables, soient placés dans un ensemble. Les méthodes d'enseignement ne seront pas jetées aux orbes mais redéfinies comme des « méthodes » qui permettront d'acquiescer savoir et raisonnement.

Deuxième point d'application : l'enseignement technique. La situation y est, au dire même du rapport Girsault, « désastreuse ». L'enseignement de l'histoire est pratiquement inexistant en troisième année de CAP. Ces élèves, déjà privés de culture générale, terminent leur scolarité sans véritable initiation à l'histoire, alors que beaucoup le demandent pour équiper chaque établissement de leur diplôme.

Enfin, troisième effort : la formation des maîtres. Il est tentant de faire porter aux enseignants la plus grosse responsabilité du malheur. Ils doivent bien en avoir leur part. Mais, cela proclamé, comment améliorer le cours des choses ? En recourir de nouveaux, tout aussi inexpérimentés ? Mieux vaut former ceux qui sont là. On devra bien trouver, un jour, le langage et les moyens qui créent les conditions d'une véritable formation scientifique et pédagogique. Des moyens, il en faudra aussi pour acheter des cartes, des documents pour équiper chaque établissement d'un cabinet d'histoire-géographie.

C'est un effort que la nation peut accepter. Les Français aiment l'histoire. Les revues historiques se vendent à près d'un demi-million d'exemplaires chaque mois. Les émissions de télévision et de radio intéressent. Les Français se passionnent pour leur histoire. Peut-être parce qu'ils sont un vieux peuple qui ne se comprend pas lui-même, et qu'ils oublient par quels obscurs et curieux cheminement ils ont appris à vivre ensemble.

CHARLES VIAL.

M. MAUROY : la mémorisation ne doit pas être abandonnée

A l'ouverture du colloque national sur l'histoire et son enseignement, le premier ministre, M. Pierre Mauroy a présenté, le 19 janvier, à Montpellier, aux participants, ses réflexions sur les finalités de l'enseignement de l'histoire et sur la façon de concevoir cet enseignement.

Il s'est livré notamment à une analyse des insuffisances qu'il a pu constater : « Ce qui est préoccupant, ce sont les erreurs qui ont été commises au cours des dernières décennies dans le domaine de l'enseignement. Des réformes hâtives ont eu parfois des effets néfastes. Nul ne peut prétendre, aujourd'hui, que la façon dont l'histoire est enseignée dans le primaire et le secondaire soit sans défauts et parfaitement satisfaisante ».

« Il est sûr que la situation actuelle doit être redressée. C'est le sens de nos efforts. Pour y parvenir, il convient d'avoir le courage de reconnaître que des erreurs ont été commises, que telle innovation dans les programmes, dans la conception des outils pédagogiques ou dans les méthodes n'a pas produit les résultats attendus ».

« A cet égard, je sais que l'on peut compter sur la lucidité et la clairvoyance de ceux qui ont la charge d'enseigner l'histoire. Il leur appartient de procéder à ces évaluations. Et je me félicite de la capacité d'adaptation et d'évolution des historiens (...) ».

« L'histoire doit retrouver une place éminente dans l'éducation. Elle doit intervenir avant les autres disciplines liées aux sciences sociales. C'est elle qui, pour les jeunes, doit ouvrir à la recherche et à la réflexion sur les origines et le devenir de l'homme. C'est elle qui doit apporter aux jeunes le cadre chronologique, le fil conducteur absolument indispensable pour leur permettre de progresser dans la compréhension du passé ».

« Cet apport de la chronologie est irremplaçable. Il doit intervenir dès l'école élémentaire. C'est pourquoi, sans négliger les acquis de la recherche pédagogique plus récente, les méthodes traditionnelles fondées sur la mémorisation et l'acquisition de connaissances ne doivent pas être abandonnées (...) ».

BACCALAURÉAT ET STATISTIQUES

Les cachotteries de l'administration

L'administration est peuplée de cachottiers. Une loi de 1978 facilite en principe l'accès des citoyens aux documents administratifs, mais certains fonctionnaires n'en ont, semble-t-il, jamais entendu parler, ou feignent de l'ignorer. Péniblement, la commission d'accès aux documents administratifs (CADA) s'efforce de leur en faire la mémoire. Hier, les mauvaises habitudes reprennent vite le dessus. Le Monde de l'éducation et le Polar viennent d'en faire l'expérience.

Les deux journaux publient chaque année une enquête commune sur le baccalauréat et adressent un questionnaire à tous les chefs d'établissement publics ou privés. Ceux-ci, pour la plupart, fournissent sans difficultés les renseignements demandés : résultats par sections, origine socioprofessionnelle des élèves, effectifs en seconde et en première, etc. Sans ces renseignements, il est impossible d'établir des comparaisons sérieuses. Un lycée dont 80 % des candidats sont reçus au bac n'est pas meilleur que celui dont trois élèves sur dix sont reçus, si en seconde et en première les plus faibles en ont été chassés.

Certains proviseurs refusent de répondre à ces questionnaires en invoquant les motifs les plus divers. Certains reprochent au Point son attitude à l'égard de l'enseignement public. Un autre, qui a répondu les années précédentes, ne le fera pas cette année, déjà des conclusions de l'enquête. Un troisième conseille au Monde de l'éducation de faire à l'avenir « l'économie de deux timbres et d'une brachette d'arbre de nos forêts », et l'invite à ne plus le relancer. A mots couverts, on exprime, les récalcitrants reprochent aux auteurs d'élargir la concurrence avec le privé et d'introduire un ferment de division dans les établissements publics.

Depuis la loi du 17 juillet 1978, les fonctionnaires ne peuvent plus se retrancher derrière le caractère secret, administratif, qu'ils le veulent ou non, la plupart des documents en leur possession, y compris les statistiques, doivent être communiqués à ceux qui en font la demande, quelles que soient les intentions, avouées ou secrètes, des destinataires.

Enoi

Cette règle mériterait d'être rappelée. Elle l'a été il y a quelques jours par la CADA, saisie par MM. Olivier Chevillon, PDG du Point, et André Laurens, directeur du Monde, du refus de certains proviseurs de se plier à la loi. L'avis rendu par la commission et précisée par une lettre de son rapporteur général, M. Bruno Lasserre, souligne que les chefs d'établissements sont tenus de fournir aux journalistes du Point et du Monde de l'éducation les chiffres en leur possession. A contrario, explique la CADA, on ne peut exiger d'eux de calculer des statistiques qui n'existent pas, même si rien n'interdit qu'ils le fassent. Ainsi en est-il de la question sur l'origine socioprofessionnelle des élèves. Bien sûr, la réponse à une telle question nécessite une exploitation préalable des fichiers scolaires.

BERTRAND LE GENDRE.

\* Commission d'accès aux documents administratifs, 31, rue de Constantin, 75700 Paris. Tél. : 705-99-51.

AU PROCÈS PARIBAS

Le bon temps du caviar

Il a eu droit aux plus grands égards. On lui avait avancé une chaise. Il y a accédé tout doucement, appuyé sur sa canne, et rosette de la Légion d'honneur à la boutonnière. C'est que M. Fernand de Robert de Lagade, parmi les inculpés de l'affaire Paribas, se distingue des autres à plusieurs titres. D'abord, il est, dans sa quarante-troisième année, leur doyen d'âge. Ensuite, et surtout, il est celui qui se voit reprocher les plus grosses manipulations financières : 14 millions de transferts en Suisse, 3 606 000 francs de revenus non rapatriés et 8 547 000 francs de mouvements clandestins entre comptes suisses et français. En bref, ces chiffres, il les accepte à quelques nuances retouchées près.

Ce vieux monsieur qui fut un séigneur dans le négoce du caviar avec sa société Caviar-Volga, qui fraya avec la famille impériale d'Iran et qui connaît sur le bout des ongles les exigences et les arcanes de sa spécialité, ne s'en est pas tenu là. Il a aussi raconté comment les choses s'étaient passées, qu'il l'ambiant aujourd'hui au prétoire.

Tout a commencé vers le milieu des années 30, en 1936 ou 1937. Il ne sait plus exactement. Le gouvernement français ne voulait pas travailler avec l'autre producteur de caviar, la Russie. Et sa majesté, le père du dernier chah dont il avait été, lui, le vassal dans le monde entier, lui avait expliqué qu'il fallait monter une société à Genève qui s'occuperait uniquement du caviar et du poisson d'Iran. Belle affaire d'exclusivité. M. de Lagade a donc essayé de la mettre sur pied. Ce ne fut pas sans déboires : « Ce qu'on pouvait gagner sur le caviar, on le perdait, et au-delà, avec le poisson, du poisson-chah - sans jeu de mots, monsieur le président - dont personne ne voulait ».

La-dessus arrive 1939, et la guerre. « J'avais des contrats russes, et le gouvernement français décida tout d'un coup de ne plus laisser entrer le caviar russe. Il a donc fallu pour tenir mes engagements que j'aille à Genève organiser la base mon marché et remplir mes contrats ». Mission accomplie. « Il fallait bien, avec les clients de tous les côtés, que j'achète en Suisse ce caviar dont j'avais besoin pour le ramener en France ».

« Mais qui donc pendant la guerre pouvait manger tant de caviar ? » demande le président Collin un peu surpris, sinon amuse.

« Tout le monde, monsieur le président, tout le monde ! A l'époque, il n'y avait pas tous ces droits d'aujourd'hui, pas de TVA. On achetait 30 francs, on revendait 80 ».

« C'était le bon temps, constate M. Collé ».

« Comme vous dites ! Et moi j'étais bien content de m'occuper de cette affaire magnifique. Alors, en

aujourd'hui, je me sens un peu déçu. Evidemment, le chah m'a dit : « Je vous félicite, vous avez été très actif, très débrouillard ».

La commission de l'imam Khomeiny

La famille impériale pouvait, certes, se réjouir. D'y avait, pour elle, une commission de 10 % sur tous les achats de caviar iranien. Et voilà pourquoi, vers 1950, M. de Lagade a ouvert ce compte à Paribas.

« L'opinion publique n'avait dit : « Mettez ça chez nous, vous n'aurez plus besoin de vous occuper de rien et vos affaires iront très bien ».

« Et aujourd'hui, constate le président Collé, ça vous coûte 24 millions ». Telle est, en effet, la somme que M. de Lagade a rapatriée et qui attend maintenant, sur un compte bloqué, l'issue du procès. La société Caviar-Volga continue pourtant son négoce et ce sont toujours 10 % de commission qu'exige aujourd'hui l'Iran de l'imam Khomeiny.

« Comme quoi, dit M. Collé, le caviar servit à tous les régimes ». Soudain, sur sa chaise, le vieux monsieur pleure. « En 1914, j'ai vu trois fois mon sang pour la France. Aujourd'hui ça me fait penser à aujourd'hui devant vous comme un bandit, c'est terrible ».

Il a fallu le consoler : « Vous avez fait un effort de franchise et d'honnêteté dont il vous sera tenu compte ». C'est égal, Fernand de Robert de Lagade se sent injustement frappé et ces bonnes paroles ne sont, pour lui, qu'un baume sans effet. « J'en ai pourtant fait enlever de l'argent en France. Car ma société en avait besoin. Si vous travaillez avec les banques, vous êtes fous ». Mot, je ne finissais moi-même. Mais le caviar à 50 francs le kilo, c'est fini. Aujourd'hui, on n'en trouve plus que 3 000 francs. Alors, il en faut de l'argent. Mais l'Etat y trouve son compte car, lorsque je fais un milliard de bénéfices par an, il y a 500 millions pour lui. Ainsi a parlé ce vieillard qui amène.

D'autres après lui ont reconnu pour l'un, compté pour les autres, des transferts, en fait, en fait, ne pouvant avoir la même valeur. On est retombé dans la critique des cartons de Léo Boissonnat, avec ces derniers clients de Paribas, mais, assurément, clients en France, rien qu'en France, jamais en Suisse, que sont MM. Jacques Viney, Eugène Sarracén, et Michel Eve. Oui, M. Eve, car le destin a voulu encore, dans cette affaire singulière, qu'il y ait cette touche ironique, que le premier des clients, cités ait été M. Adrien qui vient d'en mourir, et l'avant-dernier, M. Eve.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

ACCUSÉ D'ÊTRE PARTISAN DU « GÉNOCIDE DES VIEUX »

M. Jacques Attali gagne en appel son procès en diffamation contre une revue médicale

Accusé d'être partisan du « génocide des vieux », M. Jacques Attali, conseiller spécial du président de la République, a été condamné, en première instance, à 40 000 francs d'amende. Mais, mercredi 18 janvier, la cour de Paris présidée par M. Alain Duvey, assisté de M. Jean Schmitt et de M. Marguerite Foucault, a annulé le jugement du tribunal de Paris du 22 juin dernier qui avait débouté M. Attali de sa plainte (Le Monde des 24 et 25 juin 1983).

Cette plainte en diffamation visait le docteur Jean Gourev, directeur de la revue *Profil Médico-Social*, ainsi que le docteur Bernard Savy, auteur d'un article paru dans cette revue intitulé « L'enthousiasme demain ». Le docteur Savy avait aussi rédigé un essai publié dans plusieurs numéros de *Profil Médico-Social* sous le titre « Va-t-on supprimer les vieux ? ».

« Va-t-on supprimer les vieux ? » Cet encadré reproduisant un tract diffusé par l'Union nationale des assurés sociaux, que préside M. Marie-Hélène Ugalin, également poursuivie.

La campagne dont se plaignait M. Attali était née d'un de ses livres, *L'Ordre cambiale*, et d'un entretien de lui paru dans l'ouvrage de M. Michel Salomon, *L'Avenir de la vie*. Les responsables de cette campagne, s'appuyant sur des déclarations de M. Attali, écrivaient notamment : « Peut-on accepter que certains doctrines socialistes envisagent le génocide des vieux parce qu'ils ne produisent plus ? Les problèmes économiques doivent-ils peser avant le respect de la personne humaine ? Une telle hypothèse est-elle plausible ? Elle le devient, il y a quarante ans, sous les traits du socialisme ».

En première instance, M. Attali avait perdu son procès. Mais, mercredi 18 janvier, la cour de Paris a annulé le jugement du tribunal de Paris du 22 juin dernier qui avait débouté M. Attali de sa plainte (Le Monde des 24 et 25 juin 1983).

Le docteur Gourev et Savy, ainsi que M. Ugalin, ont été condamnés à 40 000 francs d'amende. M. Attali obtient un franc de dommages et intérêts. L'arrêt de la cour devra être publié dans deux numéros de *Profil Médico-Social* ainsi que, sous forme d'extraits, dans trois autres journaux, aux frais des condamnés.

Sept mille Corses ont manifesté contre la « violence terroriste »

Correspondance

Bastia. — Près de sept mille personnes ont défilé, mercredi 18 janvier, à Ajaccio et à Bastia, à l'appel de la CGT et de la FEN pour protester contre la violence et pour réclamer le développement économique, social et culturel de la Corse. Ce sont les plus importantes manifestations organisées dans l'île depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir. Cette double initiative était soutenue par les différents partis de la majorité présidentielle ainsi que par l'Association pour la Corse française et républicaine (CFR).

A Ajaccio, où le cortège était le plus important, cinq mille personnes se sont rendues à la préfecture. En tête des participants, plusieurs élus de gauche de l'Assemblée de Corse avaient pris place, mais aussi M. Xavier Villanova, élu bonapartiste représentant M. Charles Ornano, le sénateur et maire d'Ajaccio. M. Nicolas Alfonsi, député (MRG) d'Ajaccio, sortant de sa réserve, participait, lui aussi, à cette protestation.

LA HAUTE AUTORITÉ REGRETTE LA SAISIE D'UN REPORTAGE DE FR 3

M<sup>me</sup> Michèle Corta, présidente de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, a reçu le 18 janvier sur leur demande MM. André Holleaux, PDG de FR 3, Edouard Guibert, directeur de l'information de cette chaîne, et Samirou Sangnietti, rédacteur en chef de FR 3-Corse, au sujet des difficultés rencontrées par les journalistes de la chaîne en Corse. La police avait saisi le 14 janvier, avant sa diffusion, le film tourné le même jour par FR 3-Corse sur la manifestation de l'ES-FLNC à Serres.

Au terme de la réunion, M<sup>me</sup> Corta a lu un communiqué soulignant que « la liberté de l'information s'applique de façon identique et avec les mêmes garanties sur l'ensemble du territoire de la République ». La Haute Autorité « regrette d'autant plus les incidents survenus que, compte tenu des conditions difficiles qui prévalent actuellement en Corse, elle avait recommandé et obtenu que tous les responsables de l'information s'astreignent à une discipline rigoureuse en matière d'honnêteté, d'équilibre et de pluralisme, et cela en maintenant un contact étroit avec les autorités responsables de l'ordre public ».

« Tout doit être fait, poursuit la Haute Autorité, pour continuer à sauvegarder les règles essentielles qui permettent une information libre dans les pays démocratiques et pour que la sécurité des personnes qui en ont la charge soit assurée ». La Haute Autorité « entendra sur ce sujet toutes démarches nécessaires ».

tion contre « la violence de l'Ex-Front de libération nationale de la Corse ». Seul incident de cette manifestation qui s'est déroulée dans le calme : la volonté des représentants de l'Association pour la Corse française et républicaine de s'intégrer au cortège avec leur propre banderole. La CFR-Cargée, au total près de cinq cents personnes, a finalement défilé à part avec sa banderole et en chantant la Marseillaise.

« Les heures noires du fascisme »

A Bastia, la gauche n'est pas parvenue à mobiliser toutes ses troupes. Quelque deux mille personnes ont descendu l'artère principale de la ville. Elles ont rencontré une contre-manifestation d'une cinquantaine de nationalistes qui voulaient leur barrer la voie au cri de « CFR égale OAS ». Après quelques brèves échauffourées entre les nationalistes et la police, le cortège principal a pu continuer son chemin et atteindre la préfecture.

Des orateurs de la CGT et de la FEN s'en sont pris directement aux « terroristes ». Dans une déclaration très dure, M. Alain Frier, secrétaire départemental de la C.G.T. pour la Corse-Sud, a voulu marquer un coup d'arrêt à la « complaisance » dont auraient bénéficié les nationalistes indépendants. « Nous n'acceptons pas, a-t-il déclaré, que le climat de violence que tentent d'instaurer, au nom du séparatisme, une minorité d'hommes utilisant des méthodes qui rappellent les heures les plus noires du fascisme, fassent peser sur la Corse une charge de plomb baillonnant la démocratie, étouffant toute tentative de développement économique, social et culturel ».

A Corte, c'est au contraire une centaine d'étudiants nationalistes qui tenaient le haut du pavé. Une journée, « Université morte » avait été décidée par la Consulte des étudiants corses (CSC). Malgré la fermeture de l'université, décidée la veille par M. Jacques Brighelli, son président, les étudiants y ont fait célébrer une messe à la mémoire d'Etienne Card, membre du FLNC tué par la bombe qu'il manipulait. Les forces de l'ordre avaient pris position autour du campus.

DOMINIQUE ANTONI.

« Cinq attentats en Corse contre des « continentaux ». — Dans la nuit du 18 au 19 janvier, quatre attentats à Corte et un cinquième à Ajaccio ont endommagé des biens appartenant à des « continentaux ». Il n'y a pas eu de blessés.

هنا من الامم



# Manifestation de policiers interdite

La manifestation annoncée par le Syndicat national autonome des policiers en civil (SNAPC), majoritaire chez les inspecteurs et les enquêteurs, pour le 21 janvier a été interdite par le préfet de police de Paris, M. Guy Rousier. Celui-ci a estimé que la manifestation pouvait « donner lieu à des actes et propos de nature à porter le discrédit sur la fonction policière et entraîner, en raison même du but recherché, des débordements de nature à troubler l'ordre public ».

## UN « FLIC ORDINAIRE »

« Inspecteur Marnac, dit Joe, flic ordinaire » : il est trente mille comme lui, annonce le préfet de police de Paris, M. Guy Rousier. Trente mille, ou presque, à penser comme l'auteur, ancien policier lui aussi : « C'est vraiment un métier d'homme, celui de flic. Vous risquez des événements de tous les ordres, lors de l'arrestation d'individus dangereux. Il vous est interdit de tirer le premier, et, si vous avez le chance de ne pas être envoyé au tapis dès le début des échanges, vous devez essayer de désemparer le gars plutôt que de le tuer. Il faut vraiment avoir les nerfs solides. Sans compter les éternels commentaires de la presse spécialisée : « Encore une bavure à la police », sur trois colonnes, si vous avez descendu un blessé le malheureux tiré à trois coups de feu en huitième page, si vous avez eu la malchance de vous faire flinguer... »

Pour le reste, si Marnac n'est pas Simonon, il sait aussi rendre avec beaucoup de justesse l'ambiance d'un commissariat, la monotonie administrative du travail des policiers et aussi l'atmosphère tranquille d'une vie privée : Marnac, l'épouse du héros, fait souvent penser à M. Maigret. Ce n'est pas une mince référence.

J.-M. M.  
\* La Pensée universelle, 222 pages, 72,50 F.

## EN BREF

### L'APM et l'affaire Boulin

Après l'annonce par M. Robert Badinter d'une plainte en diffamation contre la famille Boulin en réponse à l'accusation de fornication qu'elle porte contre le procureur de Versailles (le *Miroir* du 18 janvier), l'Association professionnelle des magistrats (APM), située à droite, annonce qu'elle prend acte que le garde des sceaux, comme la loi lui en fait un devoir, a enfin pris une initiative pour défendre les magistrats injustement calomniés.

Mais son communiqué, faisant allusion notamment au propos de M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget, qui visait l'ancien premier président de la Cour des comptes, M. Bernard Beck, « constate » que des propos aussi injurieux ont déjà été portés à plusieurs reprises, sans provoquer semblable réaction - du ministre de tutelle concerné.

### L'Observatoire romano contre les horoscopes

(De notre correspondant.)  
Cité du Vatican. - Les horoscopes sont contraires à la foi et à la morale chrétiennes, écrit, mercredi 18 janvier, l'Observatoire romano dans un article intitulé « Les horoscopes, curiosité ou superstition ? », signé par le théologien franciscain, le Père Gino Concetti.

Ce dernier souligne notamment : « La morale chrétienne invite non seulement à ne pas croire aux horoscopes mais également à ne point en faire usage afin de ne pas risquer de polluer la foi et de ne pas créer des occasions de scandales pour les croyants faibles ou insuffisamment formés. »

Le Père Concetti ajoute : « L'horoscope comme l'astrologie, la chiromancie et la cartomancie sont contraires aux principes religieux révélés par la Bible, et à l'anthropologie proposée par le magister de la Bible. Le futur de tout être humain est connu de Dieu seul. Quelle liberté nous aurait donnée le Christ si les êtres humains étaient dominés par les événements, les astres ou les autres éléments naturels ? »

• Les couleurs du métro. - La station de métro Hôtel-de-Ville vient d'être décorée aux couleurs de la ville de Paris (bleu et rouge). Deux grands blasons de céramique et quatre-vingts documents illustrant l'histoire de la station rénovée, qui a été inaugurée le mardi 17 janvier par MM. Charles Fiterman, ministre des transports, et Jacques Chirac, maire de Paris.

# UNE DIZAINE D'ARRESTATIONS D'INTÉGRISTES ISLAMISQUES

(De notre correspondant.)

Marseille. - Les policiers du SRPJ de Marseille chargés de l'enquête sur l'attentat à l'explosif du 31 décembre, qui avait causé la mort de deux personnes, et en avait blessé trente-cinq autres à la gare Saint-Charles, ont interpellé dans la matinée du mercredi 18 janvier, une dizaine de personnes dans les milieux islamistes intégristes de Marseille.

Ces personnes, qui sont interrogées par des policiers des Renseignements généraux et de la DST, étaient en possession de titres de séjour en règle et de passeports, à l'exception d'une seule. Une somme de 500 000 francs a été saisie au domicile de l'une des personnes interpellées, ainsi qu'une minuterie, une arme de poing et un stock de documents rédigés en français et en arabe.

## DEUX POLICIERS SANCTIONNÉS DANS L'AFFAIRE CARDON

Après l'enquête menée par l'Inspection générale de la police nationale (IGPN) concernant les suites de l'affaire Aran-Cardon, deux policiers de Bordeaux viennent d'être l'objet de mesures administratives. Un inspecteur principal est suspendu de ses fonctions pour « faute professionnelle grave » et sa carte de police et son arme lui ont été retirées. Il lui est reproché d'avoir eu, très tôt, en main des documents pouvant permettre l'identification de Lionel Cardon dans l'affaire du meurtre des époux Aran et d'avoir tardé à les transmettre.

Le second policier est un commissaire principal, directeur adjoint du service régional de police judiciaire (SRPJ) de Bordeaux, qui est remis à la disposition de sa direction centrale : il lui est reproché d'avoir, le 18 novembre 1983, à un journaliste parisien la photo de Lionel Cardon, alors en fuite.

# Le maire et le « corbeau »

De notre envoyé spécial

Belverne (Haute-Saône). - En haut, le bâtiment du maire ; plus bas, le « château » qui appartient à Mme Aarnissen, l'épouse du pasteur. Au cœur du bourg, la ferme Rabillard : les trois grands feux de Belverne (vingt toits fumant sous la pluie). Un temple protestant noir et clos. Pas de commerces. Un café aux lettres effacées, fermé. Une seule classe où, sous la lampe électrique, les élèves tournent le dos à l'après-midi sombre.

C'est un pays de bûcherons, d'hommes simples. On y fabrique des sabots et on partageait la même foi avant l'arrivée des catholiques de Sochaux, des ouvriers, des « peugeotes ». Des riches. Aujourd'hui, la souche réside dans Belverne occupée. Quelques familles nées au père Rabillard, quatre-vingt-quatre ans, l'âme de cette époque révolue, cinq ou six enfants du pays, nostalgiques et désarmés.

Le maire, M. Jean Kubicki, trente-huit ans, technicien supérieur chez Peugeot, élu en 1977, réélu en 1983, vient de démissionner. Il a reçu, dit-il, cent cinquante lettres anonymes, toutes adressées au « polac », et, au téléphone, des injures à faire rougir un homme des bois. Ses trois chiens briards, Titi, Rhennan et Uppsi, ont été empoisonnés. Il a trouvé du fumier dans sa piscine ; on a coupé les arbres de son jardin. Depuis sept ans, les gardes-mannes d'Héricourt, « gardiens de la paix », ne cessent d'intervenir. Les procès ne se comptent plus.

## CINQ TONNES DE CANNABIS SAISIES AUX PAYS-BAS

La police d'Amsterdam a saisi dans la nuit du 17 au 18 janvier environ 5 tonnes de haschich et de marijuana et a arrêté cinq suspects, tous néerlandais. La drogue était dissimulée dans quarante fûts d'un lot de cent cinquante, censés contenir des déchets de cuivre et découverts par la police dans le port de Rotterdam. La saisie est évaluée à environ 25 millions de florins (68 millions de francs) (AFP).

# Le vrai visage de l'homme le plus redouté du royaume

aux temps héroïques des mousquetaires

## LES MÉMOIRES du Cardinal-Duc de RICHELIEU

(texte intégral)

Un ouvrage boursé de faits et de pièces rares. Ce texte précieux, riche de confidences d'un intérêt historique considérable, a été écrit pour Louis XIII. C'est le testament politique du ministre le plus habile, qui fut jamais au service d'un roi. C'est aussi une des sources principales où viennent puiser les historiens du 17<sup>e</sup> siècle.

Pour nous, aussi férus d'anecdotes que de science, ce texte écrit à la diable dans le langage savoureux, d'un art imagé de l'époque, nous entraîne dans les coulisses d'un gouvernement qui sut imposer sa loi en des temps singulièrement mouvementés.

## Alexandre Dumas a menti.

Dans « Les Trois Mousquetaires », Alexandre Dumas met en scène un Richelieu diabolique, à la fois retors, sanguinaire et sans scrupules, une sorte de génie pervers rongé par l'ambition. En fait, Dumas accuse le noirceur du Cardinal pour mettre en valeur la fougue généreuse de d'Artagnan et de ses compères. C'est un truc de romancier.

La vérité historique est différente. Armand Jean du Plessis, duc de Richelieu (1585-1642), ne fut implacable que pour les ennemis du royaume et les bas calculs qu'on lui prête ne sont que les manœuvres subtiles d'un homme d'Etat entièrement dévoué à son pays. Nul peut-être n'eût une vision plus haute du destin de la France et de la mission de son Roi.

On lui doit la réduction des antagonismes religieux responsables

de la guerre civile, la mise au pas d'une noblesse turbulente et la conquête des frontières naturelles du royaume. Tout le mécanisme secret de cette politique intelligente et efficace est révélé dans les Mémoires.

Bref, nous avons là une œuvre éblouissante et passionnante qui nous restitue le vrai visage de l'homme de génie calomnié qui, pendant 18 ans, gouverna magistralement la France à l'époque des mousquetaires et des guerres de religions. C'est une des pages les plus colorées de notre Histoire.

Cette réhabilitation aux yeux de l'histoire sera saluée par la bibliophilie. Conquis par Richelieu et par ses Mémoires sans tarder, Jean de Bonnot propose donc aujourd'hui à ses lecteurs la première édition contemporaine d'apparat de cette œuvre devenue rarissime.

On connaît les succès des autres mémoires de grands personnages déjà publiés par Jean de Bonnot et devenus à leur tour introuvables. Les Mémoires de Richelieu, attachants au double point de vue de l'histoire et de la littérature, sont promis au même avenir. Car, cette fois encore, l'éditeur n'a pas ménagé ses efforts.

## Une édition d'art dans l'esprit du grand Siècle.

Nos deux in-octavo (14 x 21 cm), de plus de 530 pages chacun, contiennent la totalité d'un texte

# DANS UNE COMMUNE DE LA HAUTE-SAONE

En 1977, pourtant, ceux de Belverne étaient venus lui proposer la mairie. « J'étais le seul à savoir écrire sans fautes d'orthographe », M. Kubicki ne garde, aujourd'hui, aucun souvenir agréable de ses fonctions municipales. « J'aurais tout de même apporté l'eau au diable. C'est moi qui aurai défriché le monument aux morts. J'aurais organisé les collés pour les vieux, qui n'allaient pas du temps de M. Rabillard... »

Le maire, qui a aussi construit sa maison de ses mains, est un

persécuté opiniâtre. Au lendemain de sa première élection, « je les ferais mettre à genoux », aurait-il confié à un adjoint. Ce qui ne l'empêcha pas d'être élu une seconde fois et de recevoir d'autres laborieuses menaces de mort tracées au normographe : « Les lettres, le mort aux rats, ça ne vient pas de Belverne », estime en plissant des yeux le père Rabillard. Et M. Demougny, la tête de liste adverse, ne croit pas à tant de méchanceté : « Vous savez, ces chiens de race, il faut savoir s'en occuper. »

Ainsi le village, lentement, s'empoisonne. « On a peur. On a peur bien d'enlever le corbeau. Il faut que cela cesse. » Il n'y a plus de village, plus de rencontres. Les quatre jeunes qui restent s'évitent dans le Grand-Rue. Chacun tient son coupable. « Oui, d'après vous, aurais-je pu envoyer un avis de décès au maire ? Il faut avoir accès au registre. » Des suiveurs-moroses regardent comme des actes d'accusation. Personne n'est épargné. Belverne ne veut pas mourir. Plus tard, illogiques et injustes plutôt que condamnés à l'annul. Les pires ennemis, après s'être entraînés devant les tribunaux, ne se retrouvent-ils pas sur les mêmes listes électorales ? Tandis que l'étranger de Sochaux, le maire, gent, se plaint, souffre dans sa chair toutes les heures de son mandat : « Je n'ai plus de canards, plus de lapins, plus de chiens. Alors, maintenant, voulez-vous s'en prendre à mes enfants ? »

## « A genoux »

En 1977, pourtant, ceux de Belverne étaient venus lui proposer la mairie. « J'étais le seul à savoir écrire sans fautes d'orthographe », M. Kubicki ne garde, aujourd'hui, aucun souvenir agréable de ses fonctions municipales. « J'aurais tout de même apporté l'eau au diable. C'est moi qui aurai défriché le monument aux morts. J'aurais organisé les collés pour les vieux, qui n'allaient pas du temps de M. Rabillard... »

Le maire, qui a aussi construit sa maison de ses mains, est un

persécuté opiniâtre. Au lendemain de sa première élection, « je les ferais mettre à genoux », aurait-il confié à un adjoint. Ce qui ne l'empêcha pas d'être élu une seconde fois et de recevoir d'autres laborieuses menaces de mort tracées au normographe : « Les lettres, le mort aux rats, ça ne vient pas de Belverne », estime en plissant des yeux le père Rabillard. Et M. Demougny, la tête de liste adverse, ne croit pas à tant de méchanceté : « Vous savez, ces chiens de race, il faut savoir s'en occuper. »

Ainsi le village, lentement, s'empoisonne. « On a peur. On a peur bien d'enlever le corbeau. Il faut que cela cesse. » Il n'y a plus de village, plus de rencontres. Les quatre jeunes qui restent s'évitent dans le Grand-Rue. Chacun tient son coupable. « Oui, d'après vous, aurais-je pu envoyer un avis de décès au maire ? Il faut avoir accès au registre. » Des suiveurs-moroses regardent comme des actes d'accusation. Personne n'est épargné. Belverne ne veut pas mourir. Plus tard, illogiques et injustes plutôt que condamnés à l'annul. Les pires ennemis, après s'être entraînés devant les tribunaux, ne se retrouvent-ils pas sur les mêmes listes électorales ? Tandis que l'étranger de Sochaux, le maire, gent, se plaint, souffre dans sa chair toutes les heures de son mandat : « Je n'ai plus de canards, plus de lapins, plus de chiens. Alors, maintenant, voulez-vous s'en prendre à mes enfants ? »

CHRISTIAN COLOMBANI.

LES MÉMOIRES du Cardinal-Duc de RICHELIEU

(texte intégral)



Les secrets d'une politique ambitieuse révélés dans ce document devenu introuvable.

Sur les plats vient en relief un décor original frappé à froid qui met en évidence la douceur châteauesque du cuir sombre qui l'entourne. Les armoiries de Richelieu, rappelant le décor du dos, sont poussées à l'or fin au centre de ces plats.

A la somptuosité de la reliure correspondent la beauté d'un papier chiffon sonnant filigrane, aux deux canons et l'élégance raffinée de quelques 80 illustrations et enjolivements gravés pour la plupart par le maître Montcornet.

Bref, deux volumes denses, agréables à caresser et à feuilleter, fleurant le cuir naturel, l'encre de bon aloi et le papier sain, matériaux nobles qui, avec le fil robuste cousant les cahiers et la colle traditionnelle fixant les renforts du dos et les gardes, composent ces livres d'exception que les techniques modernes n'ont jamais pu égaler.

**Garantie à vie.**

Il vaut mieux avoir peu de livres mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'âme une sérénité et une satisfaction inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails. Elles prennent de la valeur chaque année car l'or véritable et le cuir embossé en se patinant avec le temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

**CADEAU**

Les souscripteurs qui renverront leur bulletin dans la semaine, recevront une estampe originale. Cette gravure de 14 x 21 cm est numérotée et signée par l'artiste. Elle leur restera acquise quelle que soit leur décision.

Jean de Bonnot

**Prêtez-moi ce livre gratuitement**

à envoyer à JEAN de BONNOT  
7, Faubourg Saint-Honoré 75392 Paris Cedex 08

Veuillez m'envoyer pour un prêt gratuit de dix jours, le premier volume des Mémoires de Richelieu, auquel vous joindrez mon cadeau.

Si ce premier volume ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, sans non vous en vouloir, mais je conserverai de toute façon la gravure que vous m'offrez.

Si je décide de la garder, je vous réglerai le montant de 157,50 F (+ 10,70 F de frais de port). Dans ce cas, vous m'enverrez le deuxième et dernier volume au même prix le mois suivant.

Nom..... Prénoms.....

Adresse.....

Code postal..... Ville.....

Signature.....

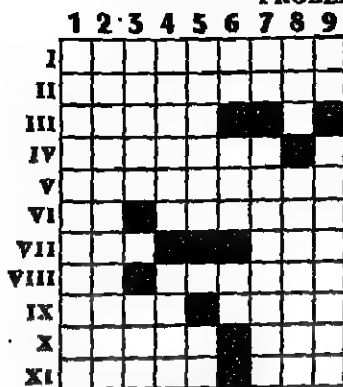
Je déclare sur l'honneur que mon adresse et ma signature sont conformes à la vérité



# INFORMATIONS « SERVICES »

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3628



### VERTICALEMENT

1. Mauvaise rencontre qui oblige à faire intervenir la police.
2. Nous passons de la pommade.
3. Pour eux, Le Cap fut certainement de bonne espérance. Sont toujours agités avant d'entrer en piste.
4. Le mot juste. Est peu brillant.
5. Ont donc besoin de se remettre. Forme d'avoir.
6. Se prend dans les draps. On y travaille aux pièces. Met du liant dans la conversation.
7. Préfixe. « Coupé » jusqu'au sang.
8. Mis à part. On la fait jouer au bureau pour mieux travailler.
9. Négation. Avec elles, la meilleure façon, c'est de mettre la main à la pâte.

### HORIZONTALEMENT

- I. On le fait travailler des heures pour lui payer une minute.
- II. S'exprime donc clairement ou est clair sans avoir à s'exprimer.
- III. Certains sont des « étres » que l'on quitte avec peine.
- IV. Fait parfois chanter après avoir sifflé.
- V. Note à conserver.
- VI. Symbole chimique. Se fait toujours prier quand on l'invite à notre table.
- VII. Pas vu, pas pris. Il y en a plus d'un dans une grande surface.
- VIII. Lettre grecque. Ne pas pouvoir appeler un chat un chat.
- IX. Homère, par exemple. Court les rues.
- X. Divine comédienne. Fait partir les gens quand il arrive.
- XI. C'est l'œuvre d'un seul homme ou de toute une équipe. Ont donc été attendus.

Solution du problème n° 3627

### Horizontalement

- I. Invalides.
- II. Nuage. Ut.
- III. Vêlo. EM.
- IV. Snack.
- V. Treize. A.J. (Auberges de la jeunesse).
- VI. Au. Euripe.
- VII. Tin. Relis.
- VIII. Ings. Est.
- IX. Cillet.
- X. Gier.
- XI. Repas.

### Verticalement

1. Invitation.
2. Nus. Ruine.
3. Valse. Neige.
4. Agonie. Slip.
5. Le. Azur. Léa.
6. Acéré. Era.
7. Du. Net.
8. Eté. Apis. Je.
9. Majesté.

GUY BROUTY.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 19 janvier 1984 :

### UN DÉCRET

● Portant nomination comme auditeurs de justice des candidats déclarés admis aux concours d'accès à l'École nationale de la magistrature.

### UN ARRÊTÉ

● Relatif aux déclarations pour 1984 à établir par les agriculteurs utilisant de l'essence détaxée pour les travaux agricoles.

### DES DÉCISIONS

● Autorisant des associations à assurer un service local de radiodiffusion sonore en modulation de fréquence.

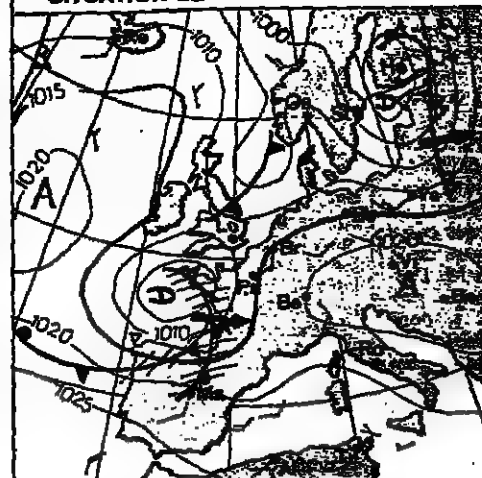
## DÉBAT

**VIVRE L'INFORMATIQUE.** — Le Centre Documentation Recherche organise, samedi 21 janvier à Paris, une soirée-débat sur « L'informatique et son retentissement sur notre vie aujourd'hui et demain ». André Danzin, polytechnicien, spécialiste de ces questions à la Communauté européenne, à l'UNESCO et au club de Rome, animera les débats. Repas sur place.

★ Forum 108, 108, rue de Valenciennes, 75006 Paris. Tél. : 548-77-09.

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 19.1.84 A 0 H G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 20.01.84 DÉBUT DE MATINÉE



Évolution probable du temps en France entre le jeudi 19 janvier à 0 heure et le vendredi 20 janvier à 24 heures.

La zone de mauvais temps qui était située au sud-est de la France va s'éloigner vers le Sud-Est et l'Italie. Au cours de la nuit de vendredi à samedi, le ciel se recouvrira de la Bretagne à l'Aquitaine.

Vendredi, le matin, le ciel sera couvert sur les Alpes et le Jura et il neige. Le vent de nord sera assez fort sur la moyenne vallée du Rhône. De la Lorraine à la Bourgogne et au Centre, on observera des bancs de brouillard localement épais. Les températures minimales seront de l'ordre de 0 à -2 degrés à l'intérieur du pays, +3 à +4 près des côtes de la Manche et de l'Atlantique, +4 à +6 sur le pourtour méditerranéen. Au cours de la journée, amélioration sur l'est du pays. Le temps sera assez bon en général. Les températures maximales seront de 4 à 6 degrés dans l'intérieur, 7 à 9 près des côtes de la Manche et de l'Atlantique et 12 près de la Méditerranée.

Complément montagne pour le week-end :

La perturbation arrivée en soirée sur la côte atlantique progressera à travers la France du nord-ouest au sud-est.

Samedi et dimanche, les Vosges, le Jura et le nord des Alpes resteront à l'abri du mauvais temps ; le ciel restera bien dégagé après la dissipation des brumes de vallée du début du matin. Sur les Pyrénées, un passage de neige samedi d'abord vers 1000 mètres, puis progressivement seulement au-dessus de 1500 mètres.

Sur le sud des Alpes et du Massif Central, samedi après-midi et dimanche.

## PARIS EN VISITES

SAMEDI 21 JANVIER

- « Balme à Passy », 10 h 30, 47, rue Raymond, M<sup>e</sup> Pennec.
- « La Duchesse de Sully au Marais », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M<sup>e</sup> Legrégois.
- « L'Hôtel de Vendôme », 15 heures, 60, boulevard Saint-Michel, M<sup>e</sup> Pennec.
- « Le Marais », 16 h 30, 62, rue Saint-Antoine, M<sup>e</sup> Legrégois (Caisse nationale des monuments historiques).
- « Watteau », 10 h 30, musée du Louvre, porte Denon (Arcus).
- « Raphaël », 11 h 30, Grand Palais (Arts et curiosités de Paris).
- « Le Sénat », 15 heures, 20, rue de Tournon (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
- « Le Centre Pompidou », 11 heures, 2, rue du Renard (Paris rétrospectif).
- « La Conciergerie », 14 h 30, 1, quai de l'Horloge (M<sup>e</sup> Rouman).

PRÉVISIONS POUR LE 20 JANVIER A 0 HEURE (G.M.T.)



matin, chutes de neige localement abondantes essentiellement sur les versants exposés à l'est et au sud. Ces chutes de neige se produiront dès 800 mètres.

Accalmies, bon ensoleillement sur les Vosges, le Jura et le nord des Alpes avec 25 centimètres vers 1100 mètres et 50 centimètres à 1400 mètres. Les autres massifs devraient rattraper leur retard d'ensoleillement avec les chutes du week-end.

La pression atmosphérique redescend au niveau de la mer à Paris, le 19 janvier à 7 heures de 1008,3 millibars, soit 756,3 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 18 janvier ; le second, le minimum de la nuit du 18 au 19 janvier) : Ajaccio, 13 degrés et 1 ; Biarritz, 12 et 10 ; Bordeaux, 9 et 7 ; Bourges, 7 et 1 ; Brét, 8 et 6 ; Caen, 8 et 4 ; Cherbourg, 7 et 3 ; Clermont-Ferrand, 7 et -3 ; Dijon, 5 et -3 ; Grenoble, 9 et 1 ; Lille, 6 et -1 ; Lyon, 7 et -1 ;

Marseille-Marinade, 10 et 5 ; Nancy, 3 et -4 ; Nantes, 3 et 6 ; Nice-Côte d'Azur, 15 et 6 ; Paris-La Bourget, 7 et 1 ; Paris-Ménilmontant, 8 et 2 ; Pau, 12 et 7 ; Perpignan, 13 et 6 ; Rennes, 7 et 6 ; Strasbourg, 6 et -4 ; Toul, 6 et 0 ; Toulouse, 10 et 7 ; Poitiers-Peigné, 28 et 21.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 17 et 5 degrés ; Amsterdam, 5 et 0 ; Athènes, 14 et 5 ; Berlin, 4 et -1 ; Bonn, 3 et -3 ; Bruxelles, 5 et 1 ; La Ciot, 18 (max) ; Des Canaries, 22 et 16 ; Coppenhague, 3 et -4 ; Dakar, 29 et 18 ; Djakarta, 13 et 3 ; Genève, 6 et -3 ; Jérusalem, 7 et 5 ; Lisbonne, 16 et 13 ; Londres, 4 et -1 ; Luxembourg, 2 et -2 ; Madrid, 10 et 6 ; Moscou, -3 et -4 ; Nairobi, 28 et 12 ; New-York, -2 et -2 ; Palma-de-Majorque, 16 et 6 ; Rome, 16 et 5 ; Stockholm, 1 et -3 ; Tunis, 16 et 5 ; Tunis, 16 et 6.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES BOMMES À PAYER

TOUTS CHIFFRES COMPLETS, NON BILLET DÉTACHÉ

Les numéros à payer sont indiqués dans les colonnes ci-dessous.

Tous les billets tirés par 2 gagnent 100 F dont toutes les décimes.

Tous les billets tirés par 0 gagnent 100 F dont toutes les décimes.

Tous les billets tirés par 90 gagnent 200 F dont toutes les décimes.

Tous les billets tirés par 90 gagnent 200 F dont toutes les décimes.

Numéros gagnants

486

5952

5218

LOTO 1 3 6 7 8 30

TIRAGE N° 3

ARLEQUIN

TIRAGE DU 19 JANVIER 1984

5

Devenez une lumière en anglais!

PROCHAINS COURS INTENSIFS le 30 janvier 1984

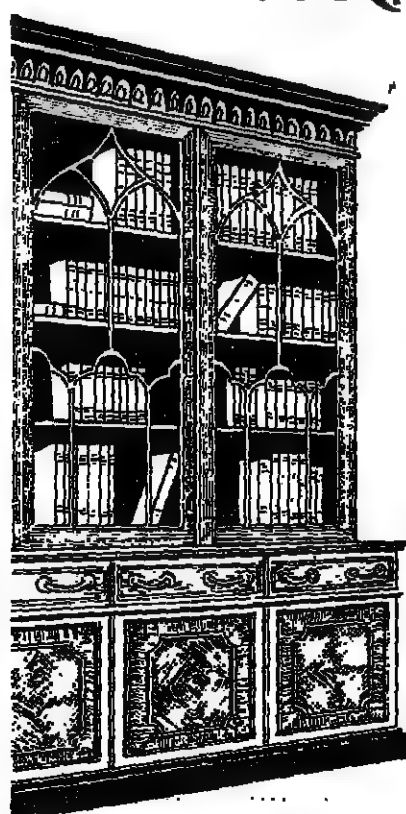
INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE

20 passage Dauphine

75006 Paris - Tél. 525-4117

# SOLED

EXCEPTIONNEL: SOLDES ET REMISES JUSQU'AU 31 JANVIER 84



De nombreux modèles d'exposition sont soldés à des prix surprenants, voici quelques exemples :

- Bergère en velours ciselé ..... 4350F 2990F
- Salon, canapé 3 places et 2 fauteuils ..... 12150F 9500F
- Table basse ..... 1340F 995F
- Bureau à caissons ..... 5985F 4500F
- Literie Simmons "Distinction" en 140 cm. 3025F 2300F
- Table gigogne ..... 1750F 1290F
- Bibliothèque 2 portes, 2 tiroirs ..... 1480F 5650F
- Petit guéridon ..... 805F 450F

En plus : sur articles non soldés : remises importantes sur meubles Anglais y compris rayon antiquité et meubles américains, signalées par des points de couleur apposés sur étiquettes. Stocks limités.

**MAPLE**  
Très Britannique

Paris : 5, rue Boudreau (face R.E.R. Auber) 75009 - Tél. 742.53.32 • Créteil : Centre Commercial Créteil-Soleil - Tél. 898.03.23

مكتبة الامم المتحدة



Le Monde

# LIVRES

## Les cent vies de Michel Ragon

**P**AR où commencer ? Un ami des peintres Soulages, Hartung et Atlan, un enfant pauvre de Vendée, un critique d'art, un prolétaire, une Histoire mondiale de l'architecture et de l'urbanisme modernes (trois volumes chez Casterman), onze romans, trois mariages, une trentaine de livres, un autodidacte, un ouvrier agricole, un roturier, hippy avant l'invention du mot, un bouquiniste, un docteur de lettres... pas de raison laïque, mais une chonette empaillée dans son bureau.

Ce n'est qu'une partie de l'inventaire. Le propriétaire du tout : Michel Ragon, soixante ans, une bonne centaine de vies, une épopée à ne plus pouvoir s'arrêter de faire des projets, un roman qui sort, les *Mouchoirs rouges de Cholet*, l'idée d'une suite pour ce livre vendéen, deux ou trois autres ouvrages en préparation... un bel avenir, qui complètera un passé impressionnant et un présent bien rempli. Pour ceux qui douteraient encore, il est temps d'affronter la réalité : l'auteur de *l'Architecture, le Prince et la Démocratie* (Albin Michel), de *Vingt-cinq ans d'art vivant* (Casterman) et le romancier de *Drôles de métiers* (1953) ou de *l'Accent de ma mère* (1980) (ces deux récits chez Albin Michel) ne font qu'un.

### Fou de voyages et de lectures

Michel Ragon se perd lui-même dans son itinéraire, odyssée qui a fait d'un Vendéen sans argent, orphelin de père à huit ans, un intellectuel passionné d'art contemporain vivant dans un appartement à faire rêver ceux qui partagent cet amour, où le regard, à peine détourné d'un tableau de Hartung, en découvre un de Soulages.

A quatorze ans, il a dû quitter l'école, et la ville de son enfance, Fontenay-le-Comte, pour aller travailler à Nantes ; d'abord comme garçon de courses, puis manutentionnaire ou encore aide-comptable. A vingt et un ans, il est venu à Paris où il a fait tous les métiers, d'ou-

Avec les *Mouchoirs rouges de Cholet*, Michel Ragon publie son premier roman historique, fresque vendéenne, hommage à ceux qu'il nomme ses « compatriotes ». Avec précision autant qu'avec passion, il conte l'aventure d'une poignée de chomans (voir ci-dessous l'article de Ginette Guitard-Auviste).

Cette épopée n'est cependant qu'un aspect du talent de ce personnage étonnant et multiple, autrefois manœuvre, bouquiniste et autodidacte, aujourd'hui docteur en lettres et professeur d'histoire de l'architecture à l'École des arts décoratifs.

Ilier en usine à bouquiniste (pendant sept ans). Ce qui ne l'a pas empêché de voyager, à une époque où ce n'était pas encore la mode. Il fut ouvrier agricole en Angleterre pendant un an - épousa une Anglaise avec laquelle il resta marié onze ans avant de rencontrer sa deuxième épouse, une Néozélandaise, - partit pour le Japon sur un cargo. « Bref, dit-il, toute une errance qui allait de pair avec un état de semi-chômage et d'indigence dans lequel j'ai vécu jusqu'à trente-cinq ans. »

Fou de lecture, il l'a été dès l'école, « mais j'ai toujours lu des livres sérieux. Je suis totalement fermé à la littérature de divertissement, incapable de terminer un roman policier ». Dans la cour de récréation, il lisait sans cesse. Un jour, l'instituteur, persuadé qu'un tel intérêt ne pouvait être porté qu'à des « mauvaises » lectures, intervint pour réprimander Michel Ragon, et s'empara de l'objet : *Traité de l'histoire de l'Antiquité*. A vous décrire de la répression des enfants.

Dès son adolescence, Michel Ragon a lu tous les auteurs classiques : « Les livres, on me les prêtait, et j'en achetais. Les petits classiques Larousse et Hatier notamment. Quand on dit qu'on ne lit pas par manque d'argent, c'est une fausse raison, un prétexte pour ne pas lire. Si on ne veut il y a toujours des moyens. A quatorze ans je lisais Jean-Jacques Rousseau ; à dix-huit, bien qu'étant dans un milieu difficile de débaucheurs, j'ai découvert *Gide*. »

Le premier livre écrit - « j'avais vingt-trois ans et il était très mauvais » - fut un essai, *Les Écrivains du peuple*, repris plus tard pour de-

venir *Histoire de la littérature ouvrière*, puis *Histoire de la littérature prolétarienne* (Albin Michel 1970). Dès son arrivée à Paris, Michel Ragon s'était lié aux milieux anarchistes et au mouvement de la littérature prolétarienne, en particulier à Henry Poulaille, qui fut pour lui une sorte de père spirituel. C'est « dans une optique populiste comme celle de René Fallet » qu'il a publié ses premiers romans, dont *Drôles de métiers* et *Drôles de voyages*.

« J'ai donné des cours aux États-Unis et au Canada. A ma grande surprise, ça marchait bien. J'avais un bon contact avec les étudiants. On me disait qu'en France il en traitait autrement. J'ai commencé en 1972. J'ai été professeur associé avant de soutenir ma thèse sur travaux - je n'ai pas du tout suivi le cursus universitaire, je ne possédais que le certificat d'études - mais j'ai eu le même bon contact avec les étudiants. Peut-être au début était-ce mieux que maintenant, car, après douze ans, je dois avoir pris un pli d'enseignant. Il faudrait arrêter avant de devenir un vrai prof. »

Soudain, en 1980, après douze ans de silence littéraire, l'historien d'art reconnu, le professeur titulaire, a de nouveau pris le risque du roman. « A la mort de ma mère, j'ai voulu savoir quelle culture il y avait derrière cette femme. J'ai trouvé la Vendée. L'Accent de ma mère, c'est



\* Dessin de CAGNAT

« Mais entre le Nouveau Roman, qui attirait toute l'attention des intellectuels, et le marxisme, qui retenait toute celle des médias, il n'y avait, pour moi, pas de place pour une littérature d'essence littéraire. C'est peut-être pour cela que, durant des années, j'ai abandonné le roman au profit de l'histoire de l'art. C'était aussi un moyen de gagner ma vie, comme l'ont fait beaucoup de poètes du dix-neuvième siècle. Théophile Gautier, Baudelaire, étaient critiques d'art... »

« Longtemps j'ai été mal à l'aise entre mes deux cultures », conclut-il. Car, contrairement à ses amis, René Fallet ou Bernard Clavel, Michel Ragon se passionne pour la théorie, l'abstraction, et n'éprouve pas de répugnance envers le discours conceptuel. « Clavel, dit-il, s'étonne toujours que je sois devenu un intellectuel. » Si, comme il l'explique, Ragon s'est fait critique d'art pour écrire sur ses amis peintres, dont on parlait peu à l'époque, puis spécialiste d'architecture pour rendre service à ses amis architectes, c'est pour lui-même qu'il a acquis une compétence en ces domaines, c'est le plaisir de maîtriser le savoir, et ensuite de l'enseigner.

l'accent de ma terre ». Ce retour au pays n'a pas été seulement littéraire puisqu'il a revu sa famille vendéenne, « la tribu des Ragon ». « Ce contact avec mes compatriotes m'a donné ensuite l'envie d'écrire un livre pour eux. »

C'est chose faite avec les *Mouchoirs rouges de Cholet*, deux ans de recherches, une énorme documentation « et un travail d'écriture, bien que je donne l'impression d'écrire facilement. Car je veux un langage clair et le plus simple possible. Or, c'est difficile. Surtout pour les autodidactes qui doivent toujours, au début, de manière emphatique, je n'ai mal-même pas échappé à ce travers. »

Quand Michel Ragon dresse la liste de ses activités, on imagine aisément qu'il n'a pas de vie mondaine. Il n'en a guère le temps, et cela l'ennuie. Mais on imagine plus mal qu'il dort huit heures par nuit, qu'il aime « les longues marches », « casser la croûte avec des copains », « bricoler, cultiver des roses » dans sa maison de campagne. Finalement il n'a qu'un seul gros défaut : il est incapable de faire l'éloge de la paresse.

JOSYANE SAYIGNEAU.

## Le malheur vendéen

**L**E roman de Michel Ragon commence comme la Genèse, dans le chaos. Nous sommes en 1796, dans les environs des Herbiers, en Vendée. Quand le héros principal, Dochagne, sort de l'arbre creux où, durant des semaines, rescapé du désastre de Savenay, il est resté tapi, se nourrissant de glands et d'herbes, la nuit, et le pant l'eau des creux comme un chien, le paysage qu'il aperçoit a été dévasté par les colonnes infernales de Turreau. Sous ses cheveux devenus blancs, quel âge a Dochagne ? Il l'a oublié. D'où est-il ? Il ne le sait plus. Ce qu'il découvre achève de le terrifier : haies brûlées, champs sacagés, villages démolis pierre à pierre où pourrissent des cadavres embranchés de bébés, de femmes évanouies, de vieillards dépecés ; des « Oradours » partout avec, de-ci, de-là, quelques squelettes ambulants et craintifs, qui hésitent à se reconnaître, entre eux, pour des êtres humains.

Il vont pourtant, ensemble, recommencer le monde, tout réinventer, réapprendre, reconstruire,

s'échouant durant vingt ans sans comprendre grand-chose à ce qui leur arrive quand, d'aventure, on se souvient à Paris de ces Vendéens inquiétants, arriérés, rebelles à toute autorité. Napoléon - à leurs yeux l'antéchrist - les a exemptés d'impôts pour les aider à se refaire ; le « roué » les rétablit et ne trouve rien de mieux à leur envoyer, comme « preuve de son amour », que le duc d'Angoulême flanqué de Turreau, leur massacreur. Comment s'y retrouveraient-ils entre les exigences du maître républicain et celles, non moins dures, des « messieurs » terroirs d'exil, qui récupèrent les terres à grand peine réaménagées ? Qui comprendrait Dieu lui-même, représenté par des curés jureurs, puis des curés concordataires ? Et la Révolution, en quoi les concerne-t-elle, eux, paysans acharnés à survivre avec le peu qu'on leur laisse, puisque c'est une affaire de bourgeois et de nobles - nobles blancs contre nobles bleus - dont ils font finalement les frais ?

GINETTE GUITARD-AUVISTE.

(Lire la suite page 17.)

## José Lezama Lima le « Proust des Caraïbes »

**O**N a surnommé le « Proust des Caraïbes » cet homme immobile que fut José Lezama Lima, et qui ne quitta que deux fois, pour de brefs voyages, sa maison familiale de La Havane. Né en 1910, il mourut en 1976. Il resta à la fois le témoin de la culture universelle, brossant les mots et les concepts dans un jeu perpétuel, et l'un des inspirateurs de la prise de conscience latino-américaine. Il y a chez lui, transposés dans la nature luxuriante des îles, un Rabelais et un Rousseau. L'herbier de Jean-Jacques était à l'échelle d'Ermenegildo ; celui de Lezama Lima a pour caractéristique le baroque d'une nature indomptable. La culture atteint, chez l'auteur de *l'Introduction aux vases orphiques*, (1) à un vertige, sinon dynastique, du moins à tropicalisme.

C'est que l'écriture de Lezama Lima a pour base et matière l'image. Non pas cependant une image statique, refermée sur elle-même, figée par l'effet du style, et par là même polie et, en quelque façon, domestiquée. Au contraire, l'image est saisie « en expansion ». Elle se déroule en de multiples aventures : et, au terme du poème, du paragraphe ou du conte, loin de se clore, elle se rompt, parfois avec brutalité.

### Pluie d'images

Rien sûr, le centre de l'œuvre de Lezama Lima est occupé par ce roman fabuleux : à la fois un autobiographique et leçon d'apprentissage : *Paradiso* (2). Ce livre - énorme de dimensions et de propos - est unique dans la production latino-américaine. Il était, ensemble, l'écrit fondateur de la modernité dans les Caraïbes et de l'éclosion dans la plus tourmente de ces mêmes Caraïbes. Lezama Lima écrit une suite à *Paradiso* : *Opiano Lima*, dont on nous promet une version française pour bientôt.

L'écrivain cubain est également l'auteur de quelques rares et précieuses nouvelles, cinq au total, qui sont enfin traduites sous le titre de *l'une d'entre elles* : le *Jeu des décapitations*. Ce volume est probablement la meilleure introduction possible à une lecture plus complète de

l'auteur, et à sa méthode. On saute ici comment, chez lui, les notions culturelles sont associées aux sensations naturelles ; comment la réalité du monde ne peut s'abstraire des interprétations du monde proposées au fil de l'histoire. L'écriture s'accompagne d'un certain cérémonial, sans pour autant que le baroque du « Proust des Caraïbes » puisse se confondre avec celui de Góngora.

Voici, à titre d'exemple, les deux premières phrases du *Jeu des décapitations* : « Wang Lung était magicien et haïssait l'Empereur ; il aimait, à travers une distance révérencieuse, l'impératrice. Il convoitait une pierre d'aimant sibérienne, un renard bleu ; il caressait aussi le projet de monter sur le trône. A partir de là, le lecteur s'enchaîne en découvrant des événements qui se succèdent dans une pluie d'images. L'un des moindres tours du magicien Wang Lung est celui de la décapitation, qui est - comme on sait - un tour de passe-passe fondé sur des effets de miroirs. Eh bien ! l'art de Lezama Lima est lui aussi fondé sur des effets de miroirs, mais dont l'enjeu serait ontologique. C'est à ce spectacle, mais « à travers une distance révérencieuse », qu'est confié le lecteur.

Dans une autre nouvelle, nous rencontrons un perroquet qui est un Prométhée décapité ; ailleurs, nous suivons les malignités d'une maladie qui est une boule capricieuse ; ailleurs encore, c'est à nouveau la conquête du pouvoir qui nous est décrite...

On retrouve là le scrupuleux mythologue des « âres imaginaires » dont parlent les Vases orphiques, le lecteur des platoniciens, le théologien amoureux de la Vierge, et le poète des images poussées à leur plus haut degré d'incandescence. Un écrivain magnifique.

HUBERT JUIN.

\* LE JEU DES DÉCAPITATIONS, par José Lezama Lima. Nouvelles traduites de l'espagnol par Benito Pelegrín. Le Seuil, 124 p., 49 F.

(1) Flammarion. Voir « Le Monde des livres » du 17 juin 1983. (2) *Paradiso*, le Seuil, 1971.

## le feuilleton

« LES JOURS DE VIN ET DE ROSES », D'ALAIN GERBER

### Des mots qui enrichissent l'existence

**P**LUS qu'un livre : un fait de société ! Ce slogan sonne si plausible qu'on croit l'avoir déjà lu. Rassurons-nous : ce n'est encore qu'une invention satirique d'Alain Gerber dans une des neuf nouvelles des *Jours de vin et de roses*, où il ironise sur les mœurs de l'édition. Mais vous verrez qu'on descendra à ce niveau. Best-seller oblige : pas de grosses ventes sans appel aux gens qui n'aiment pas lire, donc sans excuses pieuses de n'offrir que des pages à tourner et des phrases à assembler, ces vieilleries ! Alors que... Alors qu'on n'a toujours pas trouvé mieux que les mots pour enrichir sa vie, en partageant au plus secret celle des autres, et en apprenant à parler le sien...

Si vous attendez de la lecture ce luxe inouï, jetez-vous sur les textes que voici. Ils regorgent de moments rares et mal nommables qu'on a plaisir à reconnaître chez l'autre, en soi, et d'une envie de partage fraternel dont seul donne un aperçu le jazz, cher à l'auteur.

**C**OMME c'est souvent le cas, Gerber a débuté, en 1975, par un adieu à l'enfance (*Le Couleur orange*). Par chance, sa jeunesse avait été bercée de musique. On reconnaît les familles soudées aux sons, et comme on les envie ! L'imposture y est impossible, l'autorité s'y mérite : on sait jouer d'un instrument ou on ne sait pas, on identifie un solo de Lester Young ou non.

En 1977, Gerber donnait un autre aperçu de son talent : un don pour la farce énorme, rabelaisienne (*Le Plaisir des sens*). Retour à l'adolescence, jamais vraiment quittée, avec l'autobiographie semi-imaginaire d'un fils d'ouvriers de Belfort, sauvé, déjà et encore, par le culte du jazz (*Le Faubourg des coups de trique*, 1979, suivi d'une sorte de bleu, 1980).

par Bertrand Poirot-Delpech

En 1981, Gerber se lançait dans une entreprise ambitieuse, la reconquête dans la littérature du style à l'ancienne (*Obsédienne*). L'exploit fut salué par les spécialistes. Certains, dont je suis, regrettaient la nécessité plus évidente des premiers textes. Il est absurde de vouloir ramener les auteurs à ce qui nous les a fait aimer d'abord : c'est les condamner à se répéter, ce que d'autres, dans le même temps, leur reprocheront. Mais enfin s'ils reviennent d'eux-mêmes à leur veine initiale, et avec bonheur, comment ne pas s'en réjouir !

**L**A veine initiale de Gerber, c'est la peinture intimiste, pointilliste, de la cellule familiale, le rapport fils-père, presque partout présent, la musique, le jazz, le couleur d'un instant. Comme dans *Le Faubourg des coups de trique*, le fait de jouer d'un instrument cumule, aux yeux de l'enfant, les prestiges de la puissance, de l'école au rêve, de la maîtrise du monde.

Dans la nouvelle qui donne son titre au recueil, un bal d'allure germanique figure le passage vers la vie. Un violoniste tient lieu d'initiateur, à la place du père mort, dont on ne sait pas d'où il tirait ses souvenirs de champs de lavande, de la guerre ou de ses tournées de trapéziste.

Plusieurs textes aident à se faire une plus juste idée de ce qui se passe dans la tête et le cœur des écrivains. Parce qu'on leur donne trop la parole sur ce qui est accessoire dans leur métier, le public s'imaginerait des êtres bizarres, vaniteux, égocentriques. Les auteurs tels que les peint Gerber se révèlent moins différents et pompeux.

**C'**EST dans *Ténacité* que se trouve le slogan débile sur le livre promu « fait de société ». A travers la carrière classique d'un écrivain sont esquissés ses rapports avec sa famille, avec son éditeur - on écrit toujours plus ou moins pour lui et contre lui, - avec le public, avec le secret exigeant que, par goût du succès facile, il a peut-être trahi. Mais qu'aurait-il dû faire pour être fidèle à ce secret indolite, sinon rester confidentiel, silencieux ?

Autre moment bien vu de la vie d'un auteur d'aujourd'hui : la rencontre, au hasard d'une signature, d'une femme autrefois aimée et de sa fille, déjà capable de lire, de s'émouvoir, de troubler.

Le héros de *Jeune de cœur* n'écrit pas, mais il pourrait. Lui aussi se gèle de jazz. En vacances à Cortou, il ne sait ce qui réunit le plus, l'amour d'une femme ou le mort d'Art Pepper, dont il se repasse les morceaux au walkman. La musique, c'est son mariage, bien qu'enfant il détestât le tournoi sur chevaux de bois. Y aurait-il un rapport entre le jazz et l'enfance telle qu'elle n'en finit pas de s'évanouir en nous ? Quelque chose comme la peur de refermer la main sur ce qu'on aime ; la stupeur d'être aimé, stupeur dont on ne guérit jamais tout à fait...

**Q**UE personne ne quitte l'enfance, et surtout pas les pères, la preuve en est donnée par la nouvelle la plus tendre du recueil, *Gettin' some Fun out of Life*.

Le narrateur raconte comment son père, veuf, accompagne des disques d'Erroll Garner, et un copain à lui le fils, guitariste, en faisant tourner de vieux balais métalliques à la Jerry Mingo sur une valise en carton. Tout, chez ce père, est à l'unisson de sa prestation en toc : il n'est pas grand reporter, comme son fils le prétend en classe, et une fois par semaine il va chez les filles que l'on aime... Mais il n'est pas ridicule, puisqu'il se fait plaisir.

Mieux qu'un fait de société, ce texte de Gerber : un livre !

\* LES JOURS DE VIN ET DE ROSES, d'Alain Gerber. Robert Laffont, 234 p., 69 F.

Le nouveau roman de

# MICHEL PEYRAMAURE

## LES PORTES DE GERGOVIE

La guerre des Gaules

Michel Peyramaure est en train de se hisser aux tout premiers rangs des auteurs de romans historiques.

JACQUES DUQUESNE

# ROBERT LAFFONT







## au fil des lectures

### Romans

#### Une parabole de Jean-Pierre Faye

Yumi, innocente japonaise, entreprend un voyage qui la conduira d'une horreur à l'autre, d'Hiroshima à Auschwitz. Elle fait ce voyage pour répondre aux déclarations d'un autre personnage, le Dr Funston, qui assure, et ce, à la suite d'une tournée de conférences, que l'holocauste n'est pas un mythe.

Jean-Pierre Faye parle avec passion de Yumi, ce « roman-roman ». Comme nombre d'intellectuels, il semble avoir découvert récemment le Japon et s'être pris d'affection pour ce beau pays. Son apologue tend à condamner avec une vigueur égale ce qui s'est passé à Hiroshima et ce qui s'est passé à Auschwitz, intention qui ne manque pas de noblesse, mais elle mélange les conséquences et les causes, et ajoute ainsi à la confusion que les divers docteurs Funston s'attachent à jeter, en vain, dans les esprits, s'agissant de ces fragments d'histoires cruelles mais claires. Encore pourrait-on se laisser convaincre si Faye prétendait relater simplement, pour notre distraction, une aventure particulière : l'« amoureuse » d'Hiroshima non encore écrite, une femme bien précise, enfouie dans sa propre réalité. Rien de tel ici. Les personnages de Faye sont moins des êtres humains que des figures abstraites : Yumi, selon l'auteur lui-même, c'est une machine, une machine à tuer. La femme allemande est nommée Mada. L'homme, deux fois tueur, est le Dr Funston. Tel protagoniste est Ali Oual (à Ali, les voilà !). Bref, Yumi, curieuse mélange de science et de mystère, se donne pour une parabole universelle. Je la sens générale, mais je la crois fautive. Sans Auschwitz, pas d'Hiroshima. J'en appelle à Faye, non le romancier, l'historien.

PIERRE BOURGOISE.

★ YUMI, de Jean-Pierre Faye. Une comédie, 125 p., 39 F. Signé sous le pseudonyme de Jean-Pierre Faye, GRANDES NARRATIONS DE BOURGOISE, aux éditions Publibon, 25, rue de l'Épicerie, 75013 Paris. 132 p.

### Essais

#### Un mémorial du siècle

D'un précédent livre de Robert de Saint-Jean, *Journal d'un journaliste*, André Malraux disait : « C'est le journal d'un homme de la vingtième siècle ». Ce joli compliment a encouragé l'auteur à poursuivre et à nous livrer aujourd'hui « un journal de bord, à la fois intime et professionnel : Passé pas mort ».

Un comble bourgeois avec des ruptures affectives : un père parti, une mère distante, le frère d'une grand-mère, une marraine, quelques figures familiales pittoresques, la solitude d'un petit garçon coincé entre quelques bons principes et la tentation d'aller voir ailleurs, voilà le point de départ à l'époque où roule encore l'automobile à trois chevaux, « Mademoiselle-Bastille ».

Puis c'est le jeu de l'éducation, l'adolescence troublée, un abbé qui met en garde le jeune homme contre les dangers de la littérature, la guerre, Cambridge, la découverte de l'amour avec une certaine Renée, mais aussi les épreuves, la nuit, pour « de brèves aventures particulières » et c'est encore la littérature, avec Morand, qui donne aux jeunes de 1919 l'envie de boquer, Barres, « marque brisée d'Espagne, usé par la songerie », et une rencontre déterminante, en 1924, avec un autre écrivain, Julien Green, dont Saint-Jean va devenir l'ami intime, enchaînant à un dialogue qui « durera plus d'un demi-siècle ».

Le journalisme a pris notre homme, il ne le lâchera plus, il l'occupera, un peu trop juge-t-il aujourd'hui avec le regret de n'avoir pas accompli une œuvre personnelle. De la *Revue hebdomadaire* à Paris-Match, notre auteur est dans le mouvement du temps, accablé par l'événement, multipliant les voyages, les rencontres, suscitant nombre de confessions. Un joli défilé littéraire commence sous ses yeux et sous sa plume : Malraux, Bernanos, Montherlant, Colette, Anouilh, Jouhandeau, Drieu La Rochelle, Mauriac... Les témoignages abondent ici, les anecdotes aussi, certaines connues, d'autres moins, et l'impression indienne, l'instantané vécu s'y ajoutent.

Passé pas mort est un livre de bonne compagnie, séduisant, instructif, où l'auteur a habilement mêlé son histoire personnelle aux grandes figures.

PIERRE KYRIA.

★ PASSÉ PAS MORT, de Robert de Saint-Jean. Grasset, 378 p., 79 F.

### Histoire

#### Charme et perversité de la Brinvilliers

Un personnage indéchiffrable, cette Brinvilliers dont les critiques et les aveux défilent, sous Louis XIV, une série de procès d'empoisonnement. A cette éblouissante, l'air ni d'ange, le regard si bleu, on eût donné le Bon Dieu sans confession. Elle avait voué son âme au diable, envoyant ad patrem son père, ses deux frères, et quelques généraux supplémentaires.

« Quelles scènes à écrire pour un romancier ! », s'écriait Flaubert, en 1920. C'est chose faite. Sur les traces de Françoise Chander-nagor, Catherine Hermary-Vieille s'immerge dans cette destinée, comble par l'imagination raisonnée les « trous » que l'histoire y a laissés, tente d'expliquer l'énigme : tant de charme uni à tant de perversité.

On a répété, sans s'écarter du centre de la chose, que Marie-Madeleine d'Aulnay, future marquise de Brinvilliers, s'était adonnée au vice dès le tout jeune âge, sa virginité perdue à sept ans. Pour la romancière, ce ne peut être que par un viol, scène qui ouvre son livre en 1637, suggestive avec un tact parfait. Comment, de ce choc, la fillette sortit-elle traumatisée, on le voit par la conduite déraisonnable d'une jeune femme heureuse de plaire mais jamais saine, croit-elle, ni par sa famille, ni par son mari, ni par ses nombreux amants.

L'un d'eux, Jean-Baptiste de Sainte-Croix, sera l'homme de sa vie et son âme damnée : avec une superbe insolence, qui en dit long sur les mœurs du temps, Marie-Madeleine étale sa passion comme elle étalera ses passions. L'argent leur file entre les doigts, à tous deux, et, presque ruinée, elle songe à avancer la date de l'héritage paternel et à repartir les parents encombrants. Elle requiert, pour cela, les services de Sainte-Croix, alchimiste émérite du célèbre Clavier : l'aventurier, habile, garde trace de leurs méfaits communs. Lui mort, Marie-Madeleine est perdue, en dépit d'une combativité remarquable mais éphémère.

S'agissant, chaque fois qu'elle le peut, sur des documents authentiques (mais une bibliographie assurerait le sérieux d'un travail que certains pourraient prendre pour pure fiction), Catherine Hermary-Vieille crée, derrière le masque monstrueux et mondain, un personnage blesé tout à fait vraisemblable, et presque émouvant.

G.G.A.

★ LA MARQUISE DES OM-BRES, de Catherine Hermary-Vieille, Ed. Olibon, 358 p., 89 F.

### Lettres étrangères

#### Michel-Ange, poète

Voici quatre-vingt-neuf poèmes de Michel-Ange dans un fort beau livre, illustré d'excellentes reproductions en couleur de trente-cinq dessins du peintre. On y trouve le texte original en face de la traduction de Pierre Leyris.

Beaucoup de ceux qui admirent et croient connaître Michel-Ange ignorent sans doute que ce génie était également un véritable poète. Il a écrit, entre autres, des poèmes d'amour, inspirés de sa liaison avec sa sœur, Tommaso Cavalieri, pour qui il a éprouvé une violence et durable passion. Il a écrit aussi des poèmes religieux et des poèmes mystiques dans lesquels il avoue être déchiré entre l'amour divin et les attachements de la terre.

Pierre Leyris, que l'on connaît plutôt comme un interprète des écrivains anglais, rend ici superbement la poésie tendue, violente et parfois rocailleuse de Michel-Ange. Il ne sera plus possible désormais pour les lecteurs français d'avoir des doutes sur ce que la poésie pouvait avoir d'essentiel et de nécessaire aux yeux du peintre.

MARIO FUSCO.

★ POÈMES, de Michel-Ange, traduits, présentés et traduits par Pierre Leyris, Mazarine, 175 p., 128 F.

#### Les nuits blanches d'Elisabeth Hardwick

Au cours de ses *Nuits sans sommeil*, la narratrice du roman d'Elisabeth Hardwick tient un monologue à mi-voix, où se disent de sa vie des fragments, des épisodes. Ce n'est pas un journal, ce n'est pas une confession, rien d'autre que le mouvement de la mémoire et le plaisir pris au souvenir. Une existence se raconte, par ses paysages et ses fastes, Chronologie bécote et trouée, personnages fugaces, tout se trouve unifié par la tension du récit, par cette façon oblique, elliptique, de faire circuler quelques obsessions, que peu à peu nous repérons comme « l'Image dans la tapisserie ». Entre la Kentucky, le Maine, New-York, Boston, la Hollande, entre les figures de la mère, des hommes, de quelques hommes blessés et blessants, s'ouvre lentement une scène où sans trêve, toujours suspendu, toujours recommencé, se joue le mystère du malheur d'Irene.

Il importe peu que cette chronique défilante recoupe réellement la vie même d'Elisabeth Hardwick. D'elle il convient de savoir que celle-ci collabora à la *Partisan Review* et qu'elle a pris part avec R. Lowell, son mari, à la fondation de la *New York Review of Books*. Ce sont là les faits. Le reste, c'est le travail de l'imagination dans l'écriture.

De l'évocation de Billie Holiday, « prius au plus de sa vitalité », elle comme un désastre, à Alex, étouffant, brillant, rusé, ce qui glisse dans la voix précieuse, fluide, de la narratrice, c'est la fascination pour l'échec, et la passion des gens, n'importe lesquels, qui tous, peuvent être des personnages. Nous sommes conduits à cette crise mentale où le souvenir devient fiction, où le fait leur devient roman. Mieux romanesque, par la grâce intrépide et cachée du récit, menés au surgissement même de l'écriture.

EVELINE MEILLER.

★ NUITS SANS SOMMEIL, d'Elisabeth Hardwick, traduit de l'anglais par N. Tisserand, Bachel-Chassel, 280 p., 70 F.

#### L'Afrique blanche d'un humoriste anglais

A trente-trois ans, William Boyd semble bien parti dans le peloton des valeurs sûres. Il a déjà publié un recueil de nouvelles et deux romans. *Un Anglais sous les tropiques* est le premier à être traduit en français. Boyd nous y conte les aventures d'un petit diplomate en poste dans un pays d'Afrique occidentale. Les tâches que lui confie son supérieur hiérarchique sont des plus variées : il doit par exemple évaluer discrètement le caractère d'une indigène fondroye (ses proches refusent de la toucher pour ne pas irriter le dieu de la foudre) ; ou encore, le héros doit négocier avec le leader véreux du parti politique susceptible de remporter les prochaines élections. Ajoutons à ce cocktail exotique quelques tumultueuses intrigues amoureuses, et le tour est joué. Bien entendu, l'action se déroule dans un pays « imaginaire » (le Kijinja), que Boyd doit certainement connaître puisqu'il a vécu plusieurs années en Afrique.

A l'opposé de nombre de ses confrères, le Blanc William Boyd se tait sur la noire Afrique. Si certains personnages antiques peuvent sembler grotesques sous sa plume (au premier rang desquels les politiciens du cru, bien entendu), ils n'ont rien d'étranger aux Européens. C'est d'ailleurs sur ces derniers que Boyd concentre ses traits. A travers le destin de héros, Morgan Leahy, il nous offre le tableau d'une communauté dans les membres réagissent au même qui la retraine, qui une promotion. C'est tout. Pour le reste, il se comporte en fidèle serviteur de la couronne : leur inefficacité n'a d'égale que leur impuissance. Morgan Leahy en sait quelque chose qui ne cesse d'accumuler les bourdes, dans ce récit féroce, mais tout en finesse.

BERNARD GENÈS.

★ UN ANGLAIS SOUS LES TROPQUES, de William Boyd, traduit de l'anglais par Christiane Basso, Belfond, 406 p., 89 F.

### Essais

#### Francis Ponge dans tous ses états

Elle est si limpide, la « prosodie » de Francis Ponge, qu'on s'y perd. Sa clarté est de redoutables pièges. Si, dans le souci d'aller au fond des choses, dont à son tour il a pris le parti, chaque explorateur y projette de nouveaux éclairages. Après Philippe Sollers, Jean Thibaudau, Marcel Schwob, pour s'en tenir aux études d'ensemble, Serge Kostar prend le relais.

Mieux qu'un album à l'abondante iconographie (ce qu'il est aussi), son essai, d'une rare densité, cherche et parvient à faire le tour d'une œuvre poétique, savoureuse, qui a fortement contribué à renouveler le langage littéraire français. Car il s'agit bien de la mise en mots des objets matériels préalablement, patiemment, amoureux, observés, jusqu'à l'identification de l'auteur à son modèle.

Ponge, qui s'est lui-même « chargé de commentaire de chacun de ses livres », joue d'ailleurs « cartes sur table », en telle rare, en disant toutes les phrases, reprises et transformations du poème, du problème, à l'instar du poète. Serge Kostar insiste avec raison sur l'importance de Malherbe et du Litté dans cette ambitieuse entreprise de désacralisation et de re-création. A propos de l'équation texte-objet, il propose, par exemple, au cours d'une analyse serrée, une pertinente analyse du *Verre d'eau*, qui « a cette propriété de rendre visibles le contenant et le contenu, de part et d'autre de parois transparentes, comme est le liquide lui-même ». Déjà l'« objet », en attendant l'« objet », nous valent deux Ponges est l'inventeur.

Serge Kostar met d'autre part en lumière les textes sur les peintures, allés d'élection de Ponge, qui se défient en définissant leur esthétique : de tant de choses s'échappent en ordre dispersé se dégage un système cohérent.

JEAN-MARIE DUNOYER.

★ FRANCIS PONGE, de Serge Kostar, Henri Veyrier, 148 p., 128 F.

### romans policiers

#### Le goût du sang

« Pierre Sinicé, le « Samuel Beckett des fauchés », a déjà publié des nouvelles dans la « Série noire » (*L'Unibiste de la cote 284*, n° 1773, et *Reflets changeants sur murs de sang*, n° 1776). Pour *Folies d'infirmité*, dix histoires scabreuses, il mêle mieux qu'un coup de génie du style de Vercors, avec Belmondo, à ses *Mortelles*, devrait faire enfin de Pierre Sinicé un écrivain populaire. Dans *Folies d'infirmité*, il imagine le pire, crime parfait, hold-up, etc., en filant, non sans brio, le fantastique, la farce ou la pochade populiste. (*Folies d'infirmité*, de Pierre Sinicé, Gallimard, « Série noire », n° 1853, 314 p., 19 F.).

« Ce sont la fauve, de Robert Holland, raconte l'équipée d'un petit gars de Géorgie, Billy Dakes, qui, loin de son pays natal, égorge une dizaine d'innocents dans la petite ville de Lakeport, près de New-York. Père assassin, maman pute, Billy est un jeune animal, sensible aux odeurs, habitué à chasser. L'agitation urbaine le rend fou. Avant Stephen King, Holland montrait la bête qui sommeille, obéit au goût du sang et se déchaine. L'Amérique, qui sème la mort au loin, avec ses avions, redonne les zones rurales qui entourent ses cités. Des fauves humains peuvent toujours en sortir, pour tuer, ou s'y perdre, leurs coups faits. (*Ce sont la fauve*, de Robert Holland, Gallimard, « Carré noir », n° 495, 186 p., 16 F.).

« On a comparé Janwillem Van de Wetering à Ed Mac Bair. De Gier et Griegstra, les deux fils de Maria de Curacao ou de la Papou d'Amsterdam, sont ici sur la piste, plutôt sinistre, de l'assassin d'une ancienne chanteuse, Elaine Carnet. Les témoins et les suspects se succèdent : un portraitiste, un marchand de meubles, le « Babouin blanc », drôle de type. Il pleut et il vente sur Amsterdam, une ville dont on découvre les secrets. Surveillée par des mouettes, elle appartient désormais à la légende du polar, comme Los Angeles ou Londres. (*Le Babouin blanc*, de Janwillem Van de Wetering, traduit de l'anglais par André Simon, Fleuve Noir, « Engrange internationale », 282 p., 20 F.).

« Zoe Kohler a ses règles. Alors cette petite femme insaisissable se prépare. Pénurie blonde, dessous noirs, les et talons aiguilles, elle traque un homme seul dans un hôtel, le suit, lui tranche la gorge et le met à mort. Poussée par l'appel obscur de son propre sang, Zoe continue à tuer, tandis que les policiers de New-York la traquent. Lawrence Sanders est fasciné par les psychopathes. Il aime aussi décrire minutieusement les méthodes de la police. Ses romans, que l'on ouvre avec répulsion, sont des objets construits à la perfection ; ils ont, tels des miroirs à peine déformés, le pouvoir de refléter l'horreur banalisée du fait divers moderne. Presque tout y est stéréotypé, répété à l'infini. (*Folies mortelles*, de Lawrence Sanders, traduit de l'anglais par Jacques Martineau, Presses de la cité, « Panique », n° 337 p., 65 F.).

R.S.

### OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Téléphonez d'abord ou venez à la LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE 9, rue de la Pompe, 75116 PARIS Tél. : 286-58-06

- 100 000 livres en stock dans tous les domaines.
- Service de recherches gratuites.
- 5 catalogues par an.
- Achat au comptant.

Demandez : un autre tourisme

« WILLIAM revient de JAVA »

« Une autre face de CAMBODGE »

« La photographie, quel plaisir ! »

et toujours disponible le REISER

54, rue des Ecoles - 75005 PARIS ou par courrier

### ROMANCIERS INÉDITS

#### CONCOURS PROMÉTHÉE

Le Jury International de la Prométhée, composé de Madame Ghislaine Akras, Anne Elbert, Monsieur Étienne Beller, Jean Carrière, Jacques Chancel, Michel de Certeau, Alain Corbin, Paul Goh, Michel Jullien, Robert Lippman, Jean-Pierre Ollivier et Philippe Ulysse, a décidé de récompenser le roman le plus remarquable de l'année 1983.

Les romans publiés en 1983 et qui ont été lus par le Jury International de la Prométhée, sont éligibles.

Tous renseignements en échange d'une enveloppe timbrée (ou sur demande téléphonique) auprès de : Monsieur Guy Rouquet, Président du Jury International de la Prométhée, B.P. 2-4520 KILLAN (France)

Journal d'ALICE JAMES

Traduit de l'anglais par Marie Tadié.

En coffret, 80 F.

des femmes

6, rue de Mézières, 75006 Paris

LA FRANCE COLONISATRICE

Un ensemble de textes empruntés aux meilleures de nos plumes du 19e siècle... E-difiant.

Les grands écrivains du 19e siècle avaient déjà tout dit de l'aventure coloniale comme le montre cette anthologie.

Le Monde

LIANA LEVI

LES REPORTERS DE L'HISTOIRE

LA FRANCE COLONISATRICE

204 pages - 59 F.

ÉDITIONS LIANA LEVI SYLVIE MESSINGER 31, RUE DE L'ABBE GREGOIRE 75006 PARIS TEL. 222.75.10

Hélène CIXOUS

Le livre de Promethea

Ce livre est simple et compliqué comme l'amour, douloureux comme la peur de la mort, joyeux comme la confiance absolue.

GALLIMARD nrf



## histoire

## Les Français et leurs provinces

## Fleuves et villes

L'HISTOIRE s'apprend dans les livres, mais elle se lit aussi dans les paysages, dans les contours des routes et des fleuves. En parcourant leurs régions, les Français voient défiler leur passé. André Guillemet, lui, déchiffre les aventures des villes dans celles des rivières et des canaux qui les baignent. Cet ingénieur-urbaniste, professeur à l'École nationale des Travaux publics, nous montre, dans son très joli livre *Les Temps de l'eau*, comment le développement urbain de la moitié nord de la France est intimement lié à la mythologie et à la technologie de l'eau. C'est l'eau qui fait les villes et, selon les époques, les sanctifie, les pourrit, les protège, les décore, les pollue ou les ronge.

Comme toujours, l'origine est religieuse. Dans la France des premiers siècles, qui commence timidement à se christianiser, mais où les traditions celtiques restent vives, on n'oublie pas que le fleuve est divin. Les cités, près des monastères, vont chercher dans la rivière près de laquelle ils s'installent le secours du dieu qui l'habite. La naissance de cités comme Beauvais, Evreux, Soissons, Rouen, répond à ce principe d'*"urbanisation théologique"*.

Peu à peu, les villes grossissent, s'organisent, se servent autour du château fortifié et derrière des fossés et des remparts destinés à la fois à défendre les populations et à les fixer dans des espaces contrôlés. L'eau, pendant toute cette période, sert essentiellement à déterminer un cadre, à marquer les limites de l'urbain.

Mais elle change de fonction à partir du XI<sup>e</sup> siècle, en devenant le

moteur d'un formidable développement artisanal. Moutiers, tissage, tanneries, teintureries s'installent au bord des rivières et des canaux qui sillonnent les cités. On draine les marais, on détourne les cours d'eau, on construit des berges. Troyes, Provins, Amiens, Rouen, Châlons, Senlis... deviennent de « petites Venise ».

Pendant deux siècles (XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup>), un énorme effort est fait pour équiper les villes de monuments utiles (moulins, draperies), mais aussi pour améliorer l'hygiène : constructions d'écluses et d'égoûts, déplacements des hôpitaux à la périphérie, protection de la clarté des eaux. La cité médiévale est plutôt propre et aérée.

## Des fabriques nauséabondes

Cet heureux équilibre prend fin avec la guerre de Cent Ans, lorsque les menaces qui pèsent sur les villes obligent celles-ci à s'enfermer derrière un épais système de protection : renforcement des remparts, entourés de larges fossés et de remblais, destruction des faubourgs transformés en vastes *no man's lands* gorgées d'eau. Toutes ces eaux stagnantes développent l'humidité et favorisent les épidémies. La sûreté des villes se paie par le progrès de la maladie.

Mais le développement des eaux mortes a aussi une justification industrielle. L'humidité permet la production du salpêtre nécessaire à l'artillerie ; les eaux stagnantes sont

favorables à la culture du lin et du chanvre, en pleine expansion. Les industries du papier et de la peau font appel à la putréfaction. Des cités comme Troyes, Reims, Beauvais, s'enrichissent grâce à l'industrie de la toile qui progresse dans les marais environnants. Les techniques nouvelles pour le traitement des textiles et des peaux utilisent abondamment les déchets (urines, fientes...). Les fabriques deviennent des endroits nauséabonds, où les ouvriers dépérissent. Mal irrigués et jamais nettoyés, les villes sont de plus en plus sales et insalubres.

Il faudra attendre le siècle des Lumières, avec l'apparition de théories scientifiques nouvelles sur l'hygiène et le cycle des eaux, et aussi d'un nouvel art militaire qui s'intéresse moins aux sièges des villes, pour que celles-ci sortent de leur enfermement putride. Les égoûts sont enterrés, les murailles abattues, les fossés comblés pour aménager des promenades (et, plus tard, les gares de chemin de fer).

spécialiste de la sorcellerie, raconte, dans *Le Flâneur des sorcières*, l'étonnante équipée de Pierre de Lancre, honorable magistrat bordelais, chargé en 1609 par le bon (?) roi Henri IV de purifier la région d'une hérésie qui semait le trouble dans une population naturellement indocile. Homme de bien, grand érudit, ayant étudié la philosophie et la théologie en Italie, Pierre de Lancre était habité par une passion sadique qui l'entraînait, dans sa lutte contre le démon, à des excès qui effrayèrent ses plus proches collaborateurs.

Son arrivée à Bayonne jeta la terreur parmi la population, et si sa mission ne dura que quatre mois, elle lui permit de faire griller sur les bûchers dressés à la hâte des centaines de pauvres bougres, choisis au hasard des dénonciations, et dont le seul tort était d'avoir le mauvais œil.

Mais pour Roland Villeneuve, la chasse aux démons, derrière les fatras des justifications pseudo-théologiques, a en fait pour objet



\* Dessin de BÉRENICE CLÉVEL.

de nettoyer le pays d'une population de marginaux misérables dont la prolifération inquiétait les autorités.

Pour André Guillemet, l'image que les hommes font de l'eau est liée à l'état des techniques, mais aussi aux comportements sociaux et aux structures mentales. Le progrès technologique n'intervient que lorsque s'établit un accord entre les connaissances et la représentation que se font les hommes des éléments naturels. « Une société peut s'écarter », dit-il, « des informations techniques, mais elle ne les libère qu'une fois accomplie sa révolution interne ».

## Misère de l'Anjou

Autre région façonnée par la présence de l'eau, l'Anjou, dont André Benoit fait revivre la vie quotidienne au dix-huitième siècle. La Loire et ses nombreux affluents sont les vaisseaux sanguins d'un pays où les gens de rivière occupent une place prépondérante. Maîtres des communications, familles des démons cachés dans les eaux, ils forment une corporation solidaire et bastionnée, redoutée des voyageurs et des paysans.

Autres corporations remuantes : celles des tailleurs d'arbalètes, des ouvriers des filatures, et surtout celle, clandestine et insaisissable, des faux-sauniers, contrebandiers qui cherchent le sel en Bretagne, où la gabelle est moins élevée. Les passeurs de sel fourmillent, avec les métayers ruinés et les tisserands au chômage, les gros bataillons des chômeurs lorsque éclatent la guerre de Vendée.

Car l'Anjou, dont les ressources naturelles et humaines sont considérables et qui semble un paradis aux poètes, aura été une région sous-développée, écrasée par une fiscalité abominable et une féodalité avide, qui auront empêché l'essor de l'industrie et ruiné l'agriculture.

## Diableries basques

Malgré la persée de la pensée des Lumières et la tradition lettrée de la ville d'Anglet, l'Anjou demeure au dix-huitième siècle un pays misérable et enténébré, où règnent les superstitions et la peur des loups-garous.

Les loups-garous et autres diables et sorciers, on les retrouve chez eux au Pays basque. Roland Villeneuve,

## La puissance des pères provençaux

C'est à un autre Midi que s'est intéressé Alain Colom, médecin de son état et passionné d'histoire locale, en étudiant, dans *La Maison du père*, les relations familiales en Haute-Provence aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Explorant les archives généalogiques et les archives locales, l'auteur a reconstitué les dynamiques familiales de Saint-André-les-Alpes et des communes voisines. Il montre comment les maisons des villages étaient organisées pour abriter le couple des parents et celui du fils aîné et de la bru, les autres enfants devant quitter les lieux, voire la région. Jusqu'à sa mort, le père conserve la haute main sur le marche de la maison, l'organisation des tâches, le jeu des alliances, la négociation des biens et la gestion du patrimoine.

Ce système a permis une stabilité remarquable des familles et des communautés pendant près de deux siècles. Les biens et les métiers se transmettent du père au fils aîné, certaines professions progressant régulièrement de génération en génération (artisans, maîtres, forgerons, autogéniteurs...), mais sans que cet enrichissement entraîne une rupture des équilibres sociaux.

A travers cette description des itinéraires familiaux, Alain Colom, qui est enfant de la région, fait revivre un monde fortement structuré, mais grouillant de vie, où les passions humaines se coulent naturellement dans un cadre physique et social patiemment bâti. Un monde qui repose sur un subtil équilibre entre la tradition et l'aventure, entre la maison du père et le chemin de l'exil.

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

\* **LES TEMPS DE L'EAU - LA CITÉ, L'EAU ET LES TECHNIQUES**, d'André Guillemet. Champ vallon, collection « Milieu », 263 p., 145 F.

\* **LA VIE QUOTIDIENNE EN ANJOU AU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE**, d'André Benoit. Hachette, 288 p., 75 F.

\* **LE FLEAU DES SORCIÈRES. HISTOIRE DE LA DIABLERIE BASQUE AU XVII<sup>e</sup> SIÈCLE**, de Roland Villeneuve. Flammarion, 231 p., 65 F.

\* **LA MAISON DU PÈRE - FAMILLE ET VILLAGE EN HAUTE-PROVENCE AUX XVII<sup>e</sup> ET XVIII<sup>e</sup> SIÈCLES**, d'Alain Colom. PUF, collection « Les Chemins de l'histoire », 340 p., 150 F.

## La généalogie de la France d'aujourd'hui

C'EST une vaste fresque de la France contemporaine, de son avènement et de ses mutations depuis le début du siècle qu'ont entrepris de nous présenter Yves Leguina et une équipe d'historiens. Trois volumes richement illustrés construisent ainsi la généalogie de la France d'aujourd'hui, en s'attachant tantôt aux structures profondes de la vie économique ou des flux démographiques, tantôt aux détails les plus singuliers de la vie quotidienne ou aux transformations des attitudes politiques.

C'est le tome II qui paraît le premier. Il porte sur la Société. La paysannerie en déclin, la ville industrielle et le mouvement ouvrier, le patronat et les classes dirigeantes, les classes moyennes, autant de sujets où l'histoire démocratique vient croquer la démarche anthropologique. Les deux autres volumes sortiront au printemps prochain. Le tome I sera intitulé *Un peuple et son pays*, et le tome III *Les Citoyens et la Politique*.

Nous avons interrogé Yves Leguina sur le travail qu'il a mené.

« Comment est né ce projet d'une histoire des Français au dix-neuvième et vingtième siècles ? »

« C'est un vieux projet. Nous en avons parlé avec Pierre Goubert, il y a sept ans environ. Mais il pensait évidemment à un travail sur une durée plus longue : de l'Ancien Régime à nos jours. Notre intention est de réfléchir dans une analyse historique d'autres regards que ceux des historiens. Les grands succès de l'école historique française portent sur des périodes antérieures au dix-neuvième siècle. Pour les périodes contemporaines, on n'avait pas adopté les points de vue économique, anthropologique... »

« Peut-être parce que les historiens voulaient préserver l'originalité de leur discipline, en restant fidèles à l'aspect événementiel, à la chronologie, et en privilégiant la politique. Il existe d'excellentes études de la politique contemporaine. Mais il est beaucoup plus difficile de faire une histoire de la société. Si l'on prend l'exemple du patronat, ce n'est pas par les historiens que nous le connaissons, mais par les sociologues. Notre livre a voulu recevoir les apports des autres disciplines. »

« En ce qui concerne vous, il y a une identité de la France dans la période que couvre votre ouvrage ? »

« Il y en a sans doute une, puisque cette étude se situe dans un temps et dans un territoire. Ce pays, au dix-neuvième siècle, conquiert son territoire, avec le recul des pays, avec la mise en place de l'école, avec l'État qui s'installe... »

« Mais la question que nous nous sommes posée est quelque peu différente. Il me semble qu'il existe une unité de la société industrielle et que bon nombre de choses qui sont dites ici sur les Français s'appliquent à l'étranger ou les Anglais. »

« Vous vous êtes intéressés aux groupes sociaux, mais aussi aux individus. »

« Oui. Je ne nie pas l'existence des groupes. Mais je crois qu'à l'intérieur de la structure sociale et hiérarchisée, il y a un espace de jeu pour les individus. Je soutiens l'hypothèse que plus une société est inégale, plus elle facilite la mobilité sociale et les possibilités de promotion pour les individus. »

## La peur de la modernité

« Votre ouvrage s'achève sur l'année 1983. Comment jugez-vous la société française d'aujourd'hui, dans la perspective d'ensemble de votre étude qui porte sur deux siècles ? »

« La société de 1983 est fondamentalement la même que celle de 1840, avec le même type d'organisation, les mêmes hiérarchies, les mêmes types de partages économiques et politiques. Mais il faut marquer fortement cette idée. Une société où les niveaux de vie se sont accrus dans des proportions considérables ne saurait engendrer les mêmes attitudes ni les mêmes valeurs. »

« Pourtant, il faut ajouter que, du fait de la crise, on voit réapparaître des valeurs qui étaient passées au second plan. La xénophobie est le retour d'un thème qui existait dans les années 30 de ce siècle, ainsi que dans les années 80 du siècle dernier, avec le boulangisme par exemple. Aujourd'hui, les Français retrouvent plusieurs thèmes qui étaient liés à un refus de l'évolution. C'est une manière de tourner le dos à la modernité. »

Propos recueillis par DIDIER ERIBON.

\* **HISTOIRE DES FRANÇAIS AUX XIX<sup>e</sup> ET XX<sup>e</sup> SIÈCLES**. - Tome II : la Société. Ouvrage collectif, réalisé sous la direction d'Yves Leguina. Armand Colin, 624 p., 300 F. (Les trois volumes en souscription jusqu'au 31 mars : 765 F.)

## A signaler aussi

• **LE «CLOU» ROUENNAIS DES ORNEMENTS A NOS JOURS (1778-1982)**, de Yannick Maréchal.

A travers cette étude du mont-de-piété, *« baromètre de la misère publique »*, l'auteur fait une histoire et de la vie économique et sociale de la cité normande. (Préface de Jean Ingrand, de l'Institut. Editions du P'tit Normand, 4, rue de l'Ecole 76000 Rouen. 232 p., 90 F.)

• **HISTOIRE DE ROUEN (1838-1988)**, de Guy Pessiot. Le troisième tome d'une *Histoire de Rouen* par la photographie, qui en comprendra quatre. Des images saisissantes sur la période la plus sombre de la ville. Les tomes précédents portaient respectivement sur les périodes 1850-1900 et 1900-1939. (Editions du P'tit Normand. 327 p., 280 F.)

• **HISTOIRE DU HAVRE ET DE L'ESTUAIRE DE LA SEINE**, sous la direction d'André Crevier.

La passé de cette « ville nouvelle », créée en 1520 pour permettre à la France de rivaliser avec ses concurrents directs sur les mers, les Anglais, et avec les nouveaux conquérants du monde, les Espagnols et les Portugais. (Privat, collection « Pays et villes de France », 338 p., 200 F.)

• **LE CHRISTIANISME CELTIQUE ET SES SURVIVANCES POPULAIRES**, de Jean Markale.

L'auteur montre comment, en Bretagne comme en Irlande, le christianisme a été adapté à la tradition celte pour produire une culture et une théologie profondément originales, qui ont résisté à l'usage des siècles. (Imago, 26, rue Beaupré 75010 Paris. Diffusion Payot. 258 p., 110 F.)

• **LES PÊCHEURS D'HOUE, de Paul Jorion.**

Une étude d'*« anthropologie économique »* : les difficultés avec lesquelles une communauté de pêcheurs bretons est passée d'un mode de vie et de production traditionnelle au vingtième siècle industriel. (Hermann, collection « Savoir », 198 p., 68 F.)

• **DIX SIÈCLES DE VIE QUOTIDIENNE A BORDEAUX**, d'Albert Récher.

Poursuivant une entreprise commencée avec son livre *Naissance et vie des quartiers de Bordeaux*, l'auteur étudie cette fois le développement des quartiers périphériques et du port de la grande cité d'Aquitaine. (Seignier, 325 p., 89 F.)

• **MÉMOIRES SUR LA GUERRE DES CAMISARDS**.

Spécialiste des camisards, Philippe Joutard présente cette réédition des Mémoires des trois « précurseurs » cévenols illustres : Abraham Mazel, Elie Marion et Jacques Bonhommeux. (Presses du Languedoc, 33, rue Roucher 34000 Montpellier. 120 F.)

• **ALMANACH DE LA MÉMOIRE ET DES COUTUMES. PROVENCE**, de Claire Tiévant.

Jour par jour, les rites, croyances, fêtes, dictons, célébration de la tradition provençale. Avec de nombreuses illustrations. (Albin-Michel, 150 F.)

• **FORGES ET FORGERONS DU BERRY ET DU NIVERNAIS**, de Raymond Robin.

L'auteur, qui est ingénieur et d'origine nivernaise, retrace l'histoire d'une industrie qui fut florissante de la fin du dix-septième siècle à la fin du dix-neuvième. La métallurgie nivernaise joue un rôle important dans l'approvisionnement des arsenaux avant d'être condamnée par le progrès technique et la concurrence étrangère. (Editions de l'Université et de l'enseignement moderne, 26, rue Saint-Sulpice 75006 Paris. Dossiers de l'histoire, 220 p., 69 F.)

• **HISTOIRE DE COLMAR**, sous la direction de Georges Livet.

Ville-marché et ville-carrefour, Colmar est aussi la capitale culturelle de l'Alsace. Elle fut un exemple particulièrement réussi de l'équilibre économique et humain des « villes moyennes » françaises. (Privat, collection « Pays et villes de France », 327 p., 200 F.)

• **LES CAMPAGNES FRANÇAISES**, de Monique Clavel-Lévêque, Guy Lamarchand et Marie-Thérèse Lohr.

Un « précis d'histoire rurale » qui analyse les évolutions de la France profonde depuis le néolithique jusqu'aux transformations récentes imposées par les révolutions économiques et techniques. (Messidor/Éditions sociales. Collection « Comprendre », 311 p., 70 F.)

UN EDITEUR SORT SES GRIFFES.  
129, rue de Crimée, 75019 Paris

UN LIVRE INDISPENSABLE !

Denis LANGLOIS  
illustré par  
PLANTU

128 pages, 47 F

CORRON DIFFUSION 40, rue de Sèvres, 75006 Paris. Tél. 324-4700

(Publicité)

**VIENT DE PARAÎTRE**

**JEAN-PIERRE COLIGNON**

Testez vos connaissances en vocabulaire : seconde édition, entièrement refondue (Hatier éd., coll. « Profil formation » dirigée par Georges DÉCOTE).

Du même auteur, précédemment parus :

*La Ponctuation, art et finesse* (auto-édité et auto-diffusé, chez l'auteur, 25, avenue Ferdinand-Buisson, 75016 Paris : 30 F plus frais d'envoi forfaitaires : 8 F en « lettre » ou 5 F en « pli non urgent »). (Diffusion aux libraires : Éditions Eole, 171, rue Saint-Jacques, 75005 Paris.)

*Savoir écrire, savoir téléphoner* (Duculot éd., coll. « Votre boîte à outils de la langue française »).

*La Correspondance privée* (Solar éd., coll. « Solarama »).

En collaboration avec Pierre-Valentin BERTHIER :

*Pièces de langage I - barbarismes, solécismes, contresens, pléonasmes et Pièces de langage II - homonymes, paronymes, « faux amis », singularités et Cie* (Duculot éd., coll. « Votre boîte à outils de la langue française »).

*La Pratique du style - simplicité, précision, harmonie* (Duculot éd., coll. « Votre boîte à outils de la langue française »).

*Le Français pratique* (Solar éd.) et *Le Lexique du français pratique* (Solar éd.). (Ces deux derniers ouvrages se complètent : le premier est une grammaire, le second un dictionnaire des difficultés orthographiques, grammaticales et typographiques de la langue française.)



portrait

# Les légendes de Louis Nucera

Le romancier nicois vient de publier le Kiosque à musique. Il se dépeint comme un « pessimiste hilaré »...

« Je suis né à Nîmes le 17 juillet 1928, avenue des Diables-Bleus. J'ai des ancêtres italiens, de Plaisance, en Emilie. Mon nom, Nucera, veut dire « celui qui n'est jamais là ». C'est trop beau, non ? Mon père est mort quand j'avais cinq ans. Alors ma mère a mis des vêtements noirs, comme les veuves de ce temps-là, dans le Sud. Elle m'emmenait une fois par semaine au cimetière... »

« Mes premiers souvenirs ? Un de mes oncles, avec qui j'allais au Grand Prix de Monaco, m'offrit une voiture de course à pédales, une Bugatti. Un autre oncle aimait le vélo. En juillet 1934, il me prit sur ses épaules pour me montrer l'arrivée triomphale de René Vietto à Cannes sur la Croisette... »

Tous les matins, Nucera lit l'Equipe. Amateur de mythes, fruit de l'antique, il est incapable sur le vélo et la boxe. Dans le Roi René (1), où il a célébré Vietto, René le Téméraire, il allie les deux mondes merveilleux : Magni, Van Steenberghe, Koble, Kubler, Bahamontes, Schotte, l'enfant grec, « l'Aigle de Tolède » ou « le Pieux », ces sobriquets admiratifs sont déjà de la littérature, une façon populaire de jouer avec les mots, de perpétuer des légendes.

Enfant, le lisait Jules Verne et Fenimore Cooper. Non, non, l'ami, l'ami de vélo, avait des collections de vieux numéros du Miroir des Sports et de Match... Je rêvais les championnats sportifs, quand le vainqueur d'une course n'était pas le champion que j'avais choisi. Le vélo est une image de la vie, impitoyable et exaltante. On ne triche pas sur une selle. Personne ne vous aide dans un col. Georges Haldas dit la même chose du football. Plus tard, j'avais dévoré les romans de la Série noire, en y cherchant des émotions, comme dans le sport. J'ai dû en lire pas lots de moi.

En 1944, Nucera entre au Comptoir national d'escompte de Paris, placé Masséna (Giono a travaillé pour la même banque à Manosque). Il y reste jusqu'en 1959. Un jour, il envoie un article sur Zatopek au Patriote, le quotidien communiste de Nice. Pigiste, il mène une double vie, dormant quelques heures, allant enquêter sur la Côte où les faits divers ressemblent à des polars d'Horace McCoy. Il se lie avec Cocteau, Kessel, Devos, Brasseur et Nougare. Il côtoie Picasso ou Nabokov.

« Je trachais mes 400 lignes quotidiennement. J'ai fini par devenir journaliste, avec un salaire misérable. Le P.C., à l'époque, était le parti des humbles. On avait choisi le bon côté de la barrière. En 1936, j'apportais son déjeuner à mon oncle qui occupait les débris du T.N.C., la compagnie des tramways de Nice. Je me souviens encore des accords et des regards fraternels des ouvriers... »

« On m'avait pourtant jugé. « Toi, tu es un anarchiste ». Anarchiste ? Peut-être. J'aime tellement l'ordre que je n'en supporte aucune caricature. J'ai mis un temps fou à perdre mes illusions. En 1960, les soldats russes et chinois se sont battus sur le fleuve Amour et j'ai compris... Le communisme n'était qu'un déguisement de génocide, une imposture gigantesque. J'ai quitté Nice quatre ans après, pour aller à Paris chez Philips, comme attaché de presse puis comme directeur des relations publiques... »

« Un fanatique de la prose »

En 1970, grâce à Kessel, il publie enfin son premier livre, l'Obstiné (2). Pour oublier les « Nercesses de la corde vocale » qu'il massacra dans la Kermesse aux idoles (3), il s'est dirigé vers les grands textes, en autodidacte : la Vie de Rancé de Chateaubriand et les Mémoires du

cardinal de Retz. Le style des écrivains, il le juge comme il appréciait celui des pizarra, d'après la vitesse et la précision. Clorin, qui a connu les plaisirs du vélo, a défini Nucera d'une formule : « Mieux que personne il a su tirer profit du double privilège du mouvement et du silence. Car il existe une sagesse de la bicyclette... »

« Avant l'Obstiné, poursuivait Nucera, j'avais terminé sept manuscrits.

tout, qu'il parle des morts, Boby Lapointe, Jacques Brel, on rejouait sa « bande », Alphonse Boudard, Georges Walter, Eric Deschodt. Il parcourait aussi 10 000 kilomètres par an, se lève tôt pour écrire et, selon le conseil de Degas, « efface par le travail les traces mêmes du travail ».

« J'ai un projet, que j'espère mettre à exécution en juillet : refaire la Tour de France de Coppi, celui de

## Une sorte d'épithalame

Ce pourrait être une « chronique », celle de la vie d'un homme et d'une femme qui s'aiment depuis vingt-cinq ans. Après des célébrations de sa mère, de son fils et de ses oncles, Louis Nucera a voulu offrir une « légende », une sorte d'épithalame comme on n'en fait plus aujourd'hui. Le récit débute le 29 juin 1958, sur le plateau de Nîmes, avec la rencontre de Jean, employé dans une compagnie d'assurances, et de Mireille, une jeune secrétaire. Des regards qui se croisent, un miroir, deux brimades, une robe à bretelles, un vichy bleu et blanc, une odeur d'abricot, les commencent à s'aimer. L'histoire se termine à jamais ces souvenirs.

Il se retrouve devant le kiosque à musique du jardin Albert-1. En 1925, les parents de Jean s'y donnaient déjà rendez-vous. Alors, un orchestre jouait des airs de Puccini et de Meyerbeer. « On se promenait, on se baignait, on approchait à se connaître », a la mère de Mireille, Aldo, né en Ligurie, est venu à Nice pour conduire des camions. Il fume des Troupes et des Edgantes. Mireille et Jean font l'amour, pour la première fois, sur le mont Chevre. Aldo a été déporté à Dora, pour avoir caché

des juifs dans son gezogène. Mireille aura une enfance malheureuse. Jean veut écrire, même si, « parfois, on en oublie de vivre ». Autour du couple dont il réveille, par petites touches, le passé, Nucera décrit une ville, un quartier et ses habitants. L'anarchiste marqué par la guerre d'Espagne, le folle aux chats, Mario, le revendeur de fruits et légumes... Du temps qui passe, quelques lettres, au milieu du livre, accablent le mouvement. Aldo meurt. Mireille et Jean quittent Saint-Roch, laissant l'avenue des Diables-Bleus et la promenade des Anglais.

Il se vont à Paris, sur la butte Montmartre où flottent les ombres de Gen Paul et de Marcel Aymé. Cichy, Figeulle, ingénieur-cuir, « saxophoniste », le monde a vraiment changé. Une dernière lettre à Mireille, datée du 29 juin 1983, termine la « chansonnette ».

Au lecteur de s'écarter, sur le point de se perdre, après avoir fermé ce livre pudique qui a, sous ses loupements, le parfum très des jours anciens.

R. S.  
\* LE KIOSQUE A MUSIQUE, de Louis Nucera, Grasset, 224 p., 65 F.

crits que je n'ai pas osé montrer. Et j'ai coupé 350 pages dans celui de l'Obstiné. Les romans de ma « saga » n'ont, depuis Avenue des Diables-Bleus (4) jusqu'au Kiosque à musique, sont courts. J'ai trouvé ma distance. Ma mère est morte en 1962, sans savoir que j'allais devenir écrivain. Tous mes livres, depuis l'Obstiné, où je parlais à la première personne, sous le masque d'un centenaire, sont remplis de sa présence, de sa discrétion, de son désespoir. Je les travaille comme elle aurait pu le faire, et elle avait su écrire. Les écartés de langage lui étaient inconnus. Elle ne disait que l'essentiel.

« Je suis donc devenu un fanatique de la prose, comme les « méduses » qui ont chuté le français. Clorin, bien sûr, mais aussi Caraco, un pessimiste effrayant, qui n'a pas encore la célébrité de Cingria. L'Age d'homme, à Lausanne, s'obstine à le publier. On finira par reconnaître la grandeur de son désespoir. Avec Cocteau, Arland, Perret, Chardonne, Calet, Léautaud, Aymé, Vialatte, j'ai découvert peu à peu ma vraie famille littéraire. Je partage leur credo : éviter le « gras ». Pas de métaphores. Quand j'étais engagé dans les épreuves pour amateurs, je ne gagnais jamais. Cependant, les gens comparaient mon style à celui de Fausto Coppi, ce qui me comblait... »

Directeur littéraire des Editions Jean-Claude Lattès depuis 1973, Nucera met l'ambition au-dessus de

1949. Le soir, j'irai traîner dans les bistros, causer avec les habitués. Mon livre sera un tableau ironique de la France, traversée à petite vitesse. J'ai déjà achevé le prologue, une quarantaine de pages, où je me présente aux lecteurs, vous le dirai par la Tour de 49 ne fut pas facile. Je dois grincer le Ventoux et le Lautaret. Comme les étapes étaient longues, je les ferai tranquillement, en plusieurs jours. L'une d'elles n'aurait pas moins de cinq cols ! Il me faudra trois mois en tout.

« Il y a de la beauté et du style dans la moindre des choses. On peut dans une tasse à café. J'aime le tango à cause de l'émotion qui vient des gestes et des regards qui se fuient. On a dit que « le tango est une pensée triste qui se danse ». Ecrire comme on danse, chercher sa petite musique, je ne vois pas ce qu'un écrivain peut espérer d'autre, comme accomplissement. Voyez : Colet. Dans Peau d'ours, il a réussi, deux jours après de mourir, une phrase déchirante qui met un point final à son œuvre et à sa vie : « Ne me secouez pas, je suis plein de larmes... »

RAPHAËL SORIN.  
(1) Le Sagittaire, 1976.  
(2) Julliard, 1970.  
(3) Grasset, 1977.  
(4) Grasset, 1980.

souvenirs

## Les « combats pour la liberté » de Clara et Pavel Thalmann

De Moscou à Paris, en passant par l'Espagne.

La vie de Clara et de Pavel Thalmann, deux de ces Suisses qu'on dit si tranquilles, remplissent plusieurs existences ordinaires tant elle est riche en péripéties. Voilà des militants qui ne se sont pas ennuyés. Ils ont participé durant près d'un demi-siècle aux luttes contre le fascisme et le stalinisme sans jamais renier leurs convictions de gauche. Leurs souvenirs, publiés par un petit éditeur suisse de tout poil dans les Brigades internationales, où l'on croise un Willy Brandt ou un Arthur Koestler. On y voit se renforcer le P.C. espagnol à la faveur de l'aide sélective de Moscou, d'autant que Staline livre ses armes avec sa police politique. Arrêtés à leur tour, sans que leur soit signifié le chef d'accusation, Clara et Pavel se rencontrent que des antifascistes dans les geôles de la sinistre police stalinienne. Le couple devra sa liberté à l'intervention répétée de socialistes suisses et français.

La guerre d'Espagne vaudra encore à Pavel Thalmann de passer devant un tribunal militaire suisse pour avoir combattu dans une armée étrangère... A Paris, « pauvres comme des rats d'église », le couple reprend sa lutte politique auprès des réfugiés et des émigrés. Pendant l'occupation, il recueille, dans un pavillon du dix-neuvième arrondissement, des juifs et autres personnes recherchées par les nazis.

Rapportant des centaines d'anecdotes sans recherche de style ou d'effets faciles — les pages consacrées à l'exode et à la libération de Paris pourraient figurer dans une anthologie des désastres d'un peuple. — le livre de Clara et Pavel Thalmann montre l'incomparable vitalité d'un couple et le courage de militants anonymes emportés dans les tourmentes de la première moitié du siècle. Et une foi en un avenir meilleur — qui, malgré son désintéressement, n'a pu soulever les montagnes. Mais quelles vies !

BERNARD ALLIOT.  
« COMBATS POUR LA LIBERTÉ », de Clara et Pavel Thalmann, traduit de l'allemand par Caroline Darbon, préface de Max Gallo, Editions La Digitale, Kerfleur-Mellac 29130 Quimper. 356 p., 75 F.

roman

## Le malheur vendéen

(Suite de la page 13.)

On a su lire, dans le temps, cette contrée où subsistent seules, désormais, les superstitions, où les maux les plus évidemment naturels apparaissent comme autant de malédictions, où la pomme de terre, cet innocent et salvateur tubercule, est repoussée, « fruit du diable » apporté par les « cultes blancs ». Les années défilent et, plus de quinze ans après la mort de Louis XVI, les persécutions continuent : la misère a si peu reculé que la mortalité est considérable, l'alcoolisme et les épidémies venant à la rescousse.

### La vanité de l'espérance

Peu à peu, la chaude fraternité des recommencements se lève. La sorcière, l'envie, l'incompréhension dramatique qui régissent toute société humaine réapparaissent, et les morts ne meurent pas tous de mort naturelle. On finit par rejeter de la communauté ceux qui, arrivés

là par hasard, agrégés naguère parce qu'ils représentaient un capital de forces et d'initiatives fécondes, redevenaient des « étrangers au pays ». Pour ceux-là, comme Duchéne, ce sera l'exode vers le Sud, les maux vides, leur seul courage pour bagage. Ils ont compris la vanité de l'espérance.

Le lecteur, lui, demeure le cœur serré quand il a refermé ce livre fort, implacable. L'invers d'une épopée est montré là, au grand jour, dans son inimaginable cruauté : la détresse physique et morale de tout un peuple y crie. Il fallait que ces « géants » trouvent leur chantre, non celui de leur gloire (ils en ont eu) mais celui de leur sort désastreux quand, vaincus, ils ont été abandonnés et floués par tous, principalement par ceux-là mêmes pour qui ils avaient « chomonné ». « La Vendée — cinq guerres fratricides — c'est notre Irlande à nous ».

GINETTE GUYARD-AUVISTE.  
« LES MOUCHES ROUGES DE CHOLET », de Michel Ragon, Albin-Michel, 335 p., 65 F.

## L'exil d'un Allemand anti-nazi

ETRE réfugié, antifasciste, allemand et survivre dans la France occupée par les nazis, c'est l'exploit réussi par Werner Prashun, alias Claude Vernier. Il raconte dans une langue parcourue de douloureux frémissements comment il s'est exilé parce qu'il ne pouvait plus faire librement son métier de comédien dans l'Allemagne de Hitler, en 1936. Des acteurs, des musiciens de renom, des écrivains qui avaient fait la gloire de l'Allemagne, disparaissaient de la scène ou des bibliothèques parce qu'ils étaient juifs. Des commerçants paisibles, des amis, des voisins s'évanouissaient ainsi entre nuit et brouillard ou prenaient la route de l'exil : tous événements insupportables pour un être sensible.

Werner Prashun avait vingt ans quand les barbares ont conquis le pouvoir. Il était né à Essen, dans l'industrie Ruhr, au sein d'une famille nationaliste, qui pensait que le Führer allait écartier la guerre du pays et le sauver des désordres et des maux dévalés de la République de Weimar. L'auteur montre comment la jeune République a été déconsidérée par les démocrates voisins, plus pressés de lui faire « payer » la grande guerre que de la renforcer.

« Heureux comme Dieu en France », pensait Werner Prashun. C'était espérer sans les règlements, les cartes de travail et les fonctionnaires titillons. Elève de Dullin, travaillant au Théâtre de l'Atelier et attendant sa convocation à la Légion étrangère où il s'est engagé, il est empiégé à la Santé, et à Fresnes pour n'avoir pas respecté un ordre de rétablissement. Une fois libéré, il passe la « drôle de

guerre » au Maroc, dans une unité de légionnaires, puis est « renvoyé dans ses foyers » alors que la police allemande recherche les derniers réfugiés que le régime de Vichy a oublié de livrer.

Toujours aux aguets, craignant que son accent ne le trahisse un instant, Werner Prashun subit l'épreuve du clandestin, l'exil intérieur. C'est Claude Vernier, qui lui donne son nom de scène : Claude Vernier. Il joue à la barbe des nazis : l'un d'eux ne l'a pas vu comme comédien à France qui connaît si bien la poésie allemande ? Avec ces événements tragiques ou cocasses, Claude Vernier raconte aussi les moments d'amitié, des rencontres avec Desnos, Prévert, Renoir. Il décrit, par exemple, un Brecht attachant, modeste, d'une bonté pudique.

Après la guerre, Claude Vernier va dans son pays couvert de ruines, à la recherche de ses parents, des proches happés par la trépidation hitlérienne. Ce sont, à nouveau, des souvenirs d'une autre Allemagne, de celle que l'on peut aimer, qui reviennent en mémoire : des souvenirs d'enfance et de fées.

Aujourd'hui, des « Dupont-la-Jolie » ou des rancuniers lui crient dans sa patrie d'adoption « Retourne dans ton pays ! » ; le comprendraient-ils s'il répondait qu'il a choisi la France, comme le coq en exil dont parlent les frères Grimm, pour « trouver mieux que la mort » ?

B. A.  
\* TENDRE EXIL, de Claude Vernier, La découverte/Maspero, 190 p., 75 F.

**Daniel BOULANGER**

**Les jeux du tour de ville**

nouvelles

« Peu de lectures, autant que celle-ci, laissent l'impression d'une excursion dans une cité à la fois familière et jamais vue ».

Bertrand Poirot-Delpech/Le Monde

**Drageoir**

poésie

« Avec quel art il retourne une évidence, dégonfle un poncif, illustre un mystère : serait-il doté d'un troisième œil ? »

Jérôme Garcin/Les Nouvelles

**GALLIMARD** *urf*

**1871: LA COMMUNE DE PARIS**

Ce dossier, composé en majeure partie d'articles de journaux, de lettres et d'extraits de carnets intimes, constitue une remarquable anthologie de l'horreur.

Le Monde

Bien instructives, ces réactions « à chaud » des écrivains français à l'explosion de la Commune.

Lire

**LIANA LEVI**

EDITIONS LIANA LEVI SYLVIE MESSINGER  
31, RUE DE L'ABBÉ GREGOIRE 75006 PARIS TEL: 222.75.10

**POÈTES INCONNUS**

**CONCOURS MAX-POL FOUCHET**

Le Jury International du Prix Max-Pol Fouchet composé de Madame Marie-Claire Basse, Monsieur Tahar Ben Jelloun, Yves Berger, André Bretonnet, Georges-Emanuel Clancier, Pierre Emmanuel, Jérôme Garcin, Daniel Galin, Charles Le Querrou, Robert Mallet, Jean Orizer et Kenneth White accorde son prix à un poète inconnu de nos jours.

Le manuscrit doit être adressé à une grande maison d'édition.

Tous renseignements en échange d'une enveloppe timbrée (ou coupon-réponse international) auprès de : Monsieur Guy Rouquet, Président de l'Atelier Imaginaire BP 2-65290 JULLIAN (France)



## Un entretien avec Jean Maheu

(Suite de la première page.)

A ce propos, la programmation de 1984 ne reflète pas, même si elle est très brillante en elle-même, ce que je souhaiterais voir.

D'autre part, il faut entreprendre la véritable mise à jour qu'exigent sept années d'existence. Sept ans, c'est l'âge de raison pour l'homme. Ici, cet âge est celui de la maturité, ne serait-ce qu'en raison de la fréquentation et de l'usage que celle-ci a entraînés. En sept ans, tout a évolué autour de nous : la société, les techniques, et notamment celles de la communication, de la culture. C'est peut-être ambitieux, mais nous devons désormais nous placer dans la perspective du XXI<sup>e</sup> siècle, ce qui n'était pas encore le cas à l'origine.

- Au-delà de ces principes, quelle est votre ligne d'action ?

- Nous avons défini plusieurs options. En premier lieu, nous voulons restituer le Centre dans son environnement culturel et social. A cet égard, il faut tenir compte de la politique intensive du gouvernement, de M. Jack Lang en particulier. C'est un facteur de compétition, et aussi une richesse fantastique : on ne va pas concevoir Beaubourg et, par exemple, le futur Carrefour de la communication, dont s'occupe M. Robert Lion, comme deux institutions qui s'ignorent ou se combattent. Ce doit être au contraire deux actions complémentaires, un système synergique.

- De même, quelle doit être la place du CCI par rapport à l'Etat ? Aux français d'architecture, au futur musée de la Ville ou à l'agence de création industrielle ? On n'est pas dans la situation où se trouvait le CCI lorsqu'il était seul : qu'il marche ou qu'il ne marche pas, cela n'avait pas tellement d'importance. Maintenant, il doit trouver son vrai créneau.

- Deuxième option : mettre le Centre à l'heure des techniques nouvelles. C'est peut-être la tâche la plus ardue, mais j'y crois personnellement beaucoup. Nous allons ainsi produire des programmes audiovisuels qui ne seront plus seulement un accompagnement des activités des départements. Ils seront destinés à l'extérieur, ils répondront aux besoins du public, des nouvelles chaînes, et notamment à ceux des réseaux étrangers. Ces produits seront conçus en fonction de la demande et non plus seulement des circuits internes.

- Cette ouverture est fondamentale. On ne peut attirer de public supplémentaire à Beaubourg. Il y a sept ans, on tabulait, dans l'hypothèse la plus optimiste, sur 7 à 8 000 visiteurs. Or nous en sommes à 25 000, en moyenne et nous sommes allés l'an dernier jusqu'à 41 000 personnes, le jour de Piques. Sans tenir compte du public du CCI, qui n'est normalement pas comptabilisé.

- Cela dit, même si nous nous organisons en entreprise de programme, nous ne pourrions parvenir à mettre sur pied ce programme qu'avec des concours extérieurs, qu'il s'agisse de coproductions avec l'Institut national de l'audiovisuel ou de faire appel au nouveau fonds de soutien aux industries de programme établi par le ministère de la culture.

Déjà, pour 1984, des crédits ont été attribués à ces productions vidéo. Chaque exposition, en particulier, sera accompagnée d'une cassette. Celle de Balbus est en cours de réalisation, nous en préparons aussi pour Bonnard, deux pour Kafka, etc. La difficulté, c'est que les commissaires des expositions tout à la fois ne veulent pas se désaisir de leur sujet et sont trop absorbés par l'élaboration de leur projet ou la rédaction du catalogue, pour consacrer encore du temps à ces programmes vidéo. Il faut donc

concevoir ces derniers indépendamment des expositions proprement dites, ou les mettre en chantier très longtemps à l'avance. Mais le Musée d'art moderne, le CCI ou la BDI ne sont pas seuls concernés : l'IRCAM a ainsi déjà réalisé deux cassettes sur ses activités.

- Il y avait déjà une production audiovisuelle.

- Oui, mais de même que le Centre ne pense pas toujours assez à son travail en fonction du public, ces produits audiovisuels n'étaient jusqu'à présent pas vraiment élaborés en vue d'une diffusion. Tout cela suppose une mutation des structures administratives et un profond changement des mentalités dans l'établissement, même si ce changement est déjà perceptible.

## Un travail

## à la Pénelope

- Vous voulez parler de l'immobilisme du Centre ?

- Je n'utiliserais pas ce terme. Il s'agit en fait d'une autre optique, de nouvelles directions à prendre. Ce qui est vrai, en revanche, c'est le repliement des départements sur eux-mêmes avec l'abandon de cette transversalité dont nous parlions tout à l'heure. Lutter contre ce repliement, c'est un travail à la Pénelope, mais nous devons y parvenir en revitalisant la coopération des départements lors des manifestations.

- Par exemple, l'exposition « Immatériaux », dont le titre était d'ailleurs initialement « Matériaux création » et qui est maintenant prévue pour 1985, ne s'agit pas seulement de l'équipe du CCI, qui en est l'initiatrice, mais Boulez, Bozo et Melot sont d'ores et déjà, avec l'organisateur Jean-François Lysard, parmi ceux qui tiennent le plus la charrue. Ce projet d'exposition a ainsi focalisé l'énergie des quatre départements. Autre exemple : la multiplication des concerts dans tous les espaces du Centre. Cela s'est pas nouveau et a été fait largement avant moi, mais je voudrais que ce principe soit plus systématique.

- Le personnel suit-il facilement ?

- Approfondir la solidarité du Centre et de son personnel est encore une de nos priorités, et faute de quoi les mutations que nous envisageons ne susciteraient que frictions et incompréhension. Les objectifs du Centre doivent être clairs pour tous. Depuis six mois que je suis en fonction, j'ai rencontré six fois la commission technique paritaire, et nous avons créé plusieurs commissions spécialisées, pour améliorer les échanges. Le personnel doit, de même, pouvoir exercer critiques et confrontation au conseil d'orientation, dont une réforme est en cours.

- Le Centre Pompidou est une véritable ville. On n'imagine pas une ville dont les multiples éléments s'ignorent, ne pourraient se rencontrer ni discuter ensemble de leur avenir.

- Le public fait aussi partie de la ville ?

- Sur ce point, nous voulons à la fois améliorer l'image du centre et sa relation avec le public. Cela signifie d'abord que l'établissement soit propre et entretenu. Lorsque je suis arrivé, les vitres n'avaient pas été lavées depuis onze mois. Tout cela est remis en route. En ce qui concerne la société de nettoyage, La Rayonnante, elle a accepté d'intégrer tous les employés. Mais la CGT tient toujours à la faire figurer parmi les salariés du Centre.

- Quand on prend une maison comme ça, il y a toujours des choses qui ne vont pas, mais je dois dire que j'ai trouvé un budget en équilibre.

et dans ces conditions, ça marche. Néanmoins, le Centre n'est pas une tour de la Défense, mais une véritable machine, un paquebot. Il faut sans cesse le repeindre, l'entretenir et le réparer. La garantie décennale vient bientôt à expiration, et nous allons devoir alors prendre en charge la totalité des frais. Il faudra revoir notre budget en conséquence puisque les sommes liées à cet entretien pourraient s'élever à quelque 15 millions de francs.

La relation avec le public dépend aussi de l'environnement du Centre.

- Vous pensez à la place ?

- C'est un espace de liberté, et il y en a peu à Paris. La liberté ne signifie pas la licence, et ce qui se passe sur la place ne peut être trop en contradiction avec la vocation du Centre. Aussi, nous allons favoriser l'animation à caractère culturel, mais nous souhaiterions que les autorités qui en ont la charge fassent respecter l'interdiction des activités à caractère para-commercial.

- Quant au Centre lui-même, je le voudrais plus accueillant. Il faut que le visiteur qui entre sente tout de suite qu'il est dans un centre culturel et non dans n'importe quel aéroport. Pour l'information, très difficile à organiser ici, nous mettons au point plusieurs systèmes, notamment informatiques. Mais, plus généralement, pour rendre le Centre Pompidou plus accueillant, il y a mille possibilités qui ne sont pas forcément très coûteuses : j'attends des idées.

Propos recueillis par  
FRÉDÉRIC EDELMANN.

## CINÉMA

« LE BON PLAISIR », de Francis Girod

## Amours inabouties

On joue déjà à se demander quels sont les modèles de ce président de la République et de ce ministre de l'Intérieur qui, du roman de François Giroud, sont passés à l'écran sous les traits de Jean-Louis Trintignant et de Michel Serrault. Car François Giroud connaît bien le monde politique français — elle en a fait partie — et les coulisses du pouvoir. De grâce, parlons plutôt cinéma !, c'est un autre domaine familier à l'auteur du Bon Plaisir.

Adaptatrice et dialoguiste de son roman, Francis Girod a retravaillé ce qui fut, pour elle, un métier et une passion. Son alliance avec le réalisateur Francis Girod est particulièrement heureuse et placée sous le signe de Jacques Becker. Dans le film, on a donné son nom à une place où habite Claire (Catherine Deneuve), celle qui déclenche, involontairement, un chantage et un scandale pour avoir conservé une lettre risquant de compromettre son amant d'autrefois devenu chef de l'Etat, et qu'on lui a volée, avec son sac, dix ans après leur rupture.

Le ton Becker a rendu dans une comédie de caractère mais en scène avec vivacité, humour, et une subtile tension dramatique, relevée de l'élegance littéraire et de l'esprit des dialogues à fleurs mouchees par les

quelques personnages s'affrontant, sans s'expliquer, sans dire exactement ce qu'ils pensent. Du côté de la classe politique, la cérémonie, le rituel, doivent être respectés, même si la vie privée effleure. Le secret de Claire et du président se révèle progressivement. Il faut le rendre inoffensif. Serrault s'y emploie. Il n'a jamais été aussi parfait dans la fausse bonhomie, l'accomplissement d'une fonction discrètement implacable. Trintignant, corseté de dignité, d'orgueil presque royal, trébuche, lui, sur son pied bot et ses relations avec une épouse décorative et soumise qui, soudain, se révolte et lui sort ses quatre vérités (voilà Claude Winter découverte par le cinéma).

Mais le Bon Plaisir, c'est fait entrer, sans forcer la note, le public dans l'intimité des maîtres de l'Etat, s'il décrit, avec une piquante ironie, les mœurs et activités officielles, est aussi l'histoire d'amours entrecroisées et inabouties. On devine bien que Claire a beaucoup aimé cet homme qui l'a délaissée pour sa carrière et dont elle se souvient, contre son ordre, un enfant. Mais elle revient sur le passé sans faiblesse et sans nostalgie. Elle ne peut pas faire autrement. Dans ce monde figé par le cérémoniel et la crainte du scandale, Catherine Deneuve est devenue une

femme qui a gagné sa liberté, son indépendance, en refusant un mariage, en mettant une cuirasse sur ses blessures effectives. Elle n'a que des réactions de défense et de fuite. L'actrice se glisse dans ce rôle avec une sensibilité nouvelle, incarne l'instinct maternel contre les exigences de l'Etat.

La où tout se masque sous l'artifice, Catherine Deneuve reste honnête, naturelle, désintéressée.

Francis Girod le rend plus insolite par les rapports de Claire avec Pierre, le jeune voleur (Hippolyte Girardot, beau garçon fragile), auquel Herbert, journaliste homosexuel (c'est Michel Audoir, surprenant manipulateur dévoré par ses sentiments) porte malheur. Bien sûr, Trintignant et Serrault sont en première ligne, vedettes prestigieuses du sérail politique. Mais, à partir de la lettre dérobée, se tisse une étrange chaîne d'amour (Herbert-Pierre-Claire, dont il ne faut pas négliger l'importance. On ne badine ni avec le pouvoir ni avec les passions refouées ou incomprises. Francis Girod achève la comédie en manière de choc au retour cruel de la vie et, du coup, signe son meilleur film.

JACQUES SIGUET.

★ Voir les films nouveaux.

## MUSIQUE

MAREK JANOWSKI A LA TETE DU NOP

## Les deux temps d'un concert

Un grand nombre de mélomanes parisiens étaient venus assister aux débuts de Marek Janowski comme premier chef du Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, qu'il conduisit bien pour l'avoir souvent dirigé avant sa nomination, en particulier au cours d'une tournée en Allemagne la saison dernière.

L'arrivée d'un chef de valeur internationale, reconnu surtout pour ses enregistrements lyriques (1), a été très favorablement accueillie. D'origine germano-polonaise, Marek Janowski aura quarante-cinq ans le 18 février ; élève de Wolfgang Sawallisch, sa carrière l'a mené successivement aux opéras de Cologne, Hambourg, Fribourg, Dortmund, et il a pris récemment la tête du fameux Orchestre Gürzenich de Cologne. Ses séjours à Paris trois mois par an, à partir de la saison prochaine, devraient contribuer à l'épanouissement du NOP (créé en 1976, mais recueillant alors l'héritage de l'Orchestre philharmonique de l'ORTF, fondé en 1937).

On a cependant frôlé le piège avec le Concerto en ré mineur de Brahms, dépourvu de souffle, des

## Mort du compositeur grec Vassilis Tsitsanis

Le chanteur et compositeur de musique populaire grecque Vassilis Tsitsanis est mort, mercredi 18 janvier, à Londres, des suites d'une infection. Il était âgé de soixante-deux ans.

Vassilis Tsitsanis était le dernier des grands compositeurs de rebetiko, cette sorte de blues grec, né au début du siècle dans les ports de la mer Egée, dans les quartiers populaires et les bas-fonds d'Athènes. Chanson de prison, chansons d'amour bressé ou cassé, le rebetiko — du mot turc rebet, le hors-la-loi — allait s'exprimer, dans une langue argotique, avec un rythme lent, dansant, avec une orchestration fondée sur le bouzouki.

Tsitsanis a composé en un demi-siècle plusieurs centaines de chansons, dont beaucoup ont connu le succès populaire. Il était notamment l'auteur du Dimanche pluvieux (« Un ciel pluvieux comme mon cœur, qui est plein de tristesse »), qui fut considéré tacitement par les Athéniens comme le deuxième hymne grec, à l'époque du régime des colonels.

Vassilis Tsitsanis se produisait encore l'an dernier dans les cabarets d'Athènes et avait participé à un concert donné en son honneur par Mikis Théodorakis. Quelques albums de Tsitsanis ont été édités chez Philips.

C. F.

## DANSE

« DÉLICES », au Théâtre de la Ville

## La tribu Chopinot

De même qu'il existe une tribu Gelliot, il existe une tribu Chopinot, où danseurs, musiciens, costumiers, cinéastes, scénographes, vivent en totale osmose dans un univers tissé de connivences et d'affinités. Les filles sont actives, déhanchées ; les garçons plutôt du genre frêle et nerveux. Leurs comportements sur scène s'épanouissent dans Délices, un spectacle qui hésite entre la comédie musicale et le ciné-roman.

Délices s'est créé l'été dernier à Chateaufort. Depuis, Régine Chopinot a étoffé sa danse et rééquilibré les rapports entre l'action et les passages filmés. On peut lire le texte d'Hervé Guerville qui lui sert de support et apprécier les raccourcis vigoureux de la transposition scénique.

Le défilé est prometteur, avec la monumentale Brévière Vera Lucia Motta Buono réduite à l'état de reine par la projection d'un décor géant sur l'écran. On imagine que le personnage féminin en proie aux affres de la jalousie et confronté à de petits jeunes gens distraits et friqués va être le centre d'une BD fantasmagorique.

Mais d'autres tableaux valent s'interpeller, plus ou moins bien armés : la castration d'Abdérat dans un style de théâtre No, un bouche-à-bouche mortel entre Olympe et Eurydice, un solo satirique de Mores Robin devant un long travelling de voie ferrée et Chopinot so-

même dans un drôle de pantalon, des soldats roulant en cascade sur des attelages avertis de marche militaire. Ça grince, parfois ça dérape.

Dans la salle en effervescence, les « branchés » applaudissent et traitent les autres de « naseux » et les « naseux » affirment vigoureusement. On rit, on s'ennuie ; peut-être ce que souhaitait Régine Chopinot mais, comme elle dit dans le spectacle, « ce n'est pas si simple ».

MARCELLE MICHEL.

★ Théâtre de la Ville, 20 h 30.

## VARIÉTÉS

AU THÉÂTRE FONTAINE

## Pierre Desproges en solo

Les temps de crise mobilisent naturellement ceux qu'on appelle humoristes, ou comiques, ou caricaturistes. Guy Bodot et Thierry Le Luron ont fait salle comble à Paris toute l'année 83, Alex Métayer remplit tous les soirs Bobino depuis le début de décembre, Pierre Desproges, enfin, propose son premier récital au Théâtre Fontaine.

L'ancien procureur général des « Flagrants délits » radiophoniques présente son spectacle comme un « cri de haine où perce néanmoins une certaine tendresse ». A l'exemple de W.-C. Fields, le comique de Pierre Desproges s'appuie sur des sarcasmes, des digressions délirantes, un sadisme flegmatique, mais mêle à la violence des distorsions de brusques échappées humaines, des vibrations émotionnelles que la pudeur ne parvient pas à dissimuler complètement.

Desproges se proclame lui-même d'abord « écrivain ». Sur scène, il s'amuse dans le rôle du bouffon moderne et libéré de toute entrave, qui ne peut s'empêcher de rire lui-même de certaines maximes loufoques, de certains traits acides, de métaphores sans queue ni tête. Son récital est une conversation de près de deux heures sans entracte, un jeu permanent aux dépens des arbitraires de la vie et des différences cultes que notre société entretient. Celui, par exemple, des chanteurs, des sportifs et des enfants — de ces derniers, Fields disait déjà autrefois : « Je ne les aime que frites ».

A la fin d'une soirée d'un bout à l'autre réjouissante, Desproges demande « une minute de silence pour les camarades du métier de spectacle qui n'ont pas de travail ni... de talent ».

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Théâtre Fontaine, 20 h 15.

**MADELEINE**  
COMPAGNIE VALÈRE DESAILLY

**SIMONE VALÈRE**  
**CHRISTIAN MARIN**

*Les Serpents de Pluie*

**P.O. ENQUIST**  
**JACQUES CASTELOT**  
**MARIE-HELENE DASTE**

Un seul conseil, préservez un ordre : ne préjugez au Théâtre de la Madeleine... Un immense chef-d'œuvre

**Jacques NERSON (Figaro Magazine)**

**100°**

LOCATION : 265.07.09 ET AGENCES

## POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

**TRAHISONS CONJUGALES**

Écrit par HAROLD PINTER  
Un film réalisé par DAVID JONES. Produit par SAM SPIEGEL

**JEREMY IRONS**  
**BEN KINGSLEY**  
**PATRICIA HODGE**



# SPECTACLES

## théâtre

### LES SPECTACLES NOUVEAUX

**LOLITA** - Bouffes (357-42-14), 21 h : Les Femmes de l'été (348-92-97), 20 h 30.  
**VERS DAMAS** - Théâtre de la Ville (203-02-55), 20 h 30.  
**RECHERCHES** - Comédie de la rue (372-00-15), 20 h 30.  
**JAMAIN DEX** - Théâtre de la Ville (372-00-15), 20 h 30.  
**LE RHINOCÉROS** - Châtelet, CAC (421-20-30), 20 h 45.  
**SEMEZAMIS** - Vincennes, Sarrasin (374-81-16), 21 h.

### Les salles subventionnées

**COMÉDIE-FRANÇAISE** (296-10-20), 20 h 30 : Fédora.  
**CHATELAIN** (727-81-15), Théâtre de la Ville, 20 h 30 : Les Femmes de l'été.  
**ODÉON** (Théâtre de France) (323-70-32), 20 h : Mimes von Bernheim.  
**TEP** (364-80-80), Théâtre de la Ville, 20 h 30 : L'Opéra vert.  
**BOULEVARD** (277-12-33), Châtelet/Vincennes : Nouveaux films Rpi : 16 h : De l'animal à l'homme, une exposition avec M. Lacroix, de J. Bérard, 19 h : Châtelet au Boulevard, de C. Villard, 19 h : Dada, naissance et décès, 18 h : Collections du musée, 19 h : Théâtre de la Ville.  
**THÉÂTRE DE LA VILLE** (274-22-77), 18 h 30 : Alexandre Dumas, 20 h 30 : Carré Silvia Monfort (331-28-34), 20 h 30 : « Le Diable Boiteux » (J.-P. Fauré).

### Les autres salles

**AMERICAN CENTER** (321-42-20), 21 h : Antrope du soleil ; Dernière comédie, Reg. Laff.  
**ANTOINE** (208-77-71), 18 h 30 : Hamlet, 20 h 30 : Ruy.  
**ATELIER** (742-67-27), 21 h : Ruy.  
**ATHÉNÉE** (742-67-27), 21 h : Ruy.  
**BOULEVARD DU NORD** (239-34-50), 20 h 30 : Hamlet.  
**BOULEVARD DES FILLES** (296-04-24), 21 h : Les Trois Femmes.  
**CARTELOU** (742-67-27), 21 h : Ruy.  
**CAIROU** (323-66-36), 20 h 30 : Hamlet.  
**CENTRE M. RAVEL** (323-66-36), 20 h 30 : Hamlet.  
**CITÉ INTERNATIONALE** (393-38-69), 20 h 30 : Souverain oblique ; Ruy, 20 h 30 : Mère confidente.  
**COMÉDIE-CAUMARTIN** (742-67-27), 21 h : Ruy.  
**COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES** (720-02-24), 20 h 45 : Casanova en vicié.  
**COMÉDIE ITALIENNE** (321-22-22), 20 h 30 : La Mente de la ville.  
**DAUNOU** (261-69-14), 21 h : Le Chien.  
**DECHARGEURS** (236-00-02), 20 h 30 : Oscar et Wilde ; 19 h : Les Bains de Forêt.  
**EPICURE** (323-66-36), 20 h 30 : La Pénale.  
**ESPACE MARAIS** (384-09-31), 20 h 30 : Suicidaire.  
**ESSAÏON** (278-46-42), 20 h 30 : Chant du nuit.  
**FONTAINE** (874-74-04), 22 h : Ruy.  
**GAITE-MONTMARTRE** (323-16-18), 20 h 45 : Grand Prix.  
**GALERIE 68** (326-63-91), 20 h 30 : Who's afraid of Virginia Woolf ?  
**GRAND HALL MONTMARTRE** (232-80-78), 20 h 30 : Dieu aide les cloches.  
**HUCHETTE** (326-38-99), 19 h 30 : La Cantatrice aveugle ; 20 h 30 : La Légende.  
**LA BRUYERE** (874-76-99), 21 h : William.  
**LUCERNAIRE** (544-57-34), 19 h 30 : Si l'aveugle ne voit pas ; 20 h 30 : Les Jours oranges de Gaudin ; 22 h 15 : Un amour pour Michèle.  
**LYS MONTMARTRE** (327-62-61), 20 h 30 : L'Amour de la poche ; 22 h : Enfant.  
**MADELEINE** (265-07-09), 20 h 45 : Les Serpents de pluie.  
**MARAI** (278-03-53), 20 h 30 : La loi ne meurt.  
**MARGNY** (Grande salle : 256-04-41), 21 h : Le Don d'Adèle.  
**MATHURINS** (265-00-00), 21 h : Le Bonheur à Rome.  
**MICHEL** (265-35-02), 21 h 15 : On danse au lit.  
**MICHOUDIERE** (742-95-22), 20 h 30 : Bano.  
**MOGADOR** (285-45-30), 20 h 30 : Cyrano de Bergerac.  
**MONTMARTRE** (320-89-00), 21 h : Jeanne d'Arc ; 20 h 30 : Le Journal d'un homme de trop.  
**CEUVRE** (874-74-04), 20 h 30 : Sarah.  
**PALAI ROYAL** (297-59-81), 20 h 45 : Fille sur la tangente arrière.  
**PALAI DES SPORTS** (328-40-00), 20 h 30 : Un homme nommé Jésus.  
**PARC DE LA VILLETTE**, sous chapiteaux (240-77-78), 20 h 30 : Patience.  
**PORT-SAINT-MARTIN** (607-57-53), 21 h : Ruy.  
**RADEAU DE LA MÈUSE** (320-91-37), 20 h 30 : Des Jans aux enfers.  
**RENAISSANCE** (208-18-50), 20 h 30 : Vincent et Margot.  
**TAI THÉ D'ESSAI** (278-10-79), 20 h 30 : Le Héros ; 18 h 30 : L'Europe des jours.  
**TEMPLIERS** (278-91-15), 20 h 30 : Dis-tu.  
**THÉÂTRE D'EDGAR** (321-11-02), 20 h 15 : Les Bains de Forêt ; 22 h : Nous en fait ou on ne fait rien.  
**THÉÂTRE DE DIX-HEURES** (606-07-48), 20 h : La maison sous la mer ; 22 h 15 : Au secours papa, maman veut me tuer.

### THÉÂTRE EN HERBE

20 h 30 : Les Mille et Une Nuits du monde.  
**THÉÂTRE NOIR** (346-91-93), 20 h 30 : Le Paysage de l'aveugle.  
**THÉÂTRE DE LA PLAINE** (250-15-65), 20 h 30 : Images de... Kafka.  
**THÉÂTRE DU ROND-POINT** (256-10-89), 20 h 30 : Savannah Bay ; Poésie, 20 h 30 : Toccata de M. Dumas.  
**THÉÂTRE DU TEMPS** (355-10-88), 21 h : Médée.  
**THÉÂTRE 18** (236-47-47), 21 h : Médée.  
**TOURTOUR** (867-42-48), 20 h 30 : Le Prince éternel.  
**TROIS SUR QUATRE** (327-09-16), 20 h 30 : Quelque chose de...  
**VARITIERS** (233-09-92), 20 h 30 : L'Esquive.

### Les cafés-théâtres

**AUBRECHIN** (296-29-35), 20 h 30 : Téhé-Bahut ; 22 h : Le Président.  
**BOULEVARD** (277-12-33), 19 h 30 : La Spécialité.  
**BLANCS-MANTEAUX** (877-15-84), 19 h 30 : Les Femmes de l'été ; 20 h 15 : Anouh ; 21 h 30 : Les Femmes de l'été ; 22 h 30 : Les Femmes de l'été ; 23 h 30 : Les Femmes de l'été ; 24 h 30 : Les Femmes de l'été ; 25 h 30 : Les Femmes de l'été ; 26 h 30 : Les Femmes de l'été ; 27 h 30 : Les Femmes de l'été ; 28 h 30 : Les Femmes de l'été ; 29 h 30 : Les Femmes de l'été ; 30 h 30 : Les Femmes de l'été ; 31 h 30 : Les Femmes de l'été ; 32 h 30 : Les Femmes de l'été ; 33 h 30 : Les Femmes de l'été ; 34 h 30 : Les Femmes de l'été ; 35 h 30 : Les Femmes de l'été ; 36 h 30 : Les Femmes de l'été ; 37 h 30 : Les Femmes de l'été ; 38 h 30 : Les Femmes de l'été ; 39 h 30 : Les Femmes de l'été ; 40 h 30 : Les Femmes de l'été ; 41 h 30 : Les Femmes de l'été ; 42 h 30 : Les Femmes de l'été ; 43 h 30 : Les Femmes de l'été ; 44 h 30 : Les Femmes de l'été ; 45 h 30 : Les Femmes de l'été ; 46 h 30 : Les Femmes de l'été ; 47 h 30 : Les Femmes de l'été ; 48 h 30 : Les Femmes de l'été ; 49 h 30 : Les Femmes de l'été ; 50 h 30 : Les Femmes de l'été ; 51 h 30 : Les Femmes de l'été ; 52 h 30 : Les Femmes de l'été ; 53 h 30 : Les Femmes de l'été ; 54 h 30 : Les Femmes de l'été ; 55 h 30 : Les Femmes de l'été ; 56 h 30 : Les Femmes de l'été ; 57 h 30 : Les Femmes de l'été ; 58 h 30 : Les Femmes de l'été ; 59 h 30 : Les Femmes de l'été ; 60 h 30 : Les Femmes de l'été ; 61 h 30 : Les Femmes de l'été ; 62 h 30 : Les Femmes de l'été ; 63 h 30 : Les Femmes de l'été ; 64 h 30 : Les Femmes de l'été ; 65 h 30 : Les Femmes de l'été ; 66 h 30 : Les Femmes de l'été ; 67 h 30 : Les Femmes de l'été ; 68 h 30 : Les Femmes de l'été ; 69 h 30 : Les Femmes de l'été ; 70 h 30 : Les Femmes de l'été ; 71 h 30 : Les Femmes de l'été ; 72 h 30 : Les Femmes de l'été ; 73 h 30 : Les Femmes de l'été ; 74 h 30 : Les Femmes de l'été ; 75 h 30 : Les Femmes de l'été ; 76 h 30 : Les Femmes de l'été ; 77 h 30 : Les Femmes de l'été ; 78 h 30 : Les Femmes de l'été ; 79 h 30 : Les Femmes de l'été ; 80 h 30 : Les Femmes de l'été ; 81 h 30 : Les Femmes de l'été ; 82 h 30 : Les Femmes de l'été ; 83 h 30 : Les Femmes de l'été ; 84 h 30 : Les Femmes de l'été ; 85 h 30 : Les Femmes de l'été ; 86 h 30 : Les Femmes de l'été ; 87 h 30 : Les Femmes de l'été ; 88 h 30 : Les Femmes de l'été ; 89 h 30 : Les Femmes de l'été ; 90 h 30 : Les Femmes de l'été ; 91 h 30 : Les Femmes de l'été ; 92 h 30 : Les Femmes de l'été ; 93 h 30 : Les Femmes de l'été ; 94 h 30 : Les Femmes de l'été ; 95 h 30 : Les Femmes de l'été ; 96 h 30 : Les Femmes de l'été ; 97 h 30 : Les Femmes de l'été ; 98 h 30 : Les Femmes de l'été ; 99 h 30 : Les Femmes de l'été ; 100 h 30 : Les Femmes de l'été ; 101 h 30 : Les Femmes de l'été ; 102 h 30 : Les Femmes de l'été ; 103 h 30 : Les Femmes de l'été ; 104 h 30 : Les Femmes de l'été ; 105 h 30 : Les Femmes de l'été ; 106 h 30 : Les Femmes de l'été ; 107 h 30 : Les Femmes de l'été ; 108 h 30 : Les Femmes de l'été ; 109 h 30 : Les Femmes de l'été ; 110 h 30 : Les Femmes de l'été ; 111 h 30 : Les Femmes de l'été ; 112 h 30 : Les Femmes de l'été ; 113 h 30 : Les Femmes de l'été ; 114 h 30 : Les Femmes de l'été ; 115 h 30 : Les Femmes de l'été ; 116 h 30 : Les Femmes de l'été ; 117 h 30 : Les Femmes de l'été ; 118 h 30 : Les Femmes de l'été ; 119 h 30 : Les Femmes de l'été ; 120 h 30 : Les Femmes de l'été ; 121 h 30 : Les Femmes de l'été ; 122 h 30 : Les Femmes de l'été ; 123 h 30 : Les Femmes de l'été ; 124 h 30 : Les Femmes de l'été ; 125 h 30 : Les Femmes de l'été ; 126 h 30 : Les Femmes de l'été ; 127 h 30 : Les Femmes de l'été ; 128 h 30 : Les Femmes de l'été ; 129 h 30 : Les Femmes de l'été ; 130 h 30 : Les Femmes de l'été ; 131 h 30 : Les Femmes de l'été ; 132 h 30 : Les Femmes de l'été ; 133 h 30 : Les Femmes de l'été ; 134 h 30 : Les Femmes de l'été ; 135 h 30 : Les Femmes de l'été ; 136 h 30 : Les Femmes de l'été ; 137 h 30 : Les Femmes de l'été ; 138 h 30 : Les Femmes de l'été ; 139 h 30 : Les Femmes de l'été ; 140 h 30 : Les Femmes de l'été ; 141 h 30 : Les Femmes de l'été ; 142 h 30 : Les Femmes de l'été ; 143 h 30 : Les Femmes de l'été ; 144 h 30 : Les Femmes de l'été ; 145 h 30 : Les Femmes de l'été ; 146 h 30 : Les Femmes de l'été ; 147 h 30 : Les Femmes de l'été ; 148 h 30 : Les Femmes de l'été ; 149 h 30 : Les Femmes de l'été ; 150 h 30 : Les Femmes de l'été ; 151 h 30 : Les Femmes de l'été ; 152 h 30 : Les Femmes de l'été ; 153 h 30 : Les Femmes de l'été ; 154 h 30 : Les Femmes de l'été ; 155 h 30 : Les Femmes de l'été ; 156 h 30 : Les Femmes de l'été ; 157 h 30 : Les Femmes de l'été ; 158 h 30 : Les Femmes de l'été ; 159 h 30 : Les Femmes de l'été ; 160 h 30 : Les Femmes de l'été ; 161 h 30 : Les Femmes de l'été ; 162 h 30 : Les Femmes de l'été ; 163 h 30 : Les Femmes de l'été ; 164 h 30 : Les Femmes de l'été ; 165 h 30 : Les Femmes de l'été ; 166 h 30 : Les Femmes de l'été ; 167 h 30 : Les Femmes de l'été ; 168 h 30 : Les Femmes de l'été ; 169 h 30 : Les Femmes de l'été ; 170 h 30 : Les Femmes de l'été ; 171 h 30 : Les Femmes de l'été ; 172 h 30 : Les Femmes de l'été ; 173 h 30 : Les Femmes de l'été ; 174 h 30 : Les Femmes de l'été ; 175 h 30 : Les Femmes de l'été ; 176 h 30 : Les Femmes de l'été ; 177 h 30 : Les Femmes de l'été ; 178 h 30 : Les Femmes de l'été ; 179 h 30 : Les Femmes de l'été ; 180 h 30 : Les Femmes de l'été ; 181 h 30 : Les Femmes de l'été ; 182 h 30 : Les Femmes de l'été ; 183 h 30 : Les Femmes de l'été ; 184 h 30 : Les Femmes de l'été ; 185 h 30 : Les Femmes de l'été ; 186 h 30 : Les Femmes de l'été ; 187 h 30 : Les Femmes de l'été ; 188 h 30 : Les Femmes de l'été ; 189 h 30 : Les Femmes de l'été ; 190 h 30 : Les Femmes de l'été ; 191 h 30 : Les Femmes de l'été ; 192 h 30 : Les Femmes de l'été ; 193 h 30 : Les Femmes de l'été ; 194 h 30 : Les Femmes de l'été ; 195 h 30 : Les Femmes de l'été ; 196 h 30 : Les Femmes de l'été ; 197 h 30 : Les Femmes de l'été ; 198 h 30 : Les Femmes de l'été ; 199 h 30 : Les Femmes de l'été ; 200 h 30 : Les Femmes de l'été ; 201 h 30 : Les Femmes de l'été ; 202 h 30 : Les Femmes de l'été ; 203 h 30 : Les Femmes de l'été ; 204 h 30 : Les Femmes de l'été ; 205 h 30 : Les Femmes de l'été ; 206 h 30 : Les Femmes de l'été ; 207 h 30 : Les Femmes de l'été ; 208 h 30 : Les Femmes de l'été ; 209 h 30 : Les Femmes de l'été ; 210 h 30 : Les Femmes de l'été ; 211 h 30 : Les Femmes de l'été ; 212 h 30 : Les Femmes de l'été ; 213 h 30 : Les Femmes de l'été ; 214 h 30 : Les Femmes de l'été ; 215 h 30 : Les Femmes de l'été ; 216 h 30 : Les Femmes de l'été ; 217 h 30 : Les Femmes de l'été ; 218 h 30 : Les Femmes de l'été ; 219 h 30 : Les Femmes de l'été ; 220 h 30 : Les Femmes de l'été ; 221 h 30 : Les Femmes de l'été ; 222 h 30 : Les Femmes de l'été ; 223 h 30 : Les Femmes de l'été ; 224 h 30 : Les Femmes de l'été ; 225 h 30 : Les Femmes de l'été ; 226 h 30 : Les Femmes de l'été ; 227 h 30 : Les Femmes de l'été ; 228 h 30 : Les Femmes de l'été ; 229 h 30 : Les Femmes de l'été ; 230 h 30 : Les Femmes de l'été ; 231 h 30 : Les Femmes de l'été ; 232 h 30 : Les Femmes de l'été ; 233 h 30 : Les Femmes de l'été ; 234 h 30 : Les Femmes de l'été ; 235 h 30 : Les Femmes de l'été ; 236 h 30 : Les Femmes de l'été ; 237 h 30 : Les Femmes de l'été ; 238 h 30 : Les Femmes de l'été ; 239 h 30 : Les Femmes de l'été ; 240 h 30 : Les Femmes de l'été ; 241 h 30 : Les Femmes de l'été ; 242 h 30 : Les Femmes de l'été ; 243 h 30 : Les Femmes de l'été ; 244 h 30 : Les Femmes de l'été ; 245 h 30 : Les Femmes de l'été ; 246 h 30 : Les Femmes de l'été ; 247 h 30 : Les Femmes de l'été ; 248 h 30 : Les Femmes de l'été ; 249 h 30 : Les Femmes de l'été ; 250 h 30 : Les Femmes de l'été ; 251 h 30 : Les Femmes de l'été ; 252 h 30 : Les Femmes de l'été ; 253 h 30 : Les Femmes de l'été ; 254 h 30 : Les Femmes de l'été ; 255 h 30 : Les Femmes de l'été ; 256 h 30 : Les Femmes de l'été ; 257 h 30 : Les Femmes de l'été ; 258 h 30 : Les Femmes de l'été ; 259 h 30 : Les Femmes de l'été ; 260 h 30 : Les Femmes de l'été ; 261 h 30 : Les Femmes de l'été ; 262 h 30 : Les Femmes de l'été ; 263 h 30 : Les Femmes de l'été ; 264 h 30 : Les Femmes de l'été ; 265 h 30 : Les Femmes de l'été ; 266 h 30 : Les Femmes de l'été ; 267 h 30 : Les Femmes de l'été ; 268 h 30 : Les Femmes de l'été ; 269 h 30 : Les Femmes de l'été ; 270 h 30 : Les Femmes de l'été ; 271 h 30 : Les Femmes de l'été ; 272 h 30 : Les Femmes de l'été ; 273 h 30 : Les Femmes de l'été ; 274 h 30 : Les Femmes de l'été ; 275 h 30 : Les Femmes de l'été ; 276 h 30 : Les Femmes de l'été ; 277 h 30 : Les Femmes de l'été ; 278 h 30 : Les Femmes de l'été ; 279 h 30 : Les Femmes de l'été ; 280 h 30 : Les Femmes de l'été ; 281 h 30 : Les Femmes de l'été ; 282 h 30 : Les Femmes de l'été ; 283 h 30 : Les Femmes de l'été ; 284 h 30 : Les Femmes de l'été ; 285 h 30 : Les Femmes de l'été ; 286 h 30 : Les Femmes de l'été ; 287 h 30 : Les Femmes de l'été ; 288 h 30 : Les Femmes de l'été ; 289 h 30 : Les Femmes de l'été ; 290 h 30 : Les Femmes de l'été ; 291 h 30 : Les Femmes de l'été ; 292 h 30 : Les Femmes de l'été ; 293 h 30 : Les Femmes de l'été ; 294 h 30 : Les Femmes de l'été ; 295 h 30 : Les Femmes de l'été ; 296 h 30 : Les Femmes de l'été ; 297 h 30 : Les Femmes de l'été ; 298 h 30 : Les Femmes de l'été ; 299 h 30 : Les Femmes de l'été ; 300 h 30 : Les Femmes de l'été ; 301 h 30 : Les Femmes de l'été ; 302 h 30 : Les Femmes de l'été ; 303 h 30 : Les Femmes de l'été ; 304 h 30 : Les Femmes de l'été ; 305 h 30 : Les Femmes de l'été ; 306 h 30 : Les Femmes de l'été ; 307 h 30 : Les Femmes de l'été ; 308 h 30 : Les Femmes de l'été ; 309 h 30 : Les Femmes de l'été ; 310 h 30 : Les Femmes de l'été ; 311 h 30 : Les Femmes de l'été ; 312 h 30 : Les Femmes de l'été ; 313 h 30 : Les Femmes de l'été ; 314 h 30 : Les Femmes de l'été ; 315 h 30 : Les Femmes de l'été ; 316 h 30 : Les Femmes de l'été ; 317 h 30 : Les Femmes de l'été ; 318 h 30 : Les Femmes de l'été ; 319 h 30 : Les Femmes de l'été ; 320 h 30 : Les Femmes de l'été ; 321 h 30 : Les Femmes de l'été ; 322 h 30 : Les Femmes de l'été ; 323 h 30 : Les Femmes de l'été ; 324 h 30 : Les Femmes de l'été ; 325 h 30 : Les Femmes de l'été ; 326 h 30 : Les Femmes de l'été ; 327 h 30 : Les Femmes de l'été ; 328 h 30 : Les Femmes de l'été ; 329 h 30 : Les Femmes de l'été ; 330 h 30 : Les Femmes de l'été ; 331 h 30 : Les Femmes de l'été ; 332 h 30 : Les Femmes de l'été ; 333 h 30 : Les Femmes de l'été ; 334 h 30 : Les Femmes de l'été ; 335 h 30 : Les Femmes de l'été ; 336 h 30 : Les Femmes de l'été ; 337 h 30 : Les Femmes de l'été ; 338 h 30 : Les Femmes de l'été ; 339 h 30 : Les Femmes de l'été ; 340 h 30 : Les Femmes de l'été ; 341 h 30 : Les Femmes de l'été ; 342 h 30 : Les Femmes de l'été ; 343 h 30 : Les Femmes de l'été ; 344 h 30 : Les Femmes de l'été ; 345 h 30 : Les Femmes de l'été ; 346 h 30 : Les Femmes de l'été ; 347 h 30 : Les Femmes de l'été ; 348 h 30 : Les Femmes de l'été ; 349 h 30 : Les Femmes de l'été ; 350 h 30 : Les Femmes de l'été ; 351 h 30 : Les Femmes de l'été ; 352 h 30 : Les Femmes de l'été ; 353 h 30 : Les Femmes de l'été ; 354 h 30 : Les Femmes de l'été ; 355 h 30 : Les Femmes de l'été ; 356 h 30 : Les Femmes de l'été ; 357 h 30 : Les Femmes de l'été ; 358 h 30 : Les Femmes de l'été ; 359 h 30 : Les Femmes de l'été ; 360 h 30 : Les Femmes de l'été ; 361 h 30 : Les Femmes de l'été ; 362 h 30 : Les Femmes de l'été ; 363 h 30 : Les Femmes de l'été ; 364 h 30 : Les Femmes de l'été ; 365 h 30 : Les Femmes de l'été ; 366 h 30 : Les Femmes de l'été ; 367 h 30 : Les Femmes de l'été ; 368 h 30 : Les Femmes de l'été ; 369 h 30 : Les Femmes de l'été ; 370 h 30 : Les Femmes de l'été ; 371 h 30 : Les Femmes de l'été ; 372 h 30 : Les Femmes de l'été ; 373 h 30 : Les Femmes de l'été ; 374 h 30 : Les Femmes de l'été ; 375 h 30 : Les Femmes de l'été ; 376 h 30 : Les Femmes de l'été ; 377 h 30 : Les Femmes de l'été ; 378 h 30 : Les Femmes de l'été ; 379 h 30 : Les Femmes de l'été ; 380 h 30 : Les Femmes de l'été ; 381 h 30 : Les Femmes de l'été ; 382 h 30 : Les Femmes de l'été ; 383 h 30 : Les Femmes de l'été ; 384 h 30 : Les Femmes de l'été ; 385 h 30 : Les Femmes de l'été ; 386 h 30 : Les Femmes de l'été ; 387 h 30 : Les Femmes de l'été ; 388 h 30 : Les Femmes de l'été ; 389 h 30 : Les Femmes de l'été ; 390 h 30 : Les Femmes de l'été ; 391 h 30 : Les Femmes de l'été ; 392 h 30 : Les Femmes de l'été ; 393 h 30 : Les Femmes de l'été ; 394 h 30 : Les Femmes de l'été ; 395 h 30 : Les Femmes de l'été ; 396 h 30 : Les Femmes de l'été ; 397 h 30 : Les Femmes de l'été ; 398 h 30 : Les Femmes de l'été ; 399 h 30 : Les Femmes de l'été ; 400 h 30 : Les Femmes de l'été ; 401 h 30 : Les Femmes de l'été ; 402 h 30 : Les Femmes de l'été ; 403 h 30 : Les Femmes de l'été ; 404 h 30 : Les Femmes de l'été ; 405 h 30 : Les Femmes de l'été ; 406 h 30 : Les Femmes de l'été ; 407 h 30 : Les Femmes de l'été ; 408 h 30 : Les Femmes de l'été ; 409 h 30 : Les Femmes de l'été ; 410 h 30 : Les Femmes de l'été ; 411 h 30 : Les Femmes de l'été ; 412 h 30 : Les Femmes de l'été ; 413 h 30 : Les Femmes de l'été ; 414 h 30 : Les Femmes de l'été ; 415 h 30 : Les Femmes de l'été ; 416 h 30 : Les Femmes de l'été ; 417 h 30 : Les Femmes de l'été ; 418 h 30 : Les Femmes de l'été ; 419 h 30 : Les Femmes de l'été ; 420 h 30 : Les Femmes de l'été ; 421 h 30 : Les Femmes de l'été ; 422 h 30 : Les Femmes de l'été ; 423 h 30 : Les Femmes de l'été ; 424 h 30 : Les Femmes de l'été ; 425 h 30 : Les Femmes de l'été ; 426 h 30 : Les Femmes de l'été ; 427 h 30 : Les Femmes de l'été ; 428 h 30 : Les Femmes de l'été ; 429 h 30 : Les Femmes de l'été ; 430 h 30 : Les Femmes de l'été ; 431 h 30 : Les Femmes de l'été ; 432 h 30 : Les Femmes de l'été ; 433 h 30 : Les Femmes de l'été ; 434 h 30 : Les Femmes de l'été ; 435 h 30 : Les Femmes de l'été ; 436 h 30 : Les Femmes de l'été ; 437 h 30 : Les Femmes de l'été ; 438 h 30 : Les Femmes de l'été ; 439 h 30 : Les Femmes de l'été ; 440 h 30 : Les Femmes de l'été ; 441 h 30 : Les Femmes de l'été ; 442 h 30 : Les Femmes de l'été ; 443 h 30 : Les Femmes de l'été ; 444 h 30 : Les Femmes de l'été ; 445 h 30 : Les Femmes de l'été ; 446 h 30 : Les Femmes de l'été ; 447 h 30 : Les Femmes de l'été ; 448 h 30 : Les Femmes de l'été ; 449 h 30 : Les Femmes de l'été ; 450 h 30 : Les Femmes de l'été ; 451 h 30 : Les Femmes de l'été ; 452 h 30 : Les Femmes de l'été ; 453 h 30 : Les Femmes de l'été ; 454 h 30 : Les Femmes de l'été ; 455 h 30 : Les Femmes de l'été ; 456 h 30 : Les Femmes de l'été ; 457 h 30 : Les Femmes de l'été ; 458 h 30 : Les Femmes de l'été ; 459 h 30 : Les Femmes de l'été ; 460 h 30 : Les Femmes de l'été ; 461 h 30 : Les Femmes de l'été ; 462 h 30 : Les Femmes de l'été ; 463 h 30 : Les Femmes de l'été ; 464 h 30 : Les Femmes de l'été ; 465 h 30 : Les Femmes de l'été ; 466 h 30 : Les Femmes de l'été ; 467 h 30 : Les Femmes de l'été ; 468 h 30 : Les Femmes de l'été ; 469 h 30 : Les Femmes de l'été ; 470 h 30 : Les Femmes de l'été ; 471 h 30 : Les Femmes de l'été ; 472 h 30 : Les Femmes de l'été ; 473 h 30 : Les Femmes de l'été ; 474 h 30 : Les Femmes de l'été ; 475 h 30 : Les Femmes de l'été ; 476 h 30 : Les Femmes de l'été ; 477 h 30 : Les Femmes de l'été ; 478 h 30 : Les Femmes de l'été ; 479 h 30 : Les Femmes de l'été ; 480 h 30 : Les Femmes de l'été ; 481 h 30 : Les Femmes de l'été ; 482 h 30 : Les Femmes de l'été ; 483 h 30 : Les Femmes de l'été ; 484 h 30 : Les Femmes de l'été ; 485 h 30 : Les Femmes de l'été ; 486 h 30 : Les Femmes de l'été ; 487 h 30 : Les Femmes de l'été ; 488 h 30 : Les Femmes de l'été ; 489 h 30 : Les Femmes de l'été ; 490 h 30 : Les Femmes de l'été ; 491 h 30 : Les Femmes de l'été ; 492 h 30 : Les Femmes de l'été ; 493 h 30 : Les Femmes de l'été ; 494 h 30 : Les Femmes de l'été ; 495 h 30 : Les Femmes de l'été ; 496 h 30 : Les Femmes de l'été ; 497 h 30 : Les Femmes de l'été ; 498 h 30 : Les Femmes de l'été ; 499 h 30 : Les Femmes de l'été ; 500 h 30 : Les Femmes de l'été ; 501 h 30 : Les Femmes de l'été ; 502 h 30 : Les Femmes de l'été ; 503 h 30 : Les Femmes de l'été ; 504 h 30 : Les Femmes de l'été ; 505 h 30 : Les Femmes de l'été ; 506 h 30 : Les Femmes de l'été ; 507 h 30 : Les Femmes de l'été ; 508 h 30 : Les Femmes de l'été ; 509 h 30 : Les Femmes de l'été ; 510 h 30 : Les Femmes de l'été ; 511 h 30 : Les Femmes de l'été ; 512 h 30 : Les Femmes de l'été ; 513 h 30 : Les Femmes de l'été ; 514 h 30 : Les Femmes de l'été ; 515 h 30 : Les Femmes de l'été ; 516 h 30 : Les Femmes de l'été ; 517 h 30 : Les Femmes de l'été ; 518 h 30 : Les Femmes de l'été ; 519 h 30 : Les Femmes de l'été ; 520 h 30 : Les Femmes de l'été ; 521 h 30 : Les Femmes de l'été ; 522 h 30 : Les Femmes de l'été ; 523 h 30 : Les Femmes de l'été ; 524 h 30 : Les Femmes de l'été ; 525 h 30 : Les Femmes de l'été ; 526 h 30 : Les Femmes de l'été ; 527 h 30 : Les Femmes de l'été ; 528 h 30 : Les Femmes de l'été ; 529 h 30 : Les Femmes de l'été ; 530 h 30 : Les Femmes de l'été ; 531 h 30 : Les Femmes de l'été ; 532 h 30 : Les Femmes de l'été ; 533 h 30 : Les Femmes de l'été ; 534 h 30 : Les Femmes de l'été ; 535 h 30 : Les Femmes de l'été ; 536 h 30 : Les Femmes de l'été ; 537 h 30 : Les Femmes de l'été ; 538 h 30 : Les Femmes de l'été ; 539 h 30 : Les Femmes de l'été ; 540 h 30 : Les Femmes de l'été ; 541 h 30 : Les Femmes de l'été ; 542 h 30 : Les Femmes de l'été ; 543 h 30 : Les Femmes de l'été ; 544 h 30 : Les Femmes de l'été ; 545 h 30 : Les Femmes de l'été ; 546 h 30 : Les Femmes de l'été ; 547 h 30 : Les Femmes de l'été ; 548 h 30 : Les Femmes de l'été ; 549 h 30 : Les Femmes de l'été ; 5



## COMMUNICATION

## La SFP et la création audiovisuelle

## I. - Des studios dispersés et sous-employés

Le dernier débat budgétaire au Parlement, relayé par la récente émission de Michel Polac sur « A quoi sert la télévision ? » (le Monde du 10 janvier), illustre les difficultés de la création audiovisuelle. Au centre du dispositif français, la puissante Société française de production sort à peine d'une longue crise.

Le site élevé des Buttes-Chaumont, à Paris, a contracté un pacte avec l'écran : au début du siècle, il accueillait les studios Gaumont, qui travaillaient à la gloire du grand (le cinéma), depuis trente ans, le petit (la télévision) a pris le relais sous l'égide du service public de la radiotélévision. La Société française de production et de création audiovisuelle (SFP), aujourd'hui société nationale, défraye toutefois plus souvent la critique chez les observateurs que le concert de louanges.

Cette formidable usine à programmes - elle en produit plus de deux mille heures par an, grâce à ses 2500 salariés, qui disposent de dix-sept plateaux de tournage, dont celui de Bry-sur-Marne, le plus grand d'Europe (2000 mètres carrés) - constitue toujours la vitrine de la télévision française, en même temps que le précieux conservatoire de métiers artisanaux, de costumes et d'accessoires dont la sauvegarde relève presque du service public. 30 % en effet, des effectifs de la SFP - soit 600 personnes

par CLAUDE DURIEUX

des spectacles comme le Dialogue des carmélites, le Retour de Martin Guerre, ou encore, au théâtre, Un homme nommé Jésus, monté par Robert Hossein, dont le décor a été réalisé par les spécialistes de la SFP.

Même s'il est noble, un certain mécénat à ses limites, et, selon l'expression de M. Bertrand Labrussse, PDG de la SFP, celle-ci « a atteint aujourd'hui son ratio : une heure de télévision par agent ». La « forteresse » des Buttes-Chaumont, avec ses 3000 agents en 1976, ses investissements colossaux sous l'impulsion de M. Jean-Charles Edeline (le rachat de l'Empire, les studios de Bry-sur-Marne), sa mise en concurrence avec les moyens de production des sociétés de programmes autorisées par la loi de 1974, sa grève de trois mois des comédiens, fin 1976-début 1977 (qui coûta 42 millions de francs à la SFP), avait pourtant bien failli sombrer en 1978-1979, lorsque son déficit d'exploitation atteignit 200 millions de francs.

Le redressement, amorcé par M. Antoine de Clermont-Tonnerre, se trouva ensuite conforté par la nouvelle loi sur l'audiovisuel, qui fait entrer les sociétés de programmes dans le capital de la SFP et leurs présidents au conseil d'administration de celle-ci. Un lien naturel d'interdépendance que le législateur de 1974 avait cru nécessaire et politiquement opportun de couper. « La SFP ne peut pas résister sans et contre les chaînes », déclare au contraire M. Labrussse, qui souligne cependant la part décisive accordée aux Buttes-Chaumont par rapport aux ressources totales de la télévision : en 1975, elle représentait 15,6 % de ces ressources ; en 1981, seulement 12,6 % ; en 1982, 11,8 % ; en 1983, 11,2 % ; en 1984, 10,9 %. « C'est la part de la création qui est en baisse constante ».

M. Labrussse ne néglige pas, d'autre part, le facteur de redressement qui, depuis deux ans, a stabilisé du personnel et, sans licencier quiconque, les 37 millions de francs d'économies réalisées grâce à une meilleure organisation du travail. Il se félicite ouvertement de la « concentration importante et fructueuse » qui s'est établie entre la direction de la SFP et les syndicats.

## Une position dominante

Mais si la SFP est en sa bonne voie depuis deux ans, selon ses responsables, elle n'échappe pas encore à la critique de ce conseiller attentif qu'est le sénateur Jean Cluzel. Dans son rapport annuel sur l'audiovisuel pour 1983, le parlementaire centriste relève, notamment, que les plateaux de la SFP sont trop dispersés et sous-employés, que les studios de cinéma ne sont pas adaptés à l'activité de la société, et que l'installation de ces moyens dans sept lieux différents alourdit les frais de structure de la société. C'est ainsi

qu'aux Buttes-Chaumont le taux d'activité des sept studios de vidéo fixe affichés par le département de la SFP qui en assure la gestion n'est que de 60 %.

La moyenne serait encore plus basse (52 %) pour les studios de cinéma de la SFP, toujours selon le rapport Cluzel : « La sous-activité des studios peut légitimer une revendication d'augmentation des commandes obligatoires des sociétés de programmes, qui justifie à son tour des investissements complémentaires pour renforcer la capacité de production des secteurs en suractivité (magnétoscope par exemple), écrit le sénateur. Dans une certaine mesure, la répartition des plateaux sous-utilisés par la SFP ralentit le développement de la concurrence en contribuant à maintenir un seuil technique et financier élevé pour l'accès à des studios importants, en particulier en vidéo ; elle conforte de ce fait l'effet directeur de la SFP sur les prix ».

Saisie de ce problème depuis plusieurs mois, la commission de la concurrence a cependant relaxé la SFP d'abus de position dominante (le Monde du 16 décembre), considérant que, si la loi du 29 juillet 1982 « a restreint et faussé la concurrence », la responsabilité en incombe « aux pouvoirs publics et aux sociétés de programmes, sans qu'il ait été établie une action concertée entre ces dernières ». Ainsi, que la position dominante qu'occupe toujours la SFP soit de nature à fausser la concurrence du marché des programmes, malgré les sérieux progrès accomplis en matière de productivité ces dernières années, nul ne saurait le nier. Mais cet effet pervers ne saurait être comparé à la fonction sociale et culturelle éminente qu'elle remplit, par exemple vis-à-vis des artistes et comédiens, qui, souvent, survivent grâce à la SFP.

Le grand public, fasciné par l'instrument télévision en tant que vecteur de films de cinéma, de pièces de théâtre ou de manifestations sportives, oublie en effet trop souvent que le « petit écran » est un moyen d'expression en soi, sinon le huitième art, avec ses règles, ses créateurs, ses réalisateurs, ses techniciens, ses artistes, ses administrateurs, bref, tous ceux - et bien d'autres - dont les noms défilent aux génériques des émissions. C'est un outil culturel de première importance, puisqu'il peut atteindre, chaque jour, à leur domicile, cinquante millions de Français. Mais c'est presque un luxe. Le « robinet à images » coûte, en effet, très cher lorsqu'il débite autre chose que des films rediffusés pour la troisième fois ou des feuilletons américains revendus à bas prix après avoir fait carrière aux Etats-Unis.

## Prochain article :

## DES MUTATIONS TECHNIQUES ET COMMERCIALES

TF 1 interdite de promotion  
La une, la première brimée ?

TF 1 a interrompu, lundi 16 janvier, à la demande du secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, la campagne publicitaire qu'elle avait entamée une semaine plus tôt sur les antennes de trois stations « périphériques », Europe 1, RTL et RMC. Chacune de ces radios diffuse, quatre fois par jour, un message, renouvelé quotidiennement, annonçant les programmes de la soirée. Financée par la filiale RFP-TF 1, cette campagne aurait dû continuer plusieurs semaines. On a estimé, au secré-

tarat d'Etat, que « l'argent public ne devait pas être employé à nourrir la concurrence entre les chaînes de service public », au moment où les efforts devraient plutôt tendre à l'harmonisation. La Haute Autorité de la communication audiovisuelle, bien qu'incompétente pour les questions financières, n'était pas d'un avis différent et, consultée, l'aurait fait savoir. La direction de TF 1, quant à elle, se garde de commenter ce rappel à l'ordre de l'autorité de tutelle.

La décision du secrétariat d'Etat aux techniques de la communication audiovisuelle est indiscutablement conforme à une certaine logique de service public. Elle ne s'en réfugie pas moins derrière une ambiguïté. Si la concurrence, qui n'est plus guère préconisée aujourd'hui, peut apparaître préjudiciable au service public, elle est néanmoins encore inscrite dans la réalité économique des chaînes, puisque le tarif des écrans publicitaires est fixé notamment en fonction de l'audience. La tentative de TF 1 d'envoyer la chute continue de la sienne s'inscrit donc dans une autre logique qui est commerciale, même si les moyens de promotion choisis sont inhabituels. L'en empêcher pose deux questions de principe : 1) Quels doivent être les critères de gestion d'une chaîne de service

public et jusqu'où se doit-elle de plaire ? 2) La P-D-G d'une chaîne est-elle responsable ou non de sa gestion ou partage-t-elle cette charge avec son ministre de tutelle ?

Au-delà, la question de la promotion des chaînes de service public est entourée du flou le plus complet. Ainsi, RFP-Artème 2 ne s'est pas privée d'insérer une double page dans l'Express de cette semaine. France-Inter de son côté va beaucoup plus loin en déclarant que tous les se en dans plus d'un média son nouveau slogan : « Pour ceux qui ont quelque chose entre les oreilles ». Enfin, que penser des renvois d'ascenseur à l'antenne entre les chaînes et les stations « périphériques » employant les mêmes animateurs ?

E. R.

## Jeudi 19 janvier

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Feuilleton : la Chambre des dames.  
Réal. Y. André.  
Chaque épisode d'une saga médiévale coquise avec Marina Vlady, mère comblée et femme insoumise.  
21 h 35 Contre-enquête.  
Magazine d'A. Hoang.  
L'affaire des « riches de Saint-Flour » : une femme chameuse en colère. Approche difficile du fait divers.  
22 h 30 Histoires naturelles.  
23 h Journal.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Série : Marco Polo.  
De D. Baillet, V. Labella et G. Montaldo.  
Nouvelle épisode d'une superproduction aussi housse que lente. Jaloux de l'unité qui suit Marco et le prince Chabriel, Achmet l'envoie dans le Sud.  
21 h 35 Alain Decaux : L'histoire en question.  
L'histoire de Landry, ce grand séducteur « brillant » qui fit disparaître onze femmes dans sa cuisine.  
22 h 50 Journal.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Ciné-passion.  
Emission présentée par M.-C. Barreault.  
20 h 40 Film : Retour en force.  
Film français de Jean-Pierre Poiré (1979), avec V. Lanoix, B. Lafont, P. Maury, G. Jugnot, E. Haring.  
Les ennemis familiaux et autres d'un petit truand sorti de prison. Comédie farfelue où l'on sent la parfaite complaisance du réalisateur et de ses interprètes.

## 22 h 10 Journal.

22 h 30 Prélude à la nuit.  
Fantaisie chromatique et fugue de J.-S. Bach, par T. Lisca, pianiste.

## FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5 Dessin animé : De plomb dans la neige.  
17 h 20 Monsieur l'ordinateur : qu'est-ce qu'un programme ?  
17 h 35 Rocking chair.  
18 h 5 Coréographie sur table : les rapports entre les P.M.E. et les banques.  
18 h 30 Prélude à la nuit.  
18 h 55 Dessin animé : G.R. et Julie.  
19 h Informations.  
19 h 15 Informations régionales.  
19 h 35 Feuilleton : Fortune.  
19 h 50 Vingt mille lieues sous les mers.  
Truquage vidéo d'après l'œuvre de Jules Verne.

## FRANCE-CULTURE

20 h Nouvelles répertoriées dramatiques : Une impressionnante sur Paris, C.Y. Nivard, réa. A. Dore, Avec P. Vasek, M. Simon, P. Simonnet, P. Micheli, Y. Arcaud.  
22 h 30 Nuits magiques.

## FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct de la Maison de Radio-France) : le Prélude de D. Schubert, Corrette, Leroux, Sirey, Artiste 2 d'I. Polich par L. Boulay, clavessin ; Sonate à quatre mains de Beethoven, Boulay pour deux pianos et un violon de Chopin, Sonate à quatre mains de Hindemith ; Sonate pour deux pianos sur un thème de Beethoven, par le duo de pianos Carrière.  
22 h 30 Fréquences de nuit.

## Vendredi 20 janvier

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 30 Vision plus.  
12 h Les rendez-vous d'Amik.  
12 h 30 Abou coucou.  
13 h Journal.  
14 h Feuilleton : Jo Gaillard.  
15 h 55 Spécial caméra au poing.  
Sélect en Alaska.  
16 h 30 Cinquante ans de cinéma américain.  
Liza Minnelli parle de la guerre de Corée, de la concurrence à la télévision et le cinéma, des grands films bibliques, des films musicaux.  
16 h 30 Portrait d'un écrivain : Rimbaud à Charleville.  
17 h Série : Enquête en direct.  
18 h Le nouveau d'Amérique.  
18 h 15 Le village dans les nuages.  
18 h 40 Veritascope.  
19 h 55 7 heures moins 5.  
19 h Météo.  
19 h 15 Emissions régionales.  
19 h 40 Jeu : Les petits drôles.  
20 h Journal.

20 h 35 Variétés : Carnaval.  
Une émission préparée et présentée par un spécialiste du carnaval et du déguisement, Patrick Sébastien. Surprises !  
21 h 35 Le mardi de l'information : femme au Brésil.  
Magazine de la rédaction de TF 1 proposé par A. Desvignes.  
Dans le Nord-est du Brésil, il n'est pas tombé une goutte d'eau depuis six ans ! Deux millions de personnes margent des raves, des lézards ou des cacahouates les seigneurs du carnaval.  
22 h 30 Les Vieilles ont parcouru cette région où se développe la violence. Ce reportage sera suivi en seconde partie d'un débat puis d'un concert brésilien, avec des grands : Chico Buarque, Edu Lobo, Jao Bosco, Paulinho da Viola.  
23 h 35 Journal.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 ANTOPE.  
12 h Journal (et à 12 h 45).  
12 h 10 Jeu : l'Académie des neufs.  
13 h 35 Les amours romantiques.  
13 h 50 Aujourd'hui la vie.  
14 h 55 Série : Ordes de dames.  
15 h 45 Roprie : Alain Decaux, l'histoire en question. (diff. le 19 janvier.)  
17 h 35 Roprie.  
17 h 45 Roprie.  
18 h 30 C'est la vie.  
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19 h 15 Emissions régionales.  
19 h 40 Le théâtre de Boulevard.  
20 h Journal.  
20 h 35 Feuilleton : Faisiez de la Oréme.  
De J. Comos et S. Lorenzi, réal. M. Wya. Avec J.-F. Garraud, R. Avoine, S. Azar, C. Baudouin.  
Série épisode du grand feuilleton-roman de Stello Lorenzi, inspiré d'une histoire vraie tournée dans l'Inde. Chouchou, bégayeur, coupé de fusil dans la France du Directoire. Derrière la morale simple, une peinture passionnante d'une époque extraordinairement trouble.  
21 h 35 Apostrophes.  
Magazine littéraire de B. Fivet.  
Sur le thème : Femmes d'Inde. Sont invités : René-Jean Clou (Un amour interdit), Michelle Coquilhat (Qui sont-elles ?), Michèle Sarda (Regard sur les Françaises), Jacques Tournier (Jeanne de Lorraine, comtesse de Vervins), Henri Troyat (Marie Karpovna).  
22 h 50 Journal.  
23 h Ciné club (cycle France années 40) : le Capitaine Fracasse.  
Film français d'Abel Gance (1942), avec F. Gravey, A. Nois, V. Bory, A. Thost, J. Weber, M. Escande, R. Tournier (N.). (95 mn).  
Le style épique de Gance dans une adaptation du roman de Théophile Gautier dont les images rappellent les illustrations de Gustave Doré. Habiles truquages techniques pour les décors et duels en vers, façon Rostand, dans un cinématisme. Même si ce film fut mutilé pour l'exploitation, il a dix panache.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

17 h 35 Télévision régionale.  
Programmes autonomes des douze régions.  
19 h 55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.  
20 h 5 Les jeux.  
20 h 30 D'accord, pas d'accord.  
20 h 35 Vendredi : Georges Marchais.  
Magazine d'A. Campion.

Prévue d'abord le 13 janvier, l'émission a été reportée. Le secrétaire général du P.C.F., qui avait présenté le 17 janvier un rapport sur « les conditions de l'action pour le changement en 1984 », au comité central, répond aux questions de M. Maury (Soleil 8), G. Demoyen (France-Inter) et de notre collaborateur P. Jarron.  
21 h 50 Journal.  
22 h 10 Bleu outre-mer.  
Tahiti, « Vestiges américains à Bora-Bora » : Guyane, « Les Héritages à Cacao » ; Nouvelle-Calédonie, « La Vie des Méridiens ».  
22 h 55 Prélude à la nuit.  
Sonate n° 2 pour violon et piano, de M. Brahms, par A. Jodry (violin) et J. Kanner (piano).

## FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5 Dessin animé : du plomb dans la neige.  
17 h 10 Un regard d'arrière : les gens du voyage.  
17 h 35 Le monde à Paris : Les Américains à Paris.  
17 h 50 « Les Six de Bourgogne » : reportage chez J. Lamouille, restaurateur à Chagny.  
18 h 15 Devenir musicien.  
18 h 30 Ecoutez votre école : la recherche instrumentale.  
18 h 55 Dessin animé : G.R. et Julie.  
19 h Informations.  
19 h 15 Informations régionales.  
19 h 35 Feuilleton : Fortune.  
19 h 50 Vingt mille lieues sous les mers.  
Truquage vidéo d'après l'œuvre de Jules Verne.

## FRANCE-CULTURE

7 h 2 Matinales.  
8 h Les chemins de la connaissance : lire et écrire.  
R. Muzil : à 8 h 32, Schopenhauer et Kierkegaard ou les dynamismes du capitalisme.  
8 h 45 Écho au hasard.  
9 h 7 La musique des arts du spectacle.  
10 h 45 Le texte et la image : J. de Gravelaine (« la Solitude de l'écrit »).  
11 h 2 Musique : Perspectives du vingtième siècle : carte blanche à Harry Halbreich (et à 13 h 30 et 16 h).  
12 h 5 Agony.  
12 h 45 Panorama.  
14 h 1 Son.  
14 h 5 Un livre, des voix : Le Roman du Mississippi, de B. Pierre.  
14 h 47 Les septième de France-Culture : les inconnus de l'histoire : B. Grothuyen.  
18 h 30 Feuilleton : les Ethnologues.  
19 h Actualité magazine.  
19 h 30 Les grandes avenues de la science moderne : les poteaux indicateurs neurologiques.  
20 h Le Naufrage : avec des documents sonores enregistrés en pêche et à terre.  
21 h 30 Musique : Black and Blue, la mémoire africaine aux Etats-Unis.  
22 h 30 Nuits magiques.

## FRANCE-MUSIQUE

6 h à 6 h 15 Fréquences de nuit : à 2 h 15, Concert : Brahms, Chopin.  
6 h 20 Musique de chambre : Ravel, Bruch, Bax, Debussy.  
7 h 10 Concert, Mandelstam.  
7 h 45 Le concert de musique.  
8 h 12 Magazine.  
9 h 2 D'une œuvre à l'autre : Mozart, Beethoven, Purcell, Alkan, Varèse.  
12 h 30 Actualité lyrique.  
12 h 35 Jazz à 11 vous plaît.  
13 h Arts de recherche.  
13 h 30 Jeunes solistes : œuvres de Weber, Mozart, Donizetti, Poulenc, Roussel, par L. Berthomieu, chant, M. Berthomieu, piano.  
14 h 4 Equivalences.  
14 h 30 Les enfants d'Orphée.  
15 h L'après-midi des musiciens : « Toute la lyre » ou Victor Hugo musicien, œuvres de Donizetti, Berlioz, Verdi, Mendelssohn.  
17 h 5 Répères contemporains : Y. Prin.  
18 h L'inspiration.  
19 h 5 Concert : Œuvres de Monteverdi, Gabrieli, Grandi, Corelli, par la Compagnie musicale de Berlin.  
20 h Concert (en direct de Stuttgart) : Symphonie n° 9 de Mahler, par l'Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart, dir. G. Berini.  
22 h 15 Fréquences de nuit : Musique de la Révolution.

## TRIBUNES ET DÉBATS

## JEUDI 19 JANVIER

- M. Yves Gattaz, président du CNPF, est l'invité de l'émission « Le téléphone sonne », sur France-Inter, à 19 h 20.

## VENDREDI 20 JANVIER

- M. Marcel Debarge, secrétaire national du Parti socialiste, est invité à l'émission « Plaidoyer » sur RMC, à 8 h 15.  
- M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement, est reçu sur France-Inter, de 6 heures à 8 h 45.

هذامن الامل



# ENVIRONNEMENT

## Menace sur les oiseaux de terre Adélie

Des îlots rochers pulvérisés à l'explosif sur fond de banquise, des cadavres de jeunes manchots entassés sur le rocher : les photos et les films diffusés ces derniers jours par le mouvement écologiste Greenpeace font froid dans le dos. C'est leur but. Voilà, en effet, plus d'un an, que diverses associations de protection de la nature sont en action contre la menace qui pèse sur les oiseaux de terre Adélie avec le projet de piste d'aviation sur l'archipel de Pointe-Géologie, destinée à desservir la base de recherches scientifiques Dumont-d'Urville.

« Ce n'est pas seulement une piste, affirme M. Jacky Bonnamy, animateur de Greenpeace France, c'est une véritable base aérienne qui se prépare avec ses hangars et ses équipements de radionavigation. » Toujours selon Greenpeace, le devis initial des travaux, évalué à 74 millions de francs, est aujourd'hui estimé à 300 ou 400 millions, étant données les difficultés techniques rencontrées.

La direction du musée d'histoire naturelle, M. Jean Dorst, est venu en renfort pour dénoncer les dangers du chantier. Dans une déclaration écrite, il précise que « l'archipel de Pointe-Géologie constitue un ensemble unique sur toute la côte de la terre Adélie fait partie », et que c'est justement en raison de sa richesse ornithologique (manchots empereurs, manchots Adélie, pétrels, fulmars, albatros, darters du Cap, etc.) que la base française avait choisi son implantation. « Ces communautés biologiques ont de très fortes chances d'être ruinées à tout jamais par le projet actuel », note M. Dorst, qui demande, avant la continuation des travaux, « une étude d'impact objective et sérieuse ».

Le représentant de la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) s'est déclaré prêt à attaquer le projet de piste devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion pour contravention à la loi de 1976 sur la protection des oiseaux, valable sur tout le territoire français, y compris les terres australes et antarctiques françaises. Quant aux porte-parole de la Fédération française des sociétés de protection de la nature (FFSPN), ils ont dénoncé une politique qui va à l'encontre des traités internationaux (traité de 1959 sur l'Antarctique) et même de la politique française puisque, dès 1924, un parc national avait été créé en terre Adélie pour la sauvegarde du patrimoine naturel.

Les anciens « hivernants » de la base, et surtout M. Paul-Emile Victor, ont, en revanche, plaidé pour la construction de la piste, « seule solution actuellement réalisable avec les moyens financiers dont on dispose ». M. Paul-Emile Victor a reconnu que, de prime abord, il avait été hostile au projet, mais que, faute de mieux (la construction et l'armement d'un bateau polaire coûtant très cher, sans pour autant permettre un allongement des campagnes de recherches scientifiques, souvent limitées à un mois et demi actuellement), il s'était rallié à la piste en disant, « pratiquement en toute saison », et par des appareils de l'armée française.

Greenpeace propose que la France fasse construire un navire polaire, doté d'une plate-forme pour hélicoptères, faisant ainsi d'une pierre deux coups : une grosse commande pour les chantiers navals et pas d'atteinte irréversible à la zone de pointe des manchots empereurs.

R.C.

## M. MITTERRAND ET LA RÉNOVATION DES GRANDS ENSEMBLES

### « Une des actions les plus importantes que j'aurai à mener »

L'amélioration des grands ensembles les plus défectueux est « l'une des actions les plus importantes que j'aurai à mener tant que j'aurai la charge des affaires publiques », a déclaré M. François Mitterrand, le mercredi 18 janvier à Creil (Oise). Le Président de la République a pris connaissance, pendant une heure, des projets à l'étude pour vingt-deux quartiers prioritaires, et notamment pour trois villes où il s'est rendu l'été dernier : le quartier des 4 000 à La Courneuve (Seine-Saint-Denis), la ZUP des Minquettes à Vénissieux (Rhône), où trois tours ont été dé-

molies, et celle de Montchovet à Saint-Etienne.

Une centaine d'architectes et d'urbanistes participaient à la première rencontre nationale organisée par la Commission pour le développement social des quartiers, que préside M. Rodolphe Pécès, maire socialiste de Valenciennes. Le Président de la République était accompagné par M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme et du logement, qui a visité, il y a quelques jours, la banlieue sud de Paris (le Monde du 17 janvier) et qui doit annoncer aux élus des villes concernées, ce jeudi 19 janvier, la création d'un fonds d'intervention doté de quelque 200 millions de francs pour les quartiers déshérités, « où se posent à la fois tous les problèmes ».

M. Mitterrand a insisté sur le rôle des pouvoirs publics et des élus locaux pour aider « les meneurs, les inspirateurs et les artisans » de cette action. « Reconstruire la ville, c'est la rendre habitable, y créer toutes les chances de bonheur, d'équilibre et d'épanouissement personnel ».

● **Coût du pompage du « Tuto »**. — En réponse à une question écrite de M. Pierre-Christian Taittinger, sénateur (RI) de Paris, parue au Journal officiel du 12 janvier, le secrétaire d'Etat à la mer indique que « le coût définitif du marché passé avec la société Comex pour les opérations de pompage de la carapace d'hydrocarbures restée dans les citernes de la partie avant du pétrolier malgache Tanko, après son naufrage à 30 kilomètres au nord de l'île de Batz, s'est élevé à la somme de 261 946 430,36 F ».

## SPORTS

● **Le championnat de France de ski de fond**. — Dominique Locatelli a gagné son deuxième titre national de ski de fond, mercredi 18 janvier, à Autrans (Isère), en remportant la course de 30 kilomètres. Marie-Christine Subot a enlevé son seizième titre national dans l'épreuve des 10 kilomètres.

● **Les Coupes européennes de basket-ball**. — L'équipe de Lituanie a été battue, mercredi 18 janvier, par l'équipe de Sarajevo en Yougoslavie par 94 points à 96 à l'occasion du quatrième tour de la phase finale de la Coupe d'Europe des clubs champions.

En Coupe Korac, Antibes s'est imposée à Londres contre l'équipe du Crystal Palace par 75 points à 68 au terme d'un match comptant pour les quarts de finale (poule A). Saragosse (Espagne) a battu Tours par 88 points à 87 (poule B). Orthez s'est imposée à Varese (Italie) par 92 points à 82 (poule C). Belgrade (Yougoslavie) a battu Le Mans par 93 points à 84 (poule D).

● **Le rallye Paris-Alger-Dakar**. — Le Belge Gaston Rahier (BMW), champion du monde de moto-cross, a consolidé sa première place au classement général de la catégorie des motos, mercredi 18 janvier, au terme de la seizième étape (Sénégal) du rallye Paris-Alger-Dakar. Il devance, désormais, le Français Hubert Auriol, également sur BMW, de 16 minutes 30 secondes. Dans la catégorie des autos, l'équipage Meigs-Lemoine (Porsche) est toujours en tête avec 2 heures et 9 minutes d'avance sur Zanardi-Da Silva (Range Rover).

## Naissances

— Catherine BESSONNET et Jean-Paul LEVY sont heureux d'annoncer la naissance de

Juliette,

le 2 janvier 1984.

— M. Jacques BORDELAIS et M<sup>me</sup> née Séphane Bès de Berc, ainsi que Lucie, ont la joie d'annoncer la naissance de

Célestine,

le 16 janvier 1984.

9, rue Lalo, 75116 Paris.

## Décès

— L'Association des amis de Maurice Bellonte, Le Comité du souvenir Nungesser et Coli, L'Académie de France, Les Vieilles Tigres, Les Vieilles Racines, Les Altes brisées,

L'Association nationale des résistants de l'air, L'Association des professionnels navigants de l'aviation, L'Association aéronautique du TOMATO,

La Fédération nationale aéronautique, L'Amicale des anciens d'Air France, L'Académie de l'air et de l'espace, ont la douleur de faire part du décès survenu à Paris, le 14 janvier 1984, du célèbre aviateur

Maurice BELLONTE, ingénieur général honoraire de la navigation aérienne, grand-croix de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, routier de la Résistance, membre d'honneur des associations aéronautiques ci-dessus.

Ses obsèques seront célébrées le vendredi 20 janvier 1984, à 10 h 45, en l'église Saint-Louis des Invalides, Paris-7.

9, avenue Paul-Adam, 75017 Paris.

— Le président Roland Nungesser Et les membres du conseil de Carrefour du gaullisme, ont la douleur de faire part du décès de

Maurice BELLONTE, pionnier de la traversée aérienne de l'Atlantique-Nord, grand-croix de la Légion d'honneur, membre du conseil de Carrefour du gaullisme.

Ses obsèques solennelles seront célébrées le vendredi 20 janvier 1984, à 10 h 45, en l'église Saint-Louis des Invalides, Paris-7.

21, boulevard Saint-Germain, 75005 Paris.

— M<sup>me</sup> Alice Boujenah, M<sup>me</sup> Robert-Félix Boujenah et ses enfants, Le docteur André Boujenah et ses enfants, Le docteur Emile Sala et M<sup>me</sup> et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> George Boujenah et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Joseph Aidan et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Elie Maruani et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> James Tubiana et leurs enfants,

Ainsi que les familles parentes et alliées : Boujenah, Benady, Slama, Temim, Bedossa, Hagege et Debache, ont la douleur de faire part du décès de leur cher et regretté époux, père, grand-père et frère,

Joseph BOUJENAH,

survenu le 19 janvier 1984.

Les obsèques auront lieu vendredi 20 janvier 1984.

Réunion porte principale du cimetière parisien de Pantin, à 14 h 30.

7, avenue de la Dame-Blanche, 94120 Fontenay-sous-Bois.

— Nous apprenons le décès, survenu mercredi 18 janvier, du

contre-amiral Jean CORNUAULT,

dont les obsèques auront lieu vendredi 20 janvier, à 12 heures, en l'église des Portes-en-Ré (Charente-Maritime).

Né le 1<sup>er</sup> janvier 1908 à Paris et ancien élève de Navale, Jean Cornuault, après avoir servi notamment en Indochine et en Algérie, est en 1962 à l'état-major des forces navales alliées à Naples. Il commande l'escadron d'escorte « Duperré » en 1965 et, après plusieurs postes notamment à l'état-major de la marine à Paris, il est, comme contre-amiral, adjoint au préfet maritime de la 1<sup>re</sup> région maritime (Orléans) en 1981.

Durant le passage des généraux hostiles au général de Gaulle en avril 1960, le contre-amiral Cornuault reste fidèle au gouvernement depuis son FC de Mars-la-Tour, en Algérie, où, sous les ordres de l'amiral Guérille, il accueille l'envoyé spécial du président de la République, M. Louis Joux, alors ministre d'Etat chargé des affaires algériennes, venu se rendre compte de la situation et donner des consignes aux troupes loyalistes.

En novembre 1981, le contre-amiral Cornuault prend le commandement de l'arrondissement maritime de La Pallice.

— Nous apprenons le décès de

M. Marc FAVAS, conseiller général du canton de Vincennes-Fontenay-Nord, survenu le 18 janvier, à l'hôpital de la Salpêtrière à Paris.

Né en 1948 en Algérie, M. Favas avait été élu conseiller général en avril 1980, à l'occasion d'une élection partielle, et réélu aux cantonales de mars 1982. Président du CNP du Val-de-Marne, M. Favas était conseiller municipal de Fontenay-sous-Bois.

## RÉGIONS

### CORRESPONDANCE

#### La préparation du contrat de plan en Bourgogne

Après l'article qui analysait les procédures des contrats de plan entre l'Etat et les régions (le Monde du 24 décembre) et qui relevait le retard enregistré dans certaines régions, M. Frédéric Lescure, président (U.D.F.) du conseil régional de Bourgogne, nous apporte les précisions suivantes :

1) Depuis le comité interministériel du 18 avril 1983, l'Etat s'est accordé globalement six mois pour répondre à nos propositions, alors que notre région, constamment pressée par des délais qui s'imposaient à elle, ne disposait en tout que de deux mois pour étudier les contre-propositions de l'Etat. Il ne s'agit pas là d'une coopération très équilibrée.

2) Sans doute la notion de « contrat de plan » est-elle positive. Encore convient-il de s'interroger :

- Sur les limites de l'initiative régionale (les mandats de négociation donnés aux préfets de région) ;
- Sur les « idées régionales » que l'on retrouvera partout en France parce qu'elles ont été en réalité mises en avant par les ministères

(on peut prendre l'exemple des conventions Etat-région en matière culturelle, où l'on retrouve partout les mêmes rubriques) ;

— Sur la portée des aides réellement supplémentaires apportées ainsi aux régions par l'Etat (beaucoup de contrats reprennent des aides habituelles de l'Etat) ;

— Sur des cofinancements obtenus ainsi des régions dans des secteurs de compétence dévolus par la loi à l'Etat (enseignement supérieur notamment) ;

3) Enfin, nous considérons qu'il ne peut y avoir de contrat de plan sans un plan national. Depuis plusieurs mois, nous posons à l'Etat des questions précises :

- Quel avenir prévisible pour l'exploitation charbonnière du bassin de Blanzy ?
- Comment le gouvernement envisage-t-il de réaliser la liaison Saône-Rhin (réseau navigable à grand gabarit) ?
- Les activités de recherche seront-elles maintenues et développées en Bourgogne par le CNRS ?

# LE CARNET DU Monde

— Le Groupement français des amis du Technion de Haïfa, a le grand regret de faire part du décès de son président d'honneur,

le professeur Alfred KASTLER, prix Nobel de physique, docteur honoris causa du Technion.

GFAT 10, rue Vercingétoris, 75014 Paris.

— M. Daniel Vandeventer, Coralie, Muriel, Clément et Ariane, M. et M<sup>me</sup> Jean de Bousquet de Florian,

M. Alain de Bousquet de Florian et leurs enfants, M. Eric de Bousquet de Florian, M. et M<sup>me</sup> Yves Savale et leurs enfants,

M<sup>me</sup> Marie Jo Loiseau, M. et M<sup>me</sup> Bernard Vandeventer et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Christian Vandeventer et leurs enfants,

M. et M<sup>me</sup> Thierry Vandeventer et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Daniel Marguerat et leurs enfants,

M. et M<sup>me</sup> François Vandeventer et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Patrick Verdel et leurs enfants,

M. et M<sup>me</sup> Pierre Vandeventer et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Guy Amino et leurs enfants, font part du décès de

M<sup>me</sup> Daniel VANDEVENTER, née Pascalle de Bousquet de Florian,

rappelée à Dieu, le 16 janvier 1984, dans sa quarante-cinquième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 21 janvier 1984, à 10 heures pré-

cises, en l'église réformée du Saint-Esprit, 5, rue Roquépine, 75008 Paris, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité de la famille.

Dieu, mon berger, me conduis et (me garde, j'entends sa voix et vers lui je (regarde, (Psaume 23.)

17, rue Duchesnay, 92500 Asnières, Les Ramiers-les-Lales, 14110 Condé-sur-Noireau.

Cet avis tient lieu de faire-part.

## Remerciements

— M<sup>me</sup> Philippe de Bussy, Ses filles, Et toute la famille, dans l'impossibilité de répondre individuellement aux nombreux témoignages de sympathie et d'affection qu'elles ont reçus à l'occasion du décès de

M. Philippe de BUSSY,

prient tous ceux qui se sont associés à leur douleur de trouver ici l'expression de leurs remerciements et de leur reconnaissance.

## Avis de messes

— Vendredi 20 janvier, à 18 heures, en la chapelle des Frères Jésumites, 42, rue de Grenelle, une messe sera célébrée pour le repos de l'âme de

M. Jacques GANEM,

décédé le 22 novembre 1983.

De la part de M. et M<sup>me</sup> Alain Beltran, M. et M<sup>me</sup> Jean Ganem Et de leur famille.

## nouveau drouot

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot - 75009 Paris

Téléphone : 246-17-11 - Téléc : Drouot 842280

Informations téléphoniques permanentes : 770-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures sauf indications particulières

LUNDI 23 JANVIER (exposition le samedi 21)

S. 2 - Atelier Bourdon Goussier. - M<sup>re</sup> CORNETTE DE SAINT-CYR.  
S. 9 - Objets d'art et d'ameublement. - M<sup>re</sup> PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER  
S. 11 - Tableaux, bibelots, meubles. - M<sup>re</sup> LANGLADE  
S. 14 - Bons meubles et objets mobiliers. - M<sup>re</sup> ADER, PICARD, TAJAN.

LUNDI 23, MARDI 24 JANVIER (exposition le samedi 21)

S. 16 - Collection de M. X... Importante réunion de bronzes, médaillons, plaquettes et très bel ensemble de bustes, statuettes et groupes, statuettes équestres. - M<sup>re</sup> ADER, PICARD, TAJAN.

MARDI 24 JANVIER (exposition le lundi 23)

S. 3 - Monnaies, bijoux, argenterie. - M<sup>re</sup> GROS, DELETTREZ

MERCREDI 25 JANVIER (exposition le mardi 24)

S. 1 - Tableaux, bibelots, objets d'art. - M<sup>re</sup> MILLON, JUTHEAU.  
S. 2 - Dessins, bibelots, meubles. - M<sup>re</sup> BOISGIRARD, de HEECKEREN.  
S. 4 - Ensemble de 1000 cadres du début du siècle. - M<sup>re</sup> CORNETTE DE SAINT-CYR.  
S. 12 - Importante collection de objets en verre et porcelaine, obj. mob., tabl. - M<sup>re</sup> OGER, DUMONT.  
S. 14 - Après décès S... et appart. à divers, grav., tabl. 19<sup>e</sup>, bib., obj. mob., meubl. anc. et de style. - M<sup>re</sup> AUDAP, GODEAU, SOLANET.  
S. 10 - Bons meubles et objets mobiliers. M<sup>re</sup> ADER, PICARD, TAJAN.

JEUDI 26, VENDREDI 27 JANVIER (exposition le mercredi 25)

S. 5 - Livres anciens et modernes. - M<sup>re</sup> CORNETTE DE SAINT-CYR.  
S. 11 - Tableaux, bijoux, meubl., bibelots. - M<sup>re</sup> CHARBONNEAUX.  
S. 13 - Tableaux, bijoux, obj. mob., meubles anciens et de style. M<sup>re</sup> AUDAP, GODEAU, SOLANET.  
S. 15 - Fourrures, meubles. - M<sup>re</sup> BONDU.

SAMEDI 28 JANVIER (exposition le vendredi 27)

S. 1 - A 16 heures : Tapis caucasiens. - M<sup>re</sup> CORNETTE DE SAINT-CYR.

## ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favert (75002) - 261-80-07.  
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009) - 770-87-88.  
BOISGIRARD, de HEECKEREN, 2, rue de Provence (75009) - 770-81-38.  
J.-Ph. et D. BONDU, 17, rue Drouot (75009) - 770-36-15.  
Catherine CHARBONNEAUX, 134, Faubourg-Saint-Honoré (75008) - 358-88-88.  
CORNETTE DE SAINT-CYR, 24, avenue George-V (75008) - 720-15-94.  
GROS, DELETTREZ, 22, rue Drouot (75009) - 770-83-04.  
LANGLADE, 12, rue Descombres (75017) - 227-00-91.  
MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009) - 246-46-44.  
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009) - 246-96-95.  
PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER, 16, rue de la Grange-Batelière (75009) - 770-88-38.

# FRED'SOLDDES

DU 5 AU 21 JANVIER. MAROQUINERIE. BAGAGES. CADEAUX.



Royale de FRED, maroquinerie, bagages, cadeaux, 6, rue Royale Paris 8<sup>e</sup>. Tél. 260.30.65







# économie

## LES RESTRUCTURATIONS INDUSTRIELLES

### Le PC fige le jeu

Dans la « période difficile » qui s'ouvre pour la gauche, selon l'expression de M. Georges Marchais, chacun cherche à se placer. Le rapport qu'a présenté le secrétaire général du PCF au comité central de son parti (16 janvier) justifie, au total, l'attitude de ceux des communistes qui critiquent la politique de restructuration industrielle que va mener le gouvernement.

Du côté socialiste comme à l'Elysée, le comportement des communistes est, en quelque sorte, banalisé. C'est, dit-on, ce qu'on peut normalement attendre de la composante minoritaire d'une majorité. C'est aussi celui auquel le P.C.F. a habitué ses partisans depuis deux ans et demi. Sa participation au gouvernement n'est pas remise en cause, mais son refus de s'engager davantage dans les décisions prises, demeure, lui aussi, tout aussi ferme.

Ces deux visages de la politique communiste ont été illustrés par la concomitance entre la réunion du comité central, présentée comme « tendue », et le silence des ministres membres du parti après les déclarations de M. François Mitterrand et Pierre Mauroy, mercredi, au conseil des ministres. D'un côté, on s'inscrit en faux contre l'action gouvernementale elle-même que contre les analyses qui l'inspirent ; de l'autre, on prend acte des choix faits.

L'entreprise de mutation industrielle à laquelle se prépare le gouvernement comprend un versant négatif — la suppression d'emplois — et un versant positif — les investissements et la formation. Le soul des communistes, par rapport à leur participation au gouvernement, est que leur responsabilité, dans la me-

sure où elle est impliquée de fait, soit répartie avantageusement entre ces deux versants. Le titulaire au gouvernement du secteur de l'emploi est un communiste, M. Jack Ralho, qui a toutes les chances d'être le ministre des mauvaises nouvelles. Le ministre de la formation professionnelle, M. Marcel Rigout, sera-t-il mieux loti ?

Le débat porte sur la place de la formation professionnelle dans le processus des conversions. A-t-elle pour seule fonction d'amortir le choc des suppressions d'emplois ou sera-t-elle mise au premier rang des mesures imposées aux entreprises qui réduiront leur personnel ? M. Rigout plaide pour que ces dernières soient incitées à prendre en charge, avec l'Etat et les régions, la formation de leurs employés aux techniques nouvelles ou aux emplois de substitution qui pourraient être créés dans la région. Réduire la durée du travail et libérer du temps pour la formation lui paraît préférable à une pure et simple cessation d'activité, la formation ne venant alors qu'occuper un loisir forcé.

Cette thèse se heurte aux préoccupations d'autres membres du gouvernement, particulièrement du ministre de l'Industrie, qui souhaitent que les suppressions d'emplois assurent aux entreprises un véritable allègement de leurs charges, la possibilité de réajuster leur trésorerie, voire de dégrader des sommes pour des investissements nouveaux.

La commission du PCF, si l'on s'en tient, du moins, au rapport de M. Marchais, n'a pas pris en charge ces négociations internes au gouvernement. Il peut, certes, passer sur elles, mais il a,

### La pédagogie « coup de poing » de M. Maire est mise en cause au sein de la CFDT

En sortant de l'Elysée, le 18 janvier au soir, après son entretien avec M. François Mitterrand, M. Edmond Maire a émis toute déclaration optimiste comme il y a un an lorsqu'il avait évoqué la nécessité d'un deuxième plan de rigueur, ce qui avait provoqué un beau tollé à gauche. Il s'est en revanche efforcé de rajuster le tir, après les polémiques de ces derniers jours avec le gouvernement, le PS, le PC et la CGT, en soulignant le caractère très positif de son entrevue. Au président de la République, il a assuré de nouveau qu'il ne cherchait pas à remettre en cause l'équilibre politique de la majorité. Il s'est félicité du changement de méthode du gouvernement pour mener à bien les restructurations industrielles en lui conseillant de « ne pas aller à marche forcée » et de prendre mieux en compte la justice sociale.

La question se pose naturellement de savoir si cette plus grande retenue dans le langage est due ou non à des problèmes internes à la CFDT. Dans les milieux socialistes comme dans certains ministères, on affirme que la direction de la CFDT — la commission exécutive — a été profondément divisée sur l'affaire Talbot, le syndicat de Poissy ayant été en quelque sorte phagocyté par la Ligue communiste révolutionnaire (LCR). Indéniablement, la LCR a joué un rôle dans le conflit — même si cela ne suffit pas à expliquer toutes les positions de la CFDT — et ses militants se flattent que leur slogan « zéro licenciement » ait été repris. L'opposition interne, bien que marginale et ne regroupant pas que des militants de la LCR, a joué sa partie. Mais il n'est pas sûr qu'elle en tire un grand bénéfice. Ainsi la publication d'un encart publicitaire dans le Monde du 5 janvier sur « les enjeux Talbot » signé par certains responsables de « Pour une autre démocratie syndicale » a entraîné une vive réaction du bureau national de la centrale jugeant ce texte « inacceptable » : « Il s'agit là d'un travail de sape qui affaiblit la position syndicale et compromet les conditions de réussite de l'action ».

S'il y a apparemment moins de réactions négatives de la base sur les positions de la Confédération dans le conflit Talbot que lors des déclarations de M. Maire, il y a un an sur la rigueur (le Monde du 19 février 1983), il n'en demeure pas moins que la commission exécutive a été le centre de débats animés. Le jeu n'est pas nouveau d'opposer les uns aux autres les tempéraments des dirigeants cédétistes, la pédagogie « coup de poing » du secrétaire général, l'approche plus concrète et moins intellectualisée de M. Jacques Chérèque, secrétaire général adjoint, et la méthode douce de M. Jean Krasucki, président adjoint comme le dauphin de M. Maire. Alors divisions ? « Phantasmes », répond un secrétaire national qui stigmatise « les discours politiques d'intellectuels de salon » en s'appuyant sur les débats du B.A. d'une organisation démocratique.

### Contestation à la base pour la C.G.T.

Des réactions du même ordre ont été observées sur les déclarations de M. Maire au *Nouvel Observateur* indiquant que si « le langage de Krasucki » était au pouvoir il n'aurait le choix qu'entre la clandestinité et l'hôpital psychiatrique. Certains dirigeants ont jugé que la pédagogie « coup de poing » était un peu forte. La aussi M. Maire a dû légèrement corriger le tir. Une fois encore ce sont donc surtout les méthodes de gouvernement de M. Maire qui sont en débat, ce qui ne compromet pas la ligne — y compris sur les restructurations — et ne menace pas le secrétaire général. A quelques jours du conseil national qui doit s'ouvrir le 25 janvier — et qui rendra mieux compte des réactions de la base — un secrétaire national résume la situation par cette image : « Quand dans une voiture on est à côté du conducteur et qu'il dépasse la ligne blanche, on lui dit stop, attention, mais on se garde d'arrêter la voiture et de prendre la place du conducteur ».

La difficulté pour la CFDT va être de gérer maintenant sur le plan interne l'« effet Talbot » alors même que bon nombre de ses militants sont encore sous le choc du mauvais score des élections à la Sécurité sociale, échec suivi de reculs électoraux notamment au profit de FO dans plusieurs élections professionnelles. A cet égard, la CGT se trouve dans une situation voisine. On parle beaucoup d'un clivage au sein du bureau confédéral entre M. Henri Krasucki et M. Louis Vianet, responsable de l'action revendicative, qui, également membre du bureau politique du Parti communiste, serait partisan d'une plus grande indépendance et donc d'une plus grande fermeté à l'égard du gouvernement. Aucun indice n'est cependant encore venu étayer l'existence de ce différend dans l'appareil, même s'il y a plus que des nuances entre les deux dirigeants (le Monde du 10 janvier) sur la tactique revendicative. Dans la plupart des prises de position importantes sur l'affaire Talbot, M. Krasucki a mis en avant l'unité du bureau confédéral en faisant par exemple s'exprimer à ses côtés M. Gérard Gaumé, également membre du comité directeur du PS.

Mais il semble qu'à la base, l'affaire Talbot a fait plus que des vagues dans la CGT. Le ralliement implicite au plan de licenciements a provoqué des remous, une telle orientation paraissant incompatible avec les positions traditionnelles de la centrale. C'est dans les secteurs, qui vont être l'objet de restructurations que cette déception, voire cet écoulement, a prévalu, notamment dans la sidérurgie et dans les chantiers navals, des syndi-

qués de La Seyne ayant même publié un message sur le thème « Soutenons la lutte des travailleurs de Talbot contre les licenciements ». L'image à la télévision de M. Nora Tréhel sifflée, les divisions CGT-CFDT, ont été mal reçues. Quinze membres de la commission exécutive du syndicat CGT de Renault-Sandouville (parmi lesquels deux militants de la LCR et plusieurs sympathisants ou membres du PC) viennent d'adresser au comité confédéral national et à la Vie ouvrière — en vue de l'ouverture immédiate d'un débat — dans l'organe confédéral — un appel « désapprouvant » les positions de M. Krasucki : « Nous reprenons à notre compte la revendication des grévistes de Talbot, « zéro licenciement », ils n'ont rien d'« extrémistes irresponsables », mais se battent pour le maintien de leur emploi. [...] A l'opposé d'un soutien à l'accord PS-CG, gouvernement, qui autorise 1 905 licenciements et qui s'est fait dans le dos des syndicats, la CGT doit reprendre la volonté des travailleurs : que le gouvernement mis en place par le vote du 10 mai 1981 interdise les licenciements et ne laisse pas la famille Peugeot dicter sa loi. Ils demandent les treize heures et la nationalisation de Peugeot ». Selon ces « contestataires », la Fédération de la sidérurgie se sera déjà tenue au point d'envoyer immédiatement un représentant sur place.

M. Krasucki a certainement senti la difficulté aiguë de la situation, comme le PC à l'occasion de son comité central. Lors de son entrevue — « tendue » dit-on — avec le premier ministre, le 9 janvier, il a signifié clairement son opposition à une restructuration partant du postulat des sureffectifs. La position nette de refus des licenciements a été exprimée tant dans les chantiers navals, les charbonnages, que dans les sidérurgies. La CGT hésitera à deux fois avant de se comporter comme chez Talbot. D'abord parce que, comme le PC, elle est opposée à la logique industrielle qui préside à la restructuration, la part faite aux demandes du patronat étant jugée trop belle. Ensuite, parce que les dégâts provoqués à la base par l'affaire Talbot risquent d'être sérieux dans une confédération déjà affaiblie par l'érosion des effectifs. Enfin, parce que, en restructurant les mines, la sidérurgie, les chantiers navals, l'automobile, le gouvernement s'attaque à ses propres bases, ce qui est pour elle proprement insupportable. Question de survie. Pour M. Krasucki, Talbot pourrait devenir aussi un « contre-exemple ». La CGT ne veut plus — elle ne peut plus — s'y laisser prendre.

MICHEL NOBLECOURT.

### M. Maire chez M. Mitterrand

### « LE TEMPS DES METHODES A LA TALBOT EST REVOLU »

« Une très bonne discussion. C'est ainsi que M. Edmond Maire a qualifié, le 18 janvier, l'entretien de plus d'une heure qu'il a eu avec M. François Mitterrand. Le secrétaire général de la CFDT a souligné que « le président de la République avait la volonté de voir les organisations syndicales discuter, non seulement des problèmes sociaux, mais aussi d'exprimer leur point de vue sur les problèmes industriels et économiques ».

M. Maire a fait remarquer à propos des mutations industrielles : « Il est important de ne pas attendre davantage avant de mettre toutes les cartes sur la table, avant de discuter des orientations et de faire des concertations ».

Il s'est réjoui d'entendre le président manifester sa volonté d'organiser le « dialogue » avec les organisations syndicales. Evoquant le processus de négociations qui devrait s'engager à partir de la fin janvier entre le gouvernement et les partenaires sociaux, M. Maire a souligné que « cela suppose une attitude ouverte de discussion et le temps nécessaire pour régler, dans les meilleures conditions possibles, les problèmes difficiles ». Le dirigeant de la CFDT a ainsi répété qu'il fallait « faire attention à ne pas aller à marche forcée pour régler les problèmes » et a dit « s'certitude » que « le temps des méthodes à la Talbot est revolu ». Il a demandé qu'une « grande attention » soit accordée aux problèmes de l'emploi, mais aussi à la justice sociale. M. Maire a fait part de ses préoccupations quant au pouvoir d'achat des chômeurs, des salariés et des retraités, afin de garantir aux catégories les plus défavorisées un pouvoir d'achat moyen tenant compte de l'évolution des prix.

### MARCHÉ AGITÉ SUR LE DOLLAR : 8,56 F

Après un vive remous du mercredi 18 janvier (8,61 F), qui faisait suite à un vif repli (8,52 F) contre 8,66 F à la veille du week-end, le cours du dollar a fléchi à nouveau, jeudi 19 janvier, revenant à 8,56 F. Les échanges, au sein des marchés, ont été assez ordonnés.

Le 19 janvier, le dollar a coté 2,7775 DM contre 2,8150 DM le 18 janvier. Le 20 janvier, le dollar a coté 2,8350 DM le 19 janvier. Ces fluctuations sont dues aux hésitations des opérateurs, qui s'interrogent sur l'orientation future des taux d'intérêt américains. Le franc français a dû être

soutenu modérément par le Banque de France vis-à-vis du deutschemark, dont le cours a été stabilisé à 3,96 F ; à l'étranger, les rumeurs de départ de M. Jacques Delors, susceptible de coïncider la fin sociale aux élections européennes, commencent à inquiéter.

## ANNONCES CLASSEES

### L'immobilier

**locations non meublées offres**

**Paris**

Les Particuliers ont des LOGEMENTS A LOUER. Nombreuses LOCATIONS. Garanties des locataires. OFFICE DES LOCATAIRES. Téléphone : 296-58-46.

**locations non meublées demandes**

**Paris**

Pour Cadrès et personnel IMPORTANTE ENTREPRISE NATIONALE recherche divers appartements 2 à 5 pièces. Villiers Paris Fédérale. 804-01-34, porte 16.

**Région parisienne**

Etude cherche pour CADRES villas, pav. des bord. Loyer garanti. 10.000 F. 253-67-02.

**locations meublées demandes**

**Paris**

SERVICE AMBASSADE pour cadres et cadres. Loyer garanti. 256-11-03.

**viagers**

Libre 2 p., 2 ch., M. Jules. 108.000 cpt + 1.850 francs. Fina 81 ans. CRUZ 8, rue la Bédole. 286-10-00.

**immobilier information**

ANCIENS, NEUFS DU STUDIO AU PRÉCIS. SÉLECTION GRATUITE PAR ORDINATEUR. Appeler ou écrire : Centres d'information FNAIM de Paris - Ile-de-France LA MAISON DE L'IMMOBILIER 27 bis, avenue de Villiers 75017 PARIS - 227-44-44.

**pavillons**

**PAVILLONS**

JURUPA - 120 KM DE PARIS. SÉLECTION GRATUITE PAR ORDINATEUR.

Appeler ou écrire : Centres d'information FNAIM de Paris - Ile-de-France LA MAISON DE L'IMMOBILIER 27 bis, avenue de Villiers 75017 PARIS - 227-44-44.

**villas**

**30 KM PARIS**

Autor. A.B. gare S.N.C.F., superbe villa, vaste séjour, cheminée, 4 chambres, 2 ch. vue imprenable. 1/5 SEINE, terr. env. 1.200 m², clos mur. 1.200.000. 253-67-02.

**A.C.E.**

**bureaux**

**Locations**

JE RECHERCHE dans 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup> LOCAUX, 180 à 200 m². CESSON POSSIBLE. Offre. 287-34-51.

**VOUSRE SIÈGE SOCIAL**

Constructions de sociétés et de services. 285-17-50.

**locaux commerciaux**

**Ventes**

**PANTHÉON**

Imm. 73, local commercial en répit. 270 m² environ. PRIX 800.000 F. A saisir : 634-13-18.

**fonds de commerce**

**Ventes**

Vds centre grande ville (AUXERRE) CAUSE DÉPART. AFFAIRE DE COIFFURE ET D'ESTHÉTIQUE. 100 m². 14.000 F. C.L.L. 74. 170 32-4-23.

**terrains**

Vende Montagne bourgeoise terrain 14.000 m². 35.000 F. C.L.L. 74. 170 32-4-23.

**termettes**

**100 % CRÉDIT**

A 190 KM DE PARIS. PERMETTE 4 P., bns, v.v. dépendances sur 500 m². PRIX : 155.000 F. THYRAULT 89170 St-Fargeau. 16 (08) 74-08-12 ou 20 h. 1984 31-12-83.

**TRADE WINDS**

**Cat Cay**

Maison dans une île à 60 miles à l'est de Ft. Lauderdale. Isolée au milieu d'un paysage tropical dans cette île de haut standing appartenant à des particuliers, une splendide maison de neuf pièces construite dans la charmante tradition du style français de La Nouvelle-Orléans. Dominant 450 pieds sur la mer, l'architecture et les eaux du Gulf Stream, ce décor privilégié comporte une piscine luxueuse avec un hôtel et un belvédère, un terrain de tennis éclairé et une plage privée pour les bains de mer. A proximité du fameux Cat Cay Club, avec ses magnifiques installations de restaurant, de golf, de tennis et de loisirs.

5975.000 - Brochure LM 9-20.

**SOTHEBY'S INTERNATIONAL REALTY**

155, Worth Avenue, Palm Beach, Florida 33480. Téléphone : 305/659-3555.

**SOLOGNE**

A VENDRE

BONS TERRENS DE CHASSE de superficie variable avec ou sans forage et bâtiment. Ec. n° 202.089 à AGENCE HAVAS, S.P. 1819 45000 ORLÉANS CEDEX.

Proximité Toulouse, maisons nobles et fermes idéales pour résidences principales ou secondaires (61) 82-18-23.

**domaines**

AGNE PROPRIÉTÉ DE CHASSE SOLOGNE Ec. n° 202.089 à ORLET n. Courtes-Cluses 92200 NEUILLY-S/SEINE.

**automobiles**

**ventes**

**de 5 à 7 CV.**

Vende Coccinelle 1300 (VW). 1983, 185.000 km. Bon état. 2 pneus et batterie neufs. Révision récente. 3800 F. Tél. 783-22-63.

**de 8 à 11 CV.**

A vendre 505 CR, année 1983, 2500 km. Cause décès. 55.000 F. Buffer : 980-80-80.

Talbot Solara pulman, année 1983. 38.000 km. révisions faites. 40.000 F. Tél. 008-06-23, 30. 75 h.

**de 12 à 16 CV.**

A vendre ALUX 300 Turbo, 82 1983, 30.000 km. Cause décès. 60.000 F. Tél. 008-06-23, 30. 75 h.

**boxes - parking**

**M. MONTPARNASSE**

PARKING dans imm. récent 88, bd du Montparnasse. Tél. 673-67-50.

**Le Monde**

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

**UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE**

spécialement destinée à ses lecteurs résident à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande



## CONJONCTURE

AU CONSEIL DES MINISTRES

### M. Mitterrand rappelle que les prélèvements obligatoires devront baisser en 1985

Devant le conseil des ministres, réuni le mercredi 18 janvier, MM. Pierre Mauroy et Jacques Delors ont présenté des propositions de loi sur la préparation du budget de l'Etat pour 1985 (nos dernières éditions datées 19 janvier). A cette occasion, M. François Mitterrand est intervenu pour dire que la charge des prélèvements obligatoires est trop lourde. Selon le chef de l'Etat, les prélèvements obligatoires épuisent la capacité de redressement. Il faut, selon lui, opérer une rupture nette dans le rythme

d'accroissement de ces prélèvements. « Rien ne serait plus grave, a-t-il ajouté, que de laisser aller de manière spontanée ces accroissements, comme c'est le cas depuis plusieurs années. Pour le plus grand nombre de Français, le poids de ces prélèvements est devenu excessif, a-t-il dit. Le respect des fruits du travail et de l'épargne, le goût d'entreprendre, sont des atouts qu'une société libre et vivante doit savoir préserver. Le dynamisme retrouvé de tous ceux qui participent au redressement de l'économie de la France appelle une baisse des prélèvements fiscaux et sociaux. J'ai fixé cette priorité politique majeure au gouvernement. Elle doit être mise en œuvre. »

Le premier ministre a souligné qu'il était nécessaire d'adapter la préparation du budget 1985 à cet impératif. « Cela suppose de la part de l'Etat, de la part de chaque ministre, qu'il s'engage personnellement en vue de la réalisation de cet objectif », a-t-il affirmé. M. Mitterrand a ajouté que les ministres doivent comprendre que le point de réduction obligatoire des prélèvements obligatoires doit être obtenu et que la gestion de chaque membre du gouvernement doit être jugée selon la capacité des ministres à adapter leur budget à cet impératif.

M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, a rappelé que la procédure budgétaire a commencé plus tôt que d'habitude. Dès le 28 décembre, M. Mauroy a adressé une lettre aux ministres et secrétaires d'Etat afin qu'ils bâtissent à titre exploratoire une esquisse de leur budget pour 1985. « Confrontés à l'habitude, a-t-il dit, il conviendra de partir non plus des dépenses mais des recettes. C'est en fonction des recettes envisagées que les dépenses seront fixées. Pour ce qui concerne les dépenses, le budget sera organisé selon quatre rubriques principales :

- Budget de fonctionnement (train de vie de l'Etat), sur lequel doivent peser les économies, et réorganisation structurelle de chaque administration ;
- Le budget investissement : les impenses seront préservées, ce qui coûte ;
- Transfert vers les entreprises pour favoriser les reconversions et mutations ;
- Transferts sociaux qui correspondent à la politique de justice sociale.

Le président de la République est alors intervenu une nouvelle fois à l'occasion d'une communication présentée par M. Marcel Rigout, ministre de la formation professionnelle. M. Mitterrand a insisté sur la nécessité d'accroître l'effort entrepreneurial dans ce domaine, qui est, a-t-il dit, l'une des conditions de la réussite des reconversions. Il a également rappelé qu'il est indispensable d'adapter la formation professionnelle aux nouvelles technologies.

En 1983

### LES INDUSTRIES ELECTRIQUE ET ELECTRONIQUE ONT DÉGAGÉ UN EXCÉDENT COMMERCIAL DE 7 MILLIARDS DE FRANCS.

Le chiffre d'affaires des industries électrique et électronique (l'informatic) a atteint 180 milliards de francs en 1983 au lieu de 160 milliards de francs en 1982. Cette croissance de 12 % est due à la forte progression des ventes de matériel informatique (de 20 % à 25 %), qui ont représenté 40 milliards de francs.

La croissance en volume du secteur hors informatique ne ressort globalement qu'à 1 %. Les biens de consommation sont en recul de 3 % ; les biens d'équipement ont stagné ; les composants et les accumulateurs ont progressé de 5 %.

1983 aura donc été, note la Fédération des industries électrique et électronique, une année « médiane » pour le secteur, à l'exception du commerce extérieur, qui a connu une amélioration sensible. Les exportations ont progressé de plus de 22 % (75 milliards de francs), alors que les importations n'ont augmenté que de 12 % (68 milliards de francs). Ainsi, avec 7 milliards de francs, le secteur retrouve les niveaux d'excédents commerciaux qui étaient les siens dans les années 70 (1). En 1982, la balance commerciale n'avait enregistré qu'un solde positif de 785 millions de francs.

L'amélioration de la balance commerciale est liée à un redressement du commerce avec les pays de la C.E.E. (Grande-Bretagne et R.F.A., notamment) et ceux de l'Est.

La F.I.E.E. attire cependant l'attention sur la situation « inquiétante » pour l'avenir, des carnets de commande. Leur chute a été particulièrement sensible pour les biens d'équipement commandés par les pays du tiers-monde.

(1) Les chiffres de la F.I.E.E. incluent le secteur du matériel électrique, dont la balance commerciale est traditionnellement excédentaire. En revanche, celle des industries relevant de la « filière électronique » reste largement déficitaire.

## SOCIAL

### Les deux enjeux de l'assurance-maladie

#### Contrôler les dépenses et mieux servir l'usager

Les caisses d'assurance-maladie peuvent-elles jouer un rôle plus actif dans le contrôle des dépenses de santé et l'évolution du système de soins ? Pour elles, tout en continuant à améliorer leur gestion, essayer d'entretenir des relations nouvelles avec les usagers ? Ce sont les enjeux des prochaines années pour les nouveaux conseils d'administration mis en place d'ici la fin de février, et notamment pour celui de la Caisse nationale d'assurance-maladie, que M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales, a installé ce jeudi 19 janvier.

Les nouveaux conseils vont prendre leurs fonctions à un moment où les dépenses de santé sont mises sous surveillance : le IX<sup>e</sup> Plan, dont la durée va presque coïncider avec le mandat des conseils (1), a mis à l'ordre du jour une « régulation volontaire » du système. L'heure est à la rigueur, et à un contrôle aussi strict que possible de l'offre de soins.

Cette nouvelle politique touchera surtout les hôpitaux (2) avec le projet de suppression de 42 000 lits, le développement des soins à domicile, notamment pour les personnes âgées, et, dès maintenant, l'application du budget global annuel remplaçant le prix de journée.

Les caisses d'assurance-maladie peuvent jouer un rôle plus actif dans le contrôle des dépenses de santé et l'évolution du système de soins ? Pour elles, tout en continuant à améliorer leur gestion, essayer d'entretenir des relations nouvelles avec les usagers ? Ce sont les enjeux des prochaines années pour les nouveaux conseils d'administration mis en place d'ici la fin de février, et notamment pour celui de la Caisse nationale d'assurance-maladie, que M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales, a installé ce jeudi 19 janvier.

Plus largement, elles fonctionnent surtout comme des organismes de redistribution financière : à la base, leur tâche consiste avant tout à effectuer des remboursements selon les normes précises. Peuvent-elles, comme on le souhaite, gérer une politique de santé ?

Sur le plan administratif, la coordination sera sans doute assez délicate entre la Caisse nationale, qui négocie avec les professionnels de santé, les caisses régionales, qui vont donner leur avis sur les budgets des hôpitaux publics, et les caisses primaires, qui discutent avec les établissements privés. Pour mieux suivre les pratiques médicales (à l'hôpital ou en ville) et en évaluer les coûts, les caisses doivent aussi se doter d'instruments plus fins que ceux dont elles disposent actuellement.

Plus largement, elles fonctionnent surtout comme des organismes de redistribution financière : à la base, leur tâche consiste avant tout à effectuer des remboursements selon les normes précises. Peuvent-elles, comme on le souhaite, gérer une politique de santé ?

#### Moderniser et humaniser

Le second enjeu touche aux relations avec les assurés. Pour fournir le meilleur service au meilleur coût, les caisses doivent se moderniser. Elles ont fait porter l'effort, jusqu'à présent, sur le traitement de masse, en recourant à l'informatique. Cette modernisation, effectuée non sans « cafoillages » (3), a permis d'abréger les délais de remboursement, qui sont aujourd'hui de dix jours en moyenne, dans 80 % des caisses. La plupart des assurés n'en demandent pas plus. Mais une minorité d'entre eux - personnes de fai-

ble niveau culturel ou socialement défavorisées, souffrant de maladies graves ou posant des problèmes administratifs complexes - a besoin d'une aide plus personnalisée.

Aujourd'hui, on estime que la modernisation doit s'étendre encore et porter non seulement sur la gestion administrative interne, mais sur celle du système de soins et les relations avec les assurés. Des expérimentations de cartes de paiement sont déjà en cours. Pour simplifier encore les procédures, on peut envisager le recours à des modes de paiement électronique (carte à mémoire par exemple).

Mais cette évolution ne risque-t-elle pas de rendre la Sécurité sociale encore plus impersonnelle ? N'exige-t-elle pas des caisses un effort préalable d'information et surtout d'aide à la mise au point de la carte ? Celui-ci sera coûteux et difficile : il faudrait non seulement multiplier les permanences, les « antennes », les services sociaux, mais consacrer beaucoup de temps et d'énergie à ce qui consistera toujours une part secondaire du travail des caisses. Pourra-t-on à la fois moderniser et humaniser ?

GUY HERZLICH.

- (1) Les conseils sont élus pour six ans, et le IX<sup>e</sup> Plan couvre la période 1984-1989.
- (2) Les remboursements aux hôpitaux représentent plus de la moitié des dépenses de santé.
- (3) Voir « Les ordinateurs voraces de la Sécurité », Le Monde, du 25 avril 1983.

### L'augmentation du chômage a continué en décembre

Rendues publiques dans l'après-midi du 18 janvier par le ministère chargé de l'emploi, les statistiques mensuelles du chômage font apparaître, pour décembre, une augmentation de 1 % du nombre de demandeurs d'emploi, en un mois et de 4,5 % en un an, en données corrigées des variations saisonnières, avec 2 118 600 personnes inscrites à l'ANPE. En données brutes, la progression est de 0,2 % en un mois et de 4,5 % en un an, avec le chiffre record de 2 227 206 demandeurs d'emploi inscrits.

En effet, si le rythme d'augmentation du chômage a été plus faible en décembre qu'en novembre 1983, la tendance reste la même et, plus, se confirme. D'après même de la statistique, l'éloignement de la date du début de l'année 1984, les faibles variations constatées pour la première fois en novembre dans le barrage du traitement social du chômage d'élargissent, sans toutefois entraîner une rupture du dispositif.

Cela étant, tous les indicateurs montrent que la pression s'accroît. Les offres d'emploi disponibles au fin de mois, avec 61 400 en données corrigées, sont en recul de 4,8 % en un mois et de 42 % en un an. Les offres d'emploi enregistrées au cours du mois, qui étaient de 48 100 en données corrigées, sont en recul de 5,3 % en un mois, mais progressent de 35,3 % en un an.

Tandis que le nombre de licenciements pour raisons économiques, de 35 400 en novembre en données corrigées, augmente de 18,4 % en un

mois et de 25,5 % en un an. Le nombre des « premières entrées », qui correspond à l'inscription des jeunes, progresse de 16,5 % en un an et celui des « fins de contrats à durée déterminée », qui traduisent la précarité du travail, progresse, lui aussi, de 9,1 %.

Parallèlement, on peut observer, comme l'indique le « mensuel » publié par M. Jack Ralho, ministre délégué chargé de l'emploi, « l'épuisement des réserves de la solidarité », qui, par des départs en préretraite, perpétuent des embauches correspondantes.

En outre, la durée moyenne du chômage s'allonge. A la fin décembre, elle était de deux cent quatre-vingt-trois jours, en augmentation de quatre jours sur novembre et de huit jours par rapport à décembre 1982. Les bénéficiaires de l'allocation de fin de droits, qui sont justement les chômeurs les plus anciens, ont augmenté de 10,5 % en un an.

Rafin, l'élargissement de 67,2 % en un an du nombre des bénéficiaires des allocations conventionnelles FNE (Fonds national de l'emploi) de départ en préretraite démontre la mesure des difficultés d'entreprises. Mais, on le sait, celles-ci ne font que commencer en ce début d'année, et les chiffres du chômage n'ont pas encore été influencés par les suppressions d'emplois chez Talbot ou les mesures qui ont fait récemment l'actualité. Les projections statistiques devraient donc être encore précautionneuses.

ALAIN LEBEAUC.

### Chômage pour cause de service militaire

Patrick, vingt-deux ans, de Montbéliard (Doubs) a créé son entreprise il y a deux ans. Sa famille lui a prêté un peu d'argent. Une formation en partie sur le tas et assurément le goût d'entreprendre. Le voilà, à vingt-deux ans, à la tête d'une petite société spécialisée dans l'électronique des appareils de sonorisation et des instruments de musique, en assure la maintenance, et les groupes de rock et les discothèques sont ses principaux clients.

La première année les revenus de Patrick ont été élevés, les affaires ont bien progressé, et, au cours des prochains mois, il comptait engager un compagnon. Hélas, Patrick va partir au service militaire au début de février.

« Pour l'entreprise ça signifie la cessation d'activités : pour moi c'est le chômage assuré à ma libération en 1985. » On ne l'attend pas. En plus, les perspectives dans le pays de Montbéliard ne sont pas réjouissantes : « 8 000 chômeurs sont inscrits à l'ANPE de la ville ».

Patrick a cherché à obtenir une dispense. Il a envoyé des lettres, respectueuses et déterminées, à nombre d'administrations et de ministères. Il s'est assis

adressé au président de la République.

Tous ont répondu, mais... Les autorités ont refusé la question en me renvoyant à la loi du 12 juillet 1983 sur le service national. Son cas n'est pas prévu. Si seulement ce petit patron avait créé un emploi ! Alors on aurait pu envisager la question.

Pourtant, Patrick a des services militaires de plus en plus nombreux. Ce n'est pas le nombre des incorporés : devrait être de 280 000 à 270 000 sur un total de 400 000 appelés, recensés, alors qu'il a été l'an dernier de l'ordre de 300 000 (Le Monde du 28 novembre).

Dans l'armée, les dépenses de Patrick ont été prises en compte. Patrick rappelle sans ironie à son interlocuteur, le ministre du commerce et de l'artisanat, une phrase d'un discours de M. François Mitterrand, qui, en septembre dernier, déclarait l'artisanat et le courage de ceux qui se mettent à leur compte. « L'artisanat, disait le chef de l'Etat... [est] un monde où chacun défend les clés de son propre avenir. » Voilà, doit penser aujourd'hui Patrick.

A. T.

## L'Éducation

JANVIER 1984

### ÉLECTRONIQUE INFORMATIQUE :

#### LES FORMATIONS EFFICACES

#### JEUNES DANS LA CRISE : L'UNIVERS DE LA DÉBROUILLE

#### COMMENT UTILISER LES CENTRES CULTURELS ÉTRANGERS

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

11 F

مكتبة الامم المتحدة



# AGRICULTURE

## Nouvelle rencontre ministérielle franco-espagnole Une certaine satisfaction de Paris

Madrid. — Préparer la négociation de l'épineux dossier agricole dans le cadre du processus d'adhésion de l'Espagne à la CEE, tel était l'objectif des entretiens que le ministre français de l'Agriculture, M. Michel Rocard, a eus le 17 janvier avec son homologue espagnol, M. Carlos Romero. C'était la troisième fois en six mois que les deux responsables se rencontraient.

MM. Rocard et Romero ont analysé les conclusions des études menées durant quatre mois par des groupes d'experts des deux pays sur les cinq chapitres les plus difficiles du dossier : le vin, les céréales, les fruits et légumes, les matières grasses (huile d'olive) et la production animale (viande et lait). Sur les deux premiers thèmes, les Français ont pu constater avec une certaine satisfaction que l'Espagne avait pris plusieurs mesures destinées à faciliter l'adaptation de son agriculture aux règlements communautaires.

Une nouvelle réglementation de la fermentation du vin, plus restrictive, a été adoptée afin de maîtriser davantage la production et de contrôler les surplus, qui certains années atteignent près de 10 millions d'hectolitres. En outre, un plan d'arrachage des ceps a été mis en œuvre dans la vallée du Duero, notamment, provoquant d'ailleurs les protestations des organisations viticoles.

Dans le domaine des céréales, M. Romero a confirmé à son inter-

### De notre correspondant

La rencontre du gouvernement espagnol de mettre rapidement fin au monopole de la commercialisation dont jouit l'Etat, monopole incompatible avec les règlements communautaires. Cette mesure de libéralisation ne concernera toutefois, dans un premier temps, que le commerce intérieur.

En ce qui concerne le problème capital des fruits et légumes, les progrès, par contre, sont plus lents. La France craint que ses producteurs ne soient pas à même de supporter la concurrence de ses voisins du Sud dans la période qui suivra l'adhésion. Aussi demande-t-elle qu'un système transitoire, destiné à éviter une invasion massive des produits espagnols et un effondrement des prix, soit mis au point d'un commun accord.

### Impatience

M. Rocard a de nouveau insisté sur l'importance qu'avait à ses yeux l'action des associations de producteurs, qui ne jouent encore en Espagne qu'un rôle embryonnaire. Dans les pays de la CEE, ce sont elles qui régularisent le marché en procédant elles-mêmes au retrait des surplus en cas d'excès de l'offre. Accroître dans ce sens le rôle des mouvements de producteurs en Espagne permettrait donc d'éviter les fluctuations exagérées des prix agricoles et pour

autant éviterait à la France une concurrence « sauvage » de son voisin du Sud.

Dans le domaine de la viande et du lait, par contre, c'est l'Espagne qui se trouve en position de faiblesse : à qualité égale, ses produits apparaissent plus coûteux — et qui demande des mesures de protection. L'importation de viande et de lait constitue actuellement un monopole d'Etat, et M. Romero a demandé que l'Espagne puisse bénéficier durant une période transitoire d'un système de contingentement de ce secteur qui s'élargirait progressivement. M. Rocard semble s'être montré réservé sur ce point.

Le ministre français a tenu à tempérer l'optimisme de ses interlocuteurs espagnols, en rappelant que la négociation de fond sur le problème agricole ne pourrait pas véritablement s'ouvrir tant que les Dix n'auraient pas résolu leurs propres problèmes. Il a reconnu toutefois qu'avec l'important accord communautaire sur les fruits et légumes conclu le 18 octobre à Luxembourg un obstacle de taille se trouvait levé. Si les Dix réussissent à mettre fin à l'actuel « blocage » de la Communauté, la négociation agricole avec Madrid pourrait commencer le 21 février, date fixée pour la prochaine rencontre bilatérale entre l'Espagne et la CEE ou, au plus tard, après le sommet européen prévu pour le 19 mars.

THIERRY MALINIAK.

## Le revenu agricole des pays de la CEE a diminué de 6,3 % en 1983

Bruxelles (Communautés européennes). — En 1983 le revenu agricole dans les pays de la CEE a diminué de 6,3 % par rapport à 1982. La baisse a été particulièrement sensible en RFA (- 20,9 %), au Luxembourg (- 20,2 %) et au Danemark (- 17,7 %). Elle a été également plus forte que la moyenne communautaire en France (- 9,7 %) et au Royaume-Uni (- 6,6 %). L'évolution a été moins défavorable aux Pays-Bas (- 4,5 %) et en Grèce (- 0,6 %) en Belgique (- 0,2 %). Dans deux pays membres, la situation s'est améliorée : en Italie (+ 2,2 %) et en Irlande (+ 3,6 %).

L'Office statistique des Communautés européennes qui vient de publier ces résultats, en donne deux explications : les mauvaises conditions clim-

atiques qui ont provoqué une réduction sensible des productions végétales ; la forte progression du revenu agricole en 1982 par rapport à 1981 (+ 10,6 %), qui rend par comparaison plus spectaculaire la contre-performance de 1983.

Une analyse sur une longue période (voir tableau ci-dessous) révèle un tassement très sensible du revenu agricole dans trois pays membres, l'Allemagne fédérale, la France et le Royaume-Uni, où il n'a à aucun moment, même en 1982, retrouvé son niveau d'il y a dix ans. La France a même enregistré le niveau relatif le plus bas constaté dans un Etat membre sur cette période. La performance est moins mauvaise aux Pays-Bas, en Italie et surtout en Belgique.

## La Commission défaille

### De notre correspondant

Elles n'ont pas été adoptées, faute d'un accord des Dix sur l'ensemble des dossiers de la négociation européenne en cours. Mais les discussions d'Athènes ont démontré qu'en outre des divergences existaient encore sur les modalités d'application de ces mesures. Les gouvernements étaient donc divisés à y souscrire. L'effort qu'elles supposent sera donc bientôt exigé, et la Commission le sait. Elle a cru néanmoins devoir proposer un quasi-gel des prix exprimés en ECU, impliquant, compte tenu des ajustements monétaires, des diminutions très sensibles des revenus en RFA et aux Pays-Bas.

L'équation présentée par la commission est simple : surproduction + limitation des ressources = gel des prix. Ce raisonnement mécanique aboutit à des propositions dont la Commission sait pertinemment qu'elles sont politiquement inacceptables par les Etats membres. On ne tape pas impunément deux fois de

suite sur la tête des gens. Le premier résultat des propositions de la Commission, c'est de risquer de remettre en cause la réforme de l'Europe verte, pourtant nécessaire.

La Commission s'est disqualifiée en jouant ainsi les Ponce Pilate, en se défilant de manière politique au vu des gouvernements. La Communauté est confrontée à une contradiction : un budget provisoirement limité en raison des désaccords politiques entre les Dix et la nécessité, conformément au traité, d'assurer un revenu à peu près décent aux agriculteurs, et en tout cas de préserver l'ordre public. Si un accord d'ensemble intervient entre les Dix lors du Conseil européen de mars, cette contradiction sera résolue du presque, c'est une hypothèse tout à fait plausible. Mais dans le cas contraire ? La Commission est gravement défaille en donnant aux agriculteurs l'impression qu'il n'y a pas de moyens — fussent-ils dangereux au regard des règles communautaires — d'y échapper.

PHILIPPE LEMAITRE.

## UNE CAISSE PROFESSIONNELLE DE RÉGULATION ACCORDERA DES PRÊTS AUX ÉLEVEURS DE PORCS

Le ministre de l'Agriculture a annoncé, le 13 janvier, la création d'une « caisse professionnelle de régulation » destinée à permettre aux éleveurs de porcs de faire face aux difficultés qu'ils connaissent actuellement, en raison de la chute des cours et de la hausse des coûts de production. La caisse, qui disposera de 100 millions de francs (fournis par la Caisse nationale de crédit agricole et Unigrains), accordera des prêts aux producteurs et sera gérée par un comité comprenant des représentants des bailleurs de fonds et des organisations professionnelles concernées ainsi que des représentants de l'OFIVAL (Office national interprofessionnel des viandes de l'élevage et de l'agriculture). Le montant de ces prêts sera calculé en fonction de l'évolution d'un indice qui prend en compte les cours du porc et le prix de l'aliment reconstitué.

Les ventes faites depuis le 1<sup>er</sup> janvier bénéficieront de ces prêts. Enfin le ministre confirme la mise en place d'une « cellule de crise » qui examinera les mesures de nature à améliorer la situation du marché.

**Le Monde**  
dossiers et documents  
**LA DÉCENTRALISATION**  
**LA BRETAGNE**  
JANVIER 1984  
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX S.S.F.

## EN BREF

### Affaires

● **Bataille pour la prise de contrôle de Fabergé.** — Le fabricant américain de parfums Fabergé succède des convoitises. Après l'établissement financier new-yorkais Gibson, Green, Van Amerongen, c'est maintenant la société Mac Gregor qui cherche à prendre le contrôle de l'affaire. Elle lance à son tour une OPA au prix unitaire de 32 dollars par action (contre 30 dollars pour Gibson). Le coût global de cette acquisition, si l'opération se fait, serait de 180 millions de francs (1,55 milliard de francs). Fabergé est connu par ses marques « Brut », « Farah-Fawcett », « Babe », et « Tigress ». Mac Gregor fabrique des vêtements.

● **Le rachat de Getty Oil par Texaco fera l'objet d'une enquête antitrust.** — La commission fédérale du commerce ouvrira une enquête pour déterminer si l'achat de Getty Oil par Texaco viole ou non la loi antitrust, a annoncé le département américain de la justice. Pemzoll, candidat malheureux au rachat de Getty Oil, avait affirmé que cette opération violait la législation en permettant notamment à Texaco de devenir le second distributeur de carburants aux Etats-Unis.

● **La C.G.E. reprend les activités de tri postal de Thomson.** — C.I.T. Alcatel, filiale de la C.G.E., vient de racheter à Thomson la société Hotchkiss-Brandt-Sogeme, spécialisée dans la fabrication d'équipements de tri postal. H.B.S., qui emploie mille deux cents personnes, a réalisé un chiffre d'affaires de 940 millions de francs en 1983. Ce rachat était prévu dans le cadre des accords passés en septembre dernier entre les deux groupes nationalisés. Le montant de la transaction n'a pas été révélé, mais le protocole d'accord de septembre prévoyait une cession pour 130 millions de francs.

● **Monsanto renforce ses positions européennes dans la pharmacie.** — Le groupe chimique Mon-

santo (60 milliards de francs de chiffre d'affaires) se propose de racheter le laboratoire belge Continental Pharma. Un accord de principe a été signé. Par cette acquisition, dont le montant n'a pas été rendu public, Monsanto entend élargir sa gamme de ses spécialités pharmaceutiques. Le groupe est un des plus grands fabricants mondiaux de produits analogiques, l'aspirine notamment. Avec trois usines et un centre de recherche en Belgique, Continental Pharma réalise un chiffre d'affaires de 345 millions de francs.

### Pêche

● **Pêche : accord entre la CEE et les Seychelles.** — La CEE et les Seychelles viennent de conclure un accord de pêche permettant l'accès de dix-huit thoniers français dans les

eaux de ce pays. Un accord comparable avait été signé avec le Sénégal il y a quelques jours.

### Social

● **Une conférence européenne sur le travail des femmes, le 8 mars prochain, à Paris.** — A l'occasion de l'ouverture, le 17 janvier, d'un grand débat au Parlement européen sur « la situation de la femme en Europe », M<sup>me</sup> Yvette Roudy, ministre déléguée auprès du premier ministre chargé des droits de la femme, a déclaré à Strasbourg qu'elle « espérait faire aboutir, pendant la présidence française, une action spécifique contre le chômage des femmes en Europe ». Dans ce but, M<sup>me</sup> Roudy a annoncé la réunion, à Paris, le 8 mars prochain, d'une conférence des ministres européens du travail, de l'emploi et des affaires sociales.

**MAÎTRISE de L'ÉNERGIE**

Dans « Le Monde » daté 22-23 janvier

**AU SOMMAIRE DU NUMÉRO 8**

- Le FSPT pour accroître la compétitivité des entreprises
- Des thermiciens chez les agriculteurs
- Brésil : énergie et développement local
- Les humeurs de Claude-Marie Vadrot

Lettre mensuelle de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie

**CANAPES CAP**

**Habillez-les à votre mode**

Vous êtes royales ? Petites fleurs ? Cuir bleu ?... quel que soit votre style, votre canapé bien à vous vous attend chez CAP.

Car pour habiller nos 3 places, 2 places, fauteuils, chaises, déhoussables, convertibles, nous vous donnons réellement le choix : 10 tissus, 9 qualités et 44 coloris de cuir de la plus belle peau tant la richesse de la collection CAP. Sans compter les prestigieuses collections de tissus signés Casol, Durocq, Pierre Frey, Etamine, Rubelli...

Tous les goûts sont vraiment dans les canapés CAP. A vous de choisir... Quand le choix vient s'ajouter au prix direct, il n'y a plus de raisons de chercher ailleurs. Alors mettez le cap sur CAP.

**2 magasins à Paris.**  
CAP 37, rue de Clichy - 75002 PARIS. Tél. 307.24.01  
CAP 27, avenue Rapp - 75007 PARIS. Tél. 555.88.22

**PRIX DIRECTS DANS LES 2 MAGASINS :**  
ORIENTAL - 3 places.  
1205 ml. Tissu 32% coton.  
68% viscose : 6.650 F.  
En cuir, à partir de 7.800 F.  
Tissu à partir de 4.860 F.

**LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES**

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas - haut	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -
SE-IL	8,58 8,5830	+ 170 + 200	+ 340 + 380	+ 940 + 1060
DM	6,8772 6,8805	+ 120 + 160	+ 220 + 260	+ 740 + 850
Yen (100)	3,6722 3,6746	+ 180 + 205	+ 320 + 365	+ 1065 + 1130
DM	3,0573 3,0588	+ 160 + 175	+ 310 + 395	+ 965 + 960
Fluor	2,7191 2,7204	+ 140 + 150	+ 270 + 290	+ 795 + 845
R.E. (100)	14,9530 14,9594	+ 190 + 270	+ 310 + 440	+ 695 + 1010
ES	3,1418 3,1445	+ 280 + 385	+ 550 + 630	+ 1545 + 1640
L (1 000)	5,4377 5,4384	+ 240 + 280	+ 440 + 590	+ 1295 + 1785
F. franc	12,1132 12,1246	+ 270 + 355	+ 565 + 660	+ 1695 + 1840

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

**Célibataires aimeriez-vous changer votre vie ?**

Sachez qu'il existe maintenant un moyen sérieux de rencontrer, en toute liberté, des personnes répondant réellement à votre attente et à votre personnalité définie par une véritable étude psychologique.

A l'efficacité, ce moyen ajoute un charme neuf : le plaisir classique de la rencontre avivée par l'attente curieuse de contacts imprévus hors des cadres traditionnels.

**Ion International**

**BON GRATUIT**

Veuillez m'envoyer sans engagement, sous pli neutre et cacheté, le livret d'information en couleurs "Pour un couple nouveau".

M. Mme Mlle \_\_\_\_\_ Age \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Adresser à :

- ION FRANCE (M 88) 94, rue Saint Lazare, 75008 PARIS - Tél. 528.71.85
- ION MIDI-PYRÉNÉES (M 88) 31, allée Desmoulin 31020 TOULOUSE - Tél. 52.25.85
- ION RHÔNE-ALPES (M 88) 35, avenue Rockefeller - 69003 LYON - Tél. 854.25.44
- ION BELGIQUE (M 88) du Marché aux Herbes 105 BP21-1000 Bruxelles Tél. 511.74.30
- ION SUISSE (M 88) 10, r. Paillet, C.P. 233 1211 GENEVE 11. Tél. (022) 21.75.01



# ÉNERGIE

## INCERTITUDES SUR L'ÉVOLUTION DU MARCHÉ PÉTROLIER

### La politique de production et de stockage de l'Arabie Saoudite inquiète les opérateurs

L'OPEP pourra-t-elle, dans les mois à venir, éviter une nouvelle baisse des prix du pétrole ? Les pétroliers sont, depuis plusieurs semaines, divisés et perplexes. Après le statu quo décidé par l'OPEP à Genève en décembre dernier, trois interrogations majeures étaient posées : la Grande-Bretagne, pressée par ses clients de diminuer ses tarifs au premier trimestre 1984 allait-elle continuer d'observer une politique de prix cohérente avec celle de l'OPEP ? Quand se manifesterait la reprise de la demande mondiale, tant attendue ? L'Arabie Saoudite, principal producteur de l'OPEP, allait-elle, comme elle l'avait promis à ses partenaires, respecter le quota implicite de 4,5 millions de barils par jour (1) qui lui avait été attribué en mars 1983 ? A ces trois questions s'en est vite ajoutée une quatrième, instaurée, après le coup d'Etat militaire au Nigeria : le nouveau régime de Lagos confronté à des difficultés économiques considérables résisterait-il à la tentation de « casser » les prix pour augmenter ses exportations ?

Les assurances données par le gouvernement du général Buhari ont vite rassuré les opérateurs, le marché libre étant resté depuis un mois quasiment stable.

Pour la Grande-Bretagne, les craintes du marché ont été également apaisées, la Compagnie nationale britannique étant finalement parvenue à convaincre la plupart de ses clients d'accepter pour trois mois le gel de ses tarifs.

Restent en suspens deux points clés : l'évolution de la demande et la politique saoudienne. Tous les organismes de prévision s'accordent à penser que la demande a atteint en 1983 son plancher, la production ayant, pour sa part, après plusieurs années de baisse accentuée, quasiment cessé de diminuer (à 2,76 milliards de tonnes environ, soit 1,1 % seulement de moins que l'an passé). Ils attendent de moins en moins que la consommation en 1984. Mais leurs estimations divergent largement sur l'évolution des stocks et de la demande aux premier et second trimestres 1984. Les plus optimistes (Data, Resources Incorporated et l'Agence internationale de l'énergie) prévoient une nette reprise de la consommation au premier trimestre, suivie d'une diminution saisonnière au cours du second trimestre mais qui, compte tenu d'un destockage relativement modéré, devrait permettre à l'OPEP de maintenir inchangé son plafond. Un autre organisme, Enerfinance, proche des Emirats arabes unis, qui vient de lancer un bulletin mensuel, le *Market Monitoring Bulletin*, est, lui, plus pessimiste. La consommation mondiale devrait progresser au cours du premier trimestre, pour atteindre une pointe en février (à 48,8 millions de barils par jour) grâce à la reprise américaine et retomber ensuite aux environs de 44,3 millions de barils par jour, mais la demande effective adressée à l'OPEP devrait être amputée par un « déstockage important » pouvant atteindre 1,5 à 2 millions de barils par jour au premier trimestre (contre 3 millions de barils par jour (contre 3 millions de barils par jour) en 1983). Aussi, l'OPEP sera-t-elle contrainte, pour éviter un nouvel effondrement des cours, de décider avant la fin du mois de février une diminution de son plafond de production (17 millions de barils par jour).

Ces prévisions relativement pessimistes rejoignent celles formulées à Genève, par M. Mansour al Otaibi, ministre du pétrole des Emirats arabes unis, qui avait estimé que la production de l'OPEP, après s'être maintenue à 18,4 millions de barils par jour au premier trimestre, devrait être réduite à 16,4 millions de barils par jour au second trimestre.

Ces craintes ont été renforcées, depuis peu, par des informations concernant l'Arabie Saoudite. Contrairement à ce qu'on pensait, il semble que le royaume wahabite ait maintenu depuis décembre un niveau de production élevé (plus de 5 millions de barils par jour) nettement supérieur à son quota officiel. Les quantités ne se retrouvent toutefois pas sur le marché, comme en témoigne la relative stabilité des cours.

L'Arabie Saoudite a continué sa politique, amorcée dès le mois de mai dernier, consistant à louer des

tankers servant de stockage flottant. Selon les plus récentes estimations, une quinzaine de bateaux, contenant au total de 25 à 30 millions de tonnes seraient actuellement répartis dans le monde, les uns, selon la revue *Pétrole et gaz*, arabes, de l'Afrique, enfin le royaume wahabite a créé récemment, après la Libye, une seconde société indépendante de négociation, la Transatlantic. Ces deux sociétés, destinées à intervenir directement — et discrètement — sur le marché libre du pétrole, illustrent un changement décisif dans la politique de vente de l'Arabie Saoudite, liée exclusivement jusqu'à l'an passé aux quatre « majors » membres de l'Aramco.

Cette stratégie paradoxale car coûteuse — le stockage en mer reviendrait à 1 dollar par baril et par an — pèse à l'évidence sur le marché mondial d'engorgement si le royaume wahabite met en vente ces cargaisons. Elle pourrait s'expliquer par plusieurs facteurs :

— La crainte d'une aggravation du conflit irano-irakien, se propageant dans tout le Golfe et provoquant la fermeture de facto du détroit d'Ormuz ;

— La prévision d'une fermeture prochaine, pour des raisons techniques, de deux de ses champs de production (Marzan et Zoufouf), qui réduiraient les capacités du royaume de 20 % environ ;

— Le souhait de maintenir une pression sur le marché. Le royaume wahabite, grâce à ces stocks, fait peser une menace considérable sur ses partenaires de l'OPEP — qui pourraient être tentés de dépasser leurs quotas, notamment si l'Arabie Saoudite diminue enfin sa production — et sur les pays non producteurs comme la Grande-Bretagne, la Norvège ou l'URSS, tout aussi peu désireux de voir les prix s'effondrer.

Cheik Yamani, ministre saoudien du pétrole, a déclaré récemment qu'il ne lui paraissait pas nécessaire, contrairement à ce qu'il avait été prévu à Genève en décembre, de convoquer au cours du premier trimestre une nouvelle conférence extraordinaire pour décider s'il convenait ou non de modifier le plafond de production. Des consultations sont actuellement organisées au sein de l'OPEP, en prévision de la prochaine réunion du comité de surveillance, prévue le 10 février.

VERONIQUE MAURUS.

(1) 1 million de barils par jour équivalant à 50 millions de tonnes par an.

# ÉTRANGER

## Aux Etats-Unis LES DIRIGEANTS D'ENTREPRISE SONT TRÈS CONFIANTS DANS LA CONJONCTURE

Les chefs d'entreprises américaines demeurent « très confiants » en ce qui concerne la situation économique et ses perspectives à six mois. Selon la Conférence Board, institut patronal d'études économiques, qui fait état de résultats d'un sondage effectué auprès de mille cinq cents dirigeants de firmes de toutes tailles, le pourcentage de confiance (71 %) est pratiquement le même que ceux qu'avaient fait ressortir deux sondages similaires réalisés aux deuxième et troisième trimestres 1983. En outre, 75 % des chefs d'entreprise prévoient une amélioration des bénéfices de leurs sociétés en 1984. Il s'agit d'un pourcentage « record », tant de loin l'ancien score de 68 % enregistré lors d'un sondage qui avait eu lieu en automne 1976.

Cependant, l'industrie américaine a tourné en décembre à 79,4 % de ses capacités de production, soit 0,3 point de plus que le mois précédent et près de 10 points de plus qu'au cours du mois correspondant de 1982. Le taux d'utilisation des capacités de production a été particulièrement élevé dans l'industrie automobile, où il a atteint 81,9 %, soit son plus haut niveau depuis la mi-1979. — (A.F.P.)

## La dette des Philippines NOUVELLES IRRÉGULARITÉS RELEVÉES PAR LE FMI

La renégociation de la dette philippine a échoué sur de nouveaux problèmes importants à la suite de la découverte, à l'occasion d'une visite d'une mission du FMI, d'irrégularités dans les chiffres de la masse monétaire, rapporte Theodoros F. Far Eastern Economic Review.

Ces découvertes ont encore diminué la confiance du FMI à l'égard du gouvernement du président Marcos, déjà atteinte par des erreurs volontaires dans le calcul des réserves officielles de change, erreurs qui ont entraîné le remplacement du gouverneur de la Banque centrale.

Trouver une solution à ces nouveaux problèmes est crucial. Manila veut obtenir du FMI une aide accrue sous forme de quelque 635 millions de dollars américains. De cette aide dépend, en effet, la renégociation d'une dette d'environ 10 milliards de dollars et l'octroi de prêts de plus de 3 milliards de dollars par l'étranger. — (A.F.P.)

## En Italie

### Des ouvriers font une grève de la faim pour empêcher la fermeture d'une entreprise

De notre correspondant

Rome. — La grève de la faim pour empêcher la fermeture d'une entreprise est la nouvelle forme de lutte syndicale qu'ont inaugurée depuis une semaine une dizaine d'ouvriers de la Forniole, du groupe ENI, une cokerie des environs de Savona. Cette initiative a, le 17 janvier, failli prendre un tour dramatique : un des grévistes de la faim a été victime d'une crise cardiaque.

Symptomatique de la gravité de la crise économique qui touche la région de Gênes, la forme de lutte adoptée par les ouvriers de la Forniole (dir font la grève de la faim, mais les cinq cent cinquante autres affirmant être prêts à en faire autant) inquiète les syndicats. Ceux-ci soutiennent leur grève mais ils craignent que n'ait été mis en marche un processus difficilement contrôlable.

Les ouvriers de la Forniole ne se battent pas seulement pour conserver leur emploi, mais contre ce qu'ils estiment être « un acte d'injustice du pouvoir politique ». A leurs yeux, leur établissement est le plus sain du groupe ; mais, contrairement à d'autres, celui de Porto-Marghera (Venise) par exemple, il ne bénéficie pas de la protection du ministre du travail, M. De Michelis (député PS de la région).

Jusqu'en 1980, la Forniole était une entreprise en pleine expansion. A partir du moment où elle fut associée à trois cokeries dans le cadre de l'ENI, elle commença à décliner en raison de la faible compétitivité des autres entreprises et, d'une manière générale, de la crise de l'acier, dont les conséquences se répercutent sur la production du coke. C'est ainsi que, en 1982, fut prise la décision de fermer la Forniole et d'améliorer le rendement des entreprises qui s'y trouvent.

Après avoir eu recours à toutes les formes de lutte (grèves, réunions aux portes de l'usine, blocage des routes et des voies ferrées), les ouvriers se sont décidés pour la grève de la faim. Embarrassée par cette insurrection, la fédération locale du parti communiste admet cependant qu'il ne s'agit pas d'une « réponse individualiste » provenant d'un groupe d'ouvriers non préparés, mais du point d'arrivée d'une bataille longue, unitaire et de masse.

## AFFAIRES

### IBM A FAIT 47 MILLIARDS DE FRANCS DE BÉNÉFICES EN 1983

IBM va-t-elle prendre le contrôle de sociétés de logiciels spécialisées dans l'écriture de programmes pour son Personal Computer (PC) ? De nombreux analystes du numéro un des communications s'attendent à un tel mouvement.

IBM, lors du lancement du PC, en 1982, avait adopté une tactique d'« ouverture ». Ne pouvant écrire seul comme auparavant tous les programmes nécessaires, la compagnie s'était tournée vers les sociétés indépendantes pour les encourager à fabriquer et vendre des logiciels de toutes sortes. Des centaines d'entreprises se sont ainsi « agglutinées » autour d'IBM. Le PC est devenu depuis un standard mondial et chacun a gagné au jeu.

Selon les analystes, IBM va se « refermer ». D'abord, parce que cette stratégie rend la compagnie en partie dépendante des autres. La sortie du PC-Junior aurait été retardée par les difficultés d'une de ces sociétés à mettre au point quelques logiciels de base. Parce que, d'autre part, IBM envisagerait de mettre des logiciels directement sur des « puces » (et non plus sur des disques) ; et doit pour ce faire s'en réserver les ventes. IBM cherche, pour ces raisons, à prendre des participations dans ces sociétés indépendantes.

Le géant a le moyen. En 1983, son chiffre d'affaires a atteint 40,2 milliards de dollars (+17 % par rapport à 1982) et ses bénéfices nets 5,5 milliards de dollars (+24 %), soit 47 milliards de francs.

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES  
sur papier Ilford Cibachrome ou sur film  
ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS 12<sup>e</sup> ☎ 347 21 32

## OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Cabinet de M<sup>rs</sup> RENOUX et LEPEL-  
TIER, av. ass. au Barreau de Caen, 29,  
rue Ecuylère à Caen. Tél. 86-44-51.  
Serv. rend. pour la vente : Tél. 85-36-72.  
Vente sur saisie immobilière  
à l'aud. des Crises du Trib. de Gde Inst.  
de Caen, au Palais de Justice de ladite  
ville Place Fontette  
Jeudi 2 février 1984, à 14 h  
EN DEUX LOTS  
**2 APPARTEMENTS F 2**  
avec un emplacement de parking  
dans un ensemble immobilier situé  
à COURMAYEUR-SUR-MER  
MISE A PRIX : 75 000 F-80 000 F  
S'adr. pour rend. à M<sup>rs</sup> LEPELTIER,  
av. associé, rédact. du cah. des charges.  
Au Greffe du T.G.I. de Caen où le cah.  
des charges a été déposé le 28 oct. 1983.

POUR CETTE RUBRIQUE, S'ADRESSER  
à l'OSI  
7, rue Ste-Anne  
75001 PARIS  
261.51.52  
Vente sur saisie immobilière au Palais  
de Justice d'EVRY (91)  
le mardi 31 janvier 1984, à 14 h  
**UN APPARTEMENT**  
avec C.A.V.E. b. V3 escalier unique au  
4<sup>e</sup> étage, sis rue Victor-Hugo n° 6  
à GRIGNY II (91)  
MISE A PRIX : 40.000 F  
Cons. indispensable préalablement aux  
enchères. Rens. : M<sup>rs</sup> AKOUN et  
TRUXILLO, av. ass. à Evry (91),  
4, bd de l'Europe, tél. : 079-39-43.

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice de NANTERRE  
le MERCREDI 8 FÉVRIER 1984, à 14 heures  
**UN PAVILLON D'HABITATION à COURBEVOIE (92)**  
14, rue Carpeaux et 34, impasse Hanriot  
élevé sur caves, rez-de-ch., 2 ét., garage, jardin. CONT. TOT. au sol 169 m<sup>2</sup>  
M. à p. 130.000 F - S'adr. M<sup>rs</sup> B. LEOPOLD-COUTURIER  
avocat, 14, rue d'Anjou, Paris (8<sup>e</sup>), tél. 265-92-75 ; à M<sup>rs</sup> PINOT, huissier, Paris,  
12, rue Bayen, et à tous avocats près du Tribunal de grande instance de Paris,  
Bobigny, Nanterre, Créteil. Sur les lieux pour visiter.

VENTE AUX ENCHÈRES AU PALAIS DE JUSTICE DE NANTERRE  
le MERCREDI 8 FÉVRIER 1984 à 14 heures  
**UNE MAISON sise à BAGNEUX**  
(Hauts-de-Seine)  
7, rue Parry - LOUËE  
LOYERS ANNUELS : 16.228 F - MISE A PRIX : 180.000 F  
Maître WISLIN, avocat, 7, avenue de Madrid, 92200 NEUILLY.  
Sur les lieux pour vis. le 1<sup>er</sup> février 84 de 10 à 14 h, le 6 février 84 de 17 à 19 h.

Vente sur enchère au Palais de Justice de NANTERRE (92)  
le MERCREDI 1<sup>er</sup> FÉVRIER 1984 à 14 heures  
**APPARTEMENT à COURBEVOIE (92)**  
au 1<sup>er</sup> étage, escalier 6 - N° 6, 183 de 2 pièces principales, 2 à 10 et 16 à 30, rue Baudin,  
16 ter, 20 et 22, rue de l'Alma et  
20 ter, rue de Bezons  
MISE A PRIX : 245.300 F.  
S'adr. à M<sup>rs</sup> Catherine MEDAKSIAN, av. à PARIS-6<sup>e</sup>, 15, r. Dugny-Trouin ;  
Tél. : 544-68-15.

Vente sur saisie immobilière au PALAIS DE JUSTICE DE PARIS  
le JEUDI 2 FÉVRIER 1984 à 14 heures  
en un seul lot  
**UN IMMEUBLE sis à PARIS-15<sup>e</sup>**  
68, rue de Castagnary  
élevé sur cave d'un rez-de-ch. et d'un étage, d'une superficie de 200 m<sup>2</sup> environ.  
MISE A PRIX : 150.000 F  
S'adresser pour tous renseignements à la SCP SCHMIDT, DAVID, avocats au  
Barreau de PARIS, demeurant même ville (75017), 76, avenue de Wagram.  
Tél. : 766-16-69 du lundi au vendredi, entre 14 h et 16 h et sur les lieux pour vis.

Vente s/sais. Pal. de Just. de BOBIGNY, le MARDI 31 JANV. 1984 à 14 h.  
**UNE PROPRIÉTÉ à SEVRAN (93)**  
13, avenue Edouard-Vaillant  
comportant un pavillon : r.-de-ch. : living, chambre, cuisine, salle d'eau, w.-c.,  
débaras. 1<sup>er</sup> ét. : 3 chambres avec 2 combles - garage, buanderie, dépendances  
sur un TERRAIN d'une contenance superficielle de 420 m<sup>2</sup>.  
MISE A PRIX : 400.000 F  
S'adr. à M<sup>rs</sup> G.-B. PERLMUTTER, av. à PARIS-17<sup>e</sup> - 7, rue Marcel-Renaud ;  
tél. : 572-18-55 - M<sup>rs</sup> J.-P. BOUHOT, avocat à PARIS-18<sup>e</sup>, 70, rue Duhamel.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS  
le Jeudi 2 Février 1984 à 14 heures - En huit lots  
dans un immeuble sis  
**à PARIS-15<sup>e</sup>** 48, rue de  
Castagnary  
1<sup>er</sup> Lot LOCAL commerce.  
au r.-de-ch. av. accès princ. et se-  
cond. compr. BOUTIQUE, art-  
bout., dégt. w.-c., av. plac. cuis., au  
sous-sol une cave n° 6.  
Mise à prix : 59.000 F.  
2<sup>e</sup> Lot LOCAL commerce.  
au r.-de-ch. compr. BOUTIQUE,  
art-bout., salle d'eau av. w.-c.,  
cuis., au sous-sol une cave n° 8.  
Mise à prix : 70.000 F.  
3<sup>e</sup> Lot LOCAL commerce.  
compr. BOUTIQUE, au sous-sol  
une cave n° 10.  
Mise à prix : 28.000 F.  
4<sup>e</sup> Lot LOCAL 2<sup>e</sup> pte de  
compr. entr., cuis., p. princ. av. pl.,  
cuisine et salle de bains avec w.-c.,  
au sous-sol cave n° 1.  
Mise à prix : 40.000 F.  
5<sup>e</sup> Lot UN STUDIO s/cour  
compr. pièce principale av. coin  
cuis. et salle de bains av. w.-c. au  
sous-sol cave n° 2.  
Mise à prix : 30.000 F.  
6<sup>e</sup> Lot UN STUDIO à gche  
compr. entrée, pièce principale  
avec coin cuisine et salle de bains  
avec w.-c., au sous-sol une cave  
n° 3.  
Mise à prix : 32.000 F.  
7<sup>e</sup> Lot APPARTEMENT  
au 2<sup>e</sup> ét. compr. entrée av. pl., à  
manger, déb., cuis., w.-c., à de bas  
et 2 ch. et une av. placard, au  
sous-sol cave n° 4.  
Mise à prix : 58.000 F.  
8<sup>e</sup> Lot r. de ch.  
s/cour  
compr. entr., cuis., p. princ. av. pl.,  
s. de bas et w.-c., cave n° 5 au  
s/sol.  
Mise à prix : 23.000 F.  
**AVEC FACILITÉ DE RÉUNION**  
S'adr. p. rend. à la SCP SCHMIDT DAVID DUFFOIR, av. à PARIS-17<sup>e</sup>,  
76, av. de Wagram ; tél. : 766-16-69 du lundi au vendredi de 14 h à 16 h et sur  
les lieux pour visiter.

le guide des  
**professions libérales**  
fiscal, social, baies professionnels  
par  
**la revue fiduciaire**  
première revue française d'informations  
des entreprises  
**160 pages - Prix franco : 44,50 F**  
Commandes à adresser, accompagnées du règlement  
correspondant libellé à l'ordre de la Revue Fiduciaire  
**54 rue de Chabrol - 75480 PARIS Cedex 10**  
Librairie : 100 rue La Fayette - Paris 10<sup>e</sup>

**AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS**  
**CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS**  
CNT - Obligations 15,00 % - 1983  
Les intérêts courus du 24 janvier 1983 au 23 janvier 1984 seront payables à partir du 24 janvier 1984 à raison de 702 francs par titre de 5000 francs nominal contre détachement du coupon n° 1 après une retenue à la source de 12 % sur le montant net de 5000 francs. En cas d'option pour le régime de pré-régime d'impôt forfaitaire, le coupon n° 1 sera de 116,95 francs augmentés de 1 % des intérêts bruts (contribution au bénéfice de la Caisse Nationale des Allocations Familiales) soit un net de 377,25 francs. A compter de la même date, les obligations comprises dans la série de numéros 165093 à 198425 sortis au tirage au sort du 25 novembre 1983 seront porteurs d'intérêt et seront remboursables à 5000 francs, coupon n° 2 au 24 janvier 1985 échéant. Le paiement des coupons et le remboursement des titres seront effectués sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (Trésorerie Générale, recettes des Finances et perceptions), auprès des bureaux de poste, au siège de la CNT, 3, rue de l'Arrivée, Paris 15<sup>e</sup>, aux guichets de la Banque de France et des établissements désignés ci-après : Crédit Lyonnais, Banque Nationale de Paris, Société Générale, Banque Paribas, Banque Indosuez, Crédit Commercial de France, Crédit Industriel et Commercial, Caisse Centrale des Banques de France, Caisse de Crédit de la Région de l'Union Européenne, Banque Vernet et Commerciale de Paris, Société Marseillaise de Crédit, Banque Française de Commerce Extérieur, Banque Hervé, Banque Louis Dreyfus, Banque de Neufville, Schlumberger, Mallet, Banque Régionale d'Économie et de Dépôts, l'Européenne de Banque, Banque Worms, Cibafrank SA, la Compagnie Financière, Société Générale Aléandre de Banque, MM. Hottinguer et Cie, MM. Lazard Frères et Cie, Morgan et Cie SA, Caisse des Dépôts et Consignations, Crédit Agricole. Il est rappelé : - d'une part, que les intérêts concernant les titres nominatifs seront réglés directement aux titulaires par la CNT ; - d'autre part, que le remboursement des obligations désignées ci-dessus et comprises dans les certificats nominatifs sera effectué également par la CNT dès réception, sous bonnet, des certificats nominatifs concernés.

دكتور الامين



**18 JANVIER**

### Reprise en fin de séance

Sur le fond, une certaine confusion continue de régner autour du « Board », entretenant tant par l'incertitude sur la vigueur de l'expansion que par l'évolution des taux d'intérêt. Les deux phénomènes sont liés et favorisent une prudence redoublée.

Les professionnels croient cependant que Wall Street est entré dans une nouvelle phase de hausse, mais que la consolidation se poursuivra encore quelques jours.

Une forte activité a régné, avec 109,10 millions de titres ont été échangés contre 92,75 millions.

VALEURS	Cours de 17 janv.	Cours de 18 janv.
Alcoa	48	48 1/8
A.T.T.	86 1/2	86 5/8
Boeing	48 1/2	49 3/4
Chem. Manhattan Bank	49 1/4	48 7/8
Du Pont de Nemours	51 1/2	51 3/8
Eastman Kodak	73 3/4	74 1/4
Exxon	37 3/8	37 5/8
Ford	46 3/4	45 1/2
General Electric	57 1/2	56 3/4
General Foods	54	54
General Motors	77 1/8	77 3/8
Goodyear	30 7/8	29 7/8

de 1 500 à 2 000 moncoes par an évalués par le président de BFG.

Par ailleurs, la Commission des opérations de Bourse (COB) a publié le communiqué suivant à propos des Ateliers de la Motocoupe :

« La Commission des opérations de Bourse, l'information officielle émanant de M<sup>r</sup> Chassagnon, administrateur provisoire des Ateliers de la Motocoupe, le Commissaire-priseur à la connaissance des actionnaires, a été lue par M<sup>r</sup> Chassagnon lui-même, le 16 janvier 1984 : le tribunal de commerce de Paris a prononcé par jugement, en date du 12 janvier 1984, la liquidation des biens des Ateliers de la Motocoupe. Les biens de la Motocoupe ne cessent d'être liquidés et les actions passives s'avèrent largement supérieures aux actions et, de ce fait, les actions peuvent être considérées comme sans valeur. Les actions de la Motocoupe ne pourront donc jamais servir l'objet d'une prochaine mesure d'extinction de la cote officielle. »

	57 janv.	18 janv.
Valeurs françaises .....	107,7	-

	17 janv.	18 janv.
Indice officiel	167,2	168,8

**COURS DU DOLLAR A TOKYO**

Dans la quatrième colonne, figurent les

Couper- sures	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
------------------	---------	------------------	------------------	------------------

3700	CAL 3% ...	3252	3290	3230	-
205	Acct ...	235 50	235	235 90	+
		880	870	870	+

71	A.L.S.P.I. ....	96 20	90	92 10	-
131	Albion-Ast. ..	152 50	155	154 50	+
500	Ames .....	640	630	630	-

1010	Acc. Entrep.	1405	1420	1422	+
430	Acc. Trans.-Dr.	445	480	480	+
265	Ref. Entrep.	281	282 90	282 90	+

110	Bazar R-V....	112	117 80	118 20	+
205	Bégin-Say....	288	296	300	+
	Rc.....	413	417	415	+

1800	Bougan S.A. . .	1885	1890	1895	-
885	Bougan . . . .	755	800	810	+
7590	B.S.N.-G.D. . .	2820	2840	2845	+

520	Cash	579	572	576	-
280	Cash	366 80	372	374	+
580	C.F.A.O.	578	585	585	+

23	Chloro-Calcil.	25 70	24 95	25 10	-
195	Cementa trans.	250	253	252 80	+

116	Columbus	224 90	228 90	228 90	+
192	Columbus	225	225	225	+
300	Columbus	225	225	225	+

240	Credit F. Invt.	240	242	242	+
480	Credit Mkt.	479	481	481	+

1300	Danart-Servis	1480	1490	1500	+
770	Derry	833	845	849	+

540	Emm...	551	574	590	+
520	Emm (Gén.) ...	578	582	590	+
761	Em-Agri...	181 50	187	188	+

430	500 S.A. ...	604	822	822	1
795	Expenditure ...	875	874	880	+

... ..

525  
57

**SECOND MARCHÉ**

228 Hors-cote

Rachet 200	VALEURS	Emission Finis 200	Rachet 200
---------------	---------	-----------------------	---------------

54	708 10	Selection-Random....	180 38	172 20
78	175 43	Select. Val. Frang....	212 38	202 73

coupon détaché: ° : droit détaché:

---

100



## Un de plus

tu vas l'élever ça gosse ? Ce n'est pas avec l'argent des allocations. Et ce n'est pas non plus avec le président. Il ne te serra même pas, Mitterrand, que... Elle me répond que si, qu'il la verra en regardant les statistiques l'année prochaine. Et elle m'invite à dîner, pour fêter ça.

- soldes**  
**NICOLL**  
*la tradition anglaise*  
à Paris, 29 rue Tronchet  
depuis 1820

ailleurs, la Fédération de la  
silviculture (F.T.M.) C.G.T., pour  
ses 393 licenciements prévus à  
Sainte-Massey-Ferguson de  
Lille (Nord), a pro-  
pos de poursuivre toutes les ac-  
tions de l'usine le temps que se  
signe l'accord prévu entre Inter-  
national Harvester France et Re-  
lax DMA (machines agricoles).  
Le proposant de "gagner 10 %  
marché national, largement dé-  
passé par les importations", ou  
trait, selon elle, "élever de 30 %  
le volume de fabrications à Mar-  
seille", 300 salariés de l'entreprise  
manifestent mardi, à Paris, à l'a-  
pê de l'intersyndicale C.G.T.-  
D.T. F.O.

Un huissier accompagné de policiers a procédé, mercredi 18 janvier, au contrôle des résidents d'un foyer d'immigrés, à Gonesse (Val-d'Oise). Ce contrôle a permis de découvrir, en plus de 350 résidents autorisés, une centaine d'autres occupants. L'Association pour le développement des foyers du bâtiment et des métaux (ADEF), qui gère ce foyer, avait obtenu du président du tribunal civil de Pontoise une ordonnance sur requête lui permettant de faire procéder à ces contrôles.

**SOLDÉS**

**MAXIMILIEN M**

**Achetez maintenant  
Collection River :**

*Lavin • Cerruti • Christian Dior  
Yves Saint Laurent • Hugo Boss  
Francesco Smalto*

**93-95 Champs-Élysées • Paris • 106, Bd St-Germain**

93-95 Champs-Élysées • Paris • 106, Bd St-Germain

Trois semaines après, coup de téléphone : ça y est ! Elle vient d'avoir les résultats du test de grossesse, elle attend un bébé. Elle jubile. Moi, je suis consternée : enfin, Marinette, ça ne va pas la tête ! Avec quoi, avec qui

**Criquet de steiner**

**REMISE  
-15%**

**DU 6 JANVIER  
AU 11 FÉVRIER**  
EN 140 x 190, (sans  
les petits coussins)  
PRIX NORMAL 6336  
AVEC REMISE 7316

**CONVERTIBLE**  
à sommier à lattes de bois :  
couchage 80 x 190, 140 x 190, 160 x 190  
Tissu Extra Marine rouge/bleu

**CAPÉLOU**

DISTRIBUTEUR SP. en de la RÉPUBLIQUE  
75011 PARIS - Tél. 337.4635 - Météo Payerment

du jeudi 18 au samedi 21 janvier  
nocturne jeudi jusqu'à 22 h

# smalto

## SOLDE

44, RUE FRANÇOIS-H  
5, PLACE VICTOR-HUGO  
A MARSEILLE 38, RUE ST-PERREOL  
A STRASBOURG, 23, PLACE LEBER  
A DEAUVILLE, RUE GONTAUT-BRON

**SOLDES POUR ELLES**  
5, PLACE VICTOR-HUGO

**Francis Javitt**

---

**HORLOGER  
ARTICLES DE**



**BIJOUTIER  
CADRENT**

---

**SOLDES**

jusqu'à **40%\***

**AVANT TRAVAUX**

\* ex collection 1983 présentée dans  
les vitrines signalées.

**Francis Javitt**

Centre commercial Tour Maine-Montparnasse  
75015 PARIS - Tél. 558.66.52

**OUVERT LE LUNDI 17 H 30 PARKING GRATUIT.**

**MEN SPORT**  
Tailleur - Chemisier  
**SOLDE**  
16, rue de Sévres Paris 7ème

A B C D F G H

شهادت من الاصل